



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







10X

VEILLE-INTENDANCE 5

HISTOIRE
DE LA
VILLE DE LODÈVE

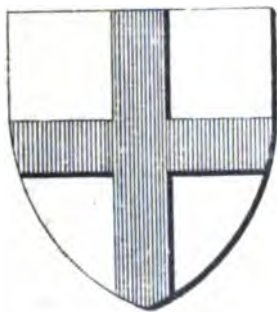
DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

AVEC HUIT PLANCHES ET DEUX PLANS

TOME PREMIER
DES ORIGINES AUX GUERRES DE RELIGION

PAR ERNEST MARTIN

ANCIEN OFFICIER DE MARINE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE, 5

MCM

Publication posthume.
L'auteur, au moment de sa mort,
n'avait encore fait que le
premier volume de son
livre. Les autres s'entendent
de les publier et de les faire
paraître. Les autres
l'ouvrage sont en état de paraître.

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE LODÈVE

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE LODÈVE

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

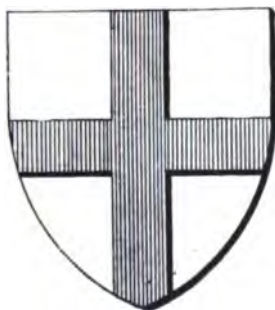
AVEC HUIT PLANCHES ET DEUX PLANS

TOME PREMIER

DES ORIGINES AUX GUERRES DE RELIGION

PAR ERNEST MARTIN

ANCIEN OFFICIER DE MARINE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE, 3
MCM

Relevé. 1/- 163

Les trois volumes qui composent l'Histoire et le Cartulaire de la ville de Lodève sont une publication posthume : au besoin, ils se réclameraient de cette circonstance, toujours susceptible d'entamer l'unité d'une œuvre. C'est pourtant à la maintenir que s'est attaché constamment l'éditeur.

Auteur d'une Chronique et généalogie des Guillem, seigneurs de Clermont, M. Ernest Martin (1) avait été frappé des erreurs de ses devanciers, et il estima, avec raison, que l'unique Histoire de Lodève (2) ne répondait pas aux exigences de la critique moderne. Or, à s'occuper de cette ville après celle de Clermont, il avait un motif aussi délicat qu'intime. Bientôt pourtant il trouva dans le résultat de ses recherches un stimulant de plus.

Pendant cinq années il explora donc minutieusement à Lodève les archives municipales et privées, il dépouilla les minutes de notaires, copiant chartes et contrats avec une ardeur inlassable, analysant séance à séance les délibérations communales, article par article les

(1) Jean-Joseph-Ernest Martin, né à Clermont (Hérault) le 19 mars 1833, aspirant de marine le 1^{er} août 1851, enseigne de vaisseau en 1853, démissionnaire le 6 juillet 1860, mort à Lodève le 22 octobre 1897.

(2) H.-G. Paris, Histoire de la ville de Lodève, de son ancien diocèse et de son arrondissement actuel. 2 vol. in-8° de 418 et 404 pages. — Montpellier, Boehm, 1851.

Simple traducteur, et traducteur infidèle, de Plantavit de La Pause (Chronologia Præsulum Lodovensium.— 1634), Paris n'a consulté aucun document original.

compoix. Mais, lorsqu'il procéda au classement et à la mise en œuvre chronologiques de cette moisson de documents, surgirent les problèmes que le hasard semble avoir à plaisir accumulés dans ce sujet. Il se remit donc à la tâche, où la mort vint le surprendre. Certes, ce marin était un vaillant, mais il eut pour son œuvre inachevée le poignant regard du navigateur à la terre nouvelle qu'il ne peut plus aborder.

Parce que ce regret silencieux a été entendu, la ville de Lodève a son Histoire et son Cartulaire à l'appui de celle-ci.

De l'œuvre réalisée par M. Ernest Martin tout, en tant que le complément des recherches l'a permis, a été religieusement conservé sous sa forme, tout au moins dans l'intention, car l'esprit seul vivifie et jamais plus sûrement la lettre ne risquerait de tuer qu'en un pareil cas : juge impartial, l'historien ne garde-t-il pas jusqu'à la dernière heure le devoir de baser son appréciation sur le fait nouveau ? D'ailleurs un plan purement chronologique laissait inutilisés les documents d'un réel intérêt dont a pu être formé le tableau de Lodève à deux époques très différentes. Il eût également ralenti le récit par de longues dissertations sur les problèmes nés du sujet. C'est pourquoi leur solution a été réservée pour une série de Notes spéciales à la fin de l'ouvrage.

Si la topographie actuelle représente, à peu de chose près, celle du XVIII^e siècle, pour le moyen âge il a paru nécessaire d'éclairer les descriptions par des plans et des vues photographiques.

Devant le nombre et l'importance des Pièces justificatives, l'éditeur a cru aussi devoir en former un Cartulaire factice, où se reflète tout le passé de Lodève avec les droits féodaux de ses évêques-seigneurs, ses privilèges municipaux, les titres de fondation de ses établissements de toute sorte, les règlements de son industrie, et même les circonstances historiques qui mêlèrent cette petite ville à la vie de la province et du pays. Les documents essentiels sont insérés in extenso ; les autres sont rappelés par un titre et une référence.

Au nom de Madame Ernest Martin l'éditeur a mandat de dire merci aux nombreuses personnes qui ont bien voulu aider cette

œuvre de leur obligeance. Le nom de toutes celles qui ont communiqué des documents a été soigneusement et justement rappelé à la suite de ces derniers. Mais, pour une contribution plus importante, il faut y ajouter ceux du regretté chanoine J.-H. Albanès, de Marseille, et du R. P. Caimi, carme déchaussé, de Rome, qui ont fourni d'intéressantes bulles à la Chronologie du siège épiscopal.

Partout l'accueil le plus bienveillant a été réservé aux investigations. M. Pascal Hugounenq, maire de Lodève, ouvrit à M. Ernest Martin les archives municipales, et M. Marien Cauvy, secrétaire de la Mairie, a mis constamment au service de nos recherches une obligeance parfaite. Grâce à M. Ernest Teisserenc, les archives de la commune des Plans ont pu être dépouillées avec avantage. M. Jos. Berthelé, archiviste de l'Hérault, MM. les Bibliothécaires de la Ville de Montpellier et du Grand-Séminaire de cette ville, M. Léopold Delisle, M. Hoques, archiviste du Parlement de Toulouse, M. Labande, conservateur du Musée Calvet d'Avignon, M. Maignien, bibliothécaire à Grenoble, MM. les Présidents de la Société archéologique de Montpellier et de la Société archéologique de Béziers ont libéralement ouvert leurs dépôts.

Nous en dirons autant de MM. Albin Hébrard, Joseph Granier et Paul Martin, notaires à Lodève ; de M. le chanoine Camplo, archiprêtre de Saint-Fulcran de Lodève, qui nous a autorisé à publier et reproduire la charte si précieuse de 999, relative à saint Fulcran, et nous a donné tant de facilités pour l'exploration archéologique de la Cathédrale ; de MM. les administrateurs de l'Hospice de Lodève ; de M. Ramondenc, sous-prieur des Pénitents-Blancs de cette ville.

Même les archives de la famille De La Treilhe de Fozières, conservées chez ses représentants actuels : MM. Gabriel Bérard de Fozières et Georges Teisserenc, de Lodève, ont été livrées à nos recherches.

Surtout des collaborateurs dévoués ont apporté à l'achèvement de l'œuvre leur concours très compétent. C'est nommer M. Cazalis de Fondouce pour une question d'épigraphie romaine ; M. Emile Bonnet pour celles de numismatique et de bibliographie. La modestie

de l'auteur d'une Note sur la fabrication drapière nous interdit d'en faire autant ; mais on y reconnaitra une plume familiarisée avec ces matières. Par sa connaissance approfondie des archives locales, la richesse et l'exactitude de ses informations, son obligeance toujours prête et jamais lassée, M. Albin Hébrard, notaire à Lodève, a, mieux qu'aucun, prêté l'aide la plus efficace. Enfin la tâche de faciliter l'intelligence du texte par des reproductions photographiques a été heureusement remplie par M. Alphonse Cazal, membre de la famille.

Tout s'est donc réuni pour faire de ces volumes, par la réalisation du désir suprême de M. Ernest Martin, l'hommage d'affection le mieux mérité à sa mémoire.

L. GUIRAUD.

SUR LES ARCHIVES DE LODÈVE

Une des difficultés que rencontre l'historien de Lodève réside dans la disparition de la majeure partie de ses archives et la dispersion du reste. Il faut reconnaître qu'à l'une comme à l'autre ont contribué des événements violents, tels que le pillage du Palais épiscopal en 1202 (1), qui a laissé survivre bien peu de documents antérieurs (2); la dévastation calviniste de 1573 (3), qui a coûté, avec des chartes des XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, quatre sur cinq des volumes de Bernard Gui (4); enfin la destruction, à la Révolution, des titres féodaux, où semble avoir disparu le dernier de ces volumes. Mais une négligence très regrettable est aussi venue accroître le mal. Déjà Bernard Gui avait sujet de la reprocher à son clergé à propos de saint Fulcran (5). Encore le 2 septembre 1789, Fabre, procureur juridictionnel, constatera « le peu d'attention qu'on a eu dans ce pays de conserver les anciens documents » (6). Et, entre temps, que d'occasions où les magistrats municipaux déplorèrent un état de choses préjudiciable aux intérêts communs au point de donner lieu à des arrêts dont l'inanité était ensuite proclamée (7)!

Ce désordre extrême provenait de causes diverses, toutes imputables à la négligence.

C'était d'abord celle à tenir les registres de délibérations du Conseil de Ville. Dans la majorité des cas, les lacunes de la série en proviennent. C'est du moins ce qu'on peut constater après 1438, un règlement fait vingt ans après essayant de remédier au mal (8),

(1) *Histoire de la ville de Lodève*, t. I, p. 61.

(2) Ainsi qu'on peut s'en convaincre en parcourant le Cartulaire de Bernard Gui.

(3) *Histoire de la ville de Lodève*, t. II, p. 26.

(4) Voir plus bas.

(5) *Histoire de la ville de Lodève*, t. II, p. 389. Note IV. Sur saint Fulcran.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 293.

(7) *Ibid.*, t. II, p. 157.

(8) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLIV, p. 201.

et pour le commencement du XVII^e siècle, un arrêt du Parlement de Toulouse rendu en 1620 réitérant la prescription (1).

C'était ensuite celle à conserver les titres. Quand les citoyens réclamèrent la Commune en 1260, l'article III de leurs revendications visait la possession d'un coffre pour les archives; mais la prétention fut rejetée (2). Le succès de tentatives renouvelées l'ayant fait prévaloir, on parait n'en avoir usé que modestement: en 1423 il est question seulement de « bruscias et massapos et saccos » pour les papiers de la Ville (3). Aussi en 1438 faut-il prescrire d'installer « ung coffre a trois clefs » (4). Plus que jamais, après les grands troubles du XVI^e siècle, il fut nécessaire de rappeler au maintien de cette ordonnance: c'est ce qu'en 1620 fit le Parlement de Toulouse (5). Par malheur, les luttes étant acharnées autour des chaperons consulaires, les procès abondaient et, pour les soutenir, les intéressés emportaient et égaraient les titres (6). Le désordre s'accrut même jusqu'à forcer l'Évêque d'intervenir en 1777 à titre de seigneur temporel (7). Et l'on a vu, malgré tout, les recherches de son représentant demeurer encore vaines à la veille de la Révolution.

Mais ce qui empêchait surtout de constater et de punir les détournements, c'était la pénurie d'inventaires ou tout au moins l'ignorance de ceux qui pouvaient exister. Non pas que la prescription de les établir ou de les recoler annuellement n'ait été réitérée bien des fois (8). Mais tantôt elle restait inexécutée, le désordre des papiers décourageant les recherches, tantôt leur disparition rendait incomplets ces inventaires. Il en subsiste pourtant deux, qui seront cités plus loin.

Par malheur, à Lodève, ces traditions semblent s'être trop perpétuées. Lorsqu'en 1892 M. Ernest Martin commença ses recher-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ccxv, 2, p. 308.

(2) *Ibid.*, doc. lviii, p. 31.

(3) *Ibid.*, doc. cxxi, p. 155.

(4) *Ibid.*, doc. cxliv, p. 201.

(5) *Ibid.*, doc. ccxv, 2, p. 308.

(6) Délibération du Conseil de Ville du 24 février 1658.

(7) *Histoire de la ville de Lodève*, t. II, p. 161.

(8) Notamment en 1438 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxliv, p. 201); en 1620 (*Ibid.*, doc. ccxv, 2, p. 308); en 1658 (Délibération du Conseil de Ville du 24 février); en 1692 (*Ibid.*, au 1 janvier); en 1770 (*Ibid.*, au 5 novembre); en 1774 (*Ibid.*, au 25 mars et au 28 octobre).

ches, les archives municipales se trouvaient entassées sans ordre dans une salle au troisième étage de l'Hôtel de Ville ; les chartes étaient soumises à un pliage qui les a beaucoup détériorées. L'attention du maire, M. Pascal Hugounenq, fut attirée par M. Martin sur cet état de choses, et il se préoccupa d'y porter remède. Les chartes, roulées, furent enfermées dans le propre cabinet du maire ; les registres mis dans un placard de la salle du Conseil municipal au rez-de-chaussée, et il ne demeura dans l'ancien dépôt que des papiers moins importants, tels que des comptes de la période moderne.

Néanmoins les archives de Lodève ne seront efficacement sauvegardées que par un nouvel et définitif Inventaire. En attendant que cet excellent projet reçoive son exécution, nous avons pensé qu'il n'est pas sans intérêt ni utilité d'indiquer, d'ailleurs fort sommairement, ce qui, échappant aux vicissitudes dont il a été question plus haut, se trouve aujourd'hui dispersé en différents dépôts.

Archives de la Ville

Conservées à l'Hôtel de Ville de Lodève, elles comprennent les séries suivantes :

Inventaires. - Sont au nombre de deux : l'un, dressé en 1391 et visant quelques uns des titres perdus depuis, offre de l'intérêt, mais ne peut être utilisé qu'après un sérieux contrôle ; l'autre, fait en 1627, répète le précédent, en abrégant les articles.

Délibérations du Conseil de Ville. — De 1423 à 1438 sous le nom de Livre des Notaires, et de 1548 à 1789 avec des lacunes de 1577 à 1608, de 1613 à 1616 et de 1618 à 1627.

Compoix. — Des années 1401, 1408, 1416, 1438, 1444, 1513, 1540, 1560, 1586, 1633, 1635, 1672, 1696, 1703, 1731, 1767. La fréquence de leur confection s'explique par le fait qu'on n'avait pas l'habitude d'y inscrire les mutations. L'absence d'îles dénommées, l'arbitraire de la division territoriale en huit consulats et le manque, comme points de repère, d'immeubles importants nuisent à la clarté des articles.

Livres de tailles et d'assiette. — Du XV^e au XVIII^e siècle. Ils concernent également le Diocèse et contiennent les procès-verbaux d'un certain nombre d'assemblées.

Registres paroissiaux. — Baptêmes, mariages et enterrements du XVII^e et du XVIII^e siècle.

Chartes et titres. — Du XIII^e au XVI^e siècle. La plupart sont publiées dans le *Cartulaire de la ville de Lodève*.

Papiers divers. — Du XVII^e et du XVIII^e siècle. Ce sont principalement des comptes de greffier.

Archives de l'Évêché

N'ayant pas été versées au Dépôt départemental en 1790, elles furent conservées en partie à l'Hôpital de Lodève, qui les envoya en 1860 aux Archives de l'Hérault. Le reste est demeuré dans une des études de notaires de la localité. Il convient de les diviser en deux groupes.

Temporel

Inventaires. — Ils sont au nombre de deux et déposés aux Archives de l'Hérault, série G. Le premier est celui de Guillaume Briçonnet et date de 1498. Son importance est capitale, ainsi qu'on pourra s'en convaincre par l'étude qui lui est consacrée (1). Le second, un cahier papier, a été fait en 1766.

Baux et arrentements. — Conservés à l'étude Granier à Lodève, ils forment une série embrassant les années 1593, 1594, 1595, 1601, 1606 à 1610, 1613 à 1622, 1666 à 1667, 1739 à 1744.

Lods et inféodations. — De 1671 à 1701 (2). Registres conservés en double, aux études Granier et Martin à Lodève.

Reconnaissances. — Les Censiers de 1495 et de 1548, visés dans la plupart des reconnaissances du XVII^e siècle, sont perdus. Mais il subsiste :

1^o Celui de 1689 et années suivantes, dressé sous l'évêque Lagarde de Chambonas et conservé dans l'étude Granier à Lodève.

2^o Celui de 1774 à 1781, dressé sous l'épiscopat de Mgr. de Fumel et conservé aux archives de l'Hérault, série G.

Atlas de plans. — Conservé à la Mairie de Lodève. Dressé en concordance avec le compoix de 1767, il se trouve daté par là même. Quoique fait dans le but particulier d'indiquer les immeubles portant usages, il embrasse toute la ville, les faubourgs et même le terroir. C'est d'après cet Atlas et un autre, analogue, du

(1) *Histoire de la ville de Lodève*, t. II, p. 398. Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources*.

(2) Avec à la fin un acte du 16 novembre 1772.

Chapitre qu'a été dressé le plan général de Lodève qui accompagne cet ouvrage.

Greffe de la Cour. — Il n'en subsiste plus aujourd'hui qu'un petit nombre de liasses, se rapportant aux dernières années avant la Révolution, et déposées aux archives de la Cour d'Appel de Montpellier. Ce sont des causes criminelles.

Spirituel

Visites pastorales. — Elles comprennent :

1° Celles de Plantavit de La Pause (1625 à 1648), appartenant à la Bibliothèque du Diocèse de Montpellier.

2° Celles de François Bosquet (1648 à 1637), dont il ne reste qu'un débris de volume, aux Archives de l'Hérault, série G.

3° Celles de Roger de Harlay (1637 à 1669), formant un registre complet avec formules imprimées, conservées dans le même Dépôt.

4° Celles de Georges de Souillac (1735 à 1750), comprenant un registre complet avec formules imprimées, un incomplet, analogue, et un débris d'autre, manuscrit, le tout conservé dans le même Dépôt.

Insinuations, titres cléricaux, dispenses et actes divers de l'Évêché. — Cette collection, de 1626 à 1789, est formée par une trentaine de registres, tous déposés aux Archives de l'Hérault, série G.

Archives du Chapitre

Inventaires. — Ils sont au nombre de deux. L'un fut dressé en 1722 par Jean Grand sur le plan d'un inventaire antérieur seulement commencé ; il est aux Archives de l'Hérault, série G. L'autre fut fait en 1780 et appartient à l'église Saint-Fulcran de Lodève.

Titres. — Il en existe un recueil en quatre volumes faisant double emploi. Le plus ancien fut dressé au XVII^e siècle, sans plan déterminé, par le chanoine Antoine Fornier, dit le Lyonnais. On n'a pas observé plus d'ordre dans le second, qui renferme en outre des actes postérieurs. Les titres, de nature très variée, vont du XIII^e au XVIII^e siècle. La collection est déposée aux Archives de l'Hérault, série G.

Reconnaisances. — Il en subsiste :

1° Un fragment de registre (XV^e siècle) aux Archives de l'Hérault, série G.

2° Un registre de 1505 à 1507, à l'étude Hébrard à Lodève.

3° Un registre dressé au XVIII^e siècle et contenant des extraits de reconnaissances du moyen âge et des temps modernes ; il est conservé aux Archives de l'Hérault, série G.

Baux et arrentements. — Il en existe trois registres, tous conservés à l'étude Granier à Lodève : l'un de 1740 à 1749, l'autre de 1767 à 1789 ; le troisième, un simple cahier, de 1647, est spécialement affecté au droit de tierces.

Délibérations. — La série est formée de divers registres cotés Délibérations ou Hebdomades. L'un, qui est conservé aux Archives de l'Hérault, série G, va du 23 février 1623 au 26 avril 1645, et comprend également les synodes du Clergé. Les autres, à l'étude Granier à Lodève, vont de 1645 à 1789.

Pièces diverses. — Contenues dans un portefeuille aux Archives de l'Hérault, série G, ces pièces, qui sont principalement des comptes, offrent peu d'intérêt. Elles sont mêlées à des papiers de la période révolutionnaire.

Atlas de plans. — Analogue à celui des possessions et usages de l'Évêque, il porte de plus, comme annexe, les noms des acquéreurs à la Révolution. Il est contemporain du premier et conservé de même à la Mairie de Lodève.

Archives diverses

Parce qu'elles n'ont point été versées en 1790 au Dépôt départemental, elles sont aujourd'hui à peu près anéanties. Voici le peu qu'il en existe :

Carmes. — 1° Un registre (XVII^e-XVIII^e siècle) conservé aux Archives de l'Hérault, série H, et contenant des fondations de chapellenies et des reconnaissances ; 2° quelques chartes et papiers transmis avec l'immeuble.

Récollets. — Un Livre dit Archival, rédigé en 1672, comme tous ceux de la province Saint-Bernardin, par le P. Césaire Cambin, de l'Ordre, et continué jusqu'à la Révolution. Ce volume est aux Archives de l'Hérault, série H.

Hôpital. — 1° Un registre de délibérations du XVIII^e siècle ; 2° quelques anciennes chartes, le tout conservé à l'Hospice de Lodève.

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE LODÈVE

DES ORIGINES AUX GUERRES DE RELIGION

CHAPITRE PREMIER

LUTEVA SOUS LES GAULOIS ET LES ROMAINS

La ville de Lodève est située au milieu d'un cirque de montagnes, derniers échelons des plateaux de l'Escandorgue et du Larzac, qui forment un étranglement marqué au confluent de la rivière de Lergue, tributaire de l'Hérault, et du ruisseau important de Soulondres (1). Il n'est pas douteux qu'une telle situation (2) n'ait, de très bonne heure, déterminé l'occupation de ce lieu à la fois accessible et défendu. Commandant la route du Rouergue au Languedoc, il peut la faire servir à son commerce entre la montagne et la plaine, comme l'intercepter à une ville rivale; et dès

(1) Nous nous conformerons toujours à l'usage local qui a supprimé l'article devant le nom des rivières. On dit couramment à Lodève: Lergue et Soulondres, continuant ainsi la forme latine du moyen-âge.

(2) Nous l'avons marquée dans notre *Plan de la ville de Lodève au moyen-âge*.

lors, centre naturel de la région que dessine la ceinture du bassin de Lergue, il est appelé à la dominer, tandis que, fermé à tout voisinage immédiat, protégé par des limites indiscutables, il est aussi bien placé pour conserver jalousement son autonomie. L'histoire de ce pays répondra à ses destinées naturelles.

Le nom primitif de la ville, Luteva, indique une origine gauloise (1); et sa fondation, en effet, est antérieure à l'ère chrétienne. Mais un passage de Pline, une inscription lapidaire qu'on croit être du II^e siècle, la table de Peutinger et une mention dans le *Notitia Provinciarum Galliarum* sont les seuls documents qu'on ait sur Luteva jusqu'au V^e siècle après J.-C. Insuffisants pour reconstituer son histoire, ils permettent néanmoins, une fois complétés par les renseignements généraux sur la région, de connaître le peuple qui habita le pays et les dominations diverses qu'il subit; par là, de se figurer la religion, le gouvernement, les mœurs des habitants de Luteva.

Aussi loin qu'on peut plonger dans le passé, au delà du VII^e siècle avant notre ère, la région comprise entre les Cévennes, le Rhône, la Méditerranée, les Pyrénées et la Garonne était occupée par les Ligures. Des Ibères venus du Midi les refoulèrent vers le Rhône, leur laissant les territoires les plus voisins de ce fleuve, mais s'emparant de ceux qui confinaient aux Pyrénées. Dans la zone intermédiaire se forma un peuple de race mélangée, connu pour ce fait sous le nom d'Ibéro-Ligure. Luteva aurait été compris dans cette zone.

Vers le VII^e siècle avant notre ère se produisit une nou-

(1) Voir chapitre X.

velle invasion : des peuples gaulois venant du Nord franchirent les Cévennes et, rejetant Ibères et Ligures au Sud et à l'Est, s'emparèrent de la région (1). C'étaient les Volces, qui, divisés en deux tribus, se partagèrent la contrée. Tandis que les Tectosages occupaient la rive droite de la Garonne en s'étendant vers l'Est, les Arécomiques, placés sur les deux rives du Rhône, se reliaient à l'Ouest, vers Narbonne, aux Tectosages (2).

A laquelle de ces deux peuplades fut attribué le pays qui sera le Lodevois ? C'est ce que nous allons discuter, la question restant obscure, par le laconisme des documents.

César, qui, le premier, a distingué les tribus Volces en Tectosages et en Arécomiques, n'indique point leurs limites respectives (3). Strabon est plus explicite : « Les Aréco-

(1) Herzog, *Galliæ Narbonensis Provinciæ Romanæ historia*. — Les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc* ont suivi la version d'Herzog ; à l'appui ils ont traduit, (t. II, p. 377) la préface de son ouvrage. — M. Ernest Desjardins a émis une opinion différente. Selon lui (*Géographie de la Gaule romaine*, t. II, pp. 115 et suiv.), les Ibères sont les premiers occupants du pays entre les Pyrénées, les Cévennes, le Rhône et la mer. A une époque qu'on peut fixer de 550 à 450 avant notre ère, les Ligures, qui étaient sur la rive gauche du Rhône, franchirent le fleuve, refoulèrent vers les Pyrénées une partie des Ibères et se mêlèrent à l'autre, demeurée dans le pays. Quant aux Gaulois, ils n'avaient pas encore fait leur apparition au midi des Cévennes au commencement du V^e siècle. On ignore à quelle époque ils y sont venus ; on sait seulement qu'ils y étaient fixés lors du passage d'Annibal (220 avant J.-C.).

(2) Sur les Volces Arécomiques et Tectosages et sur les limites de leurs territoires, voir : Strabon, l. IV ; Ptolémée, l. II, c. 10 ; Ménard, *Histoire de la ville de Nîmes*, t. I, pp. 6, 63, 90 ; dom Vaissète, *Histoire de Languedoc*, t. I, pp. 107 à 151 et les notes des nouveaux éditeurs ; Walckenaer, *Géographie ancienne des Gaules*, t. I, pp. 191 et suiv., 253 et t. II, pp. 176 et suiv. ; Herzog, *Galliæ Narbonensis Provinciæ Romanæ historia*, p. 122 ; *Histoire de Languedoc*, t. I, pp. 110 et 135 ; Eug. Thomas, *Recherches sur la position des Celtes-Volces*, dans les *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, t. I, pp. 119 à 164 ; Bourquelot, dans les *Mémoires des Antiquaires de France*, t. XXI, p. 329.

(3) César, *Commentarii de Bello Gallico*, l. VI § 24 et l. VII § 7. — Il ne parle d'ailleurs que de la fraction des Tectosages établie en Germanie, près de la Forêt Hercynienne.

miques, dit-il, occupent la rive droite du Rhône dans sa meilleure partie ; leur capitale est Nîmes, leur port, Narbonne. Après eux, jusqu'aux Pyrénées, on trouve divers autres peuples obscurs. La partie voisine des Cévennes, y compris le côté méridional de ces montagnes, jusqu'à leur extrémité, est occupée par les Volces surnommés Tectosages et par quelques autres peuples, dont je parlerai dans la suite. Quant aux Tectosages, ils sont voisins des Pyrénées et atteignent quelques points du côté septentrional des Cévennes » (1). Comme il faut ici tenir compte de la fausse orientation chez Strabon des Cévennes (Ouest à Est) et des Pyrénées (Sud au Nord) ainsi que du rattachement qu'il fait aux premières du chaînon des Corbières, il résulte que les Tectosages occupaient le versant occidental et partie du versant oriental des Corbières, confinant ainsi aux Arécomiques, lesquels possédaient Narbonne. Mais comment préciser davantage les limites des deux tribus, alors surtout qu'on voit Ptolémée étendre vers l'Est et le Nord celles des Tectosages, et laisser aux Arécomiques les seules villes de Nîmes et du Vigan (2) ?

Devant cette divergence des géographes cités, la majorité des commentateurs modernes a suivi la version de Strabon (3), par conséquent penché vers l'hypothèse que les *Lutevani* se trouvaient compris dans le territoire des Arécomiques, bien qu'il ne soit fait d'eux aucune mention

(1) Strabon, l. iv.

(2) Ptolémée, l. ii, c. 10.

(3) Voir page 3, note 2. — Seuls, les Bénédictins, M. Eugène Thomas et M. Bourquelot ont été d'un avis contraire ; encore remarquera-t-on que le second de ces auteurs admet que le pays des *Lutevani*, placé précisément à la ligne de séparation des Tectosages et des Arécomiques, aurait pu former un territoire distinct et indépendant. C'est là notre opinion.

nominale ni chez l'un ni chez l'autre des deux auteurs anciens. On ne saurait pourtant douter que Luteva n'existât dès l'époque où vivait Strabon, Pline le faisant figurer parmi les villes qui, depuis déjà quelque temps, avaient obtenu le droit latin (1). Comme Strabon avait habité Rome (2) et qu'il avait dû y puiser ses renseignements, tandis que rien ne prouve que Ptolémée ait été mieux informé, nous adoptons l'opinion la plus générale, et nous pensons qu'elle ne saurait être infirmée par la découverte, faite vers 1845 aux environs de Lodève, de monnaies attribuées aux Tectosages. Une trouvaille isolée de pièces mélangées avec d'autres reconnues pour avignonnaises (3) ne prouve rien en elle-même, vu la facilité de transport des monnaies.

Mais les *Lutevani*, tout en occupant un territoire qui faisait partie des Volces Arécomiques, ont pu fort bien être une de ces peuplades ibéro-ligures qui continuèrent de subsister après l'invasion des Volces. Leur situation est faite pour donner créance à cette hypothèse (4).

Nous ne saurions abandonner cette période sans relever l'erreur longtemps commise au sujet des monuments mégalithiques, et non celtiques, fort nombreux dans le Lodevois. M. l'abbé L. Vinas a compté jusqu'à soixante-un dolmens dans douze seulement des soixante-douze communes de l'arrondissement de Lodève (5), alors que M. Al. Bertrand, membre de la Commission de la Carte des Gaules, n'attri-

(1) L. III, c. 4.

(2) L. V.

(3) De Lagoy, *Mélanges de numismatique*, pp. 9 à 11.

(4) Voir page 4, note 3.

(5) L. Vinas, *Assises scientifiques de la Narbonnaise occidentale*, p. 11.

buait que quatre de ces monuments à tout le département de l'Hérault. Quant aux menhirs, on y en remarque quatre. Les dolmens sont considérés par M. l'abbé Vinas non comme des autels druidiques, mais comme des tombeaux gaulois, dont quelques-uns seraient du V^e siècle de notre ère. En partageant cette opinion quant à la destination des monuments mégalithiques, nous les attribuons à un peuple antérieur, car on en trouve dans certaines parties de l'Espagne et surtout en Algérie, c'est-à-dire en des pays où les Gaulois n'ont jamais eu d'établissements permanents.

Entraînés par les Arvernes, sous l'hégémonie desquels, avec nombre d'autres peuples, ils étaient passés, les Volces s'opposèrent à l'arrivée des Romains en Gaule, mais furent des premiers et rapidement soumis par eux. Même ils subirent le joug assez docilement pour ne pas s'être joints à leurs compatriotes lors de la guerre des Gaules; et, si Jules César plaça quelques postes chez les Arécomiques, ce fut non pour les contenir, mais pour les protéger: utile précaution, les Ruthènes et les Cadurques étant venus, peu après, ravager les frontières des Arécomiques (1).

Pour les récompenser peut-être de leur fidélité, très probablement aussi à cause de la situation de leur ville, les Romains accordèrent aux *Lutevani*, après la réduction définitive de la Gaule, le bienfait d'un marché. Telle est, en effet, l'opinion que nous croyons devoir adopter sur une question fort discutée à cause de la contradiction des deux textes anciens que voici :

« *Lutevani qui et Foroneronienses* », dit Pline (2), en

(1) *De Bello Gallico*, l. VIII, §§ 7 et 64.

(2) L. III, c. 4.

énumérant les trente peuples de la Gaule qui avaient reçu le droit latin, et parmi lesquels il cite également *Carpen-toracte Meminorum* (1). Mais, à l'encontre, Ptolémée s'exprime ainsi :

Υφ' ους Μημῖνοι καὶ πόλις αὐτῶν
Φορός Νερόνις (2).

C'est pourquoi, autour de ces passages, les érudits modernes ont accumulé commentaires et discussions.

Expliquant Pline par Ptolémée, les uns rejettent complètement l'identification de *Luteva* avec le *Forum Neronis* : ainsi Astruc (3), Ménard (4), Renouvier (5), Henry (6). D'autres l'acceptent sans restriction : tels Adrien de Valois (7), l'abbé de Longuerue (8), dom Vaissette (9), Walckenaer (10), Eugène Thomas (11), Bourquelot (12). Enfin quelques-uns : d'Anville comme hypothèse (13), Herzog affirmativement (14), distinguent deux villes du nom

(1) L. III, § 4.

(2) L. II, c. 9.

(3) Astruc, acceptant entièrement l'autorité de Ptolémée, qui compte le *Forum Neronis* entre les villes des *Memini*, en conclut que les *Lutevani* habitaient la Provence (*Mémoires sur l'histoire naturelle de Languedoc*, p. 127).

(4) Ménard partage l'opinion d'Astruc (*Histoire de la ville de Nîmes*, t. I, p. 18, note).

(5) Renouvier, sans indiquer le lieu où il les place, distingue les *Foronensienses* des *Lutevani*, qu'il met seuls à Lodève (*Monuments de quelques anciens diocèses du Bas-Languedoc*, p. 5).

(6) Henry place le *Forum Neronis* de Ptolémée à Mane, près Forcalquier (*Antiquités des Basses-Alpes*, p. 128).

(7) Adrien de Valois, *Notice des Gaules*, p. 294.

(8) Longuerue, *Description historique et géographique de la France*, p. 248.

(9) *Histoire de Languedoc*, t. I, p. 37.

(10) Walckenaer, *Géographie ancienne des Gaules*, t. II, p. 182.

(11) Carte accompagnant le mémoire cité page 4, note 3.

(12) *Mémoires des Antiquaires de France*, t. XXI, p. 329.

(13) D'Anville identifie le *Forum Neronis* avec Forcalquier (*Notice de l'ancienne Gaule*, art. LUTEVA).

(14) Herzog, *Galliar Narbonensis Provinciae Romanæ historia*, pp 123 et 141.

de *Forum Neronis* : l'une, celle de Pline, qui est Lodève et reçut le droit latin ; l'autre, celle de Ptolémée, qui aurait été située près du mont Ventoux.

Comme si l'obscurité n'était pas déjà assez grande du fait de pareille contradiction, soit de textes, soit d'opinions, la découverte d'une inscription romaine concernant Luteva vient encore l'augmenter.

Cette inscription, à laquelle nous consacrons une note spéciale (1), offre pour l'histoire de cette ville le plus grand intérêt en ce que :

1°. Elle confirme le passage de Pline. On y voit, en effet, qu'un certain L. Terentius Potitus, mort à vingt-sept ans, avait déjà exercé la questure et se trouvait désigné pour le duumvirat, sans être passé par l'édilité. D'où l'on peut inférer qu'à Luteva, comme en d'autres cités de droit latin, les fonctions de l'édilité étaient inhérentes au duumvirat.

2°. Elle apporte, dans la question du *Forum Neronis*, un élément nouveau, que n'avaient pas connu les commentateurs cités plus haut. Cet élément nouveau est malheureusement fait pour ouvrir le champ à d'autres hypothèses encore. Si la quatrième ligne de l'inscription renferme avec évidence dans les mots : CLAUD. LUTEVA le double nom gaulois et latin de la ville, la cassure de la pierre, qui supprime les mots précédents, ne permet point de déterminer la qualification à lui donner. Aussi, en fin de compte, la question demeure-t-elle pendante.

De ceux qui accordent le *Forum* aux *Lutevani*, tous ne sont point d'accord sur sa position. Une première opinion,

(1) Note I. Sur les vestiges de la domination romaine à Lodève.

celle de Plantavit de La Pause (1), de dom Vaissette (2) et d'Herzog (3), donne à la même ville les noms de *Luteva* et de *Forum Neronis*, l'un gaulois, l'autre latin. Une seconde, soutenue par Creuzé de Lesser (4) et par l'auteur de l'*Histoire de Clermont* (5), reconnaît deux villes différentes, et place la seconde, c'est-à-dire le *Forum Neronis*, au lieu dit Peyra Plantada, près Clermont-l'Hérault, où l'on a trouvé de nombreux fragments de poteries et des médailles romaines, entre autres un néron en or. Mais, outre que la fondation du *Forum Neronis* près de Clermont ne repose sur aucune donnée historique, la découverte ne saurait être invoquée comme argument décisif, car semblables trouvailles ont été fréquentes en bien d'autres localités du Lodevois, et s'expliquent par le long séjour des Romains dans le pays. Si elle était reçue à titre de preuve, il serait aisé de s'en prévaloir aussi en faveur de Lodève, puisqu'on a mis à jour dans cette ville, à différentes reprises, une assez grande quantité de poteries, de mosaïques, d'objets divers, même des médailles (6).

D'ailleurs, la situation de Luteva au centre d'une vallée, au débouché même des Cévennes, le désignait tout naturellement comme lieu de réunion et d'échange des produits du haut et du bas pays. Pendant tout le moyen âge, dans les temps modernes et de nos jours encore, Lodève est resté le siège de cette activité commerciale.

De ses deux noms, c'est celui de Luteva qui paraît avoir

(1) *Chronologia*, p. 2.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. 1, p. 135.

(3) Herzog, *Galliæ Narbonensis Provinciæ Romanæ historia*, p. 123.

(4) Creuzé de Lesser, *Statistique du département de l'Hérault*.

(5) Durand, *Histoire de Clermont*, p. 12.

(6) Note I. Sur les vestiges de la domination romaine à Lodève.

persisté, puisqu'il est figuré sur la table de Peutinger (1), dressée, croit-on, vers l'an 230 (2), et dans le *Notitia Provinciarum Galliarum* (3), rédigé sous Honorius vers 400, c'est-à-dire assez près de l'époque où allait prendre fin la domination romaine.

Avant de voir cesser cette dernière, il convient de revenir sur nos pas pour dire, aussi brièvement que possible, ce que furent, pendant ces cinq siècles, la vie politique et les mœurs des *Lutevani*.

Le droit latin, qui régissait Luteva (4), divisait la population en deux ordres : la *plebs* et les *decuriones*. La *plebs* comprenait deux classes : les anciens affranchis, les marchands, les artisans formaient la première ; les hommes libres, propriétaires du sol, la seconde. Ordre essentiellement censitaire, les décurions percevaient les impôts de la cité et demeuraient responsables de leur rentrée intégrale. Pour en faire partie, il fallait avoir au moins vingt-cinq ans, être de bonnes vie et mœurs, posséder une certaine fortune et exercer une profession honorable. Les décurions recrutaient leur ordre, s'occupaient des affaires religieuses et municipales, exerçaient certains pouvoirs judiciaires, enfin et surtout éalisaient dans leur sein même les duumvirs, représentant dans la cité les consuls, ainsi que les magis-

(1) Luteva.

(2) C'est donc par erreur que Paris (*Histoire de Lodève*, t. II, p. 206) assure que le *Forum Neronis* reprit son ancienne appellation de *Luteva* seulement dans le V^e siècle.

(3) *Civitas Lutevensium*.

(4) Plin., l. III, c. 4. — L'époque à laquelle les villes de droit latin furent établies est fort incertaine (voir *Histoire de Languedoc*, t. II, pp. 113 et suiv., note cxiii). Pour Luteva, doit-on la fixer à l'année 46, époque de la venue de Cl. Tib. Nero, ou à une date antérieure ? Nous l'ignorons, les documents précis manquant.

trats de noms différents et de fonctions spéciales connues : questeurs, édiles (1). Mais souvent les secondes étaient attribuées aux duumvirs et l'on doit croire qu'il en fut ainsi à Luteva, d'après l'inscription étudiée plus haut.

Nous ne possédons aucun renseignement particulier sur le caractère et les mœurs des Volces Arécomiques, mais on pourrait, croyons-nous, leur appliquer la plupart des traits que César prête aux Gaulois en général : « Ils sont prompts à prendre leur décision ; ils aiment la liberté et ne peuvent supporter l'esclavage. Pleins d'ardeur pour faire la guerre, ils sont tout aussi prompts à se décourager, si la fortune ne leur sourit pas. Ils sont légers, changent facilement d'opinion, se laissent aisément entraîner par les beaux parleurs. Ils sont avides de nouvelles et curieux. Lorsqu'un marchand ou un voyageur arrive chez eux, ils le forcent à s'arrêter, l'interrogent sur ce qu'il sait, sur ce qu'il a appris ; ils lui demandent d'où il vient, où il va. Sur ces informations, ils prennent souvent des résolutions importantes, dont il ont bientôt lieu de se repentir, car ces rapports sont souvent incertains et faits par des gens qui, pour les flatter, leur disent des mensonges » (2).

(1) *Histoire de Languedoc*, t. II, p. 453. — Si l'on met en parallèle l'administration de la colonie latine et celle d'une cité actuelle, les décurions représentent le conseil municipal, mais un conseil nombreux formé des plus riches et des plus fort imposés, se recrutant lui-même et élisant les magistrats. Les duumvirs, chefs du pouvoir exécutif, tiennent la place du maire. Les édiles et les questeurs sont les adjoints délégués aux travaux publics et aux finances. Il est vrai que le pouvoir judiciaire exercé par les magistrats de la colonie latine n'appartient plus à leurs successeurs modernes ; mais, au moyen âge, les villes en possession du Consulat en jouissaient. A Lodève, les Sigilliers, qui avaient remplacé les Consuls lors de la privation des franchises municipales au XIII^e siècle, n'eurent aucun pouvoir judiciaire, à l'exception du droit de police urbaine au XVII^e siècle.

(2) César, *De Bello Gallico*, l. III, §§ 8, 10 et 19.

Quant à la qualification de barbares et de grossiers que donne César aux Gaulois en général, elle ne doit pas s'appliquer à ceux du Midi, qui, déjà de son temps, s'étaient affinés au contact des Grecs. Les relations commerciales avec Marseille et ses comptoirs du littoral firent pénétrer de bonne heure chez les Volces quelques rayons de la brillante civilisation hellénique : l'usage des caractères grecs pour leurs contrats le prouve (1). Rome avait ainsi trouvé le terrain préparé, et l'assimilation fut d'autant plus rapide et facile. Pourtant, à part quelques débris insignifiants découverts dans la ville ou aux environs, pas un monument, pas une inscription de l'époque romaine n'a été mise au jour à Lodève.

Sous la domination de Rome se produisit un événement de la plus haute importance pour le Lodevois : l'introduction du christianisme.

Selon les deux chroniqueurs de l'Église de Lodève (2), il fut prêché dans ce pays dès le temps des apôtres. Florus, l'un des disciples de Jésus-Christ, envoyé par saint Pierre, se rendit dans la Narbonnaise pour y annoncer la parole divine. Il vint à Lodève, y détruisit les arbres sacrés, emblèmes de l'idolâtrie, convertit les habitants à la foi nouvelle, et, après avoir institué une église, dont il fut le premier pasteur, il passa en Auvergne pour évangéliser la ville d'Indiciacum, appelée plus tard de son nom Saint-Flour.

Présenté sous cette forme, le récit offre un caractère de

(1) Herzog, *Galliarum Narbonensis Provinciae Romanae historia*, p. 31.

(2) Bernard Gui, *Vie de saint Flour* dans le *Speculum Sanctorale*, 4^e partie, f° 193 v° A du manuscrit 5406 de la Bibliothèque nationale. Cf. *Acta Sanctorum*, au 4 novembre, pp. 268 et 269. — Plantavit de La Pause, *Chronologia*, pp. 6 et suivantes.

légende qui l'a fait rejeter en bloc ou mettre fortement en suspicion par la critique moderne (1), car elle n'admet que le fait prouvé et, jusqu'à ce jour, aucun monument n'est venu confirmer celui-ci. En outre, l'institution des évêchés étant, au moins en Occident, positivement postérieure au premier siècle de l'ère chrétienne (2), il n'est pas possible d'accorder à saint Flour le titre de premier évêque de Lodève, si l'on attribue à ce mot son sens moderne. Mais, en l'absence de preuves péremptoires et aussi bien négatives qu'affirmatives, on peut, à titre de simple indice, tenir compte d'une tradition déjà ancienne et vraisemblable. Celle qui fait de saint Flour un des soixante-douze disciples et l'évangélisateur du Lodevois remonte au moins au XII^e siècle et fut recueillie au XIV^e par Bernard Gui (3). Elle n'est pas moins vraisemblable, si l'on songe à l'importance de la Gaule, faite pour tenter le zèle des premiers apôtres, en particulier à celle qu'avaient prise les Arvernes dans la guerre d'indépendance. Or, Luteva, sur la route de la montagne, a dû recevoir avant eux l'évangélisation.

Quant à l'organisation de son Église, elle est évidemment postérieure. On peut la considérer comme probable à la fin du IV^e siècle, le *Notitia Provinciarum Galliarum* mettant Lodève au nombre des cités, en général pourvues d'évêchés, et la tenir pour certaine avant 422 ; mais Maternus, en 506, est le premier nom connu de la chronologie épiscopale (4).

(1) *Acta Sanctorum*, remarques, pp. 266 et suivantes. — *Gallia Christiana*, t. VI. — Catel, *Mémoires de l'histoire de Languedoc*, p. 994. — Ménard, *Histoire de la ville de Nîmes*, notes, p. 91. — *Analecta Bollandiana*, t. XIV, p. 319. — Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, p. 123.

(2) Voir Duchesne, *loc. cit.*

(3 et 4) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève.*

CHAPITRE II

LODÈVE SOUS LES WISIGOTHS, LES SARRASINS ET LES FRANCS

Pendant que le christianisme achevait de gagner la Gaule entière, un grand changement se produisit dans la constitution politique des pays situés au midi de la Loire : la domination des Romains y fit place à celle des Wisigoths (1).

Ce peuple, déjà établi sous Honorius dans une partie de la Narbonnaise, reçut du comte Agrippinus, gouverneur de la province et partisan de l'empereur Sévère, tout le pays de Narbonne à Nîmes : Lodève y était compris. En 475, les conquêtes des Wisigoths furent confirmées à leur roi Euric par l'empereur Julius Nepos. Cette région entre Rhône et Garonne prit bientôt le nom de Septimanie, d'abord appliqué aux possessions primitives des Wisigoths.

En l'année 508, elle subit une double invasion des Francs. Tandis que Clovis, vainqueur à Vouillé, venait par l'Aquitaine, l'Albigeois, le Rouergue assiéger Carcassonne, son fils Thierry, de concert avec Gondebaud, roi des Burgondes, gagnait la vallée du Rhône et soumettait la plupart des pays sur la rive droite, entre autres celui de Lodève, favorisant ainsi la prise de Narbonne par son allié. Mais un secours vint aux Wisigoths de la part de Théodoric, roi des Ostrogoths, grand-père et tuteur du jeune Amalaric,

(1) Pour tous les détails qui ne portent pas de cote spéciale, voir *Histoire de Languedoc*.

leur nouveau prince. Il envoya des troupes sous les ordres du duc Ibbas, qui battit près d'Arles les Francs et les Burgondes, et décida ainsi Clovis à se retirer au nord de la Loire. L'année suivante, en 509, Narbonne et tout le pays jusqu'au Rhône tombèrent au pouvoir des Ostrogoths. C'est à ce moment et non après la mort de Clovis, comme l'a dit dom Vaissette, que Lodève fut replacé sous la domination des Wisigoths. Le fait, qui ressort de la marche même des armées belligérantes, est confirmé par l'absence des évêques de toute la Septimanie au concile d'Orléans, tenu en 511, peu de temps avant la mort de Clovis.

Ce dernier événement et la sage administration de Théodoric assurèrent quelques années de tranquillité au pays. Mais l'imprudence d'Amalaric y attira de nouveau les Francs. Il avait obtenu des fils de Clovis la main de leur sœur Clotilde. Les mauvais traitements qu'il lui fit subir, à cause de son attachement au catholicisme, forcèrent la princesse à réclamer le secours de ses frères. Childebert, qui marcha le premier contre Amalaric, le battit près de Narbonne, et revint chargé de butin. Ce succès et le transfert en Espagne par Theudis de la capitale du royaume wisigoth incitèrent deux autres fils de Clovis : Thierry et Clotaire, à reconquérir les pays repris par Théodoric. Ils envoyèrent chacun une armée vers la Gothie, et en confièrent le commandement à leurs propres fils. Les deux princes envahirent le Rouergue en 533 ; mais, quand ils furent devant Rodez, Gontran, fils de Clotaire, rebroussa chemin, laissant son cousin Théodebert continuer seul cette guerre. Rodez pris, le chef franc passa du Rouergue en Septimanie, où il pénétra par le diocèse de Béziers.

Il s'y empara de vive force du château de Dio et se présenta devant celui de Cabrières, que son gouverneur, Gallo-Romain de naissance, avait abandonné, y laissant sa femme Deutérie et leur fille. Théodebert somma la garnison de se rendre, sous menace de mettre le feu au château et de réduire en captivité tous ceux qu'il y trouverait. Mais Deutérie, « d'un esprit pratique et sage », estime Grégoire de Tours (1), s'empressa d'envoyer à Théodebert des messagers pour le féliciter et l'assurer que toutes ses volontés seraient exécutées. Cette nouvelle Abigaïl ne pouvait que trouver un autre David.

C'est après la soumission de Cabrières et non avant celle de Dio, ainsi que le prétend dom Vaissette, que Théodebert paraît s'être emparé de Lodève et avoir soumis le Lodevois. Et tout d'abord, il y aurait eu, à la première hypothèse, impossibilité matérielle, Dio et Lodève étant séparés par une chaîne de montagnes, qui, à cette époque, n'offrait certainement que des sentiers impraticables, peu propres au passage d'une armée. En outre, si Grégoire de Tours ni Frédégaire (2), sur lesquels s'appuie ici le savant bénédictin, n'ont mentionné la prise de Lodève, la marche qu'indique pourtant le premier implique notre rectification.

En sortant du diocèse de Rodez, Théodebert pénètre directement dans celui de Béziers « ad Bitterrensem civitatem » (3), qui en était limitrophe alors, l'évêché de Vabres

(1) *Historia Francorum*, l. III, §§ 21, 22, 23.

(2) *Historia Francorum epitomata*, § 9.

(3) Grégoire de Tours, en parlant de Béziers, a bien soin de distinguer le diocèse de la ville; il dit que Thierry vient *ad Bitterrensem civitatem*, dans le diocèse de Béziers, et que le mari de Deutérie se retire *apud Bitteris urbem*, dans la ville de Béziers. Ceux qui ont écrit après lui, entre autres

n'existant pas encore. C'est probablement par la vallée de l'Orb qu'entre le prince franc : Dio n'est qu'à une demi-lieue de la rivière et dans la partie du diocèse de Béziers la plus rapprochée du Rouergue. Dans cette marche, que Théodebert poursuit vers le midi jusqu'à Cabrières, Lodève est laissé sur la gauche. De Cabrières, Grégoire de Tours le fait assiéger Arles, d'où, rappelé en Austrasie à cause de la maladie de Thierry son père, il prend sa route par l'Auvergne. Mais on ne saurait décider si ce fut en allant de Cabrières à Arles ou bien en retournant de cette ville en Auvergne que Lodève fut occupé par Théodebert. En faveur de la dernière hypothèse, on peut alléguer la facilité qu'offrait la voie romaine allant de Cessero (Saint-Thibéry) à Ségodunum (Rodez) par Luteva et Condotomago (1).

Quoi qu'il en soit de sa date, la soumission de Lodève aux Francs est un fait acquis, puisqu'on voit en 535 Deuterius, évêque de cette ville, figurer au concile de Clermont, auquel Théodebert, nouvellement parvenu au trône, convoqua tous les prélats de son royaume (2). Il est permis

Aimon (*De Gestis Francorum*, l. II, § 13) et les auteurs des *Chroniques de Saint-Denis* (l. II, chap. 10), pour n'avoir pas fait cette distinction, font arriver Thierry à la ville de Béziers, dans laquelle il n'est probablement jamais entré, et le font marcher de là vers Cabrières.

(1) Table de Peutinger. — On a beaucoup disserté sur l'emplacement de Condotomago. Ce nom gaulois indique un confluent; aussi l'a-t-on placé dans tous les endroits où se trouve la rencontre de deux rivières dans un rayon correspondant à peu près à la distance à laquelle la Table de Peutinger le met de Rodez et de Lodève. D'après Astruc (*Histoire naturelle de Languedoc*, p. 127), ce serait Vabres, au confluent du Dourdou et de la Sorgues. Pour la Commission de la Carte des Gaules, c'est Saint-Affrique, non loin du même confluent. On l'a placé aussi au confluent du Tarn et de la Dourbie, c'est-à-dire à Millau, à Saint-Romme, aux Conqs, etc. (Voir Desjardins, *Géographie de la Gaule d'après la Table de Peutinger*, p. 371, art. CONDOTOMAGO).

(2) F. Maasseni, *Monumenta Germaniæ: Concilia ævi Merovingici*, t. I, p. 70.

de penser que Deuterius avait facilité la substitution des Francs catholiques aux Wisigoths, ariens intolérants (1), comme maîtres de son diocèse. Dès lors, il devint le suffragant du métropolitain de Bourges.

La succession de Théodebald, fils que Théodebert avait eu de Deutérie, sa concubine, puis son épouse, revint à Childebart, ensuite à Clotaire, de nouveau seul roi des Francs. A la mort de celui-ci, Lodève fut compris dans la part de Sigebert, roi de Metz. Mais à la faveur des querelles sanglantes entre la Neustrie et l'Austrasie, les Wisigoths songèrent à rétablir leur domination dans la contrée. Ils y réussirent en 572 selon une version (2), en 585 suivant une autre (3). Toujours est-il qu'en 589 l'évêque de Lodève, Agrippinus, assistait au premier de ces conciles de Tolède (4) où ses successeurs allaient collaborer à l'œuvre législative des Wisigoths.

De cette époque à celle où le royaume fut soumis par les Arabes, Lodève demeura constamment sous la domination wisigothique. Deux événements troublèrent seuls le calme de cette période d'un siècle et demi. Le premier est la révolte du duc Paul, sous Wamba, révolte à laquelle la ville paraît avoir pris part, d'après deux indices : les évêques

(1) Dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. III, p. 419.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. I, p. 598. — Jean de Biclair prétend que le roi Léovigilde rétablit dans ses limites primitives la province des Goths. Cette assertion n'est pas entièrement exacte. Les Francs possédaient dans l'ancienne Gothie les diocèses de Lodève et d'Uzès. Les Wisigoths reprirent seulement le premier, et le second resta au pouvoir des Francs jusqu'à l'époque des invasions arabes. Après l'expulsion des Sarrasins, Uzès retourna aux Francs.

(3) C'est l'opinion d'Adrien de Valois. — Dom Vaissette (*Histoire de Languedoc*, t. I, p. 652) ne se prononce pas entre les deux versions.

(4) *Concilia*, t. XIII, p. 151.

voisins, d'Agde et de Maguelone, avaient soutenu le mouvement, qui semble avoir revêtu un caractère national, et le premier évêque que l'on trouve à Lodève après cette époque porte un nom goth, Ansemond, alors que celui de ses prédécesseurs décèle une origine indigène. Le second événement est un coup de main que faillit subir le Lodevois de la part d'un duc franc, nommé Loup, qui, entré dans le diocèse de Béziers, ravageait le pays ; mais, à l'approche de Wamba, Loup, alors campé à Aspiran (1), s'éloigna en hâte, abandonnant même ses bagages.

La domination des Arabes (2) fut imposée à Lodève

(1) *Histoire de Languedoc*, t. I, p. 728. — Dom Vaissette dit que le duc Loup était campé sur les bords de l'Hérault, à Aspiran, à la frontière des diocèses de Béziers et de Lodève. C'est d'après Julien de Tolède que cet historien raconte l'invasion du seigneur franc. Or, voici le passage qu'il lui a emprunté et où rien n'indique qu'il s'agisse du lieu d'Aspiran près de l'Hérault, aujourd'hui canton de Clermont, arrondissement de Lodève, et qui faisait alors partie du diocèse de Béziers : « Ubi cum adventum hostium sustineret Wamba, subito præcurrenti nuntio audit unum à Ducibus Franciæ, nomine Lupum, in Beterrensi territorio hostiliter accedisse. Unde quinta jam postquam Paulum cæperat die, de Nemausensi urbe egressus concita velocitate cum exercitu properans, delatas inimici nusus est prævenire insidias. Sed Lupus ipse juxta villam cui Asperiano vocabulum fertur, regressum Principis audiens, ita terrificatus aufugit ut exercitus duci et dux exercitui videretur deesse » (*Historia Wambæ regis*, dans dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. II, p. 715). Or, dans ce même diocèse de Béziers existe un autre Aspiran, hameau de la commune de Thézan, canton de Murviel, arrondissement de Béziers. Dans les titres anciens, l'orthographe des deux lieux diffère légèrement. L'Aspiran de l'arrondissement de Lodève est dit *Aspirianus*, *Aspirianum* ; celui de l'arrondissement de Béziers s'appelait encore au commencement du siècle : *Asperan* (Thomas, *Dictionnaire topographique du département de l'Hérault*, art. ASPIRAN). Le récit de Julien de Tolède portant *Asperianum*, il se pourrait qu'il désignât l'Aspiran de Thézan.

(2) Pour tout ce qui concerne les Sarrasins, nous avons suivi l'ouvrage de Reinaud, *Invasions en France des Sarrasins*. Reinaud, outre les documents que dom Vaissette avait eus à sa disposition : Annales d'Aniane, Chroniques de l'abbaye de Moissac, etc., a mis à contribution les historiens arabes, dont certains écrivaient peu de temps après la conquête. Il complète et rectifie parfois le récit de dom Vaissette.

en 725 par Hodeyra, gouverneur d'Espagne, qui étendit jusqu'aux possessions transpyrénéennes la conquête inaugurée à Xérès de la Frontera en 711. Mais l'ambition d'Abd-al-Rahman, après l'avoir perdu à Poitiers, coûta bientôt aux Arabes la Septimanie même. Une première fois Charles-Martel s'y était montré vainqueur, et vainqueur impitoyable dans ses mesures de prudence. Appelé par les seigneurs goths contre Waïfre, duc d'Aquitaine, qui les pressait de se joindre à lui, Pépin se hâta d'intervenir en Septimanie et vit reconnaître sa souveraineté par toutes les villes, au nombre desquelles Lodève dut se trouver. Ce fut vers l'année 745.

S'il n'est resté dans la province aucun monument pour rappeler l'occupation des Arabes, assez courte d'ailleurs, ou les incursions qui en suivirent le terme, le souvenir de ce peuple n'était pourtant pas éteint dans le Lodevois au XV^e siècle. En 1455 existait, dans la commune de Celles, un tènement appelé *Peyra Sarrasina* (1) : était-ce une ruine, un rocher, près duquel se serait passé quelque fait où les Sarrasins auraient joué un rôle ? Dans une commune voisine, et non loin de Saint-Jean-de-la-Blaquière, deux montagnes en forme de cône ont gardé jusqu'à nos jours les noms de Gibre et Gibret (2). Leur situation au milieu d'une plaine qu'elles dominent et la facilité qu'elles offraient pour la défense avaient dû y faire créer des postes fortifiés, afin de tenir en respect le pays d'alentour. Le château bâti au

(1) Le 5 avril 1455, vente d'une vigne située dans le territoire de Celles, loco dicto *Peyra Sarrasina*, confrontant avec la rivière de Salagou et avec le chemin dit : « iter molinier » (Minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Djebel, montagne. Le vocable arabe a pris ici la même forme que dans le nom Gibraltar.

sommet du pic de Gibret, que prit saint Fulcran au X^e siècle, avait peut-être une origine sarrasine.

Si la domination des rois francs de la seconde race devait être définitive sur le Lodevois, on n'en saurait dire autant de l'organisation que reçut la région où il se trouve. Peu de provinces peut-être furent sujettes à des remaniements si nombreux. Les causes en furent sa situation près de la frontière et la constitution du royaume d'Aquitaine sous Charlemagne d'abord, ensuite sous Louis le Débonnaire. Lodève fit donc partie en 781 de la marche de Toulouse, en 817 de celle d'Espagne, en 865 du marquisat de Gothie, tous répondant, sous des noms divers, à l'ancienne Septimanie prise dans son ensemble. Mais cette province, très considérable, elle-même se subdivisait en comtés. Il en était déjà ainsi sous les Wisigoths, qui calquèrent l'administration civile sur l'administration ecclésiastique, en prenant pour limites des comtés celles des diocèses, ces dernières ayant été déterminées par les considérations ethniques. Pour Lodève en particulier il en devait être ainsi, car le territoire des *Lutevani* avait naturellement commandé le diocèse. Or, les points limites de celui-ci à la fin du VII^e siècle (1) ont bien été conservés, mais, sous la forme barbare des noms, il est à peu près impossible d'en faire l'identification.

Voici comment sont indiquées ces limites : « *Luteba hæc teneat : de Samba usque Rabaval, de Anges usque Montem Rufum* » (2). Cette dernière dénomination pourrait s'appli-

(1) Sous le règne du roi Wamba, 672-680, qui, pour mettre fin aux contestations des évêques à propos de leurs limites respectives, les fit déterminer par un concile national.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. II, Preuves, c. 21.

quer au pays montagneux qui porte encore aujourd'hui le nom de Ruffe, situé entre Octon et Lunas ; il formait la division des diocèses de Lodève et de Béziers au moment de leur suppression. Cependant, comme on le retrouve dans les limites du diocèse de Carcassonne, il faudrait que celui-ci eût absorbé toute la partie nord-ouest du diocèse de Béziers en le séparant du Rouergue, auquel nous l'avons vu confiner en 533, lors de l'expédition de Théodebert (1). Samba ou Sambia, point limitrophe avec le diocèse de Nîmes, est Sauve (2). On ne pourrait, pour Angès ou Rabaval, que former des hypothèses trop risquées.

Les Francs conservèrent les comtés wisigothiques à titre de division territoriale, mais sans calquer sur elle leur hiérarchie administrative de comtes et vicomtes. Tantôt, en effet, on trouve un comte par diocèse : ainsi à Nîmes ; tantôt deux diocèses sont réunis sous l'autorité d'un seul comte : Béziers resta quelque temps soumis au comte d'Agde ; tantôt enfin le diocèse est régi par un simple vicomte : en 897 on en voit un exemple à Béziers, et Lodève sera précisément dans ce cas. Car il faut tenir compte du désarroi qu'offrait fatalement l'administration du royaume, tombé aux mains d'un Louis le Bègue ou d'un Charles le Gros, et livré à toutes les incursions des Normands et des Sarrasins ; se figurer, d'un autre côté, les empiètements continuels de fonctionnaires qui ne respectent pas même les biens de l'Église ; considérer enfin que le capitulaire de Kiersy-sur-Oise, décrétant en 877 l'hérédité des charges, vint consacrer en état permanent cette diversité adminis-

(1) Voir page 16.

(2) Germer-Durand, *Dictionnaire topographique du Gard*, art. SAUVE.

trative : ce qu'avaient fait la violence ou le désordre se figea en quelque sorte dans la légalité, et il en résulta souvent un ordre de choses étrange et fort compliqué.

Il nous faut donc essayer de dire ce que devint Lodève en cette période de confusion et de transition.

Le terme de comté, mentionné dans nombre de chartes de l'abbaye de Gellone (1) ou Saint-Guillem-les-Déserts (2), ne répondit d'abord qu'à une division territoriale, car Lodève n'eut pas de comte spécial, mais fut soumis à celui de Narbonne. Dom Vaissette, il est vrai, a cru le contraire, et il s'appuie : 1° sur une charte de Charles le Chauve de l'an 844, où l'on verrait que les comtes de Lodève Milon et Arvaldus auraient usurpé les biens de l'Église de Lodève ; 2° sur ce que les évêques de Lodève, se disant comtes de Montbrun, jouissaient en cette qualité de la suzeraineté sur tout le diocèse, ce qui implique union à leur Église de l'ancien comté de Lodève. Mais, sur le premier point, le savant Bénédictin s'est laissé induire en erreur par Plantavit (3) ; et le chapitre suivant ruinerait le second argument, en retraçant l'origine du pouvoir temporel des évêques.

Jusqu'ici nous avons parlé de la période où les comtés étaient distincts et les comtes simples bénéficiaires. Lorsque la création du marquisat de Gothie, en 865, eut centralisé ces comtés sous la main du marquis de Narbonne,

(1) *Cartulaire de Gellone*, passim. — Malgré le changement de dénomination de l'administration, l'appellation de comté subsista quant au territoire.

(2) Au singulier aujourd'hui usité nous préférons le pluriel, que donnent tous les anciens documents, et qui dépeint bien mieux le site et l'isolement de ce village perdu au milieu de combes ou étroites vallées.

(3) Note III. *Sur un diplôme de Charles le Chauve où seraient mentionnés de prétendus comtes particuliers de Lodève.*

ce dernier fit administrer par un lieutenant ou vicomte l'ancien comté de Lodève, dont lui-même garda le titre. Précisément à l'époque où l'édit de Kiersy consacra l'hérédité des bénéfices et charges, il y avait donc à Lodève un comte nominal, le marquis de Gothie, et un vicomte particulier, créé par lui et qui fit souche. Aussi convient-il d'exposer séparément la suite de ces comtes et celle de ces vicomtes.

A la mort de Guillaume le Pieux, en 918, le marquisat de Gothie passa dans la maison des comtes de Toulouse. Cette dernière ayant formé deux branches: Toulouse et Rouergue, le comté de Lodève demeura indivis entre elles depuis Raymond et Ermengaud jusqu'au partage de domaines que firent en 975 leurs descendants respectifs: Guillaume III de Toulouse et Raymond II de Rouergue. A quelle branche échet-il alors? On ne saurait le décider. Mais, en tout cas, l'extinction de la cadette en 1065 ramena tous les biens de la famille entre les mains du comte de Toulouse. C'était alors Guillaume IV, lequel se qualifie en 1079 comte de Lodève. On sait comment le comté de Toulouse devait, au XIII^e siècle, revenir à la couronne par le traité de Meaux en 1229 et la mort de Jeanne de Poitiers en 1271.

Quant aux vicomtes de Lodève, les premiers ne sont point connus. La plus ancienne mention qu'on en trouve est de 949. A cette date on voit deux frères: Heldin et Odon, intervenir dans l'élection de saint Fulcran au siège de Lodève. Le biographe de celui-ci les appelle « princes du peuple ». Eux-mêmes se qualifient vicomtes dans une charte de 960 ou 961 (1). Ils possédaient par indivis la

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VI, p. 3.

vicomté de Lodève: il est donc juste de penser qu'ils l'avaient héritée d'Autgar, leur père, ou peut-être de leur mère Gariberge. Comme il n'est plus parlé d'Odon ni de sa descendance, on peut en inférer qu'Heldin demeura seul en possession de la vicomté. Il la conserva jusqu'en 982. Sa mort et celle de son fils Ermengaud se produisirent entre le 31 mars et le 28 juin de cette année-là, puisqu'on voit à la première de ces dates Heldin, sa femme Archimberte et leurs trois fils: Ermengaud, Allidulfe et Odon, faire une donation à Gellone (1), tandis qu'à la seconde, Archimberte seule et Trutgarde, cette dernière veuve d'Ermengaud, constituent une autre donation à Saint-Sauveur d'Aniane, Heldin étant mort déjà (2). Un peu plus tard, Odon se qualifie vicomte (3).

Là cessent les précisions. Les Bénédictins ont dû y suppléer par une hypothèse. D'après eux, Nobilie, femme de Gilbert II, vicomte de Carlad, qui figure en 1043 ou 1048 avec son mari et leur fils Bernard dans une donation à Gellone (4), aurait été la fille et l'héritière d'Odon II, et c'est ainsi que la vicomté de Lodève serait entrée dans la maison de Carlad. Celle-ci, qui la posséda certainement, se fondit en celle de Millau par le mariage d'Adèle, fille de Gilbert II de Carlad, avec Bérenger II de Millau. Aussi ne trouve-t-on plus de vicomtes particuliers de Lodève depuis le commencement du XI^e siècle, tandis que l'on voit ceux

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VIII, p. 10.

(2) *Ibid.*, doc. IX, p. 10. — C'est à tort que dom Vaissette date cette chartre du 29 mai.

(3) *Ibid.*, doc. XIII, p. 21.

(4) *Ibid.*, doc. XIV, p. 21.

de Millau exercer leur autorité sur le pays depuis cette alliance, ce qu'ils n'avaient point fait auparavant.

Rien jusqu'ici ne s'oppose à ces conjectures de dom Vaissette ; au contraire, elles paraissent confirmées par une donation de la seconde moitié du XI^e siècle, où l'on trouve le vicomte Bérenger-Richard mentionné à côté de l'Évêque de Lodève, Bernard (1), et peut-être par les droits qu'on voit plus tard exercer sur le pays par les comtes de Rodez. Car ce Bérenger de Millau laissa deux fils : Richard et Gilbert. L'aîné eut la moitié de la vicomté de Carlad et la vicomté de Lodève ; quelques années après, il se fit engager le comté de Rouergue par Raymond IV de Saint-Gilles, comte de Toulouse, ou par son fils Bertrand ; puis, entre 1107 et 1112 (2), il obtint d'Alphonse-Jourdain la complète aliénation à charge d'hommage.

Cependant, soit constatation véridique d'un fait réel, soit prétention intéressée, nous allons voir déclarer, par les évêques de Lodève, que d'eux seuls les comtes de Rodez tenaient tous leurs droits sur la ville et le pays.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xv, p. 21.

(2) En 1107, Alphonse-Jourdain était encore comte de Rouergue (*Histoire de Languedoc*, t. III, p. 578) ; et, en 1112, Richard se qualifiait comte de Rodez (*Ibid.*, t. V, pr. ccclvi, § 3, c. 817).

CHAPITRE III

FORMATION DU POUVOIR TEMPOREL DES ÉVÊQUES

Aux premières années du XII^e siècle, la situation féodale était donc celle-ci : les comtes de Rodez possédaient le titre de vicomtes de Lodève sous la suzeraineté des comtes de Toulouse, se qualifiant comtes de Lodève. Mais, entre ces deux pouvoirs de nom, s'en était formé lentement de fait un autre, qui, appuyé sur l'Église, le peuple et la royauté, saura les supplanter, en se servant des armes mêmes fournies par le système féodal.

Jusqu'ici rien de saillant n'a pu attirer notre attention sur les évêques de Lodève. Régulièrement institués au moins dès le commencement du V^e siècle, ils n'ont pas révélé de quelque temps leur action distincte. Avec les autres prélats de la région, ils prenaient part aux conciles nationaux des peuples dont la domination s'imposait successivement à leur diocèse (1); comme eux, ils devaient s'occuper d'organiser leur Église, de multiplier les secours en créant des centres religieux, en général déterminés par les anciennes villas. Mais voici que peu à peu, à côté de leur autorité spirituelle, se fonde et grandit leur pouvoir temporel. Un jour viendra où, avec le titre de comte de Monthbrun, l'Évêque de Lodève se dira le seul seigneur de son diocèse; et seigneur, il le sera, au sens vrai du mot, plus que nombre de ses voisins, dont l'autorité se trouvait réduite par de

(1) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève.*

larges chartes communales. Mais cette transformation s'accomplit lentement. Plusieurs causes semblent l'avoir favorisée.

Ce fut d'abord l'éloignement des seigneurs : comtes de Toulouse d'un côté, vicomtes de Carlad, de Millau ou de Rodez de l'autre. Or, à cet éloignement, l'autorité perd toujours de fait quelque chose dans le menu détail des empiètements de chaque jour : par la tolérance le droit est entamé, par la répression le pouvoir est haï.

Des évêques, au contraire, toujours présents et par état défenseurs-nés de la justice, on sent l'action persévérante et heureuse. La main du vicomte s'appesantit-elle trop lourdement sur le peuple, il trouve devant lui le pontife qui, après avoir plaidé la cause des opprimés, saura au besoin pour la défendre opposer à la force la résistance armée.

Car, même au sens féodal du mot, l'Évêque de Lodève est une puissance aussi ancienne, si ce n'est plus, que le comte et le vicomte. Sans doute, nous ne possédons plus les originaux des diplômes qui la fondèrent, mais leur insertion par Bernard Gui dans le Cartulaire de l'Église de Lodève garantit certes leur authenticité autant que tout autre recueil analogue, surtout si l'on songe à la notoriété du célèbre chroniqueur.

C'est à Charlemagne, et à Charles roi, c'est-à-dire avant l'an 800, que remontent les premières libéralités de nos rois envers l'Église de Lodève (1), chose bien vraisemblable d'ailleurs, quand on songe aux généreuses habitudes du souverain et à la spéciale attention qu'il devait accorder à un diocèse où son fidèle serviteur et ami, le mar-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. 1, p. 1.

quis Guillem, fondait, pour s'y retirer, le monastère de Gellone. Avant Charlemagne, l'Église de Lodève possédait-elle un patrimoine, ou cette donation en fut-elle le noyau ? C'est ce que nous ne saurions déterminer. En 817, Louis le Débonnaire distingue la propriété de l'Évêque du bénéfice qu'il a récemment obtenu (1), et, en 844, Charles le Chauve emploie aussi les termes distinctifs d'alleu et bénéfice (2) ; mais le dernier peut viser aussi bien une donation de Louis le Débonnaire antérieure à 817 (3) que celle de Charlemagne. Dans le premier cas, l'alleu daterait du grand empereur ; dans le second, il remonterait plus haut encore.

Quoi qu'il en soit, rien de plus curieux à suivre, d'un privilège royal à un autre, d'une bulle à la suivante (4), que l'extension territoriale et les progrès féodaux de l'Église de Lodève. Son pouvoir, d'abord limité à la possession de quelques églises, s'accroît quant au nombre de celles-ci par les exigences du culte et quant à la nature des droits par les besoins de leur dotation, et ensuite de leur défense : dès le milieu du IX^e siècle, le pouvoir judiciaire est revendiqué et les autres droits féodaux s'exercent. De plus, cette puissance en formation a pour elle le prestige moral, qui jamais ne s'affirma d'une manière plus éclatante que par l'avènement au siège pontifical du glorieux saint Fulcran.

A Lodève, comme partout ailleurs au X^e siècle, l'ingérence des seigneurs dans leur élection donnait trop souvent à l'Église des ministres indignes. Il n'en fut cependant

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. III, p. 2.

(2) *Ibid.*, doc. IV, p. 2.

(3) *Ibid.*, doc. II, p. 1.

(4) *Ibid.*, pp. 1 à 36.

point ainsi lorsqu'en 949 mourut l'évêque Théoderic. Clergé, peuple et vicomtes (ceux-ci étaient alors Heldin et Odon I^{er}) s'accordèrent unanimement pour choisir un ancien clerc du diocèse élevé par Théoderic.

Le nouvel évêque (1) était destiné à jeter, par ses hautes vertus, le plus grand éclat sur Lodève. Il portait le nom de Fulcrarne : sa signature autographe l'établit ; mais nous suivrons l'usage consacré depuis des siècles en lui donnant celui de Fulcran. Sa famille était riche, comme en témoignent ses grands biens ; originaire du Lodevois, ainsi que l'indique son éducation cléricale faite auprès de l'évêque de ce diocèse ; noble enfin, au témoignage de ses biographes, mais sans que le nom de son père soit connu. Celui de sa mère était Blitgarde ; pourtant, rien ne prouve qu'elle descendit, comme on l'a dit souvent, des comtes de Melgueil. De ses parents, il ne nommera dans son testament que Pons et Aramfred, ses frères, son neveu André, chanoine, son cousin Bernard, Emma, sa parente, et Ansaldus, son parent.

Fulcran fut sacré à Narbonne par Aimeric, son métropolitain, le 4 février 949. Quelques années s'étaient écoulées depuis son intronisation, lorsque la mésintelligence éclata entre lui et le vicomte Heldin. Les exactions de ce dernier ne laissaient pas le Pontife indifférent aux maux de son peuple, dont il prit la défense. Il en résulta une situation tendue, et la rupture éclata à propos de la restauration de la Cathédrale.

Construite depuis déjà longtemps et dédiée à saint Geniez, martyr, elle se trouvait délabrée au milieu du X^e siècle.

(1) Note IV. *Sur saint Fulcran.*

Fulcran résolut de la réparer et de l'agrandir ; il y construisit, entre autres ouvrages, une tour. Or, en vertu du droit féodal, le vicomte Heldin enjoignit de cesser les travaux, nul que le seigneur ou sans son autorisation ne pouvant élever de fortifications. De son côté, le Pontife dut objecter les donations royales et les privilèges conférés à ses prédécesseurs, spécialement invoquer le diplôme de 844, qui défendait à quiconque de troubler l'Évêque dans la possession des églises, lieux, champs et propriétés énumérés dans ledit privilège et parmi lesquels figurait notamment Saint-Geniez. Il refusa donc, à bon droit, de céder. Le vicomte voulut soutenir ses prétentions par la force ; par la force également, Fulcran fit triompher les siennes. Vaincu et fait prisonnier, Heldin ne recouvra la liberté que sur la promesse de restituer les biens enlevés à l'Église de Lodève par lui ou par ses prédécesseurs. Ce résultat obtenu, Fulcran, afin d'éteindre tout ressentiment dans l'esprit du vicomte, lui fit de nombreux présents, et dès lors la bonne harmonie paraît avoir régné entre eux, comme en témoigne la donation faite à l'évêque par Heldin (1).

Ayant ainsi récupéré les biens de son Église, Fulcran, lors de la consécration solennelle qui fut faite le 6 octobre 975, en présence des Évêques de Narbonne, de Rodez et de Maguelone, les affecta à l'entretien de la Cathédrale et des huit autels secondaires qu'il y érigea. Il fit dresser un acte de la cérémonie et de la dotation (2).

Les hagiographes ne tarissent point sur les vertus dont Fulcran était orné, qualités du cœur et de l'esprit, dont le

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xi, p. 41.

(2) *Ibid.*, doc. vii, p. 4.

souvenir est demeuré vivant durant les neuf siècles écoulés depuis son épiscopat. Compatissant et doux envers les humbles, il ne craignait point de se montrer sévère et ferme envers les puissants, lorsqu'il voyait leur conduite en contradiction avec la justice et les lois de l'Église. La tradition rapporte qu'une épidémie s'étant déclarée dans son diocèse, il se prodigua pour soigner ceux qui en furent atteints. Survint la famine, suite ordinaire de l'épidémie ; Fulcran distribua aux pauvres et aux malades tous les grains de ses domaines particuliers, et, quand ils furent épuisés, il se rendit dans le Rouergue pour en acheter. En cette démarche charitable, il aurait même, ajoute-t-on, failli être victime d'un guet-apens dressé par le comte de Rouergue pour s'emparer des sommes d'argent qu'il portait ; mais, pris de vives douleurs à l'approche de l'Évêque, le seigneur aurait abandonné et détesté son entreprise coupable. Sous la forme légendaire de ce récit (1), on devine l'ascendant que Fulcran exerçait sur tous. Le comte de Toulouse, Guillaume Taillefer, qui avait répudié sa femme pour en prendre une autre déjà mariée, s'étant un jour rencontré avec l'évêque de Lodève, s'avança pour l'embrasser ; mais Fulcran le repoussa, lui reprochant le scandale de sa conduite, et l'avertit qu'il n'aurait avec lui aucun commerce tant que le comte n'aurait pas rappelé sa femme légitime.

(1) Peut-être cependant en trouverait-on la confirmation dans l'existence, sur les confins du Lodevois et du Rouergue, d'un mas appelé *la Pezada de sant Folcran*. Cette propriété fut donnée à nouvel achat à Pierre Clarissac et à Jean Calviac, de Lodève, par Hugues Ricard, des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, comme seigneur de La Couvertoirade. L'acte la désigne ainsi : « unum mansum vocatum *la Pezada de sant Folcran*, situm prope Pezatam Sancti Fulcranni confrontans cum dicta Pezata et cum itinere publico quo itur de Caylari ad Amiliavum ». (Acte du 10 février 1459, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

A cette époque si troublée, le diocèse de Lodève était couru par des troupes de brigands, qui pillaient et dévastaient le pays; l'une d'elles s'était emparée du château de Gibret, qui faisait partie du patrimoine de l'Évêque. Ce château datait sans doute de l'époque où les Arabes dominaient le Lodevois; du puy escarpé dont il occupait le sommet, les brigands commandaient toute la contrée avoisinante. Fulcran se mit à la tête des hommes de ses domaines pour le leur enlever. « Mais, dit son biographe, comme il lui parut imprenable, après avoir invoqué la Sainte-Trinité, il fit trois fois le tour du château et les murailles s'écroulant donnèrent libre passage aux assaillants ». La forteresse prise (1), les brigands se jetèrent aux pieds de l'Évêque, implorant merci. Il leur laissa la vie; mais il les obligea de restituer le fruit de leurs rapines à ceux qui en avaient été les victimes, et il garda quelques-uns d'entre eux en otage comme garants de la conduite future de tous.

Sa prudence égalant sa fermeté, Fulcran fut un des arbitres choisis en 972 pour régler un différend entre le comte d'Agde, Raymond, et l'évêque d'Uzès, au sujet de

(1) Plantavit prétend que le château de Gibret est resté depuis lors inhabité (*Chronologia*, p. 55). Il renchérit sur le texte de Bernard Gui : « Propter maledictionem hujus sancti Pontificis castrum Gibreti inhabitabile diu fuit » (Bibl. Nat., ms. latin 5406, f° 44 B). En réalité, si les murailles de Gibret souffrirent dommage, on les répara, puisque saint Fulcran lui-même, en 988, lègue à son Église « castrum de Gibreto » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, p. 14). Mais, en 1145, il n'est plus question que du puy de Gibret (*ibid.*, doc. xviii, p. 23). C'est donc entre ces deux dates que le lieu cessa d'être habité. Il semble bien, à sa phrase, qu'au temps de Bernard Gui, il était de nouveau occupé. Aujourd'hui il ne reste pas, sur le monticule de Gibret, le moindre vestige de fortification.

quelques domaines acquis par le dernier et revendiqués par le premier. La sentence donna gain de cause au prélat (1).

Le saint évêque de Lodève apporta tous ses soins à la reconstruction des églises de son diocèse, dont un grand nombre avaient été détruites, soit pendant l'occupation sarrasine, soit par les bandes de pillards.

Près de Lodève était un monastère sous la règle de saint Benoît. Le jugeant situé dans un lieu peu convenable, Fulcran le transféra dans l'intérieur de la ville et près de la cathédrale. Il lui donna une église, anciennement dédiée à la Sainte-Croix, et que l'évêque Théoderic avait restaurée et consacrée sous le vocable du Saint-Sauveur. A côté, il construisit un monastère, qui garda ce dernier nom, et il le dota richement. Il en nomma Angelmar abbé, et ordonna qu'à tout jamais ce monastère dépendrait du seul Évêque de Lodève (2).

Hors de son diocèse même, il s'occupa de relever le monastère de Joncels, où ne demeuraient plus qu'un petit nombre de religieux à la conduite relâchée. Il les chassa, réédifia les bâtiments, y appela de nouveaux moines, leur imposa la vie régulière et leur donna pour abbé un homme recommandable par sa vertu (3). Enfin, il encourageait par sa présence de semblables restaurations réalisées par ses confrères dans l'épiscopat : consécration d'un autel dans l'abbaye Saint-Michel de Gaillac, faite en 972 par Frotaire, évêque d'Albi ; assemblée tenue en 1004 à Psalmodi, diocèse de Nîmes, pour le rétablissement de cette abbaye (4).

(1) *Cartulaire de Gellone*, p. 232.

(2) Voir l'article consacré à ce monastère au chapitre VII.

(3) Étienne, qui figure dans le testament de saint Fulcran.

(4) *Histoire de Languedoc*, t. III, p. 233.

C'est le dernier acte connu de la vie de saint Fulcran. Au commencement de l'année 1006, se sentant affaibli par l'âge et la maladie, il fit appeler auprès de lui Matfred, évêque de Béziers et son ami particulier, ainsi que les chanoines de Saint-Geniez, et il leur annonça que l'heure de sa mort était proche. Quelques jours après, le 4 février, anniversaire de son sacre, le mal ayant empiré, il se fit porter dans la cathédrale, près de l'autel Saint-Michel, afin de bénir son tombeau, qu'il avait fait creuser là. Rapporté dans sa demeure, il fit ses adieux à tout son clergé, bénit les assistants et mourut peu après, le mercredi 13 février de l'an 1006. Il fut enseveli le surlendemain.

L'odeur suave qui, au témoignage des hagiographes, émanait de son corps, retrouvé intact lors de l'élévation qu'on en fit plus d'un siècle après, est bien le symbole du long souvenir de ses vertus embaumant encore aujourd'hui la ville de Lodève. Mais, au point de vue matériel même, son œuvre de restauration devait lui survivre, grâce aux précautions qu'il avait prises, ayant, longtemps avant sa mort, assuré par son testament la paix et l'indépendance à son Église bien-aimée.

Il est à croire que c'est la pensée même du saint Pontife qu'on interpréta en lui donnant pour successeur ce Matfred, évêque de Béziers, qu'il avait fait son exécuteur testamentaire et qu'il avait fait venir pour lui dicter ses dernières recommandations. Fulcran avait sans doute voulu prévenir ainsi, de la part de son successeur, tout empêchement possible à ses volontés suprêmes. Par celles-ci, il distribua ses grands biens personnels : ceux qu'il avait hérités de ses parents, reçus d'étrangers ou acquis de ses deniers,

entre l'église Saint-Geniez, le Chapitre, quelques chanoines leur vie durant, enfin les monastères Saint-Sauveur de Lodève, Saint-Pierre de Nant et Saint-Pierre de Joncels (1), auxquels il joignit, par une donation spéciale, celui de Gellone (2).

Ce testament de saint Fulcran a une haute importance pour l'histoire de Lodève et du comté, parce qu'il constate de grands progrès réalisés. Avec les églises, avec de nombreux domaines de rapport, on y voit pour la première fois figurer des forteresses : la tour d'Aubaigues et celles qui accompagnent les églises de Fozières et de Soubès, gardant ainsi la route de la montagne par Saint-Pierre-de-la-Fage. Or, le droit d'élever des forteresses est essentiellement seigneurial.

Nous n'écrivons ni l'histoire des évêques, ni celle du Lodevois tout entier ; il faut donc nous restreindre dans l'exposé de la politique épiscopale, embrassant peu à peu toutes les localités du diocèse (3), étendant ses droits au

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XI, p. 11.

(2) *Cartulaire de Gellone*, p. 117.

(3) *Cartulaire de l'Eglise de Lodève*, par Bernard Gui, cité dans l'*Inventaire de Briçonnet*, *passim*. — Nous ferons exception pour Saint-Félix de l'Héras, point important, puisqu'il est la clef du défilé qui met en communication la vallée de Lergue avec le plateau du Larzac et le Rouergue. Le véritable nom serait *del Raz*, c'est-à-dire du défilé, du mot celtique qui signifie passage étroit et se retrouve dans *raz de Sein*, *raz de Blanchart*. On appelle aussi ce lieu *Pas de l'Escalette*, à cause de la forme en gradins qu'affecte l'ancien chemin du Rouergue avant de s'y engager. Le site est majestueux et pittoresque. Lors de la construction de la nouvelle route, on a élargi le passage, brèche remarquable entre d'imposantes masses de rochers. Sur ceux de droite en allant vers le plateau, se dresse une croix au-dessus des substructions encore visibles d'un château.

Ce château eut une histoire. Il avait été bâti par un certain Pons, que sa vie appelle de *Laraze* (*del Raz*), dans le but de rançonner les voyageurs obligés de franchir le passage. Mais un jour, touché par la grâce, Pons résolut d'expier ses brigandages. Il vint à Lodève se jeter aux genoux de l'Évêque et

monnayage (1), au contrôle du notariat (2). Si frappants et significatifs qu'ils soient, de tels actes n'intéressent la ville que subsidiairement. Il est évident qu'ils accusent la domination des évêques sur elle, mais c'est en 1145 seulement que s'affirme à cet égard une prétention formelle.

Le fait seul de solliciter la reconnaissance d'un droit en implique la discussion. Et, en effet, en face de celles des Évêques se dressaient les prétentions rivales des comtes de Rodez. Sur quels titres se fondaient-elles ? La question est fort malaisée à trancher, tant est confuse cette période de de l'histoire de Lodève. D'après l'hypothèse de dom Vaissette, que nous avons rapportée (3) sans oser avec certitude ni l'adopter pleinement ni la combattre, les comtes de Rodez représentaient les anciens vicomtes de Lodève. Mais il est certain qu'ils tenaient d'autres droits des Évêques, eux aussi seigneurs dans le Lodevois. S'inspirant des périls de l'époque, ces prélats leur avaient fait, pour la défense

consentit à faire pénitence publique. Le dimanche des Rameaux, pendant la procession, il se tint sur la place de la Bossanella en chemise et la corde au cou, confessant ses crimes et se faisant fustiger. Ensuite il rassembla au village de Pégairolles tous ceux qui avaient à se plaindre de ses exactions, leur restitua ce qu'il avait pris, et distribua aux pauvres le reste de ses biens. Puis, ayant fait entrer dans un monastère sa femme et sa fille et mis son fils comme religieux à Saint-Sauveur de Lodève, il se rendit avec quelques compagnons en pèlerinage à Saint-Guillem-les-Déserts, de là à Saint-Jacques de Compostelle, ensuite au Mont-Saint-Michel et s'arrêta enfin en un endroit sauvage du Rouergue, appelé Sylvanès, où il fonda un monastère sous la règle de Cîteaux en 1136 (Baluze, *Miscellanea*, t. III, pp. 206 et suivantes).

Il est à présumer que de quelque donation de Pons de Laraze à l'Évêque de Lodève vinrent à celui-ci les droits qu'on le voit exercer peu d'années après, c'est-à-dire en 1154, à Léras, où Raymond de Léras lui reconnut une maison par lui bâtie au lieu jadis appelé casal de l'Évêque (Invent. de Bricconnet, f° 112 E).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xvii, p. 22.

(2) *Ibid.*, doc. xliiv, p. 39.

(3) Voir page 25.

de l'Église, des concessions qu'énumère l'acte de vente de 1188 : garde du palais épiscopal pendant la vacance du siège, droit d'albergue dans ce palais, de société avec les chanoines, enfin et surtout domination sur le château-fort de Montbrun (1). Élevé vers le milieu du XII^e siècle au sommet de la colline qui commande la vallée et tient la ville en respect, ce château avait été sans doute bâti par les Évêques; du moins ils le possédaient incontestablement à l'origine, puisqu'ils l'avaient inféodé partie directement aux comtes de Rodez, partie à une famille Rosier ou Rodier (2). C'est pourquoi, en 1167, on voit Richard, frère du comte Hugues II, et l'évêque Gaucelin Raymond de Montpeyroux se reconnaître mutuellement six mois de domination sur le château (3). Mais, par une voie que nous ignorons, les droits des Rosier étaient passés aux mains des comtes de Rodez, et ceux-ci, détenant tout à fait le château, imposaient leur autorité à la ville (4).

Que cette domination fût violente et oppressive, cela ne fait aucun doute, car on voit se former contre elle une ligue défensive de l'Église et du peuple de Lodève. Pour la première fois, en 1145, la ville est comprise dans la bulle qui prend l'Église sous la protection pontificale (5). Quelque temps après, en 1157, Pierre de Posquières obtient de Louis VII la reconnaissance du pouvoir judiciaire à l'encontre de toute Cour séculière (6). Il y fait même ajouter

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxvii, p. 28.

(2) *Ibid.*, loc. cit.

(3) *Ibid.*, doc. xxv, p. 28.

(4) *Ibid.*, doc. xxvii, p. 28.

(5) *Ibid.*, doc. xviii, p. 23.

(6) *Ibid.*, doc. xix, p. 23.

les droits régaliens, énorme avantage (1). A sa mort, et sans doute pour sauvegarder la liberté de l'élection, on refuse à Richard et Hugues de Rodez, les deux frères, la garde de la Salle-l'Évêque, et l'on creuse des fossés autour de la ville (2) ; ajoutons qu'on nomme évêque un féodal : Gaucelin Raymond de Montpeyroux, d'une famille alliée aux seigneurs de Montpellier, lesquels ont à compter avec elle (3).

La maison de Rodez sent la portée du coup et s'empresse de protester. Le nouvel évêque, qui veut prendre position, commence par une reconnaissance de droits et un sacrifice d'argent bien compris : le comte de Rodez conservera la garde de la Salle, mais on exige qu'il s'en acquitte fidèlement ; avec mille sols, Lodève pourra relever son enceinte (4).

La question réglée, Gaucelin s'empresse de se faire renouveler en 1162, par Louis VII, le diplôme concédé à son prédécesseur en 1157. Naturellement, il y fait ajouter. C'est de la vicairie qu'il s'agit maintenant : toujours le pouvoir judiciaire, mais aussi le pouvoir administratif ; c'est également du droit d'élever des fortifications de tout genre dans la ville et les alleux de l'Église de Lodève (5). Rien de plus intéressant à cet égard que la comparaison des deux diplômes. Le dernier est notifié par le Roi aux clercs

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xx, p. 24.

(2) *Ibid.*, doc. xxi, p. 24. — Les noms de Hugues et Richard nous ont fait sans hésitation corriger l'erreur de date commise par Briçonnet dans son Répertoire. Il met 1262 pour 1162. Il n'y avait plus en 1262 de motif d'intervention ni de vicomte Richard.

(3) *Liber instrumentorum memorialium*, préface. — L. Guiraud, *Recherches topographiques sur Montpellier au moyen-âge*, p. 26.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxi, p. 24.

(5) *Ibid.*, doc. xxii, p. 25.

et laïques du diocèse (1). Il y a plus. A cette époque, justement, le pape Alexandre III, fuyant la tyrannie de Frédéric I^{er} Barberousse, se trouve en France; son autorité viendra corroborer avec avantage celle du Roi: Gaucelin sollicite et obtient une bulle de confirmation (2).

Fort de ces appuis et d'autres sans doute (3), l'évêque se fait reconnaître en 1167 par Richard, vicomte de Rodez, la possession de six mois de domination sur Montbrun (4). Mais c'est trop encore de subir le joug la moitié de l'année. La lutte continuait par les armes et devant la justice, semble-t-il, et devait lasser tout le monde, plus funeste encore au comte, éloigné, contraint d'entretenir une garnison coûteuse. Moyennant un emprunt de 6000 sols melgoriens, que fournissent par égales parts et solidairement l'Évêque, le Chapitre et les citoyens, Hugues II s'engagea expressément à ne les troubler ni par les armes ni en justice, jusqu'au remboursement et même quarante jours au-delà (5). Promesse qu'il n'observa point; aussi l'Évêque dut-il recourir au Pape. En 1175, Alexandre III écrivait à Pons d'Arzac, archevêque de Narbonne, d'avertir le comte de Rodez qu'il ne molestât point l'Évêque de Lodève, sous peine d'excommunication.

On ne voit pourtant pas que le remboursement ait été opéré autrement que par l'entière cession des droits sur la ville et le diocèse, obtenue quatorze ans après du même comte par le nouvel évêque, Raymond Guillem de Mont-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxiii, p. 26.

(2) *Ibid.*, doc. xxiv, p. 27.

(3) Nous voulons parler du rôle de la famille De Lodève, qui sera étudié à la fin de ce chapitre.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxv, p. 28.

(5) *Ibid.*, doc. xxvi, p. 28.

pellier. Celui-ci jugeait, non sans raison, que le seul moyen de mettre un terme à toutes les difficultés était de s'affranchir très légalement. Il le fit certainement au profit de son Église, en acquérant, pour 40.000 sols melgoriens, tous les droits du comte de Rodez; mais on ne saurait douter de l'assentiment du peuple, représenté par ses notables, puisqu'il est spécifié dans l'acte de vente, en date de mars 1188 (1). En bon politique, et sans doute pour se donner, aux yeux des citoyens, un mérite plus grand, Raymond Guillem fit mettre sur le contrat le chiffre fictif de 60.000 sols, et s'assura de Hugues par une contre-lettre (2).

Un pareil changement féodal devait être approuvé par tous les pouvoirs intéressés. L'Évêque sollicita d'abord et obtint de Philippe-Auguste la confirmation de ses droits nouveaux et de la régale conférée à Pierre de Posquières (3). Ensuite il s'en assura également la reconnaissance par son suzerain direct, le comte de Toulouse, représentant les anciens marquis de Gothie. L'acte par lequel il l'obtint de Raymond V (4) marque très nettement la distinction que nous avons faite entre tout ce que l'évêque Raymond Guillem a acheté d'Hugues de Rodez, c'est-à-dire ce dont les évêques s'étaient dessaisis par inféodation en faveur des comtes; et tout ce que, dans la ville de Lodève, son château et le diocèse, avait eu ou reconnu

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxvii, p. 28.

(2) *Ibid.*, doc. xxviii, p. 29. — Elle put donner lieu aussi à quelques difficultés, puisqu'en avril 1204 le nouveau comte, Guillaume, obtint de l'évêque Pierre Frotier quatre mille sols de plus sur la vente de 1188 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxvi, p. 34).

(3) *Ibid.*, doc. xxix, p. 30.

(4) *Ibid.*, doc. xxxi, p. 32.

Hugues II du fait du duc de Narbonne, c'est-à-dire la vicomté créée jadis par le marquis de Gothie.

Enfin, Raymond Guillem obtint, pour plus de précaution, de son propre parent Pierre de Lara, vicomte de Narbonne, la cession éventuelle de tous droits à prétendre sur la ville et le diocèse de Lodève (1), sans doute à titre de vicomte suppléant les anciens marquis de Gothie, devenus comtes de Toulouse.

Vraiment cet évêcat, comme le précédent, avait été fécond. Celui qui suivit fut rempli par des incidents d'un autre ordre, que nous rapporterons bientôt ; et, comme une fin violente ravit prématurément Pierre Frotier, c'est à son successeur Pierre Raymond qu'échut la continuation de la politique des évêques de Lodève à l'égard des anciens maîtres du pays. Il ne restait à cette heure que la suzeraineté des comtes de Toulouse. Elle allait disparaître à son tour par suite des graves événements qui se préparaient alors, et s'accomplirent dans le Midi au commencement du XIII^e siècle.

Commencée sous un prétexte de religion et pour détruire l'hérésie, la Croisade des Albigeois — et nous désignons ainsi l'état de guerre qui dura depuis 1209 jusqu'à la cession à Louis VIII, en 1224, de tous les droits des Montfort — dévia bientôt de la ligne qu'elle avait suivie à sa naissance. Elle ne fut plus qu'une conquête brutale, où l'on vit les plus anciennes et les plus considérables familles du Midi dépossédées par les barons du Nord, les évêques indigènes chassés et remplacés par des moines venus à la suite de l'armée des Croisés. Les cruautés exercées contre les Albi-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxii, p. 32.

geois, et qui amenèrent de fréquentes représailles, furent excessives, et, à sept siècles de distance, on ne peut sans émotion lire le récit qu'en a fait un contemporain, cependant partisan de Montfort. Les papes, on doit le reconnaître, élevèrent la voix à diverses reprises en faveur des populations opprimées ; mais leurs représentations ne furent pas toujours écoutées, parce qu'elles eussent entravé bien des ambitions.

L'évêque de Lodève avait, lui, un double motif pour prendre à la répression des Albigeois une part active : pasteur spirituel, son devoir était de préserver ses ouailles ; vassal déjà puissant, c'était son affranchissement qu'il pouvait espérer de la ruine de la maison de Toulouse.

Si naturel que semble le premier motif, il est à relever cependant, en présence de l'attitude d'autres prélats ses contemporains, qui s'attirèrent la suspense : Bérenger, archevêque de Narbonne, refusant aux légats du Pape de se joindre à eux pour sommer le comte de Toulouse de chasser de ses domaines les hérétiques ; Guillem de Rocoze, évêque de Béziers, ajoutant au même refus celui d'engager les Consuls de la ville épiscopale à abjurer l'erreur (1). Au contraire, on voit l'évêque de Lodève se montrer toujours fidèle à la cause religieuse, prendre part à toutes les réunions tenues soit pour exhorter, soit pour condamner le comte de Toulouse.

C'est ainsi que Pierre Raymond assiste, à Saint-Gilles, à la réconciliation de Raymond VI après le meurtre du légat, Pierre de Castelnau ; qu'en 1212 il est présent à l'hommage rendu par Aimeric, vicomte de Narbonne, au nouvel arche-

(1) *Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 236.

vêque de cette ville, Arnaud Amalric, naguère abbé de Cîteaux ; qu'il participe au rejet des offres du comte de Toulouse par le concile de Lavaur en 1213. Même il assiste à la bataille de Muret et rédige, de concert avec ses collègues, la relation de la victoire (1).

Il recueillit le fruit de cette conduite au concile de Montpellier, en 1215, où Raymond VI fut dépossédé et Simon de Montfort choisi « comme prince et monarque de tout le pays » (2). Cette décision intéressait directement Lodève, puisque le comte de Toulouse en était suzerain. Elle assurait au prélat un appui qui se manifesta bientôt, car, le Roi ayant accordé à Pierre Raymond des lettres de sauvegarde (3) et la confirmation du droit de régale (4), il fallut contraindre les seigneurs du diocèse, qui avaient embrassé la cause de l'hérésie, à les reconnaître. Ce ne fut pas aisé. Aimeri de Guillem, le seigneur de Montpeyroux et du Bosc, et Salomon de Faugères, seigneur de Malavieille, s'appuyaient sur le vicomte de Béziers et le parti toulousain, et refusaient de reconnaître la suzeraineté de l'Évêque. Philippe-Auguste les menaça, en cas de résistance, de les y contraindre par la main de Simon de Montfort (5). Aimeri de Guillem trouva moyen de remettre la clôture de l'affaire jusqu'à celle du concile de Latran. Mais, sur de nouvelles réclamations de l'Évêque, le Roi prévint le seigneur récalcitrant que Simon avait déjà reçu ses ordres formels (6).

(1) *Histoire de Languedoc*, pp. 277, 379 et 402. — Plantavit, *Chronologia*, p. 112.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 554.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxvii, p. 34.

(4) *Ibid.*, doc. xxxviii, p. 34.

(5) *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXVII, année 1876, p. 383.

(6) *Ibid.*, p. 386.

Cependant, Raymond VII le Jeune, successeur de son père en 1222, pressa si vivement Amaury de Montfort, fils de Simon, que les prélats de la province s'en émurent. L'évêque de Lodève, ainsi que ceux de Nîmes et d'Agde, réunis à Béziers auprès du cardinal-légat Conrad, implorèrent le secours de Philippe-Auguste en faveur d'Amaury (1). Le souverain, au fond, ne demandait qu'à intervenir dans le Midi, et il allait le faire, quand sa mort survint. Comme elle laissait Amaury sans appui, ses troupes l'abandonnèrent (2), et il traita, au mois de janvier 1224, avec les comtes de Toulouse et de Foix ligués, puis quitta le pays. A peine arrivé en France, il fit cession à Louis VIII de tous ses droits sur les domaines des comtes de Toulouse.

Raymond VII, qui vit le danger, se hâta de conclure avec le comte de Foix un traité d'alliance. Il lui promit, dans le cas où Trencavel, fils de l'ancien vicomte de Béziers, Raymond Roger, viendrait à mourir sans enfants, de lui conférer l'investiture de tout ce que ce seigneur tenait en fief de lui, dans les vicomtés de Béziers, de Carcassonne, d'Albi, d'Agde, dans le Rouergue et dans le diocèse de Lodève. Au besoin même, il lui prêterait son aide pour le mettre en possession des terres qui ne relevaient pas des comtes de Toulouse dans ces divers pays, *supposé qu'il y en eût quelques-unes* (3). On voit par là que le comte de Toulouse s'affirmait le suzerain de la Narbonnaise et en particulier du comté de Lodève ; aussi, et sans doute pour

(1) *Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 566.

(2) Une bande de chevaliers français rentrant en France passa en 1223 à Lodève (*Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 570).

(3) *Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 615. Les mots soulignés le sont chez dom Vaissette.

contre-balancer les effets du traité, les évêques de ces pays prêtèrent-ils serment de fidélité au roi Louis VIII.

La mort prématurée de ce prince permit au comte de Toulouse et au vicomte de Béziers de recouvrer une partie de leurs domaines ; mais, par la suite, la guerre, qui continua entre eux et les Français demeurés dans le pays, ne leur ayant pas été favorable, Raymond VII se résolut à faire sa paix avec le Roi. L'un des articles du traité de Meaux (1), conclu en 1229, porte la renonciation aux prétentions que le comte de Toulouse pouvait avoir sur l'ancien comté de Lodève. Les évêques de cette ville devenaient donc en droit eux-mêmes suzerains de tout le diocèse, sous la souveraineté de la Couronne ; à elle seule ils devaient l'hommage et désormais prêtèrent le serment de fidélité. Mais, comme ils en tenaient depuis longtemps les droits régaliens, ils pourront traiter avec elle de puissance à puissance, et ne s'y épargneront point.

Sans doute, les évêques de Lodève, en plus d'une occasion, se sont appuyés sur la royauté française, mais ils ont aussi résisté à l'administration capétienne, toujours prête à intervenir, à multiplier son action à tout propos, sur toute matière. Car il se produisit là ce qui se passait sur tous les points du royaume, où les agents du souverain s'efforçaient de soustraire toujours au seigneur quelque part de ses pré-

(1) Plantavit (*Chronologia*, p. 139), qui s'en réfère à Catel d'après Bernard Gui, dit que Pierre Raymond se trouvait aux conférences de Meaux et au serment de Paris qui les suivit. Les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc* (t. VI, p. 632) nous apprennent que, sur un exemplaire du traité au nom de Raymond VII, se trouve une note annonçant l'apposition des sceaux des évêques de Paris, de Toulouse, de Maguelone, d'Albi et de Nîmes et des archevêques de Sens et de Narbonne. De ce passage, on peut déduire l'absence de l'évêque de Lodève.

rogatives, de lui arracher quelque lambeau de son domaine. Ici, ils durent constamment céder, car, forts de leurs privilèges, les évêques recouraient au pouvoir central, et celui-ci était contraint de désavouer ses agents, qu'il avait encouragés secrètement peut-être. Suivre par le détail les nombreux incidents de cette lutte aux XIII^e et XIV^e siècles serait vraiment fastidieux, et n'offrirait rien de bien particulier à Lodève. Ceux qui ont quelque caractère local seront traités au cours de cet ouvrage : essai de constitution du Consulat, de création d'une ville neuve et d'une ville franche hors de l'enceinte ; obstacles mis à l'exercice de la justice à propos de la Malepague ou prison pour dettes. Nous relèverons seulement ici une tentative d'une portée plus générale, et qui en somme eût englobé toutes les autres.

A l'avènement de Philippe V le Long, ce prince ayant résolu de se faire prêter serment de fidélité par ses peuples et rendre hommage par les vassaux de la couronne, un de ses officiers, nommé Élie de Saint-Julien, se rendit à Lodève et exigea des citoyens le serment direct au Roi. L'évêque, Jacques de Concoz, réclama auprès de Philippe le Long, qui, par un diplôme donné à Bourges en novembre 1318, reconnut qu'il n'entendait ainsi acquérir aucun droit nouveau sur le diocèse de Lodève, au détriment de ceux de l'Évêque (1).

En possession d'un pouvoir si bien établi et défendu si victorieusement, il semble que les évêques de Lodève aient éprouvé le besoin de le consacrer aux yeux de tous par un titre nouveau et significatif. Près de quatre siècles

(1) Inventaire de Briçonnet, f° 152 H.

s'étaient écoulés depuis que celui de vicomte de Lodève n'avait plus paru dans l'histoire ; l'autorité qu'il avait représentée s'était plutôt accrue en passant aux évêques. Très probablement, ceux-ci crurent marquer leur progrès, leur supériorité en s'intitulant comtes de Montbrun. Que cette dénomination ait été, ainsi que le prétend Plantavit, concédée en 1226 à l'évêque siégeant par Louis VIII, qui, en même temps, aurait changé le nom de la ville de *Luteva* en *Lodova*, c'est ce qui est tout à fait inacceptable ; car, d'une part, cette seconde forme est antérieure au XIII^e siècle (1) et, de l'autre, le diplôme en question, emprunté au Cartulaire primitif de l'Église de Lodève, a été rejeté par Bernard Gui dans le sien (2) ; enfin et surtout si, dès 1226, les évêques avaient reçu le titre, comment ne s'en fussent-ils pas plus tôt parés ? C'était pourtant une belle occasion de s'en prévaloir lors de la lutte contre la Commune, que nous retracerons au chapitre suivant. Or, on ne voit paraître cette qualification pour la première fois (3) que le 12 octobre 1423 sous Michel Lebœuf (4). A cette époque l'autorité royale était nulle, les partis déchiraient le royaume, où campait l'Anglais. C'est, selon toutes les apparences, au sein de ce désordre administratif que naquit la prétention, et l'habitude l'eut vite consacrée, attendu qu'elle répondait à un état réel des choses. Aban-

(1) Voir chapitre X pour les noms de la ville.

(2) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(3) Nous la relevons, il est vrai, dans un contrat du 3 décembre 1398 (Minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard) ; mais c'est là un acte *ad longum*, qui offre précisément une erreur quant au nom de l'évêque. Le notaire Coussergues, qui transcrivit, dans la seconde moitié du XV^e siècle, le contrat rédigé par son prédécesseur Bernard Pascal, s'est avisé d'employer la formule usitée de son temps.

(4) Livre des Notaires, t. I, p. 1.

donné de fait par la famille De Lodève pour sa nouvelle seigneurie de Fontès, constamment amélioré par les Évêques en vue de parer à la défense pendant la Guerre de Cent Ans, le château-fort de Montbrun, qui tenait en respect la ville de Lodève et les vallées, se trouvait bien désigné comme centre féodal du pays. Dans un diocèse voisin, celui de Maguelone, l'Évêque se titra de même comte de Montferrand.

Jusqu'ici nous avons suivi les Évêques dans leur marche constante vers l'entier pouvoir, et nous avons avec eux gravi jusqu'aux plus hauts degrés de la hiérarchie féodale. Il convient de regarder, à l'inverse, ce qui se passait au-dessous d'eux, c'est-à-dire comment, selon les usages de l'époque, ils furent amenés à céder quelque portion de leur influence en aliénant certains de leurs droits.

Pour un seigneur ecclésiastique, n'est-ce pas une nécessité qui s'impose ? Éloigné par état du métier des armes, en des temps troublés il doit recourir à un bras énergique. Aussi voit-on, à mesure que s'élèvent les châteaux dans le diocèse, surgir de puissantes familles, qui, les recevant de l'Évêque, essayeront quelquefois de ne pas les lui rendre : les Guillem à Clermont et autres lieux, les De Faugères à Malavieille, les Raymond à Montpeyroux ne firent pas autre chose lors de la guerre des Albigeois (1). Nous ne disons pas qu'il en fut de même pour toutes : on voit par exemple les De Vissec recevoir en 1231, puis reconnaître fidèlement le château de La Tude (2) et plusieurs autres, les De Parlagès également (3). Mais ces féodaux occupaient le Haut-

(1) Voir page 44.

(2) Inventaire de Briçonnet, n° 110 K.

(3) *Ibid.*, n° 78 v° G.

Lodevois, et n'avaient pas, comme les autres, un point d'appui dans le vicomte de Béziers et, par lui, dans le parti toulousain.

Les familles auxquelles les Évêques avaient inféodé les possessions de leur Église, surtout les châteaux, en prirent les noms, puisque c'était précisément l'époque où apparaissaient ces distinctions nécessaires dans le grand mouvement des peuples vers l'Orient qui s'appelle les Croisades. Elles devinrent donc absolument les De Lauzières, les De Soubès, les De Fozières, les De Parlages, maisons qui disparurent presque toutes d'assez bonne heure, et qu'il ne faut pas confondre avec les familles, généralement enrichies par le commerce, qui plus tard achetèrent leurs terres et en joignirent le titre à leur nom (1). On ne doit pas chercher d'autre origine à celle De Lodève qu'on voit, dès 1187, représentée par un personnage nommé Guillem, et qui, avant 1213, possédait le château de Montbrun, le Cestayral de Lodève et d'autres droits importants. C'est pour quoi elle doit arrêter notre attention.

Quel fut l'exact point de départ de ses droits ? N'ayant pas les actes qui les établirent, il nous est difficile d'affirmer. Pourtant, on peut arriver à une absolue précision dans

(1) La famille De Lauzières, qui a compté parmi ses membres le maréchal de Thémines-Lauzières, ne s'est éteinte que de nos jours. — Les De Soubès durent se fondre dans la maison De Lodève, qui possédait leurs droits et les vendit à Guillem Maffeu; celui-ci les ayant légués à sa femme Jeanne Carcassonne, d'une famille de marchands montpelliérains devenus bourgeois, elle les transmit aux siens: d'où la dynastie des Carcassonne à Soubès. — Nous consacrerons, au chapitre XI, une note spéciale à la famille de La Treilhe, qui, par une double vente, acquit les droits sur Fozières et en ajouta le nom au sien. — Les De Parlages se fondirent dans la maison Matfred, fort ancienne, et dont le nom s'éteignit également de bonne heure; celle de Roquefeuil lui succéda par les femmes à Parlages, les Matfred n'ayant laissé aucun descendant mâle.

certaines faits et à beaucoup de vraisemblance dans l'hypothèse qui s'y appuie.

Ces droits vinrent à la famille De Lodève par inféodation, au moins pour la plupart (1). Et l'inféodation ne put être faite que par l'Évêque, puisque Montbrun, en 1167, appartenait par égale part à celui-ci et au vicomte de Rodez, Richard (2); que le comte, héritier de son frère sans doute, reconnaissait, en 1188, en vendant sa portion à l'Évêque, la tenir de lui, soit directement, soit comme ayant-droit d'une famille Rosier ou Roudier, également feudataire du prélat (3). Il résulte de ces faits que Montbrun, à l'origine, appartient à l'Évêque de Lodève.

D'autre part, avant 1213, la famille De Lodève possédait la totalité des droits sur Montbrun et le Cestayral de Lodève (4). En outre, à ce moment ou par la suite, elle en avait d'autres sur les châteaux et juridictions de Soubès, Les Rives, Le Caylar, Lauroux, La Vacquerie, et sans doute Fozières (5).

Ces points certains posés, voici comment nous expliquons l'origine de ces droits.

Les dangers du temps nécessitant un système de défense pour le domaine de l'Église de Lodève, les Évêques bâtirent, dans tout le diocèse, ces châteaux dont on voit, d'un diplôme à l'autre, augmenter le nombre. Pour protéger la ville et assurer la liberté de la route vers le bas pays, ils élevèrent de même le château de Montbrun et l'inféodè-

(1) « Nomine feualie vel alia ratione » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVII, p. 40).

(2) *Ibid.*, doc. XXV, p. 28.

(3) *Ibid.*, doc. XLVII, p. 40.

(4) *Ibid.*, doc. XLII, p. 38.

(5) *Ibid.*, doc. CXXXVII, p. 193.

rent à la maison de Rouergue, à une famille Rosier ou Roudier, à d'autres aussi peut-être (1) : le comte Hugues II stipule expressément dans sa vente « tout ce qui avait été concédé à ses auteurs pour la défense de l'Église de Lodève » (2). Mais le vicomte Richard abusa bientôt de ces concessions : c'était dans les mœurs du temps. Il fallut entrer en lutte contre lui. D'abord l'Évêque se fit reconnaître la part qu'il avait gardée (3). Ensuite il l'inféoda au fondateur de la famille De Lodève. Comme cela se passait en 1167, vingt ans avant l'acte où, pour la première fois, on voit apparaître le nom de cette famille, l'hypothèse est fort admissible. Ce qui la confirme aussi, ce sont les autres lieux possédés par les De Lodève, et qui sont également des domaines d'Église. Après l'achat de 1188, l'Évêque, maître de l'autre part, lui aura donné la même destination. La famille De Lodève aura donc remplacé les comtes de Rodez comme avoués (ainsi qu'on s'exprimait en d'autres pays) de l'Église de Lodève.

Précisément à cette heure, elle recevait également des domaines de l'Église d'Agde (4). Ses membres se distinguèrent toujours par leur piété : l'un d'eux bâtit et dota à Montbrun la chapelle Notre-Dame de Beaulieu (5) ; un autre élisait sa sépulture à Saint-Pierre de Maguelone (6). Leur rôle à Lodève n'a donc rien de surprenant.

(1) On voit Pierre d'Auriac vendre au Chapitre sa tour, entre celle de l'Évêque et celle de Guillem de Lodève (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LV, p. 47).

(2) *Ibid.*, doc. XXVII, p. 28.

(3) *Ibid.*, doc. XXV, p. 28.

(4) On trouve de fréquents hommages des De Lodève aux évêques d'Agde (*Gallia Christiana*, pp. 681, 683, 685, 686, etc.).

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LX, p. 67.

(6) Voir plus bas.

Mais les De Lodève devenaient trop puissants: à leur part sur Montbrun, ils avaient joint celle de Déodat Rosset, autre feudataire. C'était la politique renouvelée du vicomte Richard. Pierre Raymond, évêque de Lodève, reprit la tactique de Gaucelin Raymond de Montpeyroux, à la famille duquel il est très probable qu'il appartenait. Car on s'est jusqu'ici étrangement trompé sur le nom patronymique du successeur de Pierre Frotier, en l'appelant Pierre de Lodève (1); et, vraiment, il nous aurait paru bien surprenant qu'il jouât pareil rôle auprès des siens. En réalité, le prêt de 10.000 sols qu'il fit à Guillem de Lodève n'avait d'autre but que de mettre la main sur tous les droits de celui-ci, qu'il prit comme gage. Sans doute, en 1213, Guillem put rembourser la moitié de sa dette et récupérer la part de propriété correspondante (2); mais l'autre demeura engagée jusqu'à la vente définitive qu'il en fit à l'évêque Guillem de Cazouls en 1246 (3). Quant à la moitié rachetée, lui et ses descendants en jouirent jusqu'à ce que l'un d'eux, Gaspard, la vendit, le 26 juin 1451, à Guillem Maffeu, docteur-ès-lois (4). Jeanne Carcassonne, veuve et héritière de celui-ci, la revendit au Chapitre de Lodève (5); et telle fut l'origine des droits de ce Corps, qui en firent un pouvoir, quoique très secondaire, à Lodève.

Il ne faudrait pas se laisser prendre aux termes de la vente du 26 juin 1451, énumérant parmi les droits des De Lodève: la seigneurie, la juridiction haute, moyenne et

(1) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève.*

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLII, p. 38.

(3) *Ibid.*, doc. XLVII, p. 40.

(4) *Ibid.*, doc. CXXXVII, p. 193.

(5) *Ibid.*, doc. CXLIII, p. 200.

basse, le mère et mixte impère, et même le domaine direct, etc. Tous ces termes ou certains d'eux s'appliquent à tel ou tel des lieux du diocèse compris dans la vente ; mais, à Lodève même, il ne s'agissait que du château-fort de Montbrun, du Cestayral, de censives, usages et redevances à percevoir sur les foires, du patronat de la chapelle Notre-Dame de Beaulieu. Encore, pour les droits matériels, la part était réduite à la moitié.

Tels qu'ils étaient pourtant, ces droits suffisent à expliquer pourquoi le nom de cette famille est pratiquement mêlé à l'histoire de Lodève, où on le retrouvera souvent. Au dehors il se répandit avec éclat, comme nous devons l'indiquer par une courte notice sur ses membres aussi longtemps qu'ils restèrent en possession de leurs domaines et droits à Lodève.

On ne saurait assurer que le Guillem de Lodève, le premier mentionné par l'histoire en 1187 (1), fut la tige de la famille, et de même aussi celui qui mourut vers 1250 : sa carrière serait vraiment bien longue. S'ils sont distincts, à part les acquisitions à Lodève et Agde, on ne sait guère rien du premier. Mais, jusqu'à preuve décisive, nous ne pouvons qu'appeler le personnage : *Guillem I^{er}*. Il prit part à la Croisade des Albigeois et fut probablement chargé par son oncle, Bérenger de Lodève, abbé de Saint-Thibéry, de la garde du château de Foix (2). Toujours fidèle à la cause de la royauté, on le voit servir de témoin dans plusieurs actes qui assurent son influence dans le Midi (3). Il eut l'honneur d'être choisi pour arbitre avec Ginalfred de Fau-

(1) *Gallia Christiana*, t. VI, Instrumenta, c. 330.

(2) Bigot-Valentin, *Histoire de Fontès*, p. 29.

(3) *Histoire de Languedoc*, t. VIII, Preuves, c. 1209.

gères entre Guillem de Cazouls, évêque de Lodève, et Bérenger de Guillem, seigneur de Clermont, dans leur longue querelle (1). Il avait épousé Fizes, dont nous ignorons le nom de famille, mais qu'on voit intervenir dans la cession de droits à Mèze (2). Par son testament du 6 septembre 1248, il élut sa sépulture dans l'église du monastère cistercien de femmes de Netlieu, près Valmagne, au diocèse d'Agde (3), dont la fondation lui serait attribuée (4); mais nous croyons plutôt qu'il y a là confusion avec Notre-Dame de Beaulieu près le château de Montbrun (5). Il dut mourir peu après, car, en 1251, on voit agir

Guillem II, fils du précédent, qui, de concert avec sa mère, cède à Pierre, évêque d'Agde, ce qu'ils possèdent à Mèze (6). Comme son père, il porte le titre de chevalier, et ce fut sans doute l'un des cinq que fit Guillem de Cazouls, évêque de Lodève, « pour l'honneur de son Église », et auxquels il donna généreusement 4.500 sols (7). C'est lui qui acquit, nous ne savons par quelle voie, la seigneurie de Fontès, dont, le premier de sa famille, il porte le titre dès 1281 (8). Peut-être est-il le consul de Montpellier nommé en 1257 et 1281 « lo senhor en G. de Lodeva » (9).

(1) Inventaire de Briçonnet, f° 70 A.

(2) *Gallia Christiana*, t. VI, Instrumenta, c. 685.

(3) *Histoire de Languedoc*, t. VI, p. 797.

(4) Les nouveaux éditeurs (t. IV, p. 715) mettent en doute cette fondation, mentionnée dans des lettres de saint Louis de 1248 (*Gallia Christiana*, t. VI, p. 727), parce que le monastère a été fondé par les seigneurs de Mèze en 1195.

(5) L'analogie des noms: B. M. de Bello Loco, B. M. de Nitido Loco, a pu produire la confusion, à laquelle aura aidé le fait de la sépulture à Netlieu et des libéralités qui durent l'accompagner.

(6) *Gallia Christiana*, t. VI, p. 685.

(7) *Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui.

(8) Inventaire de Briçonnet, f° 86 C.

(9) Pour l'indication des membres de la famille de Lodève consuls de Montpellier, voir la liste des Consuls dans les Preuves de l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, par A. Germain.

Il se distingua comme amiral, en 1285, dans l'expédition de Philippe le Hardi contre l'Aragon et y fut fait prisonnier (1). Le troubadour Jean Estève, de Béziers, a chanté ses exploits et son malheur (2). Il avait un frère, Guiraud (3), auquel pourrait se rapporter le titre de consul de Montpellier rappelé plus haut, et qui, peut-être aussi, fut réélu en 1292. Mais on ne saurait trancher la question, l'initiale G. étant commune aux noms de Guillem et de Guiraud, héréditaires dans la famille. De plus, une branche de celle-ci dut s'établir à Montpellier, car on y trouve des consuls de ce nom à des dates où les seigneurs de Fontès portaient d'autres prénoms (4). A Lodève, en 1287, Guillem II joignit à son fief de Montbrun celui de Grézac (5).

Guiraud I^{er}, fils du précédent, lui avait déjà succédé le 24 mars 1293, jour auquel il reconnut ces deux fiefs à l'évêque de Lodève Gaucelin de La Garde (6). Il assista aux États-Généraux de 1303 et souscrivit à l'appel au concile. A son adhésion figure le sceau de ce seigneur, qui est ainsi décrit : « Rond, de 45 millimètres. Équestre. Dans un »encadrement quadrilobé, un petit cavalier, l'épée haute, »galopant à gauche, et couvert presque en entier de son »bouclier, qui semble chargé d'un écusson au canton dextre »du chef. ...GVI...DI • DE..... » (7). Les armoiries de la

(1) *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 108.

(2) Gabriel Azaïs, *Les troubadours de Béziers*, dans les *Mémoires de la Société archéologique de Béziers*, 2^e série, t. I, pp. 208 et suiv.

(3) *Gallia Christiana*, t. VI, p. 683.

(4) Guillem, consul en 1360, 1370, 1374 ; sous-bayle en 1367 et 1377, tandis que les seigneurs de Fontès se nomment Guiraud II et Bernard.

(5) Inventaire de Briçonnet, f^o 86 D.

(6) *Ibid.*, f^o 86 v^o E.

(7) Drouet d'Arcq, *Archives de l'Empire..... collection de sceaux*, t. I, p. 639, n^o 2601.

famille De Lodève étaient : *échiqueté à seize pièces d'or et de gueules* (1) ; on remarquera que c'est une répartition de l'écu de Lodève (2). Guiraud I^{er} mourut après 1325, année où on le voit prêter hommage à Bernard Gui (3), et avant 1328, où l'on trouve déjà son fils.

Guillem III figure à Fontès dès le 12 décembre 1328 (4), et fut peut-être ce consul de Montpellier qui se vit renouveler trois fois son mandat en 1334, 1344 et 1352, et qui choisit sa sépulture à Maguelone, où il fut porté, étant mort en charge le 21 septembre 1352.

Guiraud II, fils du précédent, lui avait succédé et déjà était mort en 1364 (5). Mais on le trouverait à Fontès dès 1359 (6), ce qui confirme l'identité de son père et du consul de Montpellier mort en 1352. Il avait épousé Marquise, fille de noble Decan de Mèze, dit l'historien de Fontès (7). Le prénom est confirmé par un acte du Cartulaire de l'Église de Lodève (8). Quant au nom patronymique : de Mesohagis, nous n'affirmons pas que la traduction soit exacte.

Bernard I^{er} succéda à son père sous la tutelle de Marquise, dont le procureur rendit hommage en 1364 (9). Sa femme s'appelait Delphine (10).

Gaspard, fils du précédent, devint, sans doute à cause du grand âge de celui-ci, cessionnaire de ses droits. C'est à ce titre qu'il vendit, le 26 juin 1451, tout ce que la famille

(1) Bigot-Valentin, *Histoire de Fontès*, p. 139.

(2) Voir chapitre VI.

(3) Inventaire de Briçonnet, f° 135 v° H.

(4) Bigot-Valentin, *ibid.*, p. 61.

(5) Inventaire de Briçonnet, f° 124 v° E.

(6) Bigot-Valentin, *ibid.*, p. 63.

(7) *Ibid.*, p. 79.

(8 et 9) Inventaire de Briçonnet, f° 124 v° E.

(10) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXXVII, p. 193.

possédait dans le Lodevois (1), et qu'en 1458 le père et le fils sont qualifiés simultanément seigneurs de Fontès (2). La femme de Gaspard se nommait Catherine (3).

A partir de ce moment, la famille De Lodève n'intéressant plus l'histoire de cette ville, contentons-nous d'ajouter que sa dernière descendante, qui portait le nom aussi gracieux que difficile à soutenir de Souveraine, en épousant, le 3 juillet 1525, Arnaud de Vissec, seigneur de La Tude et de Jonquières, transmet à cette autre ancienne famille du Lodevois ses droits sur Fontès (4).

Les De Lodève n'étaient pas d'ailleurs les seuls feudataires de l'Évêque dans la ville ou son faubourg ; parmi plusieurs autres, nous pouvons citer : Béranger de Soubès (5), Guillem Vedel (6), les Ermengaud, seigneurs de Fozillon (7), la famille De Parlages (8), Adhémar du Châtel (9), Pierre d'Auriac (10), Bernard de la Roquette (11). Mais l'Évêque, leur suzerain, demeurait le seul seigneur de la ville et y constituait le premier pouvoir.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxvii, p. 193.

(2) Bigot-Valentin, *Histoire de Fontès*, p. 89.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxvii, p. 193.

(4) Bigot-Valentin, *ibid.*, p. 137.

(5) Qui vendit, en 1213, à l'évêque Pierre Raymond ses redevances sur les marchés et foires (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xli, p. 37).

(6) Qui reconnaissait, en 1241, à Guillem de Cazouls des droits à Montbrun et son faubourg sur la leude du sel, des troupeaux passant par Lodève pour estiver sur le Larzac ou en revenir (*Ibid.*, doc. xlvi, p. 40).

(7) *Ibid.*, doc. l, p. 45.

(8) *Ibid.*, doc. lxx, p. 66.

(9) Pour des droits indéterminés, en 1243, sur la ville, le château et le faubourg (Inventaire de Briçonnet, f° 133 A).

(10) Il vendit ses droits au Chapitre (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. liv, p. 47) ; mais Béranger de Boussagues les avait rachetés avant le 11 septembre 1284 (Arch. de l'Hôpital, contrat de cette date).

(11) *Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT COMMUNAL

Au cours de leur lutte contre les anciens seigneurs de Lodève, Pierre de Posquières, Gaucelin Raymond de Montpeyroux, Raymond Guillem de Montpellier avaient trouvé un appui dans la royauté et la population, et la victoire n'avait été remportée que par la ligue des intérêts de l'Évêque, cherchant à substituer son pouvoir à celui des comtes et des vicomtes ; du Roi, favorisant, ici comme partout, la ruine de la féodalité laïque ; du peuple, désireux de profiter de la situation pour consacrer ou conquérir ses franchises municipales. Les tendances d'émancipation en ce sens étaient, à cette époque, générales ; mais, plus qu'ailleurs encore, elles se trouvaient avivées à Lodève par un long usage de ces libertés sous la domination romaine.

Livrée à tant de conquêtes successives, la cité les avait-elle gardées en une tradition ininterrompue ? Avaient-elles, au contraire, sombré dans ces bouleversements pour être reconquises au moment de la lutte entre les Évêques et les comtes de Rodez ? Nous l'ignorons, les documents précis faisant absolument défaut. Pas une lueur ne sillonne cette nuit, qui se prolonge bien au delà du haut moyen âge. Il est vrai qu'en 949 il est question de deux *principes populi* ; mais la mention est due à un biographe qui écrit plus de trois siècles et demi après (1) ; et de fait, l'expression qu'il

(1) Bernard Gui, dans sa *Vie de saint Fulcran*, insérée au *Speculum Sanctorale*, dont la quatrième partie est de 1329.

emploi vise les vicomtes, représentants d'un pouvoir essentiellement féodal (1). Il n'en est plus de même au milieu du XII^e siècle. En 1162, on voit que des fossés avaient été creusés à Lodève sans l'agrément ni du comte de Rodez, qui proteste, ni de l'Évêque, le siège étant vacant (2). Il fallait donc qu'il y eût à ce moment un autre pouvoir constitué, agissant. Ce pouvoir est celui des notables, *proceres*, représentants des citoyens, *cives*, lesquels ont une caisse commune, d'où ils tirent 2.000 sols melgoriens pour prêter à Hugues II de Rodez (3), se mettant ainsi au même rang que l'Évêque et le Chapitre. En outre, le consentement des notables est demandé pour la transmission des droits seigneuriaux des Comtes aux Évêques en 1188 (4). Même, à cause d'eux, le prix réel de la vente a été majoré de moitié (5). A cette date, la Commune existait-elle réellement dans la plénitude de ses privilèges ? Nous ne le pensons pas. Mais c'étaient là des préliminaires d'émancipation. Les Évêques le comprirent et s'efforcèrent de défendre leurs droits. De ce dissentiment d'intérêts naquit une nouvelle lutte, qui remplit et dépasse le XIII^e siècle. Nous en retracerons les diverses phases.

Raymond Guillem de Montpellier, l'acquéreur des droits des comtes de Rodez, venait de mourir en 1201. L'élection de son successeur, Pierre Frotier, donnait lieu au renouvellement du serment de fidélité. Il est très probable que les citoyens voulurent profiter de l'occasion pour consacrer

(1) Voir page 30.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XXI, p. 24.

(3) *Ibid.*, doc. XXVI, p. 28.

(4) *Ibid.*, doc. XXVII, n° 2, p. 28.

(5) *Ibid.*, doc. XXVIII, n° 1 et 2, p. 29.

leurs prétentions. Ils se portèrent en armes au Palais épiscopal, y pénétrèrent et, sur la résistance du prélat et de son Chapitre à accepter la charte communale, ils commencèrent le pillage. Pierre Frotier et les chanoines cédèrent à la force et jurèrent la charte.

Échappés au danger, ils voulurent revenir sur cette concession, qui restreignait le droit seigneurial, et s'adressèrent au Pape. Innocent III délégua l'abbé de Villemagne pour les relever de leur serment après enquête ; mais, afin d'assurer le respect dû à la chose jurée, il les assujettit à la pénitence canonique. Quant aux citoyens, considérés comme des séditeux, soit par la nature de leurs revendications, soit par la violence avec laquelle ils les avaient soutenues, ils furent frappés d'excommunication (1).

Dans quelle mesure fut observée la volonté pontificale ? Les précautions que prit l'Évêque semblent témoigner de sa défiance : en mai 1202, il recherche l'amitié d'Aimeri de Guillem, seigneur de Clermont, en lui donnant à fief quelques terres (2) ; en 1204, il fait un autre sacrifice au profit du nouveau comte de Rodez, Guillaume, qui reçoit de lui 4.000 sols pour confirmer la vente jadis consentie par son père et son frère (3). On dirait que Pierre Frotier ne sent pas la position assurée. Et, de fait, elle était loin de l'être, car, cinq ans après le premier, un autre mouvement éclate, non pas soudain comme une émeute, mais portant tous les caractères de la préméditation.

Ici encore nous n'avons, pour nous instruire, qu'une brève

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxiv, n° 1 et 2, p. 33.

(2) *Liber primus Recognitionum* par Bernard Gui, premier acte, rapporté dans l'*Inventaire de Briçonnet*, f° 65 v°.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxvi, n° 1 et 2, p. 34.

analyse. Elle montre pourtant qu'une conjuration fut ourdie contre Pierre Frotier par seize citoyens ; qu'ils trouvèrent de nombreux complices ; et que la conspiration eut pour résultat le meurtre de l'Évêque (1). Or, ce nombre de seize meneurs nous paraît correspondre à la division de la ville en huit quartiers ou consulats que nous remarquerons par la suite, et former ainsi celui des représentants élus de la population. Il y aurait donc eu nouvelle revendication en faveur de la Commune, résistance de l'Évêque, instruit par l'expérience précédente, et finalement triomphe du peuple au moyen de l'assassinat de Pierre Frotier.

Ce meurtre odieux appelait un prompt châtiment sur ceux qui l'avaient perpétré. Lié par le devoir féodal, Aimeri de Guillem, seigneur de Clermont, accourut à Lodève et tint la ville jusqu'à ce que justice eût été faite (2). Pour cela il fallait un seigneur, c'est-à-dire un évêque. Pierre Raymond fut élu (3). Son nom le rattache à l'illustre Gaucelin, qui avait obtenu des comtes de Rodez la cession de 1188 ; et ce prestige dut lui servir dans une situation fort difficile. Il fit instruire par son bayle le procès des coupables ; mais, vu la peine qu'exigeait l'énormité du crime commis contre un évêque qui était en même temps seigneur, et, de plus, couvert par la sauvegarde royale, il eut recours au Souverain pour faire confirmer la sentence. Cette dernière fut terrible : elle frappa de la peine capitale les seize meneurs et leurs complices, de l'exil tous leurs

(1) *Ibid.*, doc. xxxix, p. 36.

(2) « Hic a proditoribus necatus et occisus est, sed Aymericus de Claramonte, prefati episcopi vassalus fidelis, ad vindicandum facinus Lodovam honorifice venit... Horum proditorum quidam suspendio mortui sunt, et alii fugam acceperunt » (*Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui).

(3) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève*.

parents jusqu'à un degré éloigné, atteignant ainsi cinq générations directes et trois collatérales (1). S'il n'y eut pas rémission, on peut se demander quel vide effrayant cette exécution laissa dans Lodève.

Mais, au point de vue de la Commune, les citoyens, par cet acte d'audace, avaient gagné leur cause. Sous le coup peut-être d'un juste effroi, au milieu des difficultés que suscitaient à Pierre Raymond la guerre des Albigeois, où d'autres intérêts étaient pour lui en jeu (2), ainsi que la conduite du seigneur de Clermont (3), l'Évêque avait tout avantage à vivre en paix avec les habitants. Il conclut donc un accord par lequel était créé un Conseil de dix membres, chargé de traiter, avec le prélat, toutes les affaires de la Ville (4). On voit rangés parmi les attributions de ce Conseil le vote de l'impôt, qui va devenir la pierre d'achoppement (5), et la garde de la ville, puisqu'en 1219 l'Évêque devra se faire autoriser par lui à tendre et à enlever des chaînes dans la ville et les faubourgs (6). Près de trente ans, ce régime dura sans atteinte.

Mais, dans cet intervalle, les choses avaient changé de face. La croisade ayant renversé la maison de Toulouse, usé celle de Montfort, c'était maintenant de la Couronne que relevaient directement les évêques de Lodève. Ils recueillaient le fruit de leur politique par un vasselage fort doux, qui leur assurait un appui très réel. Déjà Pierre

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxix, p. 36.

(2) Voir page 43.

(3) Voir sur son rôle : Ernest Martin, *Chronique et généalogie des Guillem seigneurs de Clermont*, pp. 9 et suiv.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xlv, p. 40.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*, doc. xliii, p. 39.

Raymond avait obtenu le renouvellement de la sauvegarde royale et celui des droits de régale (1). Il avait affaibli la maison De Lodève et jouissait de la moitié de ses droits (2). Il s'était assuré les péages de la ville et du diocèse (3). Certainement, il était prêt à lutter, si cela devenait nécessaire.

La Commune lui en fournit l'occasion, en essayant de contraindre au payement de l'impôt les gens d'Église, dont les possessions à Lodève étaient considérables. La teneur du pacte étant ainsi violée et les immunités ecclésiastiques mises en échec, Pierre Raymond et son Chapitre durent protester d'abord, puis ils recoururent à l'autorité pontificale. Bernard de Cuxac, évêque de Béziers (4), commissaire du légat, révoqua, le 25 septembre 1236, l'accord conclu entre l'Évêque et les habitants et ordonna de publier la sentence par tous les carrefours de la ville, sous peine d'excommunication pour les contradicteurs (5).

Très certainement, cet acte n'alla pas sans exciter de nouveaux troubles, car on ne peut s'empêcher de rapprocher de la date de la sentence celle de la résignation de Pierre Raymond, cinq mois après (6). Il se retira chez les FF. Mineurs, dont le couvent avait été récemment fondé à Lodève. Cette retraite fut-elle volontaire ou forcée? Par hasard aurait-il cherché asile contre la fureur du peuple

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxvii et xxxviii, p. 34.

(2) Voir page 53.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xl, p. 27.

(4) C'est à tort que Plantavit (*Chronologia*, p. 147) appelle cet évêque Raymond. Lui-même a surchargé le texte de Briçonnet, qui ne porte que l'initiale, et remplacé par R la lettre B, encore très visible.

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xlv, p. 40.

(6) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève*.

le menaçant d'un sort semblable à celui de Pierre Frotier ? On ne saurait le dire. Mais il paraît acquis que la suppression du Consulat fut l'œuvre non de son successeur immédiat, Bertrand de Mornay, qui prit seulement le titre d'élu et fait peu de figure à Lodève, mais de Guillem de Cazouls, dont l'avènement est de 1241. Un document des plus certains (1) montre ce prélat brisant le sceau consulaire, signe distinctif de la Commune. Pour cela faire, il dut s'appuyer sur ses féodaux : le nombre des châteaux ou places qu'il conféra est considérable (2) ; il arma cinq chevaliers et leur distribua de fortes largesses (3). Après une longue lutte, et avec l'appui du Roi, il soumit la rebelle maison de Clermont (4). Son rôle, actif dans le diocèse, où partout il prenait pied en achetant des droits, des redevances, en se faisant prêter hommage, fut brillant au dehors. Bernard Gui déclare qu'il dépensa beaucoup au service de l'Église et du Roi et qu'il prit part au concile de Lyon en 1245. C'est un des évêques les plus remarquables de Lodève (5).

Lorsqu'il disparut, en 1259, la vacance du siège fut mise à profit par les habitants : une fois de plus, ils rétablirent la Commune. Assemblés d'eux-mêmes, sans l'autorisation du Chapitre, ils s'empressèrent de créer syndics et consuls : les premiers pour ester en justice, les seconds pour gouverner la ville, de concert avec des Conseillers. Ils rédigèrent des statuts municipaux, imposèrent des tailles.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

(2) *Cartulaire de l'Église de Lodève* par Bernard Gui, *passim*.

(3) *Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui.

(4) Ernest Martin, *Chronique et généalogie des Guillem, seigneurs de Clermont*, p. 12 et suiv.

(5) Voir aussi sur cet évêque Note V. *Sur les ouvrages lodérois de Bernard Gui et leurs sources*.

Enfin ils firent un nouveau sceau avec cette inscription : *Sigillum universitatis Lodove* (1). Il est impossible de se méprendre sur la portée de tels actes. Raymond Belin, chanoine d'Albi, élu le 26 octobre 1259 comme successeur de Guillem de Cazouls, trouvait le Consulat en plein fonctionnement.

Aux prétentions des citoyens il paraît avoir opposé les siennes. Continuant l'œuvre de ses prédécesseurs dans la Cité épiscopale par la Cathédrale ou les canourgues (2), il irrita les habitants sur deux points : l'empiètement des fossés et l'imposition de nouveaux péages. Il mit un denier, outre la leude ordinaire, sur tout porc vendu dans Lodève et emmené hors la ville ; un denier sur chaque pièce de drap vendue dans Lodève par l'habitant qui n'y possède pas de maison ; un denier par charge de blé sortant de la ville quand elle n'est pas transportée hors du diocèse ; deux deniers par semaine sur les hommes qui travaillent aux mines. Fit-il davantage ? Le reproche d'avoir violé les libertés peut convenir à ces actes ou en viser d'autres (3).

Quoi qu'il en soit, le désaccord était complet et n'aurait pu être résolu que par voie judiciaire ou par la force. Mais le principe de l'arbitrage, si fortement suivi au moyen âge, l'emporta. Gui Foulques, évêque du Puy et récemment nommé à Narbonne, qui, sous le nom d'Adrien IV, allait bientôt occuper le trône pontifical, fut constitué arbitre, le 20 août 1260, par Raymond Belin, au nom de son Église, et par Bérenger Peltric, Pierre Peyronnet et Pierre de

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

(2) Voir chapitre X.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

Saint-Saturnin, syndics de la ville. A peine de 200 marcs d'argent, les parties devaient accepter la décision sur les points en litige et sur ceux que pouvaient faire naître leurs griefs et prétentions réciproques (1). Nous avons exposé les premiers ; les secondes n'étaient rien moins, du côté de la Communauté, que l'établissement du Consulat avec tous ses droits, sauf le pouvoir judiciaire. Les citoyens réclamaient, en effet, la faculté de créer des syndics ou procureurs pour agir en justice au nom de la Ville, les syndics en question pouvant déléguer leur mandat ; de nommer des consuls, habiles à leur tour à désigner leurs successeurs ; de constituer un Conseil général, assemblé au son de la cloche dans la Maison commune ; d'avoir un sceau pour tous les contrats ; de posséder exclusivement l'enceinte : toutes prérogatives essentiellement communales. La levée des milices, le vote de l'impôt, la juridiction civile et criminelle ne figuraient pourtant parmi les desiderata exposés que sous la forme de garanties mises à l'exercice de ces droits par l'Évêque.

En sa qualité de seigneur, celui-ci demeurerait libre de lever des gens de guerre parmi les citoyens ; mais il devrait compenser les dommages éprouvés par eux dans les expéditions. En outre, l'habitant ne pourrait être contraint au logement, à moins de tenir hôtellerie publique, et encore sous condition d'être indemnisé.

Les nouveaux impôts seraient supprimés, l'ancien leudaire seul observé. De même, les femmes de la paroisse Saint-Pierre auraient le droit de faire cuire leur pain partout où elles voudraient, et non pas seulement dans le four de

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVI, p. 48.

l'Évêque, situé près de cette église. La pêche serait libre dans toutes les eaux.

A l'égard de la juridiction civile et criminelle, la Cour féodale de l'Évêque continuerait de subsister ; mais les citoyens prétendaient en surveiller d'une manière étroite le recrutement et la procédure. Le Bayle et les Juges, annuellement renouvelés, seraient nommés en présence des délégués de la Communauté et prêteraient, devant eux aussi, quoique entre les mains de l'Évêque, serment de juger selon les us, coutumes et libertés de Lodève. Afin de prévenir le népotisme, on demandait que nul membre de la famille de l'Évêque ou de son entourage ne pût s'entre-mettre des affaires de la Cour, sinon comme bayle soumis préalablement au serment précité.

Le ressort de la Cour s'étendrait non seulement aux habitants de la ville, mais encore aux hommes de tous les châteaux appartenant à l'Évêque.

Les coutumes observées de tout temps devraient être fixées par écrit et faire loi ; dans les cas non prévus, on jugerait par droit et justice. Mais l'Évêque ne pourrait édicter aucun statut obligeant les citoyens, si ce n'est du consentement des notables.

Les décrets, tutelles et curatelles seraient gratuits. Non seulement la Cour tolérerait les arbitrages, mais elle devrait en protéger l'emploi en contraignant les arbitres choisis ou les témoins cités, en reconnaissant à la sentence la valeur de ses arrêts propres, enfin en suspendant pour ce mode de règlement la procédure entamée devant elle. Aucune peine ou amende pour un délit quelconque ne pourrait frapper personne sans l'assentiment des notables. De même,

il ne serait procédé que judiciairement et non par la force contre tout citoyen réfractaire à la citation lancée contre lui.

Enfin, une foule de franchises relatives au droit de mesurage des grains, à la location des immeubles, à la vente de la chose volée, étaient réclamées par les citoyens.

A l'ensemble de ces revendications, Raymond Belin opposait un refus très formel ; même il réclamait l'application des peines ecclésiastiques contre les habitants syndiqués pour faire prévaloir leurs demandes.

Gui Foulques étudia l'affaire longuement. Il reçut les mémoires des parties, écouta leurs explications, appela en témoignage nombre de personnes âgées et graves, et rendit enfin, au bout de dix-neuf mois, une sentence qui peut être considérée comme une œuvre de sagesse, de justice et d'expérience. Nous n'en résumerons ici que les grandes lignes, car, l'organisation des Pouvoirs à Lodève résultant de cette charte communale, développée par un second arbitrage en 1293-1294 (1), les détails se retrouveront à notre étude sur ces Pouvoirs.

Relativement à ses aspirations et à ses efforts, le peuple sortit vaincu de la lutte, mais il obtint un régime seigneurial atténué par de sérieuses garanties.

L'archevêque de Narbonne rejeta, en effet, les prérogatives essentielles de la Commune : élection des Consuls, Conseil de Ville réglé, Maison commune. Il subordonna la création des syndics et leur choix à l'approbation de l'Évêque, préalablement instruit de l'objet de leur mandat ; mais, pour prévenir sur ce point l'oppression, il obligea

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXVII, p. 75.

l'Évêque à autoriser même l'action intentée contre lui après déni de justice, ou permit aux citoyens de passer outre à son refus persistant. Il restreignit aux lettres de simple courtoisie l'usage du sceau et confia la garde de celui-ci à trois élus annuels, appelés pour ce motif Sigilliers. Il laissa subsister un Conseil extraordinaire de notables, dont on voit varier le nombre, selon les cas, de 30 à 60 membres, mais le rôle de ce Conseil paraît s'être réduit à peu de chose : ban de la pêche, approbation des lettres.

Les prérogatives seigneuriales demeuraient donc entières, mais leur usage était modéré par une foule de prescriptions. Pas d'impôts nouveaux ni arbitraires ; les anciennes coutumes rédigées par écrit et faisant loi devant la Cour, dont les attributions étaient réglées et les frais réduits ; la régularisation des poids et mesures ; les besoins de la consommation assurés pour les citoyens par la franchise des grains à l'usage de leur famille et la facilité de la pêche ; surtout la liberté individuelle protégée par le principe de la caution : telles étaient les sérieuses garanties acquises (1).

Si l'on étudie de près le tempérament politique des Lodevois au moyen âge, il est permis de croire que ce régime d'un gouvernement absolu en droit, mais juste et humain dans la pratique, a épargné à la ville des troubles qui eussent été funestes à sa prospérité.

Elle ne prit cependant pas tout de suite son parti d'une telle situation. Vers 1315 se produisit une nouvelle tentative de rétablissement du Consulat, excitée cette fois par les officiers royaux dans un but qu'on devine. Les détails sur ce mouvement ne nous sont point parvenus ; mais le

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

peu qu'on en sait est significatif. L'Évêque était alors Guillem de Mandagot, d'une famille seigneuriale du pays. On voit que deux partis agitaient la ville : l'un, populaire, avait créé des syndics afin de poursuivre devant le Roi l'établissement de la Commune ; l'autre, qui reconnaissait comme chefs Arnaud de La Tour, chevalier, et Dieudonné Desfont, tenait pour l'Évêque. Ce dernier invoqua ses droits, l'arbitrage de 1262, les privilèges royaux, et il sut forcer ainsi le Souverain à lui prêter son appui. Il n'y eut pas, en cette affaire, moins de douze lettres ou mandements royaux. Enfin elle fut soumise au jugement de l'évêque de Laon (1), et dut se terminer d'une manière favorable à l'Évêque, comme le prouve le serment de fidélité solennellement prêté à Bernard Gui en 1325.

Par l'action de cet homme remarquable, la situation des évêques allait s'affermir définitivement. Sans doute, ce lui fut une heureuse fortune à lui-même de se placer précisément à cette heure dans la chronologie épiscopale lodevoise : la lutte contre la féodalité laïque et celle contre le mouvement communal étaient finies ou à peu près ; les malheurs de la guerre de Cent Ans n'avaient pas encore commencé. Pour la ville et pour son seigneur, c'était bien l'apogée de la richesse et de la puissance. Mais, si l'on ne peut dire que Bernard Gui l'ait préparé, du moins il a su le marquer en consacrant la situation acquise. Non-seulement il établit nettement les titres de propriété et les droits de son Église par la rédaction du Cartulaire de l'Église de Lodève, auquel nous consacrons une étude spéciale (2), mais il en

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXVII, p. 106 ; doc. LXXIX, LXXX et LXXXI, p. 107 ; et doc. LXXXIV, p. 108.

(2) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

affermit l'autorité par de nouveaux et multiples diplômes obtenus de Charles le Bel. Contre les prétentions de la royauté il s'assura la possession indiscutable de la Malepague et en construisit les prisons (1) ; il fit prévaloir le droit de changer au gré de l'Évêque la date de la foire (2). Contre le peuple il fit trancher négativement la question du Consulat (3). Aussi résolut-il de donner à la cérémonie du serment une solennité toute particulière.

Il avait fait son entrée le 7 octobre 1324 (4), mais attendit d'avoir pris position pour contracter avec la population ce pacte imposé par la coutume féodale, auquel pourtant la récente tentative d'établissement de la Commune donnait une signification spéciale. Enfin, le dimanche de la Passion, 24 mars 1325 (5), tout à fait au seuil de l'année nouvelle et presque à la veille de l'élection des Sigilliers, il convoqua dans le cimetière Saint-Geniez tous les hommes à partir de l'âge de quatorze ans, et leur fit prêter le serment de fidélité ordinaire (6). Plantavit, qui eut la bonne fortune

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXXV et LXXXVI, p. 109 ; notice sur Bernard Gui, dans la Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources*.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXXIV, p. 108.

(3) *Ibid.*, doc. LXXXIV, p. 108.

(4 et 5) Pour cette date, voir Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève*.

(6) « Dominus Bernardus, Lodovensis episcopus, convocata universitate civitatis populi Lodovensium voce preconia et cum tubis, et congregata eadem universitate in cimiterio ecclesie Sancti Genesii juxta monasterium Sancti Salvatoris Lodove, recepit fidelitatis juramentum ab eadem universitate virorum, nomine suo et etiam Ecclesie Sancti Genesii, a viris a XIII^o anno supra, qui fidelitatis juramentum prestiterunt eidem domino Episcopo tanquam domino, nomine suo et Ecclesie sue cum et quantum sedes ipsa vacaret, expressa forma juramenti fidelitatis, videlicet quod ab ea die in antea essent fideles ipsi domino et Ecclesie, nec essent in consilio vel in facto quod vitam aut membra perderet aut caperetur mala captione. Item quod secretum aut consilium, quod ipsis aut eorum singulis predictus dominus Episcopus per se aut per litteras vel per nuncium committeret, nemini panderetur ad damnum dicti

de consulter le débris du Cartulaire de Bernard Gui contenant le procès-verbal de la cérémonie, assure que neuf cent quarante-deux répondirent à l'appel et que leurs noms et professions furent inscrits sur l'acte (1). La longueur de celui-ci, qui n'occupait pas moins de dix feuillets de grand format (2), confirme le dire de cet auteur. Il est donc très regrettable que cette liste intéressante n'ait pas été conservée : elle eût jeté un jour bien curieux sur l'état social de la population à ce moment. Nous en dirons de même pour les seigneurs du diocèse, successivement astreints au même serment (3). Pour quelques-uns, c'est-à-dire Bérenger de Guillem, seigneur de Clermont, Rostaing de Guillem, seigneur de Lacoste et de Ceyras, Bérenger, seigneur de Montpeyroux, il était d'autant plus significatif qu'on les avait condamnés récemment, au concile de Lodève, comme suspects sans doute d'hérésie, à jurer de défendre la foi et l'Église romaine (4).

Si l'on ajoute à toutes ces œuvres de Bernard Gui la construction des prisons de la Cour et le chemin pavé qui, de la porte de Verdus au faubourg, montait au château de

domini Episcopi vel Ecclesie sue scienter. Item quod ad defendendum, retinendum et conservandum jura episcopatus sui et Ecclesie Lodovensium fideles erunt adjuutores. Et quod omnia que ad fidelitatis juramentum pertinent pro posse suo facerent et servarent, tactis sacrosanctis evangelis. — Anno **x^o m^o xxiiii^o** dominica in Passione **ix^o** kal. aprilis *.

(Tiré du Liber IV Recognitionum, 2^e pars, de Bernard Gui, f^o 1 à x, cité dans l'Inventaire de Briçonnet, f^o 133 B). — Par erreur de copie, l'Inventaire porte le **xx** des calendes ; outre l'impossibilité matérielle, le comput de l'année 1325 donne le **ix** des calendes, soit le 21 mars.

(1) *Chronologia*, p. 288.

(2) Inventaire de Briçonnet, f^o 133 B.

(3) Cartulaire de l'Église de Lodève par Bernard Gui, *passim*.

(4) Cahier des Archives de l'Inquisition des FF. Prêcheurs de Carcassonne, aux Archives de l'Hérault.

Montbrun ; surtout si l'on tient compte de la réorganisation religieuse du diocèse, troublé par l'hérésie des Béguins, et dont il étudia minutieusement par lui-même tous les besoins, au moins en deux séries de visites (1) ; si enfin on songe qu'il acheva son *Speculum Sanctorale* étant évêque, on pourra se figurer l'activité dévorante de cet homme qui, parvenu à 64 ans déjà, en sept années d'épiscopat, dont beaucoup d'autres eussent fait une retraite, sut réaliser encore tant de choses à la fois utiles et saintes. Et l'on ne devra plus s'étonner qu'au lendemain de sa mort, survenue le 30 décembre 1331 au château de Lauroux, une plume émue, l'ajoutant à la suite glorieuse des évêques du siège qu'il avait écrite, ait tracé de lui cette ligne d'éloge simple jusqu'à la sublimité : « *Planxit eum mirabiliter universus clerus et populus Lodovensis* ».

(1) Voir note V. Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.

CHAPITRE V

LODÈVE PENDANT LA GUERRE DE CENT ANS

La guerre de Cent Ans avec les maux qui en furent la suite forme le plus douloureux chapitre de l'histoire de Lodève, dont on ne pourrait complètement retracer la vie avant d'avoir relaté dans leur menu détail les alertes à peu près continuelles qu'eut alors à subir le pays et qui portèrent sa situation financière à l'extrême limite de la misère.

Les premières hostilités, comme on le sait, n'atteignirent point le Languedoc, mais il n'en fut pas ainsi quand le Prince Noir entra en scène. Aussi et en prévision d'une attaque rendue probable par sa situation entre le haut et le bas pays, Lodève fut mis en état de défense. Jusque-là, seule la partie haute ou cité épiscopale était entourée de murailles ; encore cette enceinte, déjà ancienne, tombait-elle, au XIV^e siècle, tout à fait en ruines. Quant au reste de la ville, il était simplement protégé par un fossé, alors à demi comblé, et par la ligne des maisons qui, en bordure sur ce fossé et serrées étroitement les unes contre les autres, formaient ainsi une sorte de rempart. On se mit activement à l'œuvre, mais la dépense était grande et la ville épuisée. Il fallut demander au Chapitre et au Clergé d'y contribuer. Ils refusèrent. Pourtant ils durent céder aux injonctions du sénéchal de Carcassonne, Jean de Cayeu, qui invoqua l'exemple des ecclésiastiques de Narbonne et de Béziers. Ceux de Lodève firent donc creuser à leurs frais le fossé depuis la porte de la Bossanella jusqu'au Por-

talet (1). C'était peu de chose d'ailleurs, par rapport à l'ensemble de l'ouvrage, qui comprenait la réfection des anciennes fortifications et leur complément par la construction d'un rempart tout autour de la partie non munie. Ces ouvrages étaient terminés, lorsqu'en 1356 le viguier de Gignac, délégué par le sénéchal de Carcassonne, vint exécuter les ordres royaux sur la fortification des places. La rapide, mais désastreuse course exécutée en Languedoc, l'année précédente, par le Prince Noir, qui alla jusqu'à Capestang, et dont les coureurs s'avancèrent même jusqu'à Béziers, avait montré combien étaient exposées les villes ouvertes et nécessitait l'inspection de leurs moyens de défense. Lodève, le château de Montbrun, le Caylar et Pégairolles, possessions de l'Évêque, ainsi qu'Olmet, dont le Chapitre était seigneur, furent jugés suffisamment pourvus d'hommes, de vivres et d'artillerie (2). Mais le théâtre de la guerre fut porté ailleurs. Vaincu à Poitiers et prisonnier d'Edouard III, Jean II signa avec lui le désastreux traité de Brétigny. Si la rançon du Roi allait épuiser financièrement toutes les communautés du Languedoc, le diocèse de Lodève devait souffrir particulièrement de la cession du Rouergue, qui le rendait limitrophe des provinces anglaises ; et, plus que jamais, il se trouvait exposé à devenir la route tout indiquée à l'ennemi pour une incursion dans la plaine. Mais, du moins, pour le moment la conclusion de la paix écartait ce danger.

Par malheur, elle le remplaça par un autre, car les Grandes Compagnies, armées mercenaires, licenciées après

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cv, p. 130. — Voir chapitre X.

(2) Inventaire de la ville de Lodève de 1591.

le traité de Brétigny, se dispersant dans tout le royaume, le pillèrent et le rançonnèrent sans merci. C'est en 1361 qu'elles pénétrèrent dans le Languedoc par la partie orientale. Elles prirent Pont-Saint-Esprit et s'avancèrent jusqu'à Marsillargues. Le maréchal d'Audrehem, commandant de la Province, les ayant obligées à se retirer, elles se dirigèrent sur Avignon, où le Pape dut, pour les éloigner, leur accorder l'absolution et 60.000 florins. Peu après, une autre compagnie, commandée par Seguin de Badafol, gentilhomme gascon, après avoir couru l'Auvergne, pénétra en Languedoc et vint, sur les confins mêmes du Lodevois, mettre à rançon Aniane et brûler les faubourgs de Gignac. Puis elle entra dans le diocèse d'Agde, s'empara de Villeveyrac, de Pomérols et de Florensac ; mais, poursuivie par le maréchal d'Audrehem et par Le Bègue de Vilaines, sénéchal de Carcassonne, elle se retira au Vigan.

Pour combattre les routiers, tout en évitant un nouveau danger, le maréchal, du consentement des Communautés, prit à sa solde les partisans qui avaient suivi en France Henri de Transtamare, fuyant la persécution de son frère, Pierre le Cruel, roi de Castille. Ces bandes pour le pillage ne le cédaient en rien ni aux Anglais ni aux routiers. D'Audrehem mena donc les Castillans en Auvergne contre les Compagnies qui venaient de défaire à Brignais les troupes royales commandées par Jacques de Bourbon. Il en triompha bien, mais, dispersés sur un point, les routiers se reformaient aussitôt ailleurs. Pour leur faire vider le pays, il n'était qu'un moyen efficace, on dut le subir. On

(1) Pour tous les détails concernant la Province, voir *Histoire de Languedoc*, à laquelle nous renvoyons en général.

les mit sous les ordres d'Henri de Transtamare, qui les conduisit en Castille attaquer son frère ; mais il fallut payer aux uns et aux autres, soldats et chefs, leur départ. Il ne coûta pas moins de 53.000 florins aux trois sénéchaussées du Languedoc.

Marché de dupes, car l'année suivante les Compagnies revenaient vivre sur la Province. Au mois de janvier 1362, elles s'emparèrent d'Alignan, dans la vallée de l'Hérault. En 1363, Montpellier, Aniane, le Pouget reçurent la terrible visite de l'une d'elles, tandis qu'une autre, sous les ordres de l'Archiprêtre (1), se jetait sur Espalion en Rouergue. Le Lodevois se trouvait donc entre deux feux. On ne voit pas cependant qu'il ait été envahi ni cette année ni les suivantes. Enfin le pays fut, au moins pour un temps, délivré des Compagnies, que Duguesclin conduisit en Castille en 1365.

La reprise des hostilités directes avec l'Angleterre par la rupture du traité de Brétigny eut lieu en 1368, et le sort des armes fut favorable aux Français : avant la fin de l'année, ils avaient chassé l'étranger du Rouergue, du Quercy et d'une grande partie de la Gascogne. Pour quelques années donc la sécurité revint ; c'en était assez des lourdes charges financières que la guerre faisait peser sur les malheureuses Communautés (2).

(1) C'était le surnom du chef de routiers Arnaud de Cervole. Il lui venait de l'Archiprêtre de Vélignes, au diocèse de Périgueux, qui lui fut ôté vers 1353, à cause des mœurs étranges de ce clerc minoré (H. Denifle, *Arnaud de Cervole*, dans *Mélanges de littérature et d'histoire religieuses publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières*, t. I).

(2) Ces charges financières remplissent, à Lodève comme partout, les Archives municipales d'une quantité de documents. Nous n'y insisterons pas, car il n'y a là aucun trait caractéristique pour la ville.

Les alarmes reparurent avec la première prise du château de Cabrières par Benoît Chapparel et le Bâtard de Landorre, chefs de routiers à la solde de l'Angleterre, et venus par l'Auvergne et le Rouergue. Situé dans le diocèse de Béziers, mais sur les confins de ceux d'Agde, de Maguelone et de Lodève, ce château était destiné à jouer un rôle pendant les incursions des routiers dans les vigueries de Béziers et de Gignac, de 1379 à 1440. Lodève eut spécialement à souffrir même de ceux qui y commandèrent pour le Roi. A ce titre, les diverses prises du château nous intéressent.

La première aurait eu lieu par escalade dans la nuit du 13 décembre 1380, au dire de Mascaro (1); il commet là une erreur d'une année, corrigée par Dom Vaissette au moyen des comptes du Domaine, où l'on voit que, le 19 décembre 1379, les lieux de Cabrières, de Joncels et de Roqueredonde étaient déjà pris par les routiers (2). Dès le 8 février suivant, le duc d'Anjou, revenu de France, avait fait commencer par les milices de la Sénéchaussée le siège de Cabrières. On ne l'emporta point cependant de force, et il fallut compter 13.000 francs d'or aux routiers pour qu'ils sortissent, alors qu'on en avait donné déjà 2.000 au duc d'Anjou pour les en chasser !

Ce gouverneur, néfaste à la Province, fut rappelé en 1380. La mort du Roi son frère, qui laissait le trône à un enfant de douze ans, Charles VI, amena la nomination du duc d'Anjou comme régent. Il songea aussitôt à éloigner son frère, le duc de Berry, en lui donnant le gouvernement

(1) *Lo libre de Memorias*.

(2) T. IX, p. 871.

du Languedoc. Cette nomination, en ruinant les espérances qu'avait conçues le comte de Foix de l'obtenir, le poussa à la révolte ouverte. Il refusa de reconnaître le nouveau gouverneur, et un certain nombre des villes de la Province suivirent son parti. Elles n'avaient sans doute oublié, pas plus que les exactions du frère du Roi, la conduite toute différente de Gaston-Phébus, remettant en 1364 aux Communautés du Languedoc partie des sommes auxquelles lui donnait droit le traité conclu avec elles en 1360 (1). Lodève fut au nombre des villes qui prirent fait et cause pour Gaston-Phébus contre le duc de Berry dans la querelle dont ils troublèrent le pays jusqu'à l'accord intervenu entre eux à la fin de 1381, et dont, une fois de plus, les Communautés payèrent les frais. La plupart d'entre elles avaient à implorer du Roi le pardon de leur désobéissance. Elles envoyèrent à la Cour des députés qui ne l'obtinrent qu'à de très onéreuses conditions, car, à dessein, leur rébellion fut confondue avec les excès des Tuchins, vrais malfaiteurs coupables de crimes de droit commun (2). Il fallut donc promettre 800.000 francs d'or imputables sur quatre années ; et, comme le Roi réserva cinq mille feux pour représenter les villes restées fidèles, les autres, dont Lodève, durent payer 6 francs d'or par feu. C'était d'autant plus impossible à la malheureuse cité qu'elle était alors régulièrement pillée par les Anglais.

Ceux-ci, à la faveur d'une minorité troublée, avaient partout repris l'avantage. Du Rouergue, qu'ils occupaient en

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cix, p. 137.

(2) Sur ces Tuchins, voir l'excellent mémoire de M. Ch. Portal, dans les *Annales du Midi*, t. IV, année 1892. Nous n'y avons pas trouvé la moindre trace des Tuchins à Lodève.

partie, ils avaient fait invasion dans le Lodevois. Ils s'étaient d'abord emparés du château de Roqueredonde, sur les limites des diocèses de Béziers et de Lodève ; ensuite, descendus du plateau de l'Escandorgue par le Pertus, ils s'étaient établis en 1385 au château des Plans, à une lieue de Lodève. Ils maraudaient de là jusqu'aux portes de la ville. La Communauté représenta donc au duc de Berry qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de satisfaire à la taxe par feu, impôt direct frappant les seuls propriétaires urbains ou ruraux, car le pays était dévasté par l'Anglais. Elle proposait d'y substituer l'impôt indirect atteignant tout le monde par un droit sur les denrées et marchandises (1). Comme il était fort indifférent au Duc que l'argent lui vint d'une taxe ou bien d'une aide, il est à présumer qu'il laissa aux Sigilliers le choix du mode de perception.

Pendant que les environs immédiats de Lodève avaient ainsi à souffrir de l'étranger, une autre partie du diocèse était foulée par les troupes royales, car, à cette malheureuse époque, mince était la différence dans le traitement que les populations avaient à attendre des ennemis ou des amis. Le comte d'Armagnac, dont le duc de Berry avait fait son lieutenant général en Languedoc pendant un voyage en France, avait promis un secours de cent lances à Jean, roi de Castille, auquel le duc de Lancastre disputait le trône. Une partie de cette troupe, sous les ordres de Jean de Montaigu, passa par le Lodevois. Elle était à Saint-Jean-de-la-Blaquière au mois de décembre, y séjourna une semaine et vécut comme à l'ordinaire sur le pays (2).

(1) Inventaire de la Ville de 1591.

2) Le passage de ces hommes d'armes nous est connu par des lettres de

A ces maux faudrait-il joindre une nouvelle occupation du château de Cabrières par les routiers en 1380 ? La question reste douteuse. Dom Vaissette, par qui elle nous est connue, la place au mois de septembre et y donne les mêmes auteurs : Benoît Chapparel et le Bâtard de Landorre. Le voisinage des dates, la similitude des noms, le silence gardé sur Cabrières dans le traité signé en 1387 par le comte d'Armagnac avec les chefs de routiers pour l'évacuation des places qu'ils occupaient, tout autorise à penser que le rachat en avait été opéré isolément. C'est d'ailleurs ce que déclarèrent les Communautés de la Sénéchaussée de Carcassonne, lorsque, pressées en 1394 de contribuer à retirer le château de Castelculier en Agenais des mains du Bâtard d'Armagnac, elles répondirent que « les ennemis qui se disaient Anglais ayant occupé diverses places dans la Sénéchaussée de Carcassonne, entre autres celles de Jalès, Curvales et Cabrières, les Communautés du pays

rémission données par le Roi au mois de décembre 1385 (*Histoire de Languedoc*, t. X, Preuves, c. 1736-1737) à un habitant du hameau de Salelles, dit Jean de Salelles. On voit par ces lettres que, vers la Noël de l'année 1385, des gens d'armes, sous le commandement de Jean de Montaigu, allant en Aragon, se trouvaient à Saint-Jean-de-la-Blaquière ; ils y passèrent huit jours, dévastant le pays et les localités voisines. Jean de Salelles avait rencontré, près du confluent des ruisseaux de la Marguerite et de la Mare, le valet d'un de ces hommes d'armes, nommé le Petit Thomas, conduisant un roussin appartenant à son maître et chargé de foin, qu'il venait certainement de voler. Il se battit avec lui, le blessa et lui enleva le roussin, ses armes et son *jaques*. Le valet, de retour à Saint-Jean-de-la-Blaquière, où se trouvait son maître, mourut des suites de ses blessures. Jean de Salelles, de son côté, avait pris la fuite monté sur le roussin, et s'était réfugié à Lacoste. Interrogé par le juge du lieu, il prétendit que le roussin appartenait à son frère Pierre, prêtre ; mais on découvrit bientôt la vérité, et Jean s'enfuit de nouveau. Le juge royal de Gignac informa contre lui et voulut saisir ses biens. Des amis s'entremirent, firent valoir que Jean appartenait à une famille honorable, avait toujours eu une conduite exemplaire, et demandèrent au Roi de vouloir bien lui pardonner. Le Roi accorda des lettres de rémission.

avaient dépensé 20.000 francs d'or pour les racheter, sans que les Sénéchaussées de Toulouse et d'Agenais eussent voulu y contribuer ». Quoique ce dire ne fixe point sur l'époque où le rachat fut opéré, il démontre qu'il n'y en eut pas deux, le total des sommes complées pour Cabrières, Curvaies et Jalès étant de 20.000 francs d'or et celle qu'on donna, en 1380, pour la première de ces places seule ne s'élevant pas à moins de 13.000. S'il avait fallu, d'ailleurs, réitérer pareil sacrifice, les Communautés de la Sénéchaussée ne s'en seraient-elles pas de plus fort prévalues ?

Des plaintes générales parvenant au Roi, dont le gouvernement promettait alors un digne successeur de Charles V, il se rendit en Languedoc, fit exécuter Jean de Bétizac, secrétaire du duc de Berry et principal agent de ses exactions, puis il destitua le Duc lui-même et confia l'administration de la Province à trois hommes sûrs, dont était Ferri Cassinel, ancien évêque de Lodève et alors archevêque de Reims, qui paya de sa vie le zèle déployé par lui et ses collègues. Cette réforme des abus et la trêve avec l'Angleterre donnèrent au pays quelques années de répit. Jusqu'en 1415 on ne vit plus d'ennemis dans la région lodevoise ; mais, au mois d'avril de cette année-là et pendant la foire, Pézenas fut pris par une bande de huit cents routiers.

Humiliée par l'Anglais à Azincourt, la France était aussi déchirée par la guerre civile : Armagnacs et Bourguignons l'ensanglantaient de leur querelle, se réclamant soit du Dauphin, soit de la Reine, sous le Roi dément. Le Languedoc fut troublé par ces dissensions. Charles VI y avait nommé capitaine général le vicomte de Lomagne, fils du comte d'Armagnac ; mais, profitant d'une des crises du

Souverain, Isabeau de Bavière destitua les officiers choisis par son mari ; et, afin de gagner les peuples, fit publier, au mois de novembre 1417, qu'on ne payerait plus de subsides. En même temps, Charles VI nommait le Dauphin lieutenant général du royaume. En ce désarroi, la plupart des villes du Languedoc passèrent au parti qui faisait luire de si belles promesses. De ce nombre furent celles du Lodevois, avec tout le reste de la Sénéchaussée de Carcassonne. Seuls les châteaux de Pézenas, de Cabrières et de Girusens en Albigeois restèrent dans l'obéissance au Roi. Après une vive lutte, le Dauphin, s'étant décidé à venir lui-même dans le Languedoc et à l'administrer, nomma châtelain à Cabrières Jean de Loppiac, dont nous aurons beaucoup à parler.

La reprise des hostilités avait amené de nouveau la formation des armées mercenaires, et la paix, signée à Troyes en 1420, les laissa sans emploi. Ainsi qu'à leur coutume, ces bandes se répandirent dans le pays pour le piller. Au mois de février 1424, une troupe, composée de dix ou douze compagnies, entra dans la viguerie de Gignac et s'installa à La Vacquerie. Le Viguiier se rendit, de même que l'Évêque (1), à Lodève, afin de se concerter avec les Sigilliers. On décida sans doute d'accorder des vivres aux routiers pour leur permettre de continuer leur chemin, car, peu de jours après, le Viguiier convoquait à Gignac ses principales Communautés, dans le but de leur faire fournir ces approvisionnements. Mais les Compagnies ne se montrèrent point satisfaites. Tristan de Guillem, seigneur de Clermont, s'entremet alors pour négocier leur départ. Étant venu à

(1) L'Évêque résidait fréquemment à Saint-André-de-Sangonis.

Lodève, il y convoqua les chefs, de l'aveu des Sigilliers. Il va sans dire qu'on prit des précautions sévères pour cette entrevue. Les capitaines ne pénétrèrent dans la ville qu'avec une très mince escorte : une vingtaine de personnes, chefs et gens, tous désarmés. Les portes étaient gardées par les capitaines de la ville avec leurs milices. Quel fut le résultat de la négociation ? Nous ne saurions le dire positivement ; mais, d'un ordre reçu par les magistrats municipaux, quelques jours après, d'envoyer à Gignac vingt arbalétriers pour combattre les gens d'armes, et du refus qu'ils opposèrent, il faudrait peut-être conclure que la ville avait déjà traité pour son compte personnel avec les Compagnies et, ne les craignant plus, se souciait peu d'accroître ses dépenses (1). Quoi qu'il en ait été du motif, on ne trouve plus mention des routiers à partir du mois d'avril.

Ils reparurent en septembre 1426 pour essayer un coup de main sur le château de Clermont. Repoussés, ils se jetèrent sur les localités ouvertes, puis s'éloignèrent pour revenir au mois de novembre en plus grand nombre, mais sans plus de succès (2). En février 1427, nouvelle fausse alerte : ils arrivaient par le Caylar, mais ne parurent même point sous les murs de la Ville (3). Au mois de mai, le danger se renouvela. Un chef de routiers anglais, nommé André de Ribes, qui n'avait vidé le château de Lautrec que moyennant rançon, se dirigea vers les Cévennes. On prit peur à Lodève « vu le péril des gens d'armes et principalement de ceux de Lautrec ». Les alarmes furent très vives

(1) Délibérations du Conseil de Ville.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

le 9 août, mais heureusement vaines (1). L'année suivante, aux mois de mai, juin et juillet, il en fut de même (2).

La préservation de Lodève, dans ces alertes si fréquemment renouvelées, fut toujours due aux minutieuses précautions qu'on y prenait (3). D'une ville à l'autre, l'approche des routiers était signalée, en général par les magistrats municipaux aux Communautés intéressées (4), et souvent par l'Évêque à ses Sigilliers. Tout aussitôt, l'activité la plus grande était mise à dégager les fossés des arbres qu'on avait pu y laisser croître ; les remparts étaient visités avec soin soit par des commissaires locaux, tels qu'en 1428 Bertrand Matfred, seigneur de Villecun, et B. Capelan, soit par délégation du Sénéchal ; et l'on s'empressait de les réparer et de les munir de toute l'artillerie qu'on possédait. De jour et de nuit on y exécutait des rondes régulières, faites par les principaux habitants, au moins toujours sous leur conduite, car les jeunes gens et les serviteurs ne pouvaient y prendre part sans leurs parents ou maîtres. La nuit, chaque tour de l'enceinte, de crainte d'escalade, était munie d'une cloche que les deux hommes de garde faisaient résonner toutes les heures, signal qui se répétait aussitôt d'un poste à l'autre. Le Portalet avait été muré, les portes demeuraient fermées à l'exception de trois : celles de Lergue, de la Bossanella et de la Bouquerie. Même quelquefois on laissait de préférence alternativement

(1) A cette date, le notaire Augustin Azemar a simplement écrit : « Fuit tenutum consilium pro custodia ville, atento quod periculum eminet ».

(2) Délibérations du Conseil de Ville.

(3) Nous en traçons le tableau d'après les registres des délibérations du Conseil de Ville.

(4) Voir à ce sujet *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxv, p. 143, et doc. cxvi, p. 144.

ouvertes les deux seules portes du Mazel et de Saint-Pierre. On avait protégé celles de la Bouquerie et de Saint-Pierre avec une barbacane. Toutes étaient étroitement gardées par des hommes vigoureux et bien armés. Ceux-ci ne laissaient pénétrer les gens qui se présentaient qu'après leur avoir fait déposer leurs armes. A la moindre alerte résonnait le *bariec*, sorte de grosse cymbale trouvée dans la maison de Lucie Montagnac, qui avait donné ses biens pour la réfection du pont de Lergue. On l'avait placée au haut du clocher de Notre-Dame-de-la-Chapelle et attaché un homme à son service, aux gages annuels de 20 gros, soit 1 livre 5 sols. Son appel mettait sur pied les habitants pourvus d'armes plus ou moins efficaces, il faut en convenir, réquisitionnées chez les particuliers et celles des plus pauvres mises en état aux frais de la Ville. Les citoyens ainsi organisés étaient placés sous les ordres de deux chefs dits « capitaines des arbalétriers de la ville ». Dans les circonstances plus critiques, ces capitaines commandaient à sept autres, préposés aux portions du mur d'enceinte, d'un portail à l'autre. Le barri du faubourg de Montbrun avait aussi son capitaine particulier.

Jamais ces précautions ne furent plus utiles que dans une guerre particulière soutenue par Lodève contre le seigneur de Lunas, Jean de Narbonne (1).

Dans une rixe, au mois de février 1428, des gens de Lodève avaient tué un vassal de ce seigneur ; par représailles, il fit saisir quelques hommes de Lodève qui se ren-

(1) Il y avait à Lunas deux seigneurs : Arnaud de Caylus, co-seigneur de Lunas et de Faugères, et Jean de Narbonne, qui aux mêmes titres joignait celui de seigneur de Malavieille. C'est ce dernier qui fut en guerre avec Lodève.

daient au marché de Clermont. L'Évêque s'interposa et offrit d'envoyer Jean Maffeu, juge de sa Cour et en même temps assesseur de la Ville, vers le seigneur de Lunas. Mais cette proposition fut déclinée, parce que le Juge demandait que la Ville s'engageât à le garantir de tous les risques possibles. On se prépara donc à la guerre, on réquisitionna les armes des particuliers, on fit marché avec un forgeron de la ville pour la fabrication de carreaux et d'arbalètes en aussi grand nombre qu'il pourrait les livrer. Le seigneur de Lunas se mit, de son côté, en campagne : les routes étaient si peu sûres que, l'Évêque ayant à se rendre à Clermont, on le fit escorter par quarante hommes de pied armés d'arbalètes, et par un corps de cavalerie formé des jeunes gens les plus riches de la ville.

Le Sénéchal manifesta l'intention de venir à Lodève pour informer sur l'affaire, mais la venue d'un officier royal était toujours si redoutée qu'avant de lui répondre on en référa à l'avis de quelques-uns des notables de la cité. Le Conseil résolut de lui accorder l'entrée de la ville, s'il se présentait avec une suite peu nombreuse et sur l'autorisation de l'Évêque seulement ; mais, s'il y venait fortement accompagné, il y faudrait aussi l'adhésion du Chapitre, des autres ecclésiastiques et des principaux citoyens. Aussi le Sénéchal ne donna-t-il pas suite à son projet, et la ville continua ses préparatifs de défense : fabrication de nouvelles clefs, qui furent pour chaque porte au nombre de deux et fort différentes ; sonnerie matin et soir sur les murailles ; enfin convocation au Conseil de onze ouvriers en fer. Tous ces projets s'en allèrent à vau-l'eau : le lendemain, le seigneur de Lunas se présentait devant la ville avec une longue

suite et y pénétrait sans rencontrer de résistance (1). Quelles satisfactions obtint-il ? nous l'ignorons. On lui fit sans doute des promesses, qui ne furent peut-être pas tenues, puisque quelques mois après il renouvela ses agressions.

D'ailleurs, la tranquillité dont aurait pu jouir la ville dans cet intervalle ne fut pas de longue durée. Un mois à peine s'était écoulé, lorsqu'on apprit que des bandes de routiers couraient les environs. Les chemins n'étaient pas sûrs, et, comme l'époque de la foire de Pézenas était arrivée, les drapiers de Lodève, qui s'y rendaient tous les ans, n'osaient se mettre en route. On écrivit donc à la municipalité piscénoise pour demander s'ils pouvaient le faire en sécurité. En juin et juillet, les alarmes s'accrurent et l'on revint aux moyens de défense avec d'autant plus de soin qu'il courait des bruits de trahison. Aussi fit-on briser les clefs des portes du barri de Montbrun, fabriquées depuis peu, pour en remettre de nouvelles. L'Évêque, alors aux États de Béziers, augmentait les alarmes en recommandant de redoubler de surveillance et de se défier des traîtres qui projetaient de livrer la ville et le château. Il paraît pourtant que les précautions suffirent à prévenir le mal.

En septembre, le seigneur de Lunas renouvela ses revendications. Il demandait qu'on lui livrât, afin de les mettre à rançon, les neuf hommes qui avaient tué son vassal. La Ville refusa, alléguant que le fait « s'était passé au temps des guerres », et que le Roi avait, depuis lors, accordé des lettres d'abolition. Le Sénéchal, s'interposant, vint à Lo-

(1) Délibérations du Conseil de ville jusqu'au 27 avril 1428. — Les détails suivants sur les négociations avec les routiers et les châtelains de Cabrières en sont aussi tirés, sauf cote spéciale.

dève, mais sans entrer dans la ville : il prit son logement au couvent des Carmes. Il encouragea les habitants, leur permit de sortir armés, leur recommanda de ne point tuer, mais de remettre aux officiers de justice les hommes qu'ils feraient prisonniers. Trois cent soixante habitants vinrent à l'Hôtel de Ville se faire inscrire sur les listes d'enrôlement, et, pour les commander, on fit appel à un seigneur du voisinage, Georges de Montfaucon.

Les Sigilliers recommandèrent aux Consuls de Pézenas et à R. Gautier, châtelain pour le Roi dans cette ville, les marchands qui se rendaient à la seconde foire de Pézenas, laquelle se tenait à la Toussaint. En sa qualité de conservateur des foires, R. Gautier enjoignit aussitôt au seigneur de Lunas de s'abstenir de toutes hostilités pendant la durée de cette foire. Mais tout à coup, et sans qu'il soit possible de déterminer les causes de ce revirement de dispositions, la ville se décida à demander la paix à son adversaire. P. du Puy, co-seigneur du Puy d'Aubaigues, porteur de lettres de créance du Conseil, lui fut envoyé pour lui présenter les excuses des gens de Lodève, lui assurer qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de faire la guerre aux siens et lui demander de vouloir bien oublier le passé. Nous ignorons les termes du compromis qui fut alors signé, mais on cessa, dès ce moment, de faire la garde dans Lodève.

Un des motifs peut-être qui avaient incité la Ville à conclure la paix avec Jean de Narbonne était le bruit qu'une bande de routiers, sous les ordres de Jean Valette, un des lieutenants du fameux Rodrigue de Villandrando, courait alors sur le Larzac. Les consuls du Caylar craignirent pour la sûreté de leur ville. L'Évêque, qui en était seigneur, se

trouvait encore à l'assemblée des États à Chinon. Aussi vinrent-ils demander aide aux Sigilliers de Lodève. Comme il était pour ceux-ci de la plus haute importance que le Caylar ne tombât point au pouvoir des routiers, car il était la clef des communications du bas pays avec le Rouergue, on y envoya six arbalétriers. A peine étaient-ils arrivés que les routiers s'éloignèrent et, peu de temps après, Rodrigue se mit au service du Roi.

Le compromis avec le seigneur de Lunas n'était sans doute qu'une trêve, puisqu'à la fin de février 1429 on apprit qu'il rassemblait des gens de guerre. Aussitôt le Conseil général de la ville fut convoqué et, pour résister avec plus de force, les citoyens conclurent une *union*, se jurant d'être fidèles les uns aux autres et de défendre tous ceux qui seraient attaqués, à quelle classe qu'ils appartenissent. Deux jours après, sur des avis très menaçants, eut lieu une nouvelle et plus nombreuse assemblée. Un notable de la Ville, Guillem Teisserenc, fit part de l'entrevue qu'il avait eue avec le seigneur de Lunas. Celui-ci demandait qu'on lui livrât cent vingt citoyens de Lodève pour les punir du meurtre commis l'année précédente. Sinon, il menaçait de déclarer la guerre à la Ville, ajoutant : « *Yeu darai a tot lo molo, si yeu non ay tos digs homes* » (1). A la suite de cette grave communication, on fit retirer tous les assistants, excepté un petit nombre de notables, avec lesquels le Conseil délibéra en secret.

Le Sénéchal, informé de la situation, s'en émut. Sur son ordre, un député de la Ville se rendit auprès de lui à Car-

(1) Ces paroles, en languedocien, signifient : « Je foncerai sur tout le peuple, si je n'ai pas tous les hommes que j'ai désignés ».

cassonne, tandis qu'un Sigillier allait trouver le Viguiier de Gignac pour se concerter sur les mesures à prendre. Circonstance aggravante, le seigneur de Lunas paraissait avoir des complices dans Lodève même, où l'un de ses partisans avait menacé de tuer l'assesseur. On arrêta quatre hommes suspects, qui furent reconnus appartenir à la garnison de Malavieille, et on les envoya sous bonne escorte à Gignac, où ils furent remis aux officiers de la Cour royale. Ces derniers, ainsi que les Consuls de Gignac, offrirent de s'allier à Lodève ; même toutes les communautés de la Viguerie furent convoquées pour former entre elles une ligue contre le seigneur de Lunas, « de telle sorte que qui toucheroit l'une toucheroit l'autre ; que toutes seroient unies pour resister a ces adversaires depredateurs, et detrousseurs de routes, et fauteurs de mefaits pires encore ». Clermont n'ayant pas eu à se plaindre des entreprises du seigneur de Lunas, les Consuls de Gignac furent chargés de s'enquérir des intentions de ses magistrats à l'égard de la ligue.

Ému de cette attitude énergique, Jean de Narbonne offrit de soumettre le différend à un Conseil arbitral composé de l'Évêque, du seigneur de Clermont (1), de son neveu le seigneur de Castelnau (2) et du seigneur d'Avène. Dans le Conseil, les avis furent partagés sur cette proposition. Certains, doutant qu'on pût arriver à une entente, étaient d'avis de recourir au Sénéchal ; mais la majorité opina de se présenter devant les arbitres, tout en enjoignant rigoureusement aux députés de n'accepter qu'un traité conforme

(1) Tristan de Guillem.

(2) Antoine de Caylus.

aux règles du droit, toute concession qui y contreviendrait étant révoquée par avance. Les quatre députés furent Jean Martin, licencié en décrets et premier sigillier, Bertrand Gaulès, bachelier ès lois, Raymond Mazerand, notaire, et B. Soulayrol, marchand. Ils se rendirent à Clermont et, en présence des arbitres, conclurent avec le seigneur de Lunas une trêve valable jusqu'à la fête de l'Ascension, et dont la durée pourrait être prolongée seulement une fois. Le Conseil de Lodève l'approuva (1), mais nous en ignorons les conditions et la suite, car les registres des délibérations manquent pour les deux années suivantes.

Il n'était que temps pour la Ville de mettre un terme à cette guerre afin de parer à d'autres dangers. On a déjà vu, au mois de décembre 1428, quelle alerte avait donnée Jean Valette. En 1430, une nouvelle prise du château de Cabrières par les routiers vint jeter la terreur dans Lodève. Depuis sa nomination par le Dauphin Charles, en 1420, Jean de Loppiac commandait dans ce château. Quelques bandes de routiers, conduites par un autre Jean Valette (2), Guillot et Odon de la Rivière, s'en rendirent maîtresses. Les incursions s'étendirent jusqu'à Montpellier. Le comte de Foix fit alors marcher les milices et reprit le château, où Jean de Loppiac fut réintégré dans ses fonctions avec son frère Amalric (3) pour lieutenant. Mais les populations voisines ne gagnèrent rien au change, car, sous prétexte de faire payer leurs services, les Loppiac mirent à coupe réglée

(1) Le 18 mars 1429.

(2) Frère du premier, il s'appelait en réalité Guillem. Jean était un sobriquet. L'avait-il pris en souvenir de son frère, pendu quelques mois auparavant par ordre du comte de Foix ? (*Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 1125).

(3) C'est le Maurigon cité par Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 133, note.

le pays. La ville de Lodève, requise de fournir des vivres à tout instant, était obligée de contracter avec eux des compromis vulgairement dits *patis*, à la faveur desquels, pour un temps, elle pouvait échapper à la tyrannie du châtelain. Par malheur, c'était pour tomber aussitôt sous le coup des menaces de Rodrigue de Villandrando, qui montrait les mêmes exigences et n'était éloigné que par les mêmes moyens.

Aussitôt après la réintégration à Cabrières de Jean de Loppiac, Amalric, son frère, se mit, au mois de mai 1431, à fourrager dans la région. L'Évêque ayant, par l'intermédiaire de Pierre Servel, son fermier, traité avec lui pour les places de son domaine direct, ce fut sur la ville de Lodève qu'il se rejeta. Comme elle craignait, en effet, d'être inquiétée par les officiers royaux, qui avaient défendu de signer de pareils traités, elle avait refusé de payer sa quote-part, sur quoi Amalric lui déclara la guerre et se mit à détrousser les habitants qui se hasardaient sur les routes. Il n'exigeait pas moins de deux cents charges de vivres. Les Sigilliers invoquèrent l'intervention de l'Évêque et celle des Consuls de Pézenas, car c'était l'époque de la foire, et les chemins pour s'y rendre devaient être libres. Ce fut en vain, il fallut céder. On députa à Cabrières pour s'entendre. Amalric exigeait tout d'abord cinquante moutons d'or et une pièce de drap de Perpignan. Cette prétention paraissant exagérée, on envoya un nouveau négociateur, Jean Maffeu, porteur de lettres de l'Évêque. Il s'aboucha avec Jean de Loppiac, qui traita pour son frère moyennant cinquante moutons d'or, avec engagement de rendre les prises faites sur les gens de Lodève. La Ville était si misé-

nable qu'elle dut emprunter cette somme : l'Évêque prêta vingt moutons d'or, deux des Sigilliers quatre écus chacun. Le second sigillier, Soulayrol, partit aussitôt pour la porter à Cabrières ; mais là, Amalric refusa de ratifier le traité fait par son frère. Il fallut reprendre les négociations, lesquelles n'aboutirent qu'après plus de deux mois. Les Loppiac cédèrent enfin.

Au mois de juin de l'année 1431, Rodrigue de Villandrando courait sur le Larzac. Il s'était emparé du Caylar et menaçait de descendre dans la plaine. Les États réunis à Béziers se décidèrent à acheter son éloignement, et donnèrent mission à Tristan de Guillem, seigneur de Clermont, de traiter avec lui. Les quatre mille écus qu'il demanda furent accordés et le comte de Foix ratifia le pacte le 7 juillet (1).

Pendant qu'il était au Caylar, Rodrigue avait envoyé demander à Lodève dix charges de vivres : pain, vin et avoine. On s'empressa de les lui remettre, afin d'éviter qu'il vînt faire du dégât aux environs de la ville, et aussi parce que c'était la volonté de l'Évêque et du seigneur de Clermont (2).

La contribution du diocèse de Lodève à la rançon générale à payer aux routiers était de deux cents écus d'or. La Ville paraît en avoir fait l'avance en grande partie. Elle

(1) L. Flourac, *Jean I^{er}, comte de Foix*, pp. 143 et 288.

(2) « Super alio capite de mitendo victualia apud locum de Caylari capitaneo Rodigo, ibidem alotiato et circumcirca et in magna potentia, ne habuerit causam villam dampnificandi et precipue quia per dominum Lodovensem episcopum et dominum Clarimontis ita extitit consultum pro bono ville, voluerunt et consulerunt, pro evitandis majoribus dampnis, quod eidem mittantur ex parte Ville in dicto loco (sic) de Caylari inter panem, vinum et avenam x sarscinatas dictorum victualium, expensis Ville habendo respectum et considerationem » (Délib. du 3 juillet 1431).

prêta à Tristan de Guillem cinquante moutons d'or, qu'elle eut quelque peine à recouvrer, car ce seigneur réclamait un courtage. De plus, elle fut obligée de faire assigner devant la Cour du Sénéchal plusieurs communautés qui refusaient de payer leur part (1).

Dès qu'il vit le règlement avec les routiers terminé, Jean de Loppiac commença d'écrire, dans le courant d'octobre, aux Sigilliers des lettres ambiguës, dans lesquelles il paraissait se plaindre des trahisons fomentées contre lui. Soulayrol fut dépêché à Cabrières pour demander des explications. Au fond, c'étaient de nouveaux subsides que réclamait le châtelain de Cabrières. Il fallut donc accepter le patis qu'il proposait et dont Tristan de Guillem fut encore le négociateur; celui-ci traita pour tout le Diocèse, sauf pour sa terre de Clermont. Le patis était valable jusqu'au 24 juin 1432. Lodève seul paya quatre-vingt-cinq moutons d'or. Ce traité ne fut pas accepté sans protestations, car la ville de Gignac proposa à celle de Lodève de former une union de toutes les communautés du Diocèse pour s'opposer à son exécution. Les Sigilliers répondirent qu'il était trop tard, le compromis étant conclu, et qu'au reste, ils n'avaient fait qu'obéir aux injonctions de l'Évêque et des nobles du Diocèse (2).

L'année 1432 fut une des plus calamiteuses de cette époque: disette, exactions des officiers de la Cour de Gignac, excès des gens d'armes royaux, incursions des routiers, tous les fléaux venaient s'abattre sur la ville, déjà si éprouvée. Dans les derniers jours du mois d'avril, le bruit se

(1) Délibérations des 20 août et 30 octobre 1431.

(2) Délibérations des 31 octobre et 20 novembre 1431.

répandit que des bandes de routiers, cette fois venues par la Sénéchaussée de Beaucaire, se dirigeaient sur le Lodevois. On prit aussitôt les précautions d'usage, et l'on contribua, par l'envoi de huit arbalétriers, à la levée de milices faite par le Viguiier à Gignac ; le premier sigillier, Blaise Pastourel, les y conduisit lui-même. Peu après, le 12 mai, l'alarme fut grande à Lodève, car les routiers approchaient, et l'on disait qu'ils avaient reçu du Roi l'autorisation de vivre sur le Diocèse jusqu'à ce que les États, convoqués à Béziers, eussent statué sur les mesures à prendre pour obtenir leur retraite. Aussitôt les Sigilliers écrivirent à l'Évêque de Laon, général des finances en Languedoc, pour lui remontrer que, le diocèse de Lodève étant celui qui avait eu le plus à souffrir, l'année précédente, des incursions de Rodrigue de Villandrando et des autres capitaines de bandes, on devrait obliger celles-ci à se rendre dans une autre partie de la Province. Néanmoins, les routiers avançaient. Le 15, ils étaient campés à Soubès et à Poujols, à une lieue de la ville, où ils demandaient à entrer. En attendant, ils réclamaient du pain. L'Évêque leur en avait déjà envoyé. Les Sigilliers, plus énergiques, refusèrent, à moins que quelques-uns des capitaines ne vinssent dans la ville servir d'otages. Le 19, sur la nouvelle qu'ils se mettaient en marche, on ferma toutes les portes, excepté celle de Lergue, que gardèrent douze hommes armés. Rassuré par ces précautions, le Conseil rejeta même la demande que vinrent présenter deux écuyers des capitaines « que la Ville leur fit quelques services » ; mais il ordonna de compter à chacun des écuyers deux moutons d'or et fit servir dans l'hôtellerie de P. Estève, l'un des

conseillers, un repas à eux et à leur suite. Prévoyant aussi le cas où les routiers demanderaient l'entrée, il n'autorisa que celle des principaux chefs désarmés. Cette attitude résolue déconcerta les routiers, qui se contentèrent de défiler sous les murs de la ville et s'éloignèrent, non sans piller les environs (1).

La fête de la Saint-Jean était le terme du patis avec le châtelain de Cabrières. Celui-ci en demanda le renouvellement. Toujours par l'entremise du seigneur de Clermont, qui s'était, on le voit, donné cette spécialité, il venait d'en conclure un avec les diocèses de Béziers, d'Agde et de Maguelone. Tristan de Guillem engageait les Sigilliers à s'y associer. Comme la chose s'imposait, on l'accepta. La somme à payer pour un an fut fixée à sept cents moutons d'or, dont cent quarante pour le diocèse de Lodève. Le traité, signé à Montpellier par le seigneur de Clermont et le châtelain de Cabrières, fut apporté à Lodève le 2 septembre par le second sigillier, P. Estève.

L'année suivante (1433) amena l'exact renouvellement de tous les maux. Les derniers jours de décembre, les Consuls de Montpellier avaient avisé les Sigilliers que Rodrigue de Villandrando se préparait à revenir, et ils leur avaient demandé d'envoyer un député, afin de se concerter sur les mesures à prendre pour la défense commune. La décision fut ajournée jusqu'à plus ample informé. Les Consuls de Montpellier eurent recours au comte de Foix, mais Lodève ne crut pas devoir suivre cet exemple, très probablement parce qu'on redoutait autant le défenseur que l'agresseur. Le 7 février, Valette, lieutenant de Rodrigue

(1) Délibérations des 24 et 27 avril, des 1, 3, 5, 12, 15, 17 et 19 mai 1432.

de Villandrando, avisa les Sigilliers que celui-ci allait venir à Lodève. Encouragé par le succès de l'année précédente, on se résolut à la défense et, en effet, les routiers s'étaient déjà, le 1^{er} avril, éloignés vers l'Albigeois.

A la fin de janvier 1434, Jean de Loppiac venait d'être remplacé provisoirement par son frère Amalric, qui, le patis étant expiré, se garda de laisser échapper un moyen si commode de trouver de l'argent. Il écrivit donc aux Sigilliers que sa solde de châtelain était insuffisante pour tenir Cabrières en bon état de défense ; aussi fallait-il qu'on lui envoyât, dans les huit jours, dix ou douze charges d'huile. Il avait sans doute adressé pareille demande à quelques communautés des diocèses voisins, car avant de répondre on décida de s'entendre avec les Consuls de Montpellier et ceux de Gignac. On sollicita aussi l'intervention de l'Évêque, et, pour se le rendre favorable, on lui offrit deux chapons, deux gélines, six lapins et six perdrix. Ce présent n'était pas sans utilité : lorsque le troisième sigillier, Jean Héritier, l'assesseur Jean Martin et quelques notables se rendirent au château de Montbrun, où l'entrevue devait avoir lieu, c'est dans la salle d'apparat et à la propre table du prélat qu'ils trouvèrent Amalric. Bien qu'ils eussent pleins pouvoirs pour traiter, les prétentions du châtelain les en empêchèrent. On se sépara donc sans conclure ; mais, dès le lendemain, l'Évêque était prié de négocier, pour un an, un compromis moyennant vingt à trente moutons d'or. Son viguier, Jacques de Lauzières, traita à vingt-quatre moutons d'or immédiatement payés. La ville serait tranquille pour un an à partir de Pâques prochain, et, comme on était alors à la mi-janvier, on pouvait se promettre au moins quatorze mois de sécurité.

Mais le châtelain de Cabrières trouva trop long le terme légal. Dès le mois de décembre 1434, il envoya son bayle à Lodève pour notifier à six fabricants de chandelles de lui en fournir chacun un quintal. La Ville prit fait et cause pour les malheureux réquisitionnés et réussit à réduire la contribution à dix livres pour chacun, qu'elle paya. Quelques jours après, nouvelle demande, cette fois de six charges d'huile ou de vingt-cinq écus. Amalric vint en personne connaître la décision du Conseil, qui fut négative ; il s'en vengea en détroussant un Lodevois qui se rendait à Clermont, et auquel il prit un mulet chargé de poisson et sa bourse contenant trois écus d'or et deux doubles et demi. Loin de renoncer aux six charges d'huile, il exigeait en outre cent écus d'or. Après une tentative de résistance, il fallut céder. On demanda à l'Évêque de faire négocier par Jacques de Lauzières un nouveau patis semblable au premier. Le Viguiier se rendit donc à Cabrières, mais le récit qu'il fit de sa mission en plein Conseil et en présence de l'Évêque ne fut pas satisfaisant. Amalric refusait d'entrer en négociations si on ne lui donnait tout d'abord quinze muids de bon vin, moyennant quoi il s'engageait, pendant la durée des pourparlers, à ne pas détrousser les marchands lodevois allant à la foire de Montagnac ; encore imposait-il à ceux-ci le chemin le plus direct. Atterré par ces exigences nouvelles, le Conseil eut recours aux bons offices du châtelain royal de Pézenas, conservateur des foires, qui était alors le seigneur de Saint-Amans. Mais Amalric, trouvant que l'affaire traînait trop en longueur, menaça de courir sus aux habitants de Lodève dès après Pâques. Les Sigilliers effrayés pressèrent le seigneur de Saint-Amans d'en finir.

Le patis fut donc conclu au prix de vingt-cinq moutons d'or, qu'on fut réduit à emprunter, mais qu'on se hâta de remettre à Amalric, car, réalisant sa menace, il avait recommencé à dépouiller les Lodevois sur les routes.

La conclusion de la paix entre le roi Charles VII et le duc de Bourgogne eut lieu en novembre 1435. Cette heureuse nouvelle parvint officiellement à Lodève au mois de février de l'année suivante et la joie fut grande dans la ville. Après avoir donné deux moutons d'or au messager porteur des lettres royaux, on en fit la proclamation en grande solennité (1) : ne pouvait-on espérer désormais la fin de la guerre étrangère et peut-être, avec la paix, un peu d'ordre dans le pays ? En attendant, on devait se résigner à subir les exactions régulières des Loppiac. Cette fois, c'était Jean qui, ayant repris le commandement du château, obtint sans difficulté cinquante moutons d'or pour la seule ville de Lodève (2), car, avant tout, il fallait faire face au redoutable Rodrigue de Villandrando. L'année précédente, on avait craint sa venue au point d'envoyer à Millau un émissaire pour surveiller ses mouvements (3). Maintenant il arrivait. L'Évêque de Laon convoqua les États à Béziers au mois d'octobre afin de prendre un parti. Comme toujours, ce fut celui de traiter. Le seigneur de Clermont, Pons de Guillem, accompagné d'un chambellan du duc de Bourbon, alla trouver Rodrigue et négocia son éloignement, moyennant

(1) Délibération du 20 février 1436.

(2) Délibération du 12 octobre 1436.

(3) « Arnaut de Sant Esteve, alias Guayo, fouc trames a Milhau per espier de Rodigo si s'en dessendera en aquest pays ; per loqual viatge le son degutz de resta x lieuras » (Délibération du 14 février 1435).

cinq cents écus d'or pour le capitaine et deux cents pour son lieutenant, le Bâtard de Bourbon.

Bien qu'il eût reçu cette somme, Rodrigue, au lieu de quitter la province, avait envahi la Sénéchaussée de Carcassonne et tenté de s'emparer du château de Cabrières. Mais, après avoir rôdé deux mois et demi autour de la place, il avait dû s'en éloigner sans y parvenir (1). Pour récompenser Jean de Loppiac de sa belle défense, Charles VII lui alloua 300 livres tournois, le 2 janvier 1437 (2). Le châtelain n'avait pas cessé pour cela ses pilleries dans les diocèses voisins. Les plaintes de ses victimes parvinrent enfin jusqu'au Roi, quand il se rendit aux États à Montpellier. Il les accueillit favorablement et donna l'ordre à Loppiac de vider le château. Loppiac refusa. Le Roi convoqua aussitôt les milices à venir incessamment à Pézenas pour une expédition importante, à laquelle il se trouverait en personne.

Cette expédition n'était autre que la reprise du château de Cabrières. Le registre des notaires de Lodève, rapproché de certaines lettres de Charles VII, fournit à ce sujet des détails d'autant plus intéressants qu'ils n'ont pas été connus de dom Vaissette, et que cet auteur, ignorant le but, a nié même l'expédition. Le 27 avril 1437, on proclama à Lodève, d'ordre du Viguiier de Gignac, que les Communautés de sa juridiction devaient fournir cinquante arbalétriers. On mit le contingent de la ville sous la conduite de G. Berland, qui fut remplacé peu après, et sans que nous en sachions le motif, par Bernard Capellan. Les milices se

(1) Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 132.

(2) *Ibid.*, p. 286.

mirent en marche, mais le Roi, obligé de rentrer en France, dut renoncer à diriger lui-même l'expédition. On mit le siège devant Cabrières, qu'on ne put prendre. Les milices de Lodève étaient de retour vers le milieu du mois de juin. Bernard Capellan reçut quatre moutons d'or pour payement et chacun des arbalétriers quinze sols, sous condition de payer « un mouton de laine », qu'en passant à Aspiran ils avaient dérobé à une femme.

Ne pouvant obliger par la force le châtelain royal à évacuer Cabrières, les diocèses qui avaient à souffrir de ses exactions se décidèrent à recourir aux moyens employés avec les routiers. Ils se déclarèrent prêts à payer la somme qu'exigerait Loppiac, et le Roi autorisa l'Évêque de Laon à traiter avec lui. L'indemnité fut arrêtée à 3.600 écus d'or. Il est fait en outre mention de dépenses connexes, qui ne sont pas spécifiées dans les lettres du Roi, mais qu'on peut sans témérité considérer comme allouées au négociateur ou au percepteur de la levée. Ces dépenses ne montaient pas à moins de 2.200 écus d'or. Le Roi, de sa propre autorité, imposa l'entière somme sur les diocèses intéressés des Sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire. En attendant la levée du subside, confiée à Jean Bocas, marchand de Montpellier, on emprunta l'argent à Louis Col, marchand de Florence, et il fut aussitôt porté à Cabrières par Jean Bouchetel, secrétaire du Roi. Louis Col était remboursé le 20 novembre 1439 (1), mais il est à croire que

(1) A cause de l'importance de cette évacuation de Cabrières, nous donnons ici les documents qui s'y rapportent.

1. — « Dicta die, voluerunt et consulerunt omnes, seu saltim major pars, quod ad mandatum Regis hodie factum et publicatum in Lodova, die presenti, sub nomine et regimine Vicarii Giniaci, capitanei deputati in vicaria Giniaci accedant ad minus, pro presenti, quinquaginta homines pedestes armati, vero sal-

la somme annexe de 2.200 écus d'or ne fut pas payée à ce moment, car, aux États tenus à Béziers en 1441, il est encore question de l'évacuation du château de Cabrières et d'une somme imposée pour son rachat. Cet incident était

tum de balistis et aliis abillamentis bene et sufficienter, ad melius quod fieri poterit, periculo et expensis, saltim de victualibus, dicte ville Lodove. Et deputaverunt principalem capitaneum, saltim quoad mitendos per villam Lodove, videlicet Georgium Berlandi, presentem et onus dicti officii in se gratis suscipientem » (Délibération du 27 avril 1437).

2. — « Et ibidem taxaverunt et opinati fuerunt supradicti quod cuilibet balisterio qui fuit cum B. Capellani eundo ad mandata Regis Giniacum contra Caprariam exsolvantur xv. s., et de dicta summa dicti balisterii teneantur solvere unum mutonum lane, quem habuerant a quadam muliere de Aspirano » (*Ibid.*, 17 juin 1437).

3. — « Dicta die fuerunt taxati Bernardo Capellani, pro viatgio quod fecit pro conducendo gentes qui iverunt mandato Vicarii Giniaci ad locum de Capreria cum aliis comunitatibus patrie pro expellendo armigeros tenentes occupatum contra voluntatem Regis, tres vel iiiij^{or} mutones, ad quam summam dicta vadia fuerunt taxata » (*Ibid.*, 6 avril 1438).

4. — « Cum anno Domini millesimo quatercentesimo xxxviii^o, pro obtinenda evacuatione castri Caprerie, dyocesis Bitterensis, quod per dominum Johannem de Loppiaco, militem, ad magnam patrie Lingue Occitane permaxime circumvicine et ejusdem patrie habitatorum oppressionem et destructionem, prout rey manifesta noticia declarat, delinebatur, et jam diu cum multis in eodem castro residentibus invasoribus et depredatoribus detentum fuerat, dominus noster Rex, ad instantem requisitionem gencium dicte patrie commotus, volens providere dicte patrie et ipsius habitatoribus et cursui mercanciarum dicte patrie, videlicet ut, omni motu gencium armorum et aliorum malefactorum sublato, ipsarum mercanciarum cursus, sine quo res publica sustineri non potest salubriter in dicta patria Lingue Occitane, teneatur servetur et posse tenus augeatur, imposuerit super certas dyoces-es dicte patrie, de voluntate et consensu gencium dicte patrie, summam quinque millium et octingentorum scutorum auri ad fines ut, mediante dicta summa, dicto de Loppiaco pro parte tradenda, et alia in certas expensas necessarias dicte rey convertenda, dictum castrum liberum et vacuum per dictum de Loppiaco relaxaretur, prout cum ipso per dominum episcopum Laudunensem, tunc generalem consiliarium super facto omnium finciarum dicte patrie Lingue Occitane, et nonnullos alios officarios regios, de mandato et voluntate dicti domini nostri Regis, cum dicto domino de Loppiaco tractatum fuerat et apunctatum » (Arch. dép. de l'Hérault, série G, notaires: Jean Valocière, reg. 26. f^o 43 v^o).

5. — « Mise sus, assise et imposée de nostre voulounté et auctorité par nostre amé et feal conseiller... l'evesque de Laon. et par l'adviz et conseil de plusieurs nos conseillers et offciers et autres personnes, sur certains dyoceses des senechaussées de Carcassonne et de Beaucaire pour cause de la vuidange.

curieux à rapporter, non seulement en ce qu'il corrige l'erreur de dom Vaissette, lequel a pris Jean de Loppiac pour un chef de routiers (1), mais surtout parce qu'il témoigne du désarroi de l'administration, qui laissait un officier du Roi piller ainsi ses sujets et résister à sa volonté au point de traiter, pour ainsi dire, de puissance à puissance avec lui.

Cabrières évacué, un danger disparaissait. Restait celui des routiers, plus que jamais à redouter pendant la suspension des hostilités avec l'Angleterre. Au mois de février 1438, le bruit se répandit que des bandes allaient descendre des montagnes du Gévaudan (2) vers le bas pays. Aussitôt le Sénéchal envoya le Viguiier à Lodève pour organiser la résistance. Peu après on sut que les routiers se rapprochaient, ayant pénétré dans le Rouergue (3), et qu'ils marchaient sous les ordres du plus fameux de leur chef, Rodrigue de Villandrando. Celui-ci venait alors de rentrer en grâce auprès du Roi, et, pour se faire pardonner ses méfaits passés, il allait en Guyenne combattre les Anglais. Néanmoins, sur sa route, il mettait à contribution les localités traversées. On l'évita; mais, au mois de juin, des bandes restées dans

reddicion et delivrance du chastel et place de Cabrieres, duquel estoit cappitaine et le tenoit contre nostre voulenté Jehan de Loppiac, chevalier, et des gens d'armes et garnisons estant en icelle, de laquelle voidange... ayons esté tres instamment requis par nos subgez et habitans d'icellui pays pour les grans inconveniens et dommaiges qui en venoient, que nostre dit pays ne pouvoit autrement bonnement estre en seureté, en offrant et promettant paier liberallement tout ce que besoing sera pour la cause dessus dicte » (Lettres de Charles VII du 20 mai 1442 aux Arch. dép. de l'Hérault, série G, notaires: Jean Valocière, reg. 26, f^o 43 v^o, acte du 5 janvier 1443).

(1) *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 1142.

(2) Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 297.

(3) « Quia dubitatur de adventu gentium armorum et precipue Rodigonis capitanei, que vero gentes jam de facto venerunt in patria de Rorergie, ut fertur » (Délibération du 24 mars 1438).

le Rouergue se trouvaient campées à Compeyre, près Millau, et menaçaient de venir piller les plaines du Languedoc (1). D'autres couraient le diocèse de Carcassonne et diverses parties de la Province. Le Roi avait bien ordonné aux trois Sénéchaux d'assembler les milices pour faire vider le pays. Mais on eut recours à la voie ordinaire et on leur donna 3.400 écus d'or. Le négociateur fut encore le seigneur de Clermont, auquel la Ville de Lodève demanda de faire agréer par les capitaines des routiers que la contribution du Diocèse serait levée selon la fortune de chaque imposé et non d'après le nombre des feux des localités, chose préjudiciable à Lodève et à Clermont. Comme courtage, la Ville s'engageait à solder la cotisation du seigneur (2).

Le dauphin Louis ayant été nommé lieutenant général en Languedoc, s'occupa d'en fortifier les places. Lodève fut de ce nombre ; le 17 septembre 1439, les Sigilliers reçurent l'ordre de faire réparer le mur et les fossés, et de pourvoir à un approvisionnement d'armes (3). Il y eut bien quelques nouvelles démonstrations de routiers sous la conduite de Salazar, mais ils ne s'approchèrent point, et tout danger semble avoir disparu alors.

(1) Quicherat, *Rodrigue de Villandrando*, p. 297.

(2) Délibération du 17 juin 1438

(3) Acte du 16 septembre 1439 (Minutes de Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

CHAPITRE VI

LES POUVOIRS PUBLICS

A considérer le résultat final de la lutte des Évêques contre la Commune et la Royauté, il semble qu'à Lodève leur seul pouvoir devait exister. Théoriquement, il en était encore ainsi au commencement du XIV^e siècle ; mais ce chapitre démontrera qu'il en fut, dans la pratique, bien différemment.

LE ROI

Suzerain direct de l'Évêque de Lodève, en droit féodal le Roi devait passer avant lui ; ce n'en est pas pourtant la seule raison. Nul de fait à l'origine, alors que chaque fief avait, sous son seigneur, une vie vraiment particulière, le pouvoir royal s'affirmait peu à peu par l'action incessante de ses agents, enserrant le pays dans les mailles de plus en plus étroites du réseau administratif. A des degrés divers, avec des attributions différentes, il se manifesta dans les provinces par trois fonctionnaires essentiels : le Gouverneur, le Sénéchal, le Viguier.

Choisi en général parmi les princes du sang ou les premiers seigneurs de la Cour, le *Gouverneur de Languedoc* n'a pas de rapports directs avec Lodève, ville d'importance secondaire. Il y est seulement connu par les sacrifices qu'exigent son entretien annuel ou les dons qu'il reçoit à l'occasion de sa « joyeuse entrée » en son gouvernement (1).

(1) En 1423, le don de joyeuse entrée du comte de Foix fut de 30.000 livres tournois (Livre des Notaires de la Ville, 6 juin 1425).

Il n'en est pas ainsi du *Sénéchal*. On sait que Philippe-Auguste est le premier de nos rois qui divisa le Domaine en bailliages, déléguant les triples fonctions administratives, judiciaires et militaires aux agents qu'il préposait à ces portions du territoire moindres que les provinces. Lorsqu'à la Couronne furent réunies les anciennes possessions des comtes de Toulouse, celles-ci reçurent une division analogue ; mais le nom de sénéchaussée y remplaça celui de bailliage, tout en gardant la même signification. L'une de ces trois sénéchaussées, celle de Carcassonne, en grande partie formée des possessions du vicomte de Béziers, comprit les diocèses de Narbonne, de Carcassonne, de Béziers, d'Agde et de Lodève.

Néanmoins, il surgit à diverses reprises, au sujet de la partie orientale de ce dernier, des difficultés entre le sénéchal de Carcassonne et celui de Beaucaire, auquel ressortissait le diocèse de Nîmes. Le différend remontait au temps où Gui Foulques était archevêque de Narbonne, c'est-à-dire avant 1265, puisqu'il avait été commis par Louis IX pour le trancher. Avec beaucoup de logique, il décida que les limites des diocèses en ce point serviraient à celles des sénéchaussées. Pourtant cette sentence ne fut pas exécutée, car l'on voit, le 23 juillet 1292, Philippe le Bel mander aux deux Sénéchaux de procéder à la délimitation (1). Le Souverain ne dut point encore obtenir satisfaction, puisque, le 20 mars 1301, il renouvelait son ordre, en précisant la ligne de contestation : du chemin dit des Pèlerins jusqu'à la rivière de la Vis. Cet acte précède celui qu'a publié Ménard, et met en cause le fief

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXV, p. 74.

d'*Arisdium*, représentant l'ancien évêché d'Arisitum sur le Larzac, et disputé à ce moment entre le Roi et l'Évêque de Lodève (1). Pour trancher le différend, Philippe le Bel commit Gaucelin de la Garde, qui occupait alors le siège de Mugelone. Nul mieux que lui, à titre d'ancien évêque de Lodève (2), n'était à même de connaître la question : il jugea comme l'avait fait précédemment Gui Foulques ; et le Roi confirma, le 14 février 1304, la décision qui rangeait définitivement le diocèse de Lodève tout entier dans la Sénéchaussée de Carcassonne (3).

Le Sénéchal se trouvait en relations fréquentes avec la Ville comme représentant direct de l'autorité royale ; et on le voit intervenir à tout propos dans les querelles entre l'Évêque et les habitants, fomenter même les divisions pour arriver à ruiner l'autorité seigneuriale, à créer la Commune, à mettre la Ville sous la main du Roi. Son action, à cet égard, est incessante, et donnera lieu à mille incidents. Mais, forts de leurs droits et de leurs privilèges, les Évêques luttent aussi sans relâche et gardent longtemps l'avantage.

Ce sont des divisions intestines qui amenèrent la première intervention du sénéchal Gui de Chevrier en 1301. Les malversations qui s'étaient produites dans l'exercice des charges et l'emploi des deniers publics, à suite d'un second arbitrage en 1293-1294 entre l'Évêque et les habitants sur la manière d'asseoir les tailles, sur la citation devant la Cour et sur le droit de coupe, avaient causé un procès au Parlement de Paris et des querelles entre les partis divers. Ceux-ci les soumirent au jugement amiable

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXX, p. 101.

(2) De 1292 à 1296.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXII, p. 104

de Gui de Chevrier, qui s'adjoignit son lieutenant et le seigneur de Saint-Privat. Tous les trois vinrent à Lodève, prirent l'avis de personnes éclairées et apaisèrent la querelle, en réglant le nombre des magistrats municipaux ainsi que la durée de leurs fonctions, en prohibant les tailles arbitraires et désignant les taillables, enfin en obligeant à l'apurement de leurs comptes les officiers sortis de charge (1).

Le Sénéchal avait pris pied à Lodève; il y fit souvent sentir son action. Molestant l'Évêque au sujet du changement de date de la foire (2), de la nomination du recteur de l'Hôpital (3), de la concession de la bourgeoisie royale (4), de la réparation des voies publiques (5), il paraissait, en tous ces points, prendre l'intérêt des citoyens. Ouvertement il les excitait à dénoncer l'arbitrage de 1262, qu'il déclarait nul dans une consultation juridique; et déjà, ayant réglé le mode d'élection des magistrats, il appuyait de son avis la possession d'un Hôtel de Ville et la création d'un Conseil réglé (6).

Les habitants ne s'aperçurent de la portée de cette ingérence qu'avec les impôts pour le Souverain et les cadeaux obligatoires à ses officiers. Alors la venue du Sénéchal fut considérée comme un fléau; on négocia pour l'éviter, ou bien on la subit à regret et dommage. Au mois de décembre 1427, Raymond Aimeric, seigneur de Basilhac et sénéchal de Carcassonne, ayant reçu l'ordre de visiter les châ-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXI, p. 101.

(2) *Ibid.*, doc. LXXV et LXXVI, p. 105; et doc. LXXXIV, p. 108.

(3) *Ibid.*, doc. LXXVIII, p. 106.

(4) *Ibid.*, doc. LXXXII, p. 108.

(5) *Ibid.*, doc. LXXXIX, p. 110.

(6) *Ibid.*, doc. XCIII, p. 113.

teaux et places fortes de la viguerie de Gignac, se mit en devoir d'accomplir cette mission. La Ville de Lodeve, en son nom et au nom des onze autres localités exposées à la visite, finança pour empêcher la venue de Raymond Aimeric. Il reçut huit marcs d'argent et en outre un présent : des pièces d'argenterie valant trente moutons d'or et des victuailles (1). Moyennant ce rachat, le Sénéchal ferma les yeux sur les vices de construction de l'enceinte dénoncés par le Procureur du Roi à Gignac, qui, à son défaut, avait fait la visite (2) et, sans doute, n'avait rien reçu. Peu de mois après, Raymond Aimeric manifesta l'intention de venir à Lodève pour instruire d'un meurtre commis sur un vassal du seigneur de Lunas. On tint un Conseil de notables pour savoir si on le laisserait entrer dans la ville. Il fut décidé que le Sénéchal serait accueilli avec une suite peu nombreuse ; sinon, l'Évêque, le Chapitre, le clergé et les notables devraient, par leur consentement à sa venue, couvrir la Ville de tous risques. Le projet, d'ailleurs, fut abandonné (3).

Même à distance on n'esquivait pas toujours les cadeaux. Au mois de janvier 1435, le Sénéchal, mariant sa fille, invitait les Sigilliers à la cérémonie. On savait ce que coûterait cette politesse à la caisse de la Ville, toujours si obérée. Aussi l'offre fut-elle déclinée, sous prétexte des rigueurs de l'hiver ; mais, quoiqu'on eût décidé de s'abstenir quant à un cadeau particulier à la jeune mariée, il fallut participer à celui que vota une assemblée des Com-

(1), Livre des Notaires de la Ville, 2 décembre 1427. Le document porte en marge : « Pro domino Senescallo Carcassone, ne visitaret ».

(2) *Ibid.*, 5 et 8 décembre 1427.

(3) *Ibid.*, 9 mars 1428.

munautés à Gignac, et même députer le second sigillier, Georges Berland, avec un notable. Ils présentèrent les soixante moutons d'or qu'avaient offerts les localités de la Viguerie (1).

Plus encore qu'au Sénéchal, c'est au *Viguier* que la Ville a affaire. Lodève ressortissait à celui de Béziers, créé à la suite de la réunion à la Couronne des domaines du vicomte de Béziers. Ce Viguier, assisté d'un Juge, connaissait des affaires en première instance. L'appel de ses décisions appartenait au Sénéchal, qui, chaque année, venait tenir à Béziers des assises au nombre de six. Le ressort de cette viguerie, très étendu, comprenait les diocèses de Béziers, d'Agde, de Lodève et de Saint-Pons. En 1340, une tentative de démembrement de ce dernier diocèse avorta, moyennant un sacrifice pécuniaire des habitants de Béziers et de Saint-Pons (2).

Peu d'années après, l'affaire fut reprise dans des proportions plus étendues (3). Les procès s'étaient multipliés « par suite de la malice croissante des peuples » ; ils obligeaient les plaideurs à des voyages onéreux à cause de l'éloignement, et souvent sans résultat, car les sessions, trop chargées, ne suffisaient point à l'expédition des affaires. Il convenait donc de démembrer la viguerie de Béziers. C'est là ce qui fut exposé par les prélats, les barons et certaines Communautés à Jean, duc de Normandie et lieutenant du Roi en Languedoc. Il y fit droit en nommant

(1) Livre des Notaires de la Ville, 24, 28 et 31 janvier, 3 et 11 février 1435.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 526.

(3) Tout ce qui suit sur la division de la viguerie de Béziers est tiré d'un rouleau en parchemin conservé aux Archives municipales de Lodève. — Cf. *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xci, p. 111 ; doc. xcviu, xcix, c et ci, pp. 118 et 119.

Pierre Aurelzer, maître des requêtes de l'Hôtel du Roi et juge-mage d'Amiens, commissaire avec Raymond Foucaut, clerk du Roi, pour enquêter, de concert avec d'autres officiers de la Sénéchaussée et plusieurs prélats, nobles et consuls, puis soumettre leur rapport à la Chambre des Comptes. Avis des Commissaires et décision de la Chambre furent favorables à la division, que Philippe le Bel confia, par lettres du 4 février 1346, aux précédents commissaires, en leur adjoignant Pierre de Chogio, juge de Carcassonne. Le 19 juin suivant, Guillaume Balbet, maître à la Chambre des Comptes, vint augmenter leur nombre.

Selon les instructions royales, et passant outre aux privilèges et réclamations des Biterrois, les Commissaires se mirent aussitôt à l'œuvre, et désignèrent les villes de Pézenas et de Gignac comme les plus propres à devenir les sièges des nouvelles Vigueries. Ils y nommèrent : à Pézenas, Bertrand de Villeneuve pour viguier, et Guillaume de La Garde pour juge ; à Gignac, Gilles de Mauras comme viguier, et Pierre de Reddes comme juge. Ils désignèrent enfin les localités composant le ressort de chaque viguerie : le 29 septembre pour celle de Pézenas, le lendemain pour celle de Gignac. L'acte contient l'énumération de ces localités ; mais nous lui préférons, comme plus complète, la liste qu'on trouve dans l'Histoire manuscrite de la ville de Gignac (1). Le travail des commissaires dut être, en effet, un peu hâtif, et on l'aura complété plus tard. C'est pour-

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Gignac et de ses environs, ouvrage manuscrit dû au chevalier De Laurès et écrit après l'année 1771. Nous devons la communication de cet intéressant travail à M. Louis Roche, qui a bien voulu nous l'obtenir de sa famille maternelle, ce dont nous le remercions vivement.

quoi, et nous bornant au seul diocèse de Lodève, compris tout entier dans la Viguerie de Gignac, à l'exception de Nébian, qui ressortissait à Pézenas, nous donnons, par ordre alphabétique, la liste la plus détaillée, et nous mettons en italique les noms qui ne figurent pas dans l'acte de 1346. En outre, nous employons l'orthographe actuelle.

Arboras.	Madières.	St-Guillem les Déserts.
<i>Aubaigues.</i>	<i>Maires.</i>	St-Guiraud.
<i>Les Besses.</i>	Malavieille.	St-Jean de Fos.
Le Bosc.	Montpeyrroux.	St-Jean de la Blaquièrre
Brignac.	Mourèze.	<i>St-Martin de Castries.</i>
<i>Cambous.</i>	Novacelle.	St-Martin de Combes.
Canet.	N.-D. de La Garrigue.	St-Maurice.
Le Caylar.	<i>Octon.</i>	St-Michel d'Alajou.
Calmets.	Olmét.	<i>St-Pierre de la Fage.</i>
Celles.	Parlages.	St-Privat.
Ceyras.	Pégairolles.	St-Saturnin.
Clermont.	Les Plans.	Salasc.
La Coste.	Poujols.	Sallèles.
<i>Le Coulet.</i>	<i>La Prunarède.</i>	Les Salses.
<i>Le Cros d'Alajou.</i>	Le Puech.	<i>Sorbs.</i>
<i>Euzières.</i>	<i>Rabéjac.</i>	Soubès.
Fozières.	Les Rives.	<i>Soulières.</i>
<i>Grammont.</i>	La Rouquette.	Soumont.
<i>Gourgas.</i>	<i>Rouvignac.</i>	<i>La Triballe.</i>
Jonquières.	St-André de Sangonis.	La Tude.
<i>Lagamas.</i>	Ste-Brigitte.	Usclas.
Lauroux.	St-Étienne de Gourgas.	La Vacquerie.
Lauzières.	<i>St-Félix de Lhéras.</i>	La Valette.
Liausson.	St-Félix de Lodez.	Villecun.
Lodève.		

Mais, à l'inverse, on trouve en plus en 1346 : Esparrou, Rocozels et Saint-Amans.

La création des Vigueries nouvelles n'alla point sans protestations. D'abord, les Consuls de Béziers s'adressèrent

au Sénéchal de Beaucaire et au Recteur de la Part-Antique de Montpellier, pour en suspendre l'exécution jusqu'après le jugement de leur appel au Parlement; mais cet appel ne fut pas admis, et le Roi manda aux Commissaires, le 25 avril 1347, de faire exécuter leurs propres décisions. Ensuite, si certaines Communautés, plus directement favorisées par la division, surtout Pézenas et Gignac, avaient promis de l'argent au Roi, il fallut y contraindre les autres. On convoqua pour cet effet, à Carcassonne, une assemblée des Consuls intéressés. Les délégués de Lodève, Liausson, Cazouls-d'Hérault, Saint-Jean de Fos et Saint-Guillem les Déserts s'y rendirent sans pouvoirs suffisants et furent convoqués à nouveau dans la même ville pour le 26 juin 1347.

Une assemblée préparatoire eut lieu à Lodève le 23 juin; elle nomma trois syndics, dont le dernier, Hugues Mourèze, fut chargé d'aller présenter aux Commissaires une protestation. Il remit à Robert Foucaut, en l'absence des autres, la cédule suivante :

« El dig Huc Moresi, sendic de Lodeva, respondet e nom de la universitat que la divisio de las vigayrias de Ginhac et de Pezenatz et de Bezers es facha senes consentimen e voluntat e requesta de la dicha universitat, perque dise que la universitat no hi vol consentir ni hi consentiria, ni consentiria a negunha talha o subsidi, perque, aco si empausés, ni pagarian denier, la honor e la reverencia de nostre senhor lo Rey e del dig senhor totz temps salva ».

A l'appui, il exposa la triste situation de Lodève et les taxes grevant lourdement ses habitants. Il excusa la Ville :

la lettre de convocation n'avait été reçue que trois jours avant l'assemblée de Carcassonne ; à défaut de Consuls, dont la Communauté est privée, il faut élire des Syndics ; on a dû le faire très précipitamment, pour éviter la venue des exacteurs, dont les Commissaires menaçaient les localités défaillantes et qui eussent perçu vingt sols par feu : de là le manque d'instructions précises aux délégués. Mais Lodève est beaucoup trop pauvre pour satisfaire à cette charge de plus ; tous les jours, la misère et la faim y font des victimes. L'exposé se termine par une demande d'exemption. Elle n'eut pas de succès, en dépit de toutes les supplications d'Hugues Mourèze auprès des Commissaires, revenus de Toulouse, et malgré son nouvel appel au Roi.

Tout à fait à la fin de la période qui nous occupe, une modification importante fut apportée à la justice royale par la création des présidiaux en 1552. Jusqu'alors, les procès évoqués devant la juridiction du Souverain étaient jugés en première instance devant le Viguiier, et venaient en appel devant le Sénéchal. Au mois de mars 1552, Henri II érigea, dans quelques localités du Languedoc, des tribunaux qui devaient connaître en dernier ressort de certaines matières et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. Béziers reçut, en novembre suivant, un de ces sièges dits présidiaux, auquel fut rattachée la Viguerie de Gignac(1), qui bénéficiait ainsi d'une simplification notable de la procédure. Mais il lui incombait, comme charge nouvelle, de contribuer à la réparation du Palais de Béziers, où se tenait le Présidial ; la seule cotisation de Lodève pour cet objet fut de cinq cents livres, pour laquelle il fallut faire instrumenter par un ser-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXII, p. 243.

gent (1). Nécessité sans doute, mais cruelle pour des localités toujours misérables, et qui arrachait aux magistrats de Lodève, en 1433, ce considérant mélancolique : « attendu que, dans le temps qui règne, il n'est pas facile d'obtenir justice, sinon à grands frais et sans courir de graves dangers » (2).

Bien plus encore que par les officiers du Roi, le contact de la Ville avec son administration s'opère à l'assemblée annuelle des États de Languedoc, et, de ce côté encore, quelles charges lourdes et régulières il vaut à Lodève ! Car, il ne faut point se le dissimuler, la tenue de ces assemblées n'a, aux yeux de la Royauté, qu'un but et une raison d'être : le vote de l'impôt.

A l'origine, il n'en avait pas été tout à fait ainsi. En 1254, une ordonnance de saint Louis autorisa les Sénéchaux à consulter les principaux des trois ordres du pays : clergé, noblesse et communautés, sur l'opportunité de défendre la sortie des grains hors de la province, lorsque les circonstances feraient juger la mesure nécessaire. Cette ordonnance reçut sa première application en 1269. Le 2 août, les trois ordres se réunirent à Carcassonne. Pour le diocèse de Lodève, la convocation désigna l'Évêque, le Chapitre, l'abbé de Saint-Guillem les Déserts, Bérenger de Guillem, seigneur de Clermont, et son frère Pierre, Guillem de Lodève et la Communauté de Clermont (3). De celle de Lodève, il n'est pas question : sous le régime de l'arbitrage

(1) Délibération du Conseil de Ville du 2 février 1535.

(2) « *Atento tempore quod regnat et atento quod de levi non reperitur justicia, nisi cum magnis expensis et magnis periculis* » (Livre des Notaires de la Ville, 16 février 1433).

(3) *Histoire de Languedoc*, t. VIII, Preuves, c. 1664 et suivantes.

de 1262, elle n'existait point, à vrai dire. L'assemblée des trois ordres fut renouvelée en 1271 (1).

Tel fut l'embryon d'où sortiront par la suite les États de Languedoc. Ils s'organisèrent lentement par la réunion des ordres, séparés à l'origine, et par la régularité de la convocation, d'abord seulement fréquente. Mais, à mesure que l'importance et l'influence de cette assemblée augmentèrent, le nombre de leurs membres diminua ; et, leur constitution étant définitivement arrêtée, il n'y figura plus, quant à chaque diocèse, que l'Évêque pour le clergé, un baron pour la noblesse, les délégués de la ville principale et généralement d'une ou deux autres pour le tiers-état. La représentation du Diocèse comprit alors l'Évêque, le seigneur de Clermont, le premier Sigillier de Lodève et le premier Consul de Clermont. L'écho de ces assemblées se retrouve donc dans les archives de Lodève, comme dans celles d'autres communautés, et, grâce à leurs indications, nous avons pu redresser quelques inexactitudes commises par les savants auteurs de l'*Histoire de Languedoc* sur l'époque ou l'objet d'un certain nombre de ces assemblées. Donner une note à cet égard (2) sera porter notre petite pierre au monument que la critique moderne élève patiemment à la vérité historique.

Au-dessus des États de Languedoc, les États-Généraux, convoqués dans les circonstances extraordinaires, mettaient directement en présence du Souverain non plus les délégués de la Ville, mais son seigneur lui-même. La députation à ces grandes assises de la nation comportant, en effet, un

(1) *Histoire de Languedoc*, t. VIII, Preuves, c. 1739 et suivantes.

(2) Note VII. *Rectifications sur la date et l'objet de quelques assemblées des États du Languedoc*, etc.

degré préparatoire dans les assemblées des sénéchaussées ou bailliages, le diocèse de Lodève, pauvre et sans influence, n'y figurait point quant au Tiers, et guère quant à la Noblesse. Il était donc heureux pour lui que, à titre de prélat, son propre seigneur pût y entrer. On ne saurait assurer qu'Itier de Bordeaux, alors sur la fin de sa vie, ait assisté aux premiers États-Généraux, ouverts le 10 avril 1302 à Paris à l'occasion de la lutte entre Philippe-le-Bel et Boniface VIII (1). Mais il est certain que son successeur, Déodat de Boussagues, fut présent à ceux qui se tinrent l'année suivante, puisqu'il confirma de son sceau, le 3 juillet 1303, son adhésion à un concile général (2). Vassal direct du Roi, lui ayant récemment rendu hommage, il ne pouvait guère se prononcer autrement, et suivait ainsi, d'ailleurs, l'exemple de ses collègues et voisins d'Agde et de Béziers, avec lesquels il signa collectivement.

L'ÉVÊQUE

« Seul et en tout, l'Évêque est le seigneur temporel de la ville de Lodève ». Cette assertion, qui revient si souvent dans les actes, demeura vraie en droit strict jusqu'à la Révolution. On a vu qu'elle se justifiait par la possession territoriale dès l'origine ainsi que par la confirmation des rois de France, et qu'elle avait été formellement reconnue à l'encontre des résistances populaires. Dans les faits néanmoins, son exactitude tendit à s'affaiblir de jour en jour par les concessions soit expresses soit tacites des Évêques, concessions dont profitait à proportion l'université des citoyens. Lodève, sans doute, ne possèdera jamais la Com-

(1) Voir l'erreur de Plantavit à ce sujet, *Chronologia*, p. 253.

(2) Drouet d'Arcq, *Archives de l'Empire*, t. II, p. 515, n° 6666.

mune qu'il avait plusieurs fois rêvée ; pourtant les efforts de ses habitants leur vaudront un régime particulier et fort doux. Ce régime, il est malaisé de le définir, mais nous nous flattons de le retracer en tous ses détails, en prenant, de l'un et de l'autre côté, les choses à leur point de départ, c'est-à-dire dès l'arbitrage de 1262.

Et tout d'abord, pour expliquer le changement d'attitude des évêques dans la question, quelques remarques sur leur mode de recrutement. Il passa par trois phases bien diverses (1).

Dans la première, qui va des origines au XIV^e siècle, c'est au choix des chanoines et souvent à l'assentiment de tout le peuple qu'est due l'élection. Elle tient compte uniquement de l'intérêt du siège, et y appelle de préférence des hommes de la région, issus des familles féodales voisines, ayant dans le sang l'ambition, dans le cœur l'amour de la liberté et de la grandeur de leur Église. C'est l'époque des saints : un Georges, un Théoderic, un Fulcran ; des croisés : Bernard de Prévençères ; des politiques : Pierre de Posquières, Gaucelin Raymond de Montpeyroux, Raymond Guillem de Montpellier, Pierre Raymond, ces émancipateurs de l'Évêché ; Guillem de Cazouls, prélat hautain sans doute, mais homme remarquable et seigneur plus que nul autre, qui laissa son Église pacifiée, accrue, enrichie.

Voici pourtant la Papauté à Avignon et s'occupant de plus près du gouvernement intérieur des Églises, surtout dans le Midi ; aussi est-ce à elle que s'adressent, afin d'être pourvus, tous ces clercs, quelques-uns encore des féodaux,

(1) Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève.*

tels que Guillem de Mandagot ou Jacques de Gaujac, mais égarés dans la foule de ceux que la science du droit canonique, développée parallèlement à celle du droit romain dans les universités qui se multiplient, a portés des derniers rangs parfois de la société d'alors jusqu'aux sommets de la hiérarchie ecclésiastique. Saluons, parmi nos évêques, des docteurs ou gradués en l'un et l'autre droit, comme Aimeric Hugues ; en droit canonique, comme Gui de Malsec ; en droit civil, comme Pierre Girard, Clément de Grammont ou Guillaume Gayrard ; en théologie, comme Ferri Cassinel. Presque tous sont investis de fonctions importantes ou délicates auprès de la Cour pontificale. Plusieurs portent l'habit religieux des bénédictins, comme Jean Gastel ; des franciscains, comme Itier de Bordeaux, Jean de la Tixerenderie ; des dominicains, comme Jacques de Concoz et surtout ce Bernard Gui, entre tous remarquable par sa sainteté et sa science, une des gloires impérissables du siège de Lodève aussi bien que de l'Église et de la France. Étrangers presque tous à la ville, n'y faisant le plus souvent qu'un court passage pour gravir d'autres échelons, ces évêques surent bien en embrasser rapidement les intérêts, mêmes les servir de leur influence personnelle. Pourtant, avec eux, il fut plus aisé de gagner du terrain.

Enfin le Concordat de 1516 met aux mains de la Royauté le soin de pourvoir le siège. Ni l'intérêt du pays ni le mérite des candidats, hélas ! ne guident plus les choix, où perce la faveur, où l'intrigue triomphe. On voit, dans cette triste période, les Briçonnet trafiquer de l'évêché d'oncle à neveu ou entre frères. Des étrangers, des Italiens, se le passent de main en main vingt-trois ans depuis le jour où

François I^{er} l'a donné à Giovanni Matteo Giberti, un évêque de Vérone alors en ambassade auprès de lui. Aussi comprend-on la joie des diocésains accueillant en 1547 Dominique du Gabre comme « le bien désiré ». Satisfaction de courte durée : la diplomatie royale allait l'arracher pour toujours à la résidence, ainsi qu'elle le faisait pour son voisin à Montpellier, Guillaume Pellicier II. Nous citerons un exemple plus frappant encore : Alphonse de Verceil vient de mourir du chagrin que lui a causé la prise de la ville ; Henri III chasse dans la forêt de Villers-Cotterets ; son chancelier René de Birague sollicite et obtient de lui l'Évêché. D'ailleurs, il ne vint jamais dans le diocèse, dont le siège demeurerait canoniquement vacant, où ses procureurs se contentaient de percevoir quelques fruits. Son successeur, Christophe de Lestang, se jeta avec fougue dans les troubles de la Ligue. Lodève respirait à peine sous le pieux et doux Gérard du Robin, quand sa mort prématurée livra de nouveau l'Église à l'avidité d'une famille puissante : trois fils du duc de Ventadour se succédèrent comme titulaires, sans qu'aucun eût reçu les ordres.

Cet exposé nous a nécessairement entraîné jusqu'aux temps modernes. Revenons à ceux du moyen âge avec le cérémonial d'installation des évêques. Les quelques procès-verbaux qui ont été conservés permettent de le reconstituer en détail (1).

Lorsqu'il est en possession de ses bulles, le premier soin

(1) Entrée de Jacques de Gaujac le 24 juin 1442 (Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f. 316 et 317). — Entrée de Jean de Corguilleray le 6 décembre 1462 (Minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Entrée de René Dupuy le 24 septembre 1521 (Minutes de Jean Bot, notaire à Lodève, étude Granier).

du prélat doit être, à titre de vassal direct de la Couronne, de prêter serment de fidélité au Roi lui-même ou en la personne de ses officiers (1). Quelquefois, dès l'élection ou la confirmation, il prend par procureur possession du siège ; mais, le plus souvent, il fait dans la ville une entrée solennelle. Qu'on en juge.

Accompagné de personnages notables : son métropolitain de Narbonne, quelque abbé, des nobles du diocèse ou d'ailleurs, le prélat stationne d'abord au couvent des Carmes, situé en avant du pont de Lergue, y échange ses vêtements de voyage contre les ornements sacerdotaux, et, monté sur une haquenée, se présente devant la porte de Lergue, fermée pour la circonstance. Les Sigilliers l'attendent en ce lieu, et, un instant, les rôles sont renversés. Par la bouche du premier d'entre eux, ils rappellent à l'Évêque la nécessité de jurer qu'il observera et respectera les franchises et libertés des citoyens. En 1521, René Dupuy, ainsi harangué, répliqua : « Messieurs, je vous fay responce que je ne suys point ici venu pour vous oster ne destorner voz coustumes et libertés justes et raisonnables, en lesquelles de mon cartier vous prometz maintenir, pourvuen que ne seront dommageables a ma diouceze et ne seront contrariantes a droit ». Quand l'Évêque avait rempli la formalité du serment, il recevait des mains du premier Sigil-

(1) Cette formalité donna lieu, le 3 juillet 1400, sous Jean Lavergne, à un curieux incident. Le prélat s'étant présenté vêtu en évêque devant Pierre de Mornay, sénéchal de Carcassonne et Béziers, le Procureur du Roi prétendit que l'Évêque-seigneur devait avoir une jambe chaussée de blanc et l'autre de rouge. De son côté, le Sénéchal voulait faire reconnaître par Jean Lavergne que le Roi possédait la régale sur l'Évêché. Le prélat prouva par titres les privilèges de son Église et l'hommage rendu par ses prédécesseurs dans les conditions où il le faisait (*Gallia Christiana*, t. VI, c. 560).

lier les clefs des portes, qu'un arrêt du Parlement de Toulouse l'obligeait à rendre ensuite aux Sigilliers. La cérémonie accomplie, la porte s'ouvrait et le cortège traversait la Rue Droite de Lergue et celle dite Grande-Rue Saint-Fulcran. A l'extrémité de cette dernière et sous le portail de la Cité ou de l'Arc, il trouvait le Chapitre processionnellement venu à sa rencontre. Entre les deux baies de l'arceau était une table, où l'on avait disposé la croix et le livre des Évangiles ou bien un missel. Le prélat mettait là pied à terre, se prosternait et adorait la croix à lui présentée par un délégué du Chapitre, qui l'adjurait ensuite de prêter, à l'égard de ce Corps, le même serment d'observer ses droits et privilèges. La formule de ce serment a été conservée :

« Ego N., episcopus Lodovensis, juro in animam meam, per appositionem manus meæ in pectore, more prælati, me tenere et servare omnia statuta Capituli nostræ Ecclesiæ prædictæ Lodovensis, et consuetudines ejusdem, prout prædecessores nostri tenere et servare consueverunt, et in nullo contravenire assero et promitto » (1).

L'Évêque était alors processionnellement conduit à la Cathédrale, en prenait possession selon le rituel et entrait dans tous ses droits.

Ceux-ci étaient des plus étendus. Peu avant que les Guerres de Religion ne vinssent en suspendre l'exercice, François I^{er} ayant, dans des vues fiscales, ordonné le dénombrement des biens ecclésiastiques, celui de l'Évêché de

(1) Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 3.
f° 1 v°.

Lodève fut fait par Pierre de Barrault, vicaire général de Lelio Cerchi (1). Il nous guidera dans l'énumération des droits de l'Évêque.

L'Évêque de Lodève est dit seigneur de la ville de Lodève et comte de Montbrun ; seigneur également du Caylar, des Rives, de Pégairolles de l'Escalette, de Saint-Michel du Cros, de La Vacquerie, de Saint-Privat, de Saint-Étienne de Gourgas, de Saint-Jean de la Blaquièrre, de Saint-André de Sangonis, de Saint-Saturnin, d'Usclas, de Lauroux, enfin de Nizas au diocèse de Béziers.

Il est encore co-seigneur de Salasc, de Soubès, d'Arboras et de Saint-Pierre de la Fage.

Il est enfin, par droit de régle, suzerain de tout son diocèse, et, à ce titre, reçoit l'hommage de tous les nobles, possesseurs des fiefs qui sont : Clermont, Canet, Nébien, Liausson, Mourèze, Ceyras, Lauzières, Saint-Félix, Saint-Guiraud, La Coste, Jonquières, Montpeyroux, Arboras, Saint-Privat, Le Bosc, Loiras, Le Puech d'Aubaigues, La Valette, Celles, Malavieille, Soubès, Salasc, Fozières, Aubaignes, Parlages, Gourgas, Madières, La Prunarède, La Baume-Auriol, La Tude, Saint-Pierre de la Fage et Saint-Maurice.

Il reçoit également l'hommage pour tous leurs fiefs et les lieux où ils exercent leur juridiction du Prieur conventuel de Saint-Michel de Grammont, de l'Abbé de Saint-Sauveur de Lodève, de celui de Saint-Guillem les Déserts, de l'Abbesse de Gorjan de Clermont, de celle de Nonenques au diocèse de Vabres pour le mont Cornils, enfin du Chapitre de l'Église cathédrale.

Pour ces fiefs et les droits suivants, l'Évêque serait tenu

(1) Plantavit. *Chronologia*, p. 362 et suiv.

de fournir, lors de l'appel du ban et de l'arrière-ban, quatre hommes d'armes et huit archers (1); mais, de temps immémorial, les Rois, l'en exemptant, ne lui ont demandé, pour tout service féodal, que des prières en faveur de leurs armes.

Parce qu'il était alors tombé en désuétude, au dénombrement de 1540 n'est pas mentionné le droit de *monnayage*, dont nous parlerons tout d'abord (2).

Car, au nombre des droits régaliens concédés par les rois de France aux Évêques de Lodève, un des plus importants, au point de vue féodal, fut incontestablement celui de frapper monnaie, longtemps considéré comme la plus haute expression de la souveraineté (3).

L'origine de ce privilège ne nous est pas connue.

Au milieu du XII^e siècle, les Évêques de Lodève jouis-

(1) Plantavit, *Chronologia*, p. 364. — Nous devons faire observer qu'à la montre des nobles de la Sénéchaussée de Carcassonne du 25 mai 1529, l'Évêque de Lodève est dit avoir à fournir quatre hommes d'armes et seulement six archers (*Histoire de Languedoc*, t. XII, Preuves, c. 480).

(2) Nous devons à l'obligeance de M. Émile Bonnet, avocat à la Cour d'appel de Montpellier, la notice qui suit sur les Monnaies des Évêques de Lodève, et nous lui en exprimons ici toute notre gratitude.

(3) Les monnaies des Évêques de Lodève ont été, plus ou moins exactement, décrites, gravées ou étudiées dans les ouvrages suivants: Claude Gros de Boze, *Monnoies des Barons de France*, (Bibl. Nat., LJ⁴⁷, n° 1, réserve); — Tobiesen-Duby, *Traité des Monnoies des Barons*, t. I, p. 63; — Fauris Saint-Vincens, *Monnaies des Comtes de Provence*, pl. 14, n° 12; — Lelewel, *Numismatique du moyen âge*, t. I, p. 190; — Jules Renouvier, *Histoire, antiquités et architecture de l'Église de Lodève*, pp. 11-12; — Requier, *Notice sur quelques monnaies du Musée Calvet à Avignon* (*Revue numismatique*, 1814, p. 127 et pl. v, n° 12; — Baron Chaudruc de Crazannes, *Sur la monnaie des Évêques de Lodève* (*Ibid.*, 1814, pp. 435-440); — F. Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France*, II, p. 298 et pl. LXXXVI, nos 9 et 10; — J.-F. Chalande, *Monnaies baronales et épiscopales de la province de Languedoc* (*Histoire générale de Languedoc*, édition Privat, t. VII, note 55, p. 410); — J.-A. Blanchet, *Nouveau manuel de numismatique du moyen âge*, t. I, p. 335; — Engel et Serrurc, *Traité de numismatique du moyen âge*, t. II, p. 458; — A. Vitalis, *Une exposition artistique à l'Hôtel-de-Ville de Lodève*, octobre 1898, p. 40.

saient déjà des droits régaliens, ainsi que cela résulte de trois diplômes délivrés par Louis VII : les deux premiers, en 1157 (1) et en 1160 (2), en faveur de Pierre de Posquières, le troisième, en 1162 (3), en faveur de Gaucelin de Montpeyrroux. Mais les droits régaliens reconnus à ces prélats comportaient-ils, dès cette époque, le *jus monetæ*? C'est ce que le silence des documents ne permet point d'affirmer. Dans aucune des chartes que nous venons de citer, il n'est question, en effet, du droit de frapper monnaie, tandis qu'il est fait mention expresse d'autres privilèges, notamment de celui d'exploiter les mines d'argent du diocèse « *que regii muneris esse dignoscuntur* » (4). Il semble cependant que, dans l'énumération des privilèges épiscopaux, le droit de monnayage eût dû prendre place à côté du privilège d'exploiter les mines d'argent, dont il était en quelque sorte le complément.

L'inventaire dressé par les soins de l'évêque Briçonnet rapporte un document de l'année 1122, par lequel un évêque du nom de Raymond aurait institué un certain Bernard Guibert maître de la monnaie de Lodève: « *magister monetæ Lodove civitatis, cujuscumque legis vel ponderis esset, cum potestate operandi vel operari faciendi* » (5).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xix, p. 23. — Voir *Chronologia præsulum Lodovensium*, p. 86.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xx, p. 24.

(3) *Ibid.*, doc. xxii, p. 25. — Voir *Chronologia*, p. 89.

(4) Ce droit sur les mines d'argent n'était pas un des moindres avantages concédés aux Evêques de Lodève, car leur diocèse recélait plusieurs gisements, et nous savons qu'au moyen âge certains d'entre eux étaient en pleine exploitation, notamment à Saint-Jean des Pleaux, aujourd'hui Saint-Jean de la Blaquière, et au mas de Balma, aujourd'hui La Baume-Auriol (commune de Saint-Maurice, canton du Caylar). Les Evêques de Lodève ont dû faire usage du métal extrait de ces mines pour leurs émissions monétaires.

(5) Répertoire de Briçonnet, f° iii v° F; *Cartulaire de la ville de Lodève*,

Si cette indication était exacte, ce document serait le plus ancien titre relatif à la monnaie de l'Évêché de Lodève (1). Malheureusement, la chronologie de ce siège, quoique difficile à établir avec certitude pour la première moitié du XII^e siècle, ne paraît point comporter l'existence d'un évêque du nom de Raymond à la date de 1122 (2). Plantavit de la Pause est le seul auteur qui donne une place à ce prélat dans la série épiscopale, et cela sans autre fondement que l'acte même de 1122, qui est sujet à contestation (3). Il est vraisemblable que cet acte a été inexactement rapporté, au moins quant à sa date, par Briçonnet, dont le Répertoire présente un grand nombre d'erreurs analogues.

Suivant la chronologie généralement admise, le premier évêque lodevois qui ait porté le nom de Raymond est Raymond Guillem de Montpellier, qui occupa le siège épiscopal de 1187 à 1201 et dont nous possédons précisément un acte de 1189 relatif à l'organisation de la Monnaie de Lodève. C'est à ce prélat qu'il convient, croyons-nous, d'attribuer la nomination de Bernard Guibert en qualité de

doc. xvii, p. 22. — François Graverol (*Notice ou Abrégé historique des vingt-deux villes chefs des diocèses de la province de Languedoc*, Toulouse, Colomiez, 1696, p. 33) et les auteurs de *Gallia Christiana* (vol. VI, col. 536) placent la nomination de Bernard Guibert en l'année 1102 et l'attribuent à un évêque du nom de Pierre.

(1) M. Chaudruc de Crazannes a mentionné, dans sa dissertation sur la monnaie de Lodève (*Revue numismatique*, 1844, p. 436), une charte de l'année 1118 qui aurait maintenu les évêques de ce siège dans le droit de battre monnaie. Cette indication, qui n'est accompagnée d'aucune référence, est certainement erronée, car il n'existe aucune trace de ce document dans les inventaires des titres de l'Évêché. L'erreur est d'autant plus évidente que, d'après M. de Crazannes, la charte en question émanerait de Louis le Jeune, qui n'est monté sur le trône qu'en 1137.

(2) C'est notamment l'opinion de Bernard Gui, de François Graverol (*op. cit.*, p. 34) et des auteurs de *Gallia Christiana* (vol. VI, col. 536, A).

(3) Voir *Chronologia præsulum Lodovenstum*, p. 81.

maître de la Monnaie. Le prétendu document de 1122 pourrait bien être de l'année 1192. L'indication inexacte de Briçonnet serait, dans ce cas, le résultat d'une erreur de lecture, erreur facile à commettre, dans le déchiffrement du millésime, entre *nonagesimo* et *vigesimo*, surtout avec les abréviations ordinairement usitées.

Raymond Guillem de Montpellier avait obtenu, en 1188, du roi Philippe-Auguste, le renouvellement des privilèges accordés à ses prédécesseurs (1) ; mais le diplôme délivré à cette occasion ne nous renseigne en rien sur les droits monétaires des Évêques de Lodève, car il est rédigé dans les mêmes termes que ceux accordés par Louis VII à Pierre de Posquières et à Gaucelin de Montpeyroux. Il est toutefois probable que, dès cette époque, les Évêques jouissaient du *jus monetæ*.

Guillaume de Catel semble rattacher la concession du droit de monnayage à la charte de 1188 : « Raymond Guillelmi, dit-il, obtint la confirmation du droit de régale en son evesché, et, outre cela, le pouvoir de battre monnoie » (2). Mais cette opinion est difficilement conciliable avec la teneur du diplôme de 1188, qui aurait certainement fait mention de la nouvelle et importante concession accordée à l'Église de Lodève.

Quoi qu'il en soit, dès 1189, un atelier monétaire fonctionnait à Lodève. Ce fait ressort d'un acte rapporté dans le Répertoire de Briçonnet, acte aux termes duquel il fut créé, au mois d'août de cette année 1189, un office de contrôleur et d'essayeur de la Monnaie de Lodève au pro-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxix, p. 20.

(2) *Mémoires de l'Histoire de Languedoc* (Tolose, Colomiez, 1633), p. 996.
— Cf. *Chronologia præs. Lodovensium*, p. 96.

fit d'Étienne Poitevin : « *Institutio officii examinatoris et probatoris monete Lodovensis per tres annos facta per dominum Remundum, Lodovensem episcopum, in personam Stephani Pictavi, et de juramento ipsius probatoris et de probanda moneta quotiens magister monete jusserit* » (1).

Un rapprochement ne s'impose-t-il pas à l'esprit entre ce document et l'acte déjà cité par lequel un Évêque, portant également le nom de Raymond, institua Bernard Guibert maître de la Monnaie de Lodève ? Et ne peut-on pas admettre avec vraisemblance que ces deux titres émanent du même prélat, si l'on tient compte surtout de ce fait que l'atelier monétaire de Lodève n'eut qu'une courte existence, ainsi que nous l'établirons plus loin ?

Ce n'est qu'une vingtaine d'années plus tard que nous trouvons une reconnaissance officielle du droit de monnayage des Évêques de Lodève. Par un diplôme en date du mois d'octobre 1210, Philippe-Auguste confirme l'évêque Pierre IV dans la jouissance des droits et privilèges concédés à ses prédécesseurs et reconnaît expressément aux Évêques de Lodève le droit exclusif de frapper une monnaie qui devait être reçue sur tout le territoire de l'Évêché (*et specialiter jus faciendi monetam regia auctoritate, que accipiat per totum episcopatum Lodovensem, ne possent aliqui petere partem vel juris aliquid in moneta illa ; et jus prohibendi facere novas forcias et novas monetas in toto episcopatu Lodovensi*) (2). La monnaie épiscopale était

(1) Répertoire de Briçonnet, f° IV v° F ; — *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxx, p. 31.

(2) Arch. dép. de l'Hérault, série G, Chapitre de Lodève, reg. 1, f° 117 ; — *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxxviii, p. 34 ; — *Gallia Christiana*, vol. VI, Instrumenta, col. 284.

donc placée, dans le diocèse, sur le même pied que celle du Roi.

Il est encore fait mention du droit concédé aux Évêques de frapper monnaie dans un document du 3^e des calendes de février 1270 (30 janvier 1271, nouveau style). C'est une charte par laquelle Bérenger Guillem, seigneur de Clermont, reconnaît à l'évêque Raymond Belin la jouissance des droits régaliens dans tout le Lodevois et spécialement « *jus cudendi monetam que accipiat in toto episcopatu Lodovensi* » (1).

Les Évêques de Lodève ne paraissent pas avoir exercé longtemps ni dans une large mesure leur droit de frapper monnaie. Tout indique, en effet, que la production de leur atelier monétaire fut très modeste et le cours des monnaies épiscopales fort restreint. La mention de ces monnaies dans les chartes est plus que rare ; nous n'en connaissons qu'un seul exemple. En 1285, Anglic, recteur de l'Église de Saint-Saturnin de Lucian et procureur de l'évêque Bérenger de Boussagues, réglémentant en faveur des pauvres la vente du blé, fit défense de recevoir en paiement d'autres monnaies que celles de Paris, de Tours et de Lodève (*prohibens ne alia quam Turonensi, Parisiensi et Lodovensi uteretur*) (2).

Dans les différends et accords entre les Évêques et les habitants, différends et accords très nombreux au XII^e siècle, il n'est jamais question des monnaies lodevoises.

On peut faire la même remarque en ce qui concerne les acquisitions de droits féodaux faites par les Évêques, de 1167 à 1246, soit aux comtes de Rodez, soit aux comtes de

(1) Inventaire de Briçonnet, f^o 67 B ; — V. *Chronologia præs. Lodov.*, p. 208.

(2) Inventaire de Briçonnet, f^o 113 H. — V. *Chronologia*, p. 236.

Toulouse, soit aux vicomtes de Narbonne, soit encore à divers particuliers.

Dans tous les actes intéressant l'Évêché de Lodève, la monnaie melgorienne est presque toujours employée pour fixer la valeur des choses vendues ou taxées. C'est ainsi qu'en 1212, nous voyons Bérenger de Soubès vendre à Pierre IV, évêque de Lodève, sa portion des leudes dans le diocèse moyennant 1100 sols de Melgueil (1) ; qu'en 1213, Guillem I^{er} de Lodève engage (*dat in pignore*) au même Évêque la moitié de ses droits dans la ville et dans le diocèse, moyennant 5000 sols de Melgueil (2). Il nous serait facile de multiplier les citations de ce genre (3) ; mais les exemples donnés nous paraissent suffisants. Comment expliquer la préférence accordée à la monnaie melgorienne sur les espèces lodevoises, dans des actes où l'Évêque de Lodève lui-même est partie, si ces dernières espèces avaient été d'un usage courant dans le diocèse ?

On objectera qu'il y avait peut-être quelque difficulté à réunir de fortes sommes en monnaie épiscopale et que les espèces émises par les Évêques étaient plutôt employées pour les petits paiements. Nous répondrons aisément à cette objection en invoquant un titre de l'année 1211 relatif à l'adjudication à l'Évêque des péages de la ville et du diocèse de Lodève (4). Il n'est plus question, dans ce docu-

(1) Inventaire de Briçonnet, f^o 102 B ; — *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLI, p. 37.

(2) Inventaire de Briçonnet, f^o 85 A ; — *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLII, p. 38.

(3) Voir *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XXVI, p. 28 ; XXVII, p. 29 ; XLVII, p. 40, etc. ; — *Chronologia præs. Lodov.*, pp. 92, 96, 118, 169, etc.

(4) Inventaire de Briçonnet, f^o 108 v^o L ; — *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XL, n^o 2, p. 37.

ment, de paiements importants, mais de minimes rétributions s'élevant à quelques deniers. Or, la monnaie indiquée est encore la monnaie melgorienne.

Vers la fin du XIII^e siècle et au siècle suivant, la monnaie tournois est très souvent mentionnée dans les actes intéressant l'Évêché de Lodève, au lieu de la monnaie de Melgueil qu'elle a une tendance à remplacer (1).

Les auteurs de *Gallia Christiana* (2) et, après eux, Tobiesen Duby (3) ont prétendu que les Évêques de Lodève conservèrent le privilège de frapper monnaie jusque sous le règne de François I^{er}, mais cette assertion invraisemblable ne repose sur aucun fondement sérieux.

Quelle qu'ait été la durée des prérogatives monétaires des Évêques, on peut affirmer qu'ils cessèrent de bonne heure d'user de leurs droits. On ne trouve pas mention, en effet, des espèces lodevoises dans l'ordonnance de 1315, par laquelle Louis le Hutin régla le type des monnaies des prélats et des barons du royaume. D'autre part, à côté du silence unanime des actes officiels ou privés postérieurement à l'année 1285, en ce qui concerne les monnaies de Lodève, nous avons la preuve positive que ces monnaies

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LIV, p. 47. (La date exacte de la charte analysée dans le *Cartulaire* n'est pas connue; mais elle est comprise entre les années 1259 et 1284). — Voir encore l'acte de vente du mas de Gardiole consentie par les frères de Rives au Recteur de l'Hôpital de Lodève, le 7 des calendes de mars 1283 (Charte origin. sur parchemin conservée aux Archives de l'Hôpital de Lodève); ainsi qu'un *Vidimus*, sur parchemin, de divers contrats de fondation pour l'aumône Saint-Blaise ou du Chapitre de Lodève, en date des 28 juin 1261, 7 août 1263, 28 janvier 1291, 26 août 1296, 19 octobre 1308, 11 mars 1312, 6 et 17 mai 1315, etc. (Archives municipales de Lodève).

(2) Vol. VI, col. 525.

(3) *Traité des Monnoies des Barons*, t. I, p. 63. — Voir toutefois la note de Michelet d'Ennery, l'éditeur du *Traité* de T. Duby (*Additions et Corrections*, p. XLIX).

n'étaient plus en circulation dans le diocèse dès le commencement du XV^e siècle. Ce fait nous paraît ressortir d'un acte en date du 26 février 1428. Par cet acte, Bernard Casagnon et G. Chirot, sigilliers de Lodève, offrent à P. Servel, receveur particulier du diocèse, de lui payer la contribution de Lodève pour le premier terme de l'aide de 150.000 livres accordée à Chinon, et cela en toute monnaie, selon la teneur de l'édit du roi. Servel se déclare prêt à recevoir les espèces fabriquées dans les ateliers de Toulouse, de Montpellier et de Saint-André (Villeneuve-lès-Avignon), à l'exclusion de toutes autres, car cela est défendu : « *pecunias fabricatas in tribus fargis, videlicet Tholose, Montispessulani et Sancti Andree; de aliis non, quia prohibetur* » (1). N'est-il pas évident que si, en 1428, la monnaie épiscopale eût eu cours dans le diocèse de Lodève, le receveur de ce diocèse n'aurait pu s'opposer au paiement de la contribution en cette monnaie ?

Les renseignements fournis par les monuments monétaires qui nous ont été conservés viennent confirmer ceux tirés de la diplomatie. Disons, tout d'abord, que ces monuments sont d'une extrême rareté. Jusqu'à ce jour, on n'a pu retrouver que *cing* deniers de Lodève (2). Ce fait seul suffirait à prouver combien restreinte dut être l'émission de cette monnaie.

Les quelques deniers connus présentent deux types dif-

(1) Registre des délibérations du Conseil de Ville de Lodève.

(2) Ces deniers sont conservés au Musée Calvet d'Avignon, au Musée de la Société archéologique de Montpellier et dans les collections Calvet de Montpellier, Henri Morin de Lyon et Chalande de Toulouse. Le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque Nationale ne possède point de monnaies de Lodève.

férents, mais qui appartiennent certainement, l'un et l'autre, à la seconde moitié du XII^e siècle.

Une seule de ces variétés a été exactement décrite. C'est celle qui nous est fournie par un denier unique trouvé dans un trésor découvert à Rochegude (Drôme), vers 1841. Ce denier est actuellement conservé au Musée Calvet d'Avignon (1).



DENIER LODEVOIS
conservé au Musée Calvet (Avignon)

Il offre les légendes et le type suivants : Au droit, ✠ FVLCRAN.NVS, et dans le champ, les sigles SCS, abréviation de *Sanctus*, surmontés d'un trait en forme de Ω . Au revers, ✠ EPS⁹. LO.DOVE, et dans le champ, une croix légèrement pattée rappelant par sa forme la croix de Malte, avec un point au centre et un autre dans l'échancrure de l'extrémité de chaque branche. Ce denier est de billon et pèse 0 gr. 92.

Le trésor de Rochegude ayant été enfoui vers la fin du XII^e siècle, cette pièce a donc une date certaine antérieure au XIII^e siècle, ainsi que l'a très justement fait remarquer M. Poey d'Avant, qui estime que c'est le produit du monnayage opéré en vertu du privilège de 1188 (2).

(1) Il a été, pour la première fois, décrit et gravé par M. Requier, dans une *Notice sur quelques monnaies du Musée Calvet à Avignon* (*Revue numismatique*, 1844, p. 127 et pl. v, n° 12).

(2) *Monnaies féodales de France*, t. II, p. 298. — Conf. Lelewel, *Numismatique du moyen âge*, t. I, p. 190.

La seconde variété n'a jamais été correctement publiée ni gravée, bien qu'on en connaisse quatre exemplaires. En voici une exacte description :

Audroit, S. FVLCRAN.NV^o. ; dans le champ, une croix légèrement pattée. Au revers, ✠ EPS^o : LODOVE ; dans le champ, un buste mitré de face. Ce denier est de billon, comme le précédent (1), et son poids moyen est de 0 gr. 89.



DENIER LODEVOIS

conservé dans les Collections de la Société Archéologique de Montpellier

Jusqu'à ce jour, on n'avait tenu aucun compte des signes d'abréviation qui, dans la légende du droit, accompagnent le S et le V, et, comme rien ne marque le commencement de la légende, on avait lu sans hésitation FVLCRANNVS, en négligeant le point placé après le V (2). Un examen attentif de la légende doit faire rejeter cette lecture. C'est *Sanctus Fulcrannus* qu'il faut lire, et nous sommes heureux de pouvoir invoquer, en faveur de cette opinion, la haute autorité de M. Louis Blancard.

(1) Les Evêques de Lodève ne frappèrent que des monnaies de billon, ainsi que nous l'établirons plus loin. Ce fait semble confirmé par l'existence, dans la ville de Lodève, d'une place nommée dans les anciens actes place de la *Bossanella*, c'est-à-dire du *Billonnage*. C'est vraisemblablement sur cette place, appelée depuis, par corruption, de la *Broussonelle*, qu'était situé l'atelier monétaire des Evêques.

(2) On peut remarquer un autre point après le premier N de FVLCRAN.NVS. Ce point se retrouve également sur le denier du Musée Calvet. Il a donc certainement une signification. Nous n'avons pu la déterminer, mais nous inclinons à penser que ce point constitue un différent monétaire.

Il y a, de ce chef, un rapprochement intéressant à établir entre cette seconde variété et la première que nous avons décrite. Celle-ci porte, dans le champ du droit, les sigles SCS, dont l'interprétation ne saurait soulever aucun doute. Ils constituent l'abréviation du mot *Sanctus*, et cette épithète ne peut se rapporter qu'à *Fulcrannus*, dont le nom se lit en légende circulaire. Nous retrouvons le même qualificatif sur le second denier décrit, et ce fait a pour conséquence d'infirmer le classement chronologique qu'on avait essayé d'établir entre les deux variétés.

Sans s'arrêter à l'opinion de Tobiesen Duby, qui semble faire remonter l'unique denier connu de lui à l'épiscopat de saint Fulcran, c'est-à-dire à la seconde moitié du X^e siècle, on peut constater que tous les auteurs qui se sont occupés de la numismatique lodevoise ont émis l'opinion que notre deuxième variété avait été frappée antérieurement à la première, en se basant uniquement sur ce fait que Fulcran n'y était pas qualifié de *saint*.

M. Lelewell a fait remarquer, à cet égard, que l'absence de la qualification de *saint* ne suffirait pas pour faire remonter à une époque reculée une pièce sur laquelle est gravée une tête d'évêque mitrée, puisque la mitre ne paraît, pour la première fois, que vers 1060, et encore d'une manière provisoire, et que l'usage de la faire figurer sur les monnaies épiscopales ne s'établit universellement qu'un siècle plus tard, vers 1150 (1).

Cependant M. Chaudruc de Crazannes, après avoir reconnu que ce n'était point chose insolite, sur les monnaies du moyen âge, de trouver un nom de saint non accompagné du

(1) Lelewell, *Numismatique du moyen âge*, t. I, p. 190.

mot *sanctus*, n'a pas hésité à émettre l'opinion suivante : les deniers lodevois qui ne portent pas, dans le champ, les sigles SCS seraient antérieurs à la béatification de l'évêque Fulcran, qui eut lieu après l'invention de son corps, c'est-à-dire, suivant l'opinion la plus accréditée, cent ans environ après son décès. Le denier de la trouvaille de Rohegude serait, au contraire, d'une date postérieure à ce fait (1). Cette explication aurait pour conséquence d'attribuer les deniers lodevois à la tête mitrée à la fin du XI^e ou au commencement du XII^e siècle.

Ce classement chronologique, généralement adopté, soulève, à bien des égards, de sérieuses critiques. Nous avons prouvé qu'il n'avait aucune valeur, puisqu'une lecture correcte des légendes révèle que l'une et l'autre variété de deniers lodevois donnent à Fulcran la qualification de saint.

Nous ne possédons aucun indice sérieux permettant d'établir quelle variété a été émise antérieurement à l'autre ; mais si on compare avec soin les types, les légendes et la forme des caractères employés, on arrive facilement à cette conviction que les deux variétés ont été frappées à très peu d'intervalle l'une de l'autre, et vers la fin du XII^e siècle, c'est-à-dire à l'époque même où les chartes nous montrent un atelier monétaire fonctionnant à Lodève.

Sur la foi d'un dessin de Claude Gros de Boze, plusieurs numismatistes ont publié une autre variété de denier lodevois qui porterait, au droit, une croix légèrement pattée avec la légende : ✠ FVLCRANNVS, et au revers, un buste mitré, à mi-corps, de face, avec la légende : EPS.

(1) Voir *Revue numismatique*, 1844, p. 438.

LODOVENS (1). Cette variété n'ayant jamais été retrouvée, tout nous autorise à croire que la figure donnée par Gros de Boze est la reproduction très inexacte de notre variété à la tête mitrée.

Il convient encore de signaler une assertion de Poey d'Avant, reproduite par J.-F. Chalande. Ces auteurs avancent que le type des espèces de Lodève fut d'abord une tête mitrée de face et que, plus tard, cette tête fut mise de profil. Cette dernière allégation, à l'appui de laquelle il n'est produit aucune autorité, est certainement erronée.

Pour en terminer avec les erreurs relatives au monnayage lodevois, nous rappellerons que MM. Rollin et Feuardent ont attribué à Jean I^{er}, évêque de Lodève de 1322 à 1324 (2), un florin d'or, dont voici la description :

Au droit, ✠ FLORI ELTEV, et dans le champ, un grand lis. Au revers, S. IOHANNES. B., et dans le champ, saint Jean-Baptiste debout, de face ; à gauche, un casque (différent monétaire) (3).

Afin de justifier leur opinion, les numismatistes que nous venons de nommer n'ont pas hésité à diviser arbitrairement la légende du droit de ce florin, de la manière suivante : FLOR. I. E. LTEV, ce qui les autorisait à lire : FLORinus Iohannis Episcopi LuTEVensis.

(1) Voir Tobiesen Duby, t. I, pl. 14 ; Poey d'Avant, n° 3859.

(2) Jean I^{er} de la Tixerenderie eut un rôle très effacé comme évêque de Lodève. Il n'est même pas certain que, durant son court épiscopat, il soit venu dans cette ville, car dans tous les actes il agit par procureur et, en 1323, il n'assiste pas au concile qui se tint à Lodève contre les béguins.

(3) Rollin et Feuardent, *Catalogue d'une collection de monnaies seigneuriales* (Paris, 1865), p. 45, n° 440 bis. — Ce florin, acquis par M. le professeur C. Cavalier, est aujourd'hui conservé dans le médaillier que ce distingué collectionneur a légué à la Bibliothèque de la Ville de Montpellier (n° 1388 du Catalogue).

De sérieuses raisons s'opposent à l'attribution de MM. Rollin et Feuardent. En premier lieu, le silence de l'ordonnance de 1315 au sujet des monnaies lodevoises, silence qui indique que, dès cette époque, les Évêques de Lodève avaient perdu le *jus monetæ* ; en second lieu, cette considération que la monnaie d'or n'a jamais été frappée que sur les terres d'Empire et dans les grands fiefs.

Il est aujourd'hui admis que le florin en question a été frappé à Eltville (actuellement dans la province de Hesse-Nassau) par Conon de Falkenstein, administrateur de l'Archevêché de Mayence (1346-1354) (1).

Le monnayage lodevois ne peut donc compter à son actif que les deux deniers de billon ci-dessus décrits.

En résumé, des quelques documents que nous possédons sur les monnaies des Évêques de Lodève, on peut, semble-t-il, conclure que ces prélats obtinrent des rois de France le privilège recherché de frapper monnaie dans le courant et probablement vers la fin du XII^e siècle, mais qu'ils n'usèrent jamais de ce droit que dans une faible mesure et uniquement, peut-être, pour affirmer, par un ou plusieurs actes de monnayage, qu'ils entendaient jouir de la précieuse prérogative qui leur avait été concédée. La petite quantité de monnaie émise dans ces conditions eut une circulation restreinte quant à sa durée, et ne se répandit jamais hors du diocèse de Lodève.

Le droit de *juridiction* fut un des premiers revendiqués

(1) Voir H. Helbig, *Deux florins d'or anonymes de Mayence* (*Revue belge de numismatique*, 1877, p. 444) ; — E. Caron, *Monnaies féodales françaises*, p. 207 ; — Emile Bonnet, *Catalogue des monnaies, médailles, jetons et sceaux légués par le Dr C. Cavalier à la Bibliothèque de la Ville de Montpellier*, p. 100 ; — R. Serrure, *Le Florin d'or de Florence et ses imitations* (*Bulletin de numismatique*, vol. V, 1898, p. 20).

par les Évêques. Aux temps de la violence féodale, il leur avait certainement assuré avec le plus d'efficacité l'appui de la population. On voit, dès 844, Charles le Chauve l'accorder à Tatila (1), et depuis, à chaque diplôme royal, la concession est renouvelée et confirmée (2).

Même le droit est si bien établi, et probablement l'exercice en est si modéré que les citoyens, en réclamant l'établissement de la Commune, ne revendiquent pas la juridiction consulaire. Ils se contentent de demander des garanties et l'observation des anciennes coutumes, récemment violées soit par Guillem de Cazouls, soit par Raymond Belin. De l'accueil fait par Gui Foulques à certaines de leurs demandes, on peut conclure qu'elles exprimaient, en effet, la tradition locale (3). Cependant, au fur et à mesure des besoins, des difficultés, le commentaire se développe, l'usage se constate, la loi se définit. Non seulement la Charte de 1262, mais en 1293-1294 une nouvelle sentence arbitrale (4) fixent la procédure, et c'est à l'aide de ces documents que nous allons l'exposer.

L'Évêque de Lodève exerçait le droit de haute, moyenne et basse justice par sa Cour temporelle, à laquelle était adjointe celle de la Malepague.

Le personnel de la Cour devint, avec le temps, assez considérable. Il comprenait le Vicaire ou Viguiier, un juge, un lieutenant de juge, un procureur juridictionnel, un greffier, un préposé aux sequestres, enfin des sergents et des

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. IV, p. 2.

(2) *Ibid.*, doc. XIX, p. 23 ; XXII, p. 25 ; XXIX, p. 30 ; XXXVIII, p. 34.

(3) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51.

(4) *Ibid.*, doc. LXVII, p. 75.

geôliers (1). La Cour connaissait des affaires criminelles et civiles. La liberté des appels était garantie. Ces appels venaient au Viguiier royal, puis au Sénéchal, enfin au Parlement. L'Évêque discuta longtemps avec les officiers royaux pour les premiers appels (2) ; comme il ne les mentionne point dans le dénombrement de 1540, il est à croire qu'il n'obtint pas gain de cause. Les magistrats devaient jurer en public, de préférence à quelque fête solennelle, surtout à la procession des Rameaux, où il y avait grand concours de peuple, d'administrer la justice, selon les coutumes et privilèges de la ville dans les cas particuliers qu'ils prévoient, et dans les autres de suivre le droit et l'usage général.

Voici quelles étaient ces coutumes et libertés (3), classées selon ce qu'elles protègent.

La personne. — Tout citoyen justiciable de l'Évêque ou de sa cour ne peut être arrêté violemment ni détenu, s'il se montre disposé à répondre en justice.

Les droits. — Tout étranger qui a offensé dans sa personne un citoyen de Lodève ne peut entrer dans la ville, avec un sauf-conduit de l'Évêque ou de ses officiers, sans le consentement préalable du citoyen lésé, ou sans caution suffisante de répondre en justice. — Tout étranger trouvé à Lodève, même si le contrat n'y a pas été conclu ou le délit commis, est tenu d'y répondre à la citation du citoyen.

La propriété. — Tout citoyen ou même tout étranger qui achète une maison relevant de l'Évêque a droit, dans le délai légal, à être fixé quant au lods ou à la prélation que celui-ci veut en faire. — Tout propriétaire a droit, en cas de

(1) Dénombrement de 1540 (Plantavit, *Chronologia*, p. 362).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXX, p. 107.

(3) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51.

non payement par le locataire de sa maison, de fermer la porte et de garder les meubles, si ces derniers appartiennent bien au débiteur. Pourtant ce droit ne s'exerce qu'envers les individus originaires de lieux où pareille coutume est observée. — Tout acquéreur d'une chose volée n'est pas tenu de la rendre à son propriétaire, pourvu que sa bonne foi soit prouvée, et pour cela il suffit de son serment, à moins que l'ancien possesseur ne lui rembourse le prix et les frais. — Tout propriétaire peut avoir ses mesures pour peser et vendre ses choses propres.

Les biens. — Tout citoyen est affranchi des impôts arbitraires dits tolte, quête, emprunt forcé ou logement. Seuls les hôteliers sont obligés de recevoir dans leurs auberges publiques, mais en sont dédommagés. — Tout habitant, pourvu qu'il soit propriétaire, est affranchi des leudes et péages du fleuve dans la terre épiscopale, excepté à l'égard de ceux que l'Évêque exige même des officiers ou gens de sa maison. — L'habitant qui achète d'un étranger ne paye aucun droit, l'étranger l'acquittant tout entier. — L'habitant, propriétaire ou non, ne paye rien pour ce qu'il vend au marché ni à la foire, sur la grève de Soulondres ou ailleurs, si ce n'est le droit d'étalage à la foire de Saint-Geniez. — L'habitant participe au droit de coupe ou mesurage des grains dans l'étendue que nous indiquerons. — Primitivement, la liberté des poids et mesures au-dessous du setier et de l'hémine, du quintal et du demi-quintal était absolue; mais l'unification fut réalisée au moyen d'une commission de prud'hommes ordonnée par Gui Foulques. Néanmoins, l'habitant put conserver les anciennes petites mesures pour son usage particulier, non les employer pour la vente, sous

peine, à la première infraction, de voir la fausse mesure brisée, le faux poids saisi ; à la deuxième, d'être frappé d'une amende variant de vingt à cinquante sols ; à la troisième, d'être déféré à la Cour, pour qu'elle inflige une condamnation pécuniaire.

La justice épiscopale est aussi modérée que possible dans la taxation des frais.

Tout d'abord l'arbitrage est toujours permis, et l'Évêque, le premier, en donne de fréquents exemples. Il est même si bien passé dans les mœurs que tous les différends de quelque importance sont réglés de cette manière : charte communale de 1262, charte additionnelle de 1293-1294, entre l'Évêque et les citoyens, transaction de 1276 pour les dîmes entre le Chapitre et la Ville, accord de 1301 entre les habitants, etc. (1).

Les décrets, tutelles et curatelles sont entièrement gratuits, s'il n'y a pas d'opposition ; modérés, s'il y en a ; à la charge de l'opposant, s'il est de mauvaise foi.

La citation est gratuite également, car il doit toujours y avoir à la Cour trois ou plusieurs verges, avec lesquelles le citoyen ou son procureur peut remplir lui-même la formalité de la citation. S'il n'y avait pas de verges, la citation serait faite gratuitement par les sergents, car les frais retomberaient sur ceux qui n'auraient pas rapporté les verges en temps utile. Les sergents ne reçoivent jamais qu'un denier de la partie qui fait citer, et un autre pour l'exécution, même à l'égard de plusieurs saisis, pourvu qu'ils habitent la même maison.

Le précon ou crieur public, dont la nomination appar-

(1) Voir à ces dates notre *Cartulaire de la ville de Lodève*.

tient aussi à l'Évêque (1), est taxé de la manière suivante : un denier, s'il publie dans la ville pour le compte d'un habitant de la ville, deux quand il le fait dans le faubourg ; et réciproquement. Les gages saisis sont déposés, aux moindres frais possibles, chez les plus proches voisins, jusqu'à ce qu'il soit statué par la Cour sur leur libération ou leur vente.

A la Cour temporelle, qui connaissait des causes civiles et criminelles, était adjointe la juridiction commerciale dite *Malepague*, c'est-à-dire mauvaise paye, parce que les parties qui s'y soumettaient acceptaient d'avance, en cas de non-exécution, les rigueurs de la contrainte par corps. Nous ne saurions dire à quelle époque précise elle commença d'exister. Au procès qui s'éleva à son sujet entre l'Évêque et les officiers du Roi, il fut produit une sentence de la Cour de 1306 ordonnant l'incarcération d'un certain Hugues Traversier jusqu'au paiement d'une dette de soixante-dix sols, contractée sous les rigueurs de la Malepague (2). Or, la Cour du Viguier de Béziers possédait aussi, déjà de temps immémorial en 1254, un lieu ou salle toujours prêt à recevoir les prisonniers pour dettes. Cette prison de la Cour royale de Béziers ou Sceau-Mage était dite Malepague (3). L'existence ou la création de celle de l'Évêque de Lodève, à cause du commerce des grains et des draps, était pour lui enlever beaucoup d'affaires. Le Sénéchal ouvrit donc une enquête sur la possession de la Malepague de

(1) Institution d'Hugues de Carenac par l'évêque Itier en 1300 et sa confirmation le 8 juin 1302 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIX, p. 100).

(2) *Ibid.*, doc. LXXIII, p. 104.

(3) L. Noguier, *Recherches sur les anciennes juridictions de la ville de Béziers*, dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Béziers*, 2^e série, t. X, p. 319.

Lodève ; mais elle traînait en longueur. En 1324, Charles le Bel l'activa par un ordre envoyé au Sénéchal (1). A ce moment même, Bernard Gui montait sur le siège épiscopal de Lodève ; son initiative puissante fit changer les choses de face. La sentence défavorable qui avait été rendue par le Juge de Carcassonne, à la requête du Procureur du Roi, fut ajournée comme exécution sur un mandement exprès du même Charles le Bel (2). Pendant ce temps, l'Évêque faisait appel devant le Parlement, qui, en 1325, lui donna gain de cause. Il fut remis en possession de la Malepague, afin d'y détenir tous ceux qui, s'étant soumis à cette juridiction, avaient manqué à leurs engagements, et d'y incarcérer même ceux qui s'étaient obligés au Sceau-Mage de Béziers, jusqu'à ce qu'on puisse les conduire en sûreté à la Malepague de cette dernière ville. De ce principe le Parlement fit application à Imbert de Combe, tiré de la Malepague de Lodève par les officiers royaux, ce qui avait donné lieu à la procédure. Il autorisa l'Évêque à faire incarcérer le délinquant, s'il vivait encore, ou, s'il était mort, à figurer l'opération avec son effigie (3).

Viennent ensuite les droits pécuniaires. Ils sont bien loin d'être excessifs comme sous des seigneurs laïques. Nous avons déjà vu que les citoyens sont affranchis des impôts arbitraires, tels que la tolte (4), la quête (5), l'emprunt forcé (6) ou le logement, cela du moins quant au

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXXIII, p. 108.

(2) *Ibid.*, doc. LXXXV, p. 109.

(3) *Ibid.*, doc. LXXXVI, p. 109.

(4) « *Exactio quæ per vim fit, contra jus tollitur* », dit le Glossaire de Ducange.

(5) Exaction analogue à la précédente.

(6) L'emprunt forcé portait le nom de manleu (*manu levatum*). Nous en

seigneur. Par le fait même de la qualité ecclésiastique de celui-ci, ils bénéficiaient de certaines aides féodales perçues quand le seigneur marie sa fille aînée ou arme son fils aîné chevalier.

Comme partout, la *censive* et le *lods* sont acquis à l'Évêque-seigneur. Tous deux se rapportent à la propriété foncière, dont la première frappe les produits, et le second la mutation. Ils étaient perçus par des rentiers. Les citoyens avaient essayé en 1262 d'obliger l'Évêque au lods ; ils ne réussirent qu'à limiter au délai légal la décision sur le lods ou la prélation.

La *leude* atteint la marchandise dans son débit et dans son transit ; aussi se confond-elle très souvent avec le péage. En 1550, les habitants se plaignaient des exactions des fermiers et du manque de lieux déterminés pour payer la leude (1). Il est donc très difficile d'indiquer ceux où primitivement elle fut établie. Cependant on voit qu'à Lodève elle se percevait aux portes de la Ville à l'occasion du marché hebdomadaire (2) et de la foire annuelle (3), pour les ventes dans les boutiques, devant les maisons (4).

Quant au diocèse, fermé au nord, à l'est et à l'ouest par des montagnes, il était assez facile à défendre au point de vue commercial.

A l'endroit où la route du Rouergue y pénétrait, se

verrons un exemple à Lodève le 4 mai 1436, mais au profit du Roi, et l'Évêque lui-même y contribuera (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxvii, p. 164).

(1) Délibération du Conseil de Ville du 23 février 1550.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xli, p. 37.

(3) Archives de Lodève, enquête sur les foires en 1316, et *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xlv, p. 114.

(4) *Ibid.*, doc. xlviii, p. 41, et lviii, p. 51.

trouve une localité du nom très significatif de La Pesade. Serait-ce des péages qu'on y levait que les Comtes de Rodez disputaient la possession aux Évêques (1) ? La chose paraît assez probable. Vers Bédarieux, dans la dépression formée par la vallée du Salagou, affluent de Lergue, on voit, sur la carte de l'ancien Diocèse, un lieu dit la Leude. A l'extrémité du territoire, près de Saint-Jean-de-Fos, sur le fleuve de l'Hérault, Guillem d'Aquitaine avait donné à son monastère de Gellone une leude (2), qui a fourni à l'église Saint-Geniez son nom de Ledos ; mais cette leude n'appartenait point à l'Évêque, elle se trouvait dans la portion affectée par Charlemagne à Gellone lors du partage qu'il avait fait entre ce monastère et l'Évêque de Lodève (3). A l'égard de la leude dite, en 1212, du Bois de la Reine jusqu'au lieu de Bocassertz (4), ce dernier étant Rabieux, et le bois très probablement la forêt de la Marguerite, on voit qu'elle atteignait les produits de la montagne descendus par Les Salses.

Le droit de *coupe* ou de *sestairal* est celui du mesurage des grains. Il était, à Lodève, d'une importance capitale : centre des échanges entre la montagne et la plaine, non seulement cette ville avait une grande foire annuelle, mais un marché hebdomadaire le samedi, et même les autres jours on y vendait dans les boutiques ou devant les portes des maisons. Aussi la franchise de ce commerce ou sa taxe par le droit en question furent-ils l'objet des revendications mutuelles des habitants et de l'Évêque et donnèrent-ils

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XL, p. 37.

(2) *Cartulaire de Gellone*, doc. CLX, p. 144.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. I, p. 1.

(4) *Ibid.*, doc. XLI, p. 37.

lieu à de multiples incidents. Nous en exposerons le point de départ et en résumerons rapidement les phases.

D'une manière incontestée, tout mesurage de grains pour la vente donne lieu à la perception du droit de coupe ; mais, à l'égard du bénéficiaire de ce droit, il faut distinguer. Depuis le vendredi midi jusqu'à la nuit du samedi au dimanche, la taxe est perçue en entier par le seigneur, c'est-à-dire par l'Évêque (1). Cependant, celui-ci ayant, dans le temps, aliéné tout ce revenu en faveur de la famille de Lodève, puis racheté de celle-ci la moitié (2), tous deux en jouissent par égale part. C'est à ce titre qu'en 1298 Guiraud de Lodève intervient dans le choix de la maison du Sestairal (3), et qu'on voit son nom ou celui de ses auteurs et descendants constamment associé à celui de l'Évêque. Cette portion du droit de coupe, à cause du marché qui se tient le samedi, est de beaucoup la plus importante, on le comprend. Quant à l'autre, celle qui se perçoit depuis le dimanche matin jusqu'au vendredi midi, elle donna lieu à des contestations. Guillem de Cazouls distinguait en 1246 ce qui était vendu dans l'intérieur des maisons ou à l'extérieur, devant la porte par les propriétaires ou par les locataires. Sur ces quatre catégories de ventes, il revendiquait l'entier droit de coupe dans le deuxième cas, le partageait avec le vendeur dans le premier et le troisième, et stipulait, pour qu'il en fût de même dans le quatrième, que le locataire devait tenir hôtellerie. Aussi multipliait-il les défenses pour prévenir les fraudes :

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41, et LVIII, p. 51.

(2) *Ibid.*, doc. XLII, p. 38.

(3) *Ibid.*, doc. LXVIII, p. 94.

ne point mesurer dedans ce qui se vend dehors, employer des mesures justes et uniformes (1).

De leur côté, les habitants émirent et justifèrent, en 1262, une prétention beaucoup plus simple. Tout habitant de Lodève, qu'il soit propriétaire ou locataire, qu'il vende à l'intérieur de la maison ou devant la porte, perçoit la moitié du droit de coupe, l'autre moitié demeurant acquise au seigneur de Lodève, c'est-à-dire à l'Évêque et à la maison De Lodève quant à ce. Gui Foulques trancha en ce sens la question pour le courant de l'année. Mais pour la durée de la foire, l'entier droit de coupe fut adjugé au seigneur, malgré la prétention témérairement émise par les citoyens de faire triompher le principe de la franchise, sauf pour le droit de boutique (2).

Ce droit des habitants à bénéficier de la moitié de la coupe dans un grand nombre de cas, vint un moment où ils s'en dessaisirent en faveur de la Communauté, qui acquérait précisément en ce temps (1293) la part de l'Évêque, Gaucelin de La Garde, sous forme d'inféodation perpétuelle et moyennant une redevance annuelle de 60 livres tournois (3). Par là, le système se simplifia un peu, et nous en retrouverons le fonctionnement en étudiant les droits de la Ville. Surtout l'unification des poids et mesures, si longtemps discutée, fut ainsi établie.

Jusqu'alors, en effet, on distinguait celles de l'Évêque, celles du Chapitre et celles des habitants, qui devaient singulièrement varier, tout propriétaire de maison, y faisant ou non sa demeure, ayant droit de tenir quintal, demi-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41.

(2) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51.

(3) *Ibid.*, doc. LXVII, p. 75.

quintal, sestairal et éminal. En vain les Évêques avaient protesté au nom de la justice et au nom de leurs intérêts. Quand la Ville réunit leurs droits à ceux des habitants, en s'entendant avec la maison De Lodève, elle réussit à substituer à ce régime d'arbitraire un contrôle exact sur les transactions relatives aux grains ainsi qu'aux fruits et légumes, car ces derniers rentraient dans la catégorie des choses mesurables et frappées.

Malheureusement, la question n'était pas vidée complètement. L'appauvrissement de la Ville par l'effet de la guerre de Cent Ans rendit trop onéreuse la pension de 60 livres due à l'Évêque. La revendication des arrérages de dix années, que faisait en 1440 Pierre de La Treilhe, parut d'autant plus exorbitante que la dépopulation de la ville, la création d'un marché à Clermont le mercredi, l'accroissement des tailles pour le Roi mettaient sur ce point les finances de la Communauté en déficit absolu et l'obligeaient à dénoncer l'inféodation. L'Évêque ne voulant rien entendre, l'affaire fut portée devant les généraux sur le fait de la justice, premier noyau de la Cour des Aides. Mais les parties eurent la sagesse de transiger avant que l'une ou l'autre succombât. La pension fut réduite de moitié et l'approbation du Pape demandée pour cet abandon des droits acquis de l'Église de Lodève. Les arrérages se liquidèrent à quatre cents moutons d'or. Un arbitrage, confié au Viguiier et au Juge de l'Évêque ainsi qu'à deux citoyens de Lodève, devait régler à l'amiable la répartition des frais et le dommage causé à Pierre de La Treilhe par les injures et offenses de ses sujets. Mais de l'accord on exclut expressément douze personnes qui s'étaient distinguées par la violence de

ne point mesurer dedans ce qui se vend dehors, employer des mesures justes et uniformes (1).

De leur côté, les habitants émirent et justifièrent, en 1262, une prétention beaucoup plus simple. Tout habitant de Lodève, qu'il soit propriétaire ou locataire, qu'il vende à l'intérieur de la maison ou devant la porte, perçoit la moitié du droit de coupe, l'autre moitié demeurant acquise au seigneur de Lodève, c'est-à-dire à l'Évêque et à la maison De Lodève quant à ce. Gui Foulques trancha en ce sens la question pour le courant de l'année. Mais pour la durée de la foire, l'entier droit de coupe fut adjugé au seigneur, malgré la prétention témérairement émise par les citoyens de faire triompher le principe de la franchise, sauf pour le droit de boutique (2).

Ce droit des habitants à bénéficier de la moitié de la coupe dans un grand nombre de cas, vint un moment où ils s'en dessaisirent en faveur de la Communauté, qui acquérait précisément en ce temps (1293) la part de l'Évêque, Gaucelin de La Garde, sous forme d'inféodation perpétuelle et moyennant une redevance annuelle de 60 livres tournois (3). Par là, le système se simplifia un peu, et nous en retrouverons le fonctionnement en étudiant les droits de la Ville. Surtout l'unification des poids et mesures, si longtemps discutée, fut ainsi établie.

Jusqu'alors, en effet, on distinguait celles de l'Évêque, celles du Chapitre et celles des habitants, qui devaient singulièrement varier, tout propriétaire de maison, y faisant ou non sa demeure, ayant droit de tenir quintal, demi-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41.

(2) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51.

(3) *Ibid.*, doc. LXVII, p. 75.

leurs paroles ou la portée de leurs actes. C'étaient d'abord le Viguier de Gignac, détail très significatif, car il décèle l'action constante des officiers royaux entre l'Évêque et les habitants ; ensuite un gradué en droit de Lodève, Bernard Gaulès, et deux notaires, Jean Teisserenc et Pierre Pinet, ainsi qu'un sergent, Jean de Digne ; les autres n'ont pas de désignation (1).

D'ailleurs, la réduction ne paraît pas avoir été autorisée par le Pape, car il est toujours question de 60 livres de pension dans l'acte par lequel la Ville dénonça, le 5 juillet 1454, à son évêque, le cardinal d'Estouteville, l'inféodation faite en 1293. La part des habitants et celle du prélat, année commune, ne valaient pas, réunies, plus de sept à huit livres. Aussi la Communauté, se désistant de toute possession, remit-elle les mesures du sel, du blé et des autres marchandises : hémines, coupes, tierces et demi-tierces aux représentants de l'Évêque, entre les mains desquels les gouverneurs du Sestairal résignèrent leurs fonctions (2).

Pas plus que le précédent, cet acte ne nous paraît avoir eu d'effet. Les arrérages recommencèrent à s'accumuler, ce qui prouve que la Ville continuait de jouir du droit de coupe. Un nouvel évêque, Jean de Corguilleray, voulut régler la situation. Il rassembla son Chapitre, aussi intéressé désormais que lui dans la question, puisqu'il venait d'acquérir, six ans auparavant, la part de la famille De Lodève (3) ; il lui exposa le peu de valeur du droit de coupe joui par la Ville et du droit de ban joui par l'Évêque ; et

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXXII, p. 177.

(2) *Ibid.*, doc. CXL, p. 196.

(3) *Ibid.*, doc. CXXXVII, p. 193, et CXLIII, p. 200.

conclut en lui demandant d'approuver, au nom de l'Eglise de Lodève, la nouvelle inféodation qu'il comptait faire à la Communauté de l'un et l'autre droits, moyennant une pension annuelle de dix-huit livres. Sa proposition fut agréée et l'accord passé sur ces bases le 24 octobre 1463 (1). Mais en 1485 tout fut remis en cause devant le Viguier royal, le Sénéchal et enfin le Parlement de Toulouse (2). Le procès y traînait encore deux ans après (3), et les difficultés se renouvelèrent en 1538 sous l'épiscopat de Lelio Cerchi. Celui-ci paraît avoir repris le droit de coupe, puisqu'il l'affirma peu après (4) et le compta dans le dénombrement de 1540, lequel précéda de peu les guerres de religion destinées à bouleverser si profondément l'état des choses dans le Lodevois.

L'historique du droit de coupe ainsi tracé, il est intéressant d'établir dans quelle proportion il était perçu. L'unité de mesure à Lodève était le setier, dit sestairal dans l'idiome local ; il donnait son nom au droit lui-même et à l'immeuble siège de sa perception. Son multiple constant était la salmée, saumada en langage vulgaire, c'est-à-dire charge d'ânesse. Mais, selon qu'il était employé à évaluer tel ou tel produit, son sous-multiple variait. Le froment, le sel et les légumes secs se mesuraient au ras, et le setier contenait alors 26 coupes. L'avoine et les fruits : châtaignes, glands, noix, amandes, pommes, poires, nèfles, cerises, prunes, coings, grenades, raves et tous autres, portés à salmées à la halle ou au marché, se mesuraient à vase

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CL, p. 208.

(2) *Ibid.*, doc. CLIV, p. 217.

(3) Archives du Parlement de Toulouse, reg. B, 7, f^{os} 77 v^o et 250 v^o.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CCXLVIII, p. 386.

débordant, et le setier contenait dans ce cas, 16 hémènes. Or, sur tous ces produits, il était perçu par salmée une coupe ou la vingt-sixième partie. Si, dans la salmée non pleine, le produit dépassait une hémène, il payait la coupe entière ; sinon, demi-coupe. Ceci quand le mesurage avait lieu sur place ; lorsqu'au contraire, la marchandise était portée au bureau du Sestairal, on y prélevait le même droit d'une coupe, mais sur le setier, mesure deux fois moindre, par conséquent la taxe était double. Pour l'écorce, il y avait une mesure spéciale, sans doute plus grande, sur laquelle on prenait deux coupes. Pour le sel, chaque salmée payait une tercière ; d'une seule hémène il n'était rien perçu, à moins que le supplément n'atteignît ou ne dépassât une tercière, auquel cas ladite tercière était acquise au seigneur (1).

Au droit de coupe ou de mesurage se rattache celui de *quintal* ou de *poids*, ainsi dénommé de son unité. Elle pesait à Lodève 100 livres pour tous les objets et 112 pour le plomb. Sur chaque quintal, quelle que fût la valeur de la chose pesée, le droit était d'un denier (2). Le 10 mars 1439, le procureur de l'Évêque affermais le poids public ou courratage pour 2 livres 6 sols 8 deniers tournois (3).

Le *fournage* se divisait également entre l'Évêque et le Chapitre, sans doute en vertu de quelque donation du premier, analogue à celle de saint Fulcran pour le tonlieu de la boucherie (4). L'Évêque exerçait son droit par le

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41 ; LVIII, p. 51, et LXVII, p. 75.

(2) *Ibid.*, doc. XLIX, p. 43.

(3) *Ibid.*, doc. CXXX, p. 176.

(4) *Ibid.*, doc. VII, p. 4.

four Saint-Pierre, répondant à la ville neuve ; le Chapitre, par le four de la Bossanella, répondant à la Cité (1). Le droit de fournage donna lieu à des contestations fort sérieuses, soumises en 1260 à l'arbitrage de Gui Foulques. Celui-ci maintint la prétention de l'Évêque d'obliger les habitants à cuire leur pain à son four (2), et c'est probablement aux besoins croissants de la population que fut dû l'établissement d'un troisième four, dit mejan, ce qui indique qu'il était de compte à demi entre l'Évêque et le Chapitre. Mais ce fut seulement au bout de longues années et d'efforts réitérés que les habitants obtinrent la faculté de cuire librement. Peut-être la durent-ils aux épidémies, pendant lesquelles on établissait des fours suburbains (3), ce qui a pu faire tomber en désuétude la coutume. La revendication de ses droits par l'évêque Guillaume Briçonnet amena un procès devant le Sénéchal, porté en appel au Parlement de Toulouse. La première juridiction avait donné raison aux habitants ; l'arrêt du Parlement du 2 juin 1497 les maintint en jouissance de la chose contentieuse, et renvoya les parties à se pourvoir sur le fond devant le Sénéchal (4).

Après cet incident, dont la solution ne nous est pas connue et pouvait singulièrement modifier la valeur du fermage,

(1) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

(3) On en a un exemple dans les autorisations données, le 9 janvier 1461 ('n. st.), de concert par l'Évêque et le Chapitre à divers particuliers, qui avaient construit des fours dans un verger près le Portalet, au moulin de la Laura, dans une vigne à la Roche Percée, dans une vigne à Grézac. Les bénéficiaires de l'autorisation durent déclarer l'un après l'autre « *animum suum quod nullo modo se intendit illo furno juvare, nisi tempore pestis pro tempore in villa Lodove vigentis* » (Minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLVI, p. 218.

on voit celui du four Saint-Pierre fixé à 62 livres tournois (1) et celui du four de la Bossanella à 21 (2).

Il y avait fort longtemps que l'Évêque possédait le *tonlieu* de la boucherie ou droit sur les animaux abattus pour la consommation. Bernard Gui croit pouvoir en attribuer la donation à Charles le Chauve en faveur de saint Georges (3). Dès le 6 juillet 884, Adrien III la confirmait à l'évêque Macaire comme ayant été donnée à son siège par Charlemagne (4). Saint Fulcran en accorda la moitié à son Chapitre (5), ce qui, en associant ce dernier à l'exercice du droit, nous permet d'indiquer les détails de la perception. La race ovine payait deux oboles par tête ; sur la race bovine étaient prélevés la langue, les pieds et la poitrine ; sur la race porcine, la queue et les organes voisins (6).

Le droit de *ban*, c'est-à-dire de prohibition, était celui que percevait le seigneur sous forme d'amendes pour les infractions aux règlements sur la protection des récoltes, du gibier et du poisson. Chaque année, au moment opportun, les bans étaient rédigés par la Cour, de concert avec un Conseil de notables, et proclamés solennellement.

La chartre de 1262 reconnut exclusivement ce droit à l'Évêque (7) ; mais il finit par l'inféoder avec celui de

(1) Bail du 6 juin 1500 (Minutes de G. Védrines, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Bail du 15 mai 1522 (Minutes de Bernard Bardin, notaire à Lodève, étude Granier).

(3) *Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. v, p. 3.

(5) *Ibid.*, doc. vii, p. 4.

(6) *Ibid.*, doc. L, p. 45. — Bail du 21 avril 1681, reg. des baux et fermes de l'Évêché, conservé dans l'étude Martin à Lodève.

(7) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51, et cxxv, p. 161.

coupe à la Ville le 24 octobre 1463 (1). Comme l'acte ne fut pas validé après Jean de Corguilleray, l'Évêque en reprit l'exercice (2). Le 3 janvier 1566, il fut acquis définitivement par la Communauté (3), qui fit aussitôt de nouveaux règlements (4). Aussi étudierons-nous un peu plus loin le fonctionnement de ce service.

Du droit d'*aubaine* sur les découvertes, nous n'avons trouvé qu'une application. Elle montre que la question n'avait pas été prévue. En juillet 1471, Guillem Pertrach, boucher de Lodève, trouva une certaine somme d'argent au tènement de Rivaudrac. L'Évêque en revendiqua la moitié et même davantage. Pour mettre fin au différend, les parties s'en rapportèrent à Jacques Fourès, boucher, dont la décision n'est pas rapportée. On voit bien que Pertrach compta douze écus en monnaie blanche au procureur de l'Évêque (5) ; mais, ne connaissant pas la valeur du trésor découvert, nous ne saurions établir de proportion.

LA VILLE

Vaincus pour toujours, semblait-il, en 1262 quant à la reconnaissance officielle de la Commune de Lodève, les habitants n'avaient point abandonné la lutte ; et, s'ils échouèrent encore au commencement du XIV^e siècle lorsque, soutenus par les officiers du Roi, ils revendiquèrent une fois de plus la totalité des droits municipaux (6), néanmoins

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc CL, p. 208.

(2) *Ibid.*, doc. CCXLVIII, p. 386.

(3) *Ibid.*, doc. CLXXXV, p. 257.

(4) *Ibid.*, doc. CLXXXVII, p. 259.

(5) Actes des 15 juillet, 14, 20, 27 août et 22 septembre 1471 (Minutes de Pierre Bardin, notaire à Lodève, étude Granier).

(6) Voir p. 70.

ils parvinrent graduellement à faire disparaître les plus importantes prohibitions de Gui Foulques sur les Consuls, le Conseil de Ville et la Maison commune. Mais, précisément parce qu'il leur fallut conquérir une à une ces libertés, et que l'usage n'en fut réglé qu'après expérience, la paix intérieure en souffrit, et aux difficultés de la lutte contre les Évêques-seigneurs se joignirent les divisions entre citoyens.

A considérer leurs fonctions telles que la charte de 1262 les définissait, les *Sigilliers* sont aussi démunis que possible de toute initiative, car leur rôle se réduit à garder un sceau qui ne doit servir à aucun acte sérieux : même pour les lettres de simple courtoisie, l'assentiment de trente notables est exigé à l'égard de son emploi ; dès que l'acte oblige la Communauté, il y faut le consentement général ; s'il porte atteinte aux droits de l'Évêque ou aux intérêts de la Ville, il devient nul de plein droit (1).

Et cependant les *Sigilliers* ont en eux-mêmes une force morale incontestable ; ils sont les élus du peuple, de tout le peuple, qui marche derrière eux : surtout ils bénéficient d'une confusion d'emplois et de termes que nous devons expliquer bien vite. La requête des habitants à Gui Foulques stipulait expressément la création de consuls et celle de syndics : les premiers avec charge d'administrer les affaires courantes de la Communauté ; les seconds avec pouvoirs généraux pour la représenter en justice. L'archevêque de Narbonne fit à l'égard des Consuls une prohibition formelle, et institua seulement trois gardes du sceau ou *Sigilliers*. Mais il autorisa, en la soumettant au contrôle

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

de l'Évêque, la création de syndics temporaires et spéciaux, également au nombre de trois. Les uns et les autres devaient être nommés au suffrage universel, sans que néanmoins l'arbitre, comptant peut-être avec une coutume établie, réglât le mode de cette élection. Quelques années après, en 1271, Guillaume de Cohardon, sénéchal de Carcassonne, choisi pour apaiser un différend analogue entre le seigneur de Clermont et ses hommes, appelait, du propre aveu de l'Évêque de Lodève, Raymond de Rocozels, toutes les localités de la Viguerie de Béziers à jouir du même régime quant aux syndics (1). On comprend qu'à Lodève, comme en d'autres lieux sans doute, les habitants n'aient pas manqué d'user de la faculté. Précisément, en cette fin du XIII^e siècle, des affaires graves survinrent pour donner lieu à son exercice : différend entre le Chapitre et la Ville sur les dîmes en 1276, réglementation sur la fabrique des draps en 1288, réclamations des habitants au sujet du droit de coupe et transaction avec l'Évêque sur ce fait, sur les tailles et sur la citation devant la Cour, accord avec Guiraud de Lodève sur le droit de coupe et choix d'une maison pour le Sestairal (2). Les syndics élus à ces diverses occasions reçurent évidemment des pouvoirs étendus. Avec la durée des procès leur mandat se prolongeait. Ils en arrivèrent donc à émettre la prétention de l'exercer à vie ; et deux au moins d'entre eux, s'ils étaient trois, Guillem Colomby et Bernard Violette, commirent force malversations. Dénués d'autorité,

(1) Nous devons la très obligeante communication de ce statut à M. l'abbé Léon Cassan, archiviste diocésain, qui se propose de le publier dans un travail en préparation sur les municipalités dans la viguerie de Gignac. Nous lui en adressons tous nos remerciements.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXII, p. 70 ; LXIV, p. 73 ; LXVII, p. 75, et LXVIII, p. 94.

les Sigilliers ne pouvaient faire grand'chose pour remédier au mal. Cependant le rédacteur de l'Inventaire de 1591, qui, employant le langage de son temps, les appelle des Consuls, les montre convoquant le peuple pour adhérer à l'arbitrage qu'acceptèrent, après bien des troubles et des procès, les deux partis.

Cet arbitrage fut confié à Gui de Chevrier, sénéchal de Carcassonne, à son lieutenant et au seigneur de Saint-Privat, desquels la sentence régla le mode de nomination des syndics et des officiers de la Ville. Afin de prévenir les coteries et d'assurer la représentation de toutes les classes de la population, celle-ci fut divisée en trois catégories, dont chacune nomma son syndic. La première, dite des *grands*, comprenait les avocats, les nobles, les notaires et autres gens de lettres, les bourgeois, les marchands drapiers, les pareurs et les teinturiers. La deuxième, celle des *moyens*, les gens d'état : bouchers, cordonniers, maçons, tailleurs, mangoniers ou revendeurs, bâtiers, hôteliers, maréchaux, merciers, tanneurs et tisserands ; la troisième, qui rassemblait tous les agriculteurs, était dite des *petits*. Les syndics furent annuels, chose très remarquable parce qu'elle rendait l'institution permanente ; ils reçurent le droit de contrôle sur les officiers de la Ville et celui de répartition des tailles, prérogatives toutes consulaires (1).

C'était un coup de profonde politique accompli là par le Sénéchal : perfidement à l'égard de l'Évêque, alors frère Itier, franciscain de Bordeaux, éloigné de son siège, il acheminait Lodève vers la Commune et bien probablement, par ce moyen, vers la réunion directe à la Couronne. Le repré-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXI, p. 101.

sentant du Roi se croyait déjà si assuré de l'influence dans la ville qu'il s'opposa à un changement de date de la foire sous l'épiscopat suivant, celui de Déodat de Boussagues. Mais ici les intérêts de la population devaient se confondre avec ceux de l'Évêque, car le syndic de l'une, Bernard Auriol, et le procureur de l'autre, Raymond Azémar, s'unirent pour appeler de l'interdiction faite par le Sénéchal à tous les habitants sous sa juridiction de se rendre à la foire transférée en mai (1). Sous Guillem de Mandagot, nouvel évêque en 1312, la lutte reprit. De sigilliers il n'est plus question ; l'Évêque dénie aux citoyens le droit de créer des syndics, procureurs, acteurs, consuls ou recteurs, et il ajoute qu'ils sont déchus à jamais du pouvoir de nommer ces consuls (2). Or, celui d'élire des syndics temporaires et spéciaux leur ayant été formellement reconnu en 1262, Guillem de Mandagot ne pouvait s'exprimer comme nous venons de le rapporter que s'il identifiait tous les termes énumérés afin de désigner la même magistrature. Grâce donc aux circonstances et à l'aide de cette confusion, très probablement voulue, l'institution du Consulat reparaissait.

Elle fut énergiquement combattue par les évêques Guillem de Mandagot, Jacques de Concoz, Jean de la Tixerenderie et Bernard Gui, que soutenait le parti aristocratique, dirigé par Arnaud de La Tour et Déodat Desfontès. Les syndics poursuivaient avec non moins de persévérance devant le Sénéchal la reconnaissance officielle du Consulat (3) ; mais, quel que fût le secret désir de la royauté à cet égard, elle avait accordé trop formellement aux Évêques

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. Lxv et Lxvi, p. 105.

(2) *Ibid.*, doc. Lxxvii, p. 106.

(3) *Ibid.*, doc. Lxxix et LxxxI, p. 107.

le droit de régale et la sauvegarde pour ne point obtempérer à leurs réclamations présentes. Après avoir soumis ce grave dissentiment à la décision amiable de l'évêque de Laon en 1321 (1), le Souverain fut obligé de reconnaître les droits de celui de Lodève (2), et l'on revint au régime établi par la charte de 1262 : création occasionnelle des syndics, élection annuelle des Sigilliers.

La création des *Syndics* était réglée par la sentence arbitrale de Gui Foulques en 1262, par le statut de Guillaume de Cohardon en 1271, qui est précisément invoqué dans le procès-verbal d'après lequel nous allons en exposer la manière (3), enfin par l'arbitrage de Gui de Chevrier en 1301. C'était aussitôt après la division de la Viguerie de Béziers et le rattachement à celle de Gignac du diocèse de Lodève. Le 22 juin 1347, huit citoyens de Lodève se présentèrent au Palais épiscopal devant Hugues de Nesle, viguier de l'Évêque, Bertrand Dumas, et lui exposèrent que l'université avait besoin de syndics pour se présenter devant les Commissaires du Roi, qui avaient ordonné cette comparution de deux notables, et là protester contre tout impôt à l'occasion de la division. En conséquence, ils demandaient que le Viguiier fît convoquer la population en assemblée générale. Déférant à ce juste désir, Hugues de Nesle ordonna à un sergent de la Cour de faire annoncer par le précon public que tout citoyen eût à se rendre, dès le lever du soleil, le lendemain, au Palais épiscopal pour y participer à l'élection.

De ceux qui répondirent à l'appel, soixante-treize sont

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXX, p. 107.

(2) *Ibid.*, doc. LXXXIV, p. 108.

(3) *Ibid.*, doc. CI, p. 119.

dénommés. En d'autres occasions, soit que la population fût jadis plus considérable, soit que la cause fût d'intérêt supérieur, soit aussi que le zèle, comme partout ailleurs, diminuât au sujet de ces assemblées générales, on avait compté jusqu'à plus de quatre cent quatre-vingt-trois votants (1). Le Viguier exposa à l'assemblée l'objet de la réunion, et sur-le-champ furent nommés les trois syndics, qui représentaient les différentes classes de la population, et, après avoir reçu l'approbation du Viguier, prêtèrent serment sur les évangiles.

Les *Sigilliers* étaient élus le dimanche des Rameaux, à la procession de ce jour, qui se faisait sur la place de la Bossanella ou dans la Cathédrale, en cas de mauvais temps. Il n'est pas douteux que ce fut d'abord au suffrage universel, et il est à peu près certain que les femmes, pourvu qu'elles se trouvassent chefs de famille, avaient droit de vote. Un procès-verbal de 1355 porte expressément : « étant assemblés les citoyens de l'un et de l'autre sexe, ces citoyens ont élu », etc. (2). Mais de quelle façon étaient exprimés les suffrages ? La charte de 1262 ni le procès-verbal ne s'expliquent à cet égard, la coutume devait être donc assez ancienne, bien établie et notoire. Elle nous est révélée par le rapprochement de deux passages de la sentence arbitrale de 1293-1294 (3).

Il y est dit d'abord que les régents ou gouverneurs du Sestairal doivent être élus à la procession des Rameaux, selon la forme et le mode des *Sigilliers*; et, un peu plus loin, les arbitres, éclaircissant les termes de leur décision,

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXI, p. 101.

(2) *Ibid.*, doc. CXVII, *Sigilliers*, 1^{er} mode. p. 115.

(3) *Ibid.*, doc. LXVII, p. 75.

expliquent qu'un des citoyens doit proclamer le nom des candidats, et que le consentement de tous les autres est présumé par leur silence. Mais, objectera-t-on, à quelles intrigues, à quelles compétitions, à quelles surprises et enfin à quels troubles pouvait donner naissance cette très curieuse façon de procéder ! Il n'y a point à en disconvenir. Pourtant il nous semble qu'elle laissait encore certaines garanties. D'abord le jour de l'élection était fixe : on pouvait s'y préparer, choisir les candidats, les produire librement ; ensuite le peuple était harangué avant la proclamation : il paraît assez probable qu'une entente préalable permettait de pressentir ainsi les suffrages ; enfin, le choix étant soumis à la ratification de l'Évêque, il était en mesure d'écarter les indignes.

Nous n'hésitons pas d'ailleurs à reconnaître qu'il pouvait y avoir des abus dans cette manière de procéder, commune à l'origine aux autres offices municipaux, mais qui fut modifiée pour tous par la création du Conseil de Ville en 1393. Cette dernière institution transforma le régime démocratique qui régissait Lodève en un oligarchique, qui eut aussi ses inconvénients. Voici donc comment on fit désormais.

Le soir du samedi avant les Rameaux, les Sigilliers de l'année, ayant convoqué leurs huit conseillers, s'enfermaient avec eux et le greffier, sans autre témoin, dans le Consistoire de l'Hôtel-de-Ville. Là, le premier Sigillier, ayant fait le signe de la croix, nommait trois candidats, à l'égard desquels on s'assurait que, de l'avis de tous, ils étaient gens honorables et capables ; ensuite il émettait tout haut son suffrage en faveur de l'un d'eux. Les voix

ayant été successivement recueillies, la majorité décidait. Le nombre impair des votants : onze, prévenait toute difficulté. Le second, puis le troisième Sigillier procédaient de même pour leur échelle. Lorsque l'un d'eux était absent, il fallait, pour le suppléer quant à la présentation, le concours de ses deux collègues. Au contraire, il suffisait qu'un Conseiller donnât ses pouvoirs à un autre (1). L'inconvénient d'un tel système était, en restreignant le choix aux seuls candidats présentés par les Sigilliers, de favoriser l'accaparement du pouvoir par certaines familles ; chose d'autant plus aisée que, par un vice manifeste, procédant, comme tous les autres, de la conquête progressive et de la définition par à-coups de l'autorité municipale, à l'origine les trois Sigilliers nommaient les huit Conseillers, et que les huit Conseillers participaient à l'élection des trois Sigilliers. Les abus se multiplièrent, des troubles se produisirent, des procès furent portés à la Cour de Gignac. Successivement, on dut prendre des mesures pour atténuer le mal. En 1458, par voie d'arbitrage, il fut décidé que les Sigilliers sortant de charge deviendraient de droit Conseillers, et qu'ils se réuniraient à ceux de l'année présente pour nommer leurs cinq collègues (2) : on arrivait ainsi à enrayer l'omnipotence des Sigilliers en matière d'élection. Le 13 mai 1532, un nouvel arbitrage porta de huit à seize le nombre des Conseillers, afin de combattre l'esprit de coterie. Il ordonna aussi qu'aucun électeur, parent d'un candidat jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, ne pourrait prendre part au vote. Enfin il stipula qu'un intervalle de deux années

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Sigilliers, 2^e mode, p. 146.

(2) *Ibid.*, doc. cxliv, p. 201.

révolues depuis la cessation de la fonction serait exigé pour qu'elle pût être renouvelée à la même personne (1) : ceci afin de prévenir le jeu naïvement malhonnête de Sigilliers choisissant certains Conseillers une année dans le but d'être réélus par eux l'année suivante, ou cet autre de Conseillers nommant des Sigilliers qui, devenus de droit Conseillers l'année d'après, nommeraient leurs propres électeurs Sigilliers la deuxième année. Sans doute, on peut blâmer un système qui donnait lieu à tant d'abus et nécessitera encore d'autres réformes aux XVII^e et XVIII^e siècles ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il paraît avoir été profondément enraciné dans la tradition locale. C'était en effet la prétention émise en 1260 par les habitants d'élire une fois des Consuls qui pussent ensuite nommer leurs propres successeurs. N'y aurait-il pas là un vestige de l'organisation romaine ?

Le choix des Sigilliers était tenu secret jusqu'au lendemain, dimanche des Rameaux, après la procession et le sermon, moment auquel il était signifié à l'Évêque ou à son Viguiier, en présence de tout le peuple. Cette partie du cérémonial n'avait pas varié, et certes n'est pas la moins curieuse. Assis sur un siège de pierre ménagé à la place de la Bossanella, à l'ombre d'un grand arbre dit *fanabregol* en idiome local, c'est-à-dire micocoulier, l'Évêque lui-même, revêtu des ornements sacerdotaux du jour (2) ou,

(1) Nous ne possédons pas ce document, mais sa teneur est consacrée par deux arrêts du Parlement de Toulouse en date des 11 septembre 1603 et 21 mars 1620 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ccv, pp. 307 et 308), et son application se voit dans un procès-verbal d'élection en date du 21 mars 1551 (*Ibid.*, doc. clxviii, p. 238).

(2) Nous signalons ici un détail assez curieux du procès-verbal. Le Viguiier y est dit : « officium ipsius diei per se et servitores alios cum capis et aliis

en son absence, le Viguiier était harangué par le premier Sigillier ou de préférence par l'assesseur. L'orateur protestait d'abord ne vouloir en rien déroger aux coutumes approuvées ; il énumérait ensuite les noms des nouveaux élus, les faisait appeler et les présentait, de son autorité et celle de ses collègues, à l'Évêque ou au Viguiier, qui approuvait le choix et recevait le serment (1). La teneur de celui-ci nous a été conservée dans sa version latine au moyen âge et sous la forme vulgaire seulement au XVII^e siècle. C'est pourquoi nous traduisons la première (2) :

« Nous N. nous jurons sur les quatre saints évangiles de Dieu par nous et chacun de nous corporellement touchés, entre les mains de vous, révérend Père en Dieu et seigneur N., par la miséricorde divine évêque de Lodève et comte de Montbrun, et nous vous promettons d'être dorénavant à vous et à tous vos successeurs les Évêques, qui feront canoniquement leur entrée, et à votre Église de Lodève bons et vrais, fidèles et obéissants, fidèles aussi à l'université de la ville de Lodève. Nous garderons bien et loyalement, sans fraude ni dol, le sceau de cette université et n'en userons jamais pour donner force ou valeur à nul contrat conclu entre aucunes personnes, et nous n'obligerons l'université envers quiconque au moyen de ce sceau. Nous jurons en outre et prêtons à vous, seigneur Évêque, semblable serment de ne rien sceller de ce sceau, sinon des

indumentis rubeis sollempnizante » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Sigilliers, 2^e mode, p. 146). La rubrique aurait-elle changé, ou la cérémonie d'installation commandé le rouge, couleur du Saint-Esprit ?

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Sigilliers, 1^{er} et 2^e modes, pp. 145 et 146.

(2) *Ibid.*

lettres courtoises et non obligatoires, même les premières dans le cas seulement où elles ne seront point préjudiciables au droit et à l'honneur de l'Évêque ou de l'Église de Lodève ou bien dommageables à l'université de ses citoyens ».

Les Sigilliers entraient en fonctions dès le lendemain. Revêtus de leurs habits de fête, ils se rendaient le matin à l'Hôtel-de-Ville, où tout aussitôt chacun recevait de son prédécesseur d'échelle la clef spéciale concourant à fermer le coffre du sceau. De leur seule autorité d'abord, puis à partir de 1458 réunis aux Sigilliers sortis de charge, lesquels, de plein droit, deviennent Conseillers, ils nommaient tous les officiers de la Ville, ainsi que nous l'expliquerons pour chacun, et les présentaient à l'Évêque ou à son Viguiier. Ils distribuaient les clefs des portes aux capitaines nouveaux, dont ils recevaient le serment.

Le lendemain mardi avait lieu la création des bassiniers des œuvres pies dont la nomination leur appartenait, ainsi que des prud'hommes experts-jurés pour les malfaçons ou dommages. Enfin, s'il n'y avait pas de commissaires pour les tailles, ils devaient y pourvoir. Les cérémonies de la Semaine-Sainte suspendaient leurs occupations. Elles reprenaient le soir du samedi, veille de Pâques, par la vérification des poids de la boucherie et du pain des femmes commises au pétrissage. Enfin, un des dimanches qui suivaient la fête de Pâques, ils se rendaient au barri de Montbrun pour faire procéder à l'élection du capitaine du faubourg. Il ne leur était plus rien recommandé après cela que de veiller à ce que leurs robes fussent prêtes pour la solennité

de la Translation des reliques de saint Fulcran, le jeudi avant l'Ascension (1).

La première de toutes les prérogatives manquait aux Sigilliers, qui n'avaient pas la juridiction consulaire. C'est là ce que marquait leur costume, mi-partie rouge et noir (2). Il était en drap bordé de fourrure et se composait de la robe longue et du chaperon (3). Même ils n'avaient pas, au moyen âge, la police de la ville, et, pour se faire respecter tout les premiers, il leur fallait recourir à la Cour de l'Évêque. L'incident suivant en témoigne. La cherté excessive du pain ayant, en 1556, fait résoudre le Conseil de Ville à ordonner que la charité ou distribution de pain aux pauvres le jour de l'Ascension se ferait en monnaie, les magistrats y procédèrent dans le couvent des Frères Mineurs. Un habitant, nommé Cottes, mécontent de recevoir un liard au lieu de pain, se mit à jurer, à blasphémer le nom de Dieu et de la Vierge ; ensuite il traita tout haut les Consuls de voleurs, et les envoya à tous les diables. Relation en fut faite au Conseil de Ville, qui résolut de demander à la Cour d'ouvrir une instruction, de faire comparaître les témoins, et, si ces derniers refusaient de parler, d'obtenir que l'Évêque fulminât contre eux un monitoire « à la malédiction ». Cottes, effrayé des conséquences de son acte, s'offrit à faire amende honorable, ce à quoi le Conseil consentit, attendu « qu'il étoit enfant de la ville ». Le coupable se rendit à l'Hôtel de Ville, une torche à la main, et devant douze travailleurs de terre (c'étaient sans doute les témoins) il y confessa qu'il avait parlé contre Dieu et la vérité ; il

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLV, p. 203.

(2) *Ibid.*, doc. CCXLIII, p. 379.

(3) *Délibération du Conseil de Ville du 18 avril 1569.*

désavoua ses injures, et en demanda pardon à Dieu, au Roi, à la justice et à messieurs les Consuls (1).

On aura remarqué cette appellation nouvelle des Sigilliers. Pour la première fois, en 1493, on voit apparaître le terme de Consul joint à celui de Sigillier (2) ; peu à peu il tendit à le remplacer, et dès le milieu du XVI^e siècle, il s'y substitua. Mais les attributions de ces magistrats n'en furent point pour cela augmentées : le régime municipal avait alors atteint le maximum de développement qu'il eut jamais à Lodève sur ce point et sur deux autres, connexes entre eux : le Conseil réglé et l'Hôtel de Ville.

Il ne faut pas confondre le Conseil de Ville avec l'assemblée de la population, dont nous avons déjà plusieurs fois constaté la tenue : celle-ci découlait de la faculté de créer des syndics reconnue par la sentence de Gui Foulques ; celui-là était formellement prohibé par cette même sentence. L'un des meilleurs moyens d'empêcher les tentatives pour le former parut être de refuser absolument un Hôtel de Ville, lieu essentiellement constitué pour les réunions. C'est pourquoi les arbitres de 1293-1294, en accordant à la Communauté la faculté de posséder une maison pour le Sestairal, en avaient restreint l'usage à la perception de ce droit et à la conservation des mesures et documents de la Ville, interdisant nommément d'y tenir des assemblées d'aucune sorte (3). Mais, en 1345, la donation par Dardé Audibert, recteur de Paulhan et originaire de Lodève, de sa maison rue Notre-Dame à l'œuvre de l'Au-

(1) Délibérations du Conseil de Ville des 18 mai et 2 novembre 1556.

(2) Procuration du 9 octobre 1493 (minutes de G. Védrières, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXVII, p. 75.

mône du Saint-Esprit incita les habitants à tenter le rétablissement de l'Hôtel de Ville et du Conseil. Un certain nombre de citoyens s'assemblèrent dans cet immeuble. Aussitôt le Juge de Lodève interdit leurs réunions, et les habitants de protester qu'ils étaient en droit de se grouper jusqu'à quarante, afin de délibérer sur les affaires du Roi et autres, dans toutes les maisons ou églises de la ville, la maison du Sestairal exceptée (1). Il n'est pas douteux que l'occasion de ces assemblées ne fût tirée des demandes de subsides du Roi pour la guerre de Cent Ans; pourtant la donation d'Audibert devint un stimulant, comme en était fort probablement un autre l'action du Sénéchal. Celui-ci alla jusqu'à rendre une consultation juridique de portée très grave, puisqu'elle déclarait nul l'arbitrage de Gui Foulques et consacrait l'ancienne coutume à l'égard de l'Hôtel de Ville et du Conseil (2). C'était de nouveau remettre en cause la question même de la Commune. La tentative échoua quant à la revendication d'un Hôtel de Ville, mais elle devait réussir sur celle du Conseil, qui comportait la première.

Une simple analyse de Briçonnet nous apprend que, le 27 février 1393, le Viguiier de l'Évêque donna aux citoyens licence de se réunir et d'élire non seulement des Syndics, mais encore des Conseillers, dont il confirma ensuite la nomination et reçut le serment (3). Par quels événements fut amenée une concession si importante et qui dérogeait formellement à la charte fondamentale ainsi qu'aux prohibitions postérieures? Nous ne saurions le dire, car les

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xcii, p. 112.

(2) *Ibid.*, doc. xciii, p. 113.

(3) *Ibid.*, doc. cxiv, p. 113.

documents sur la fin du XIV^e siècle sont fort rares. Signalons du moins comme causes probables l'éloignement des évêques : Clément de Grammont et Guillaume Gayrard, retenus à la cour d'Avignon, et la nécessité d'asseoir des tailles fréquentes pour parer aux demandes du Roi pendant la guerre de Cent Ans ou à la défense de la ville en ces temps de péril.

Les *Conseillers* furent d'abord au nombre de huit, représentant les quartiers de la ville dits consulats, qui correspondaient aux jours de la semaine, ainsi que le barri ou faubourg de Montbrun (1) ; nous avons déjà vu pourquoi en 1532 leur nombre fut doublé. Ils étaient nommés à l'origine par le peuple (2), ensuite par les Sigilliers seuls (3) ; à partir de 1458, leur mode de recrutement changea encore (4) : les Sigilliers sortants devinrent de droit Conseillers, et, avec ceux en exercice, nommèrent leurs cinq collègues dans les autres consulats.

Les Conseillers, élus le lendemain des Rameaux, juraient d'être assidus aux réunions et de garder le secret des délibérations. Leurs fonctions n'étaient pas gratuites : on trouve en effet cette mention dans les comptes de la Ville : « a sen Esteve Mathieu, per lo conselhatie de l'an LVIII, coma apar el libre des aponthamens.... 1' 3' 9^d » (5). Toutes les affaires de la Communauté leur étaient soumises, et c'est bien plus comme faisant partie de ce Conseil qu'à titre de Sigilliers que ces derniers avaient un certain pouvoir.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, *Conseillers*, p. 150.

(2) *Ibid.*, doc. cxiv, p. 143.

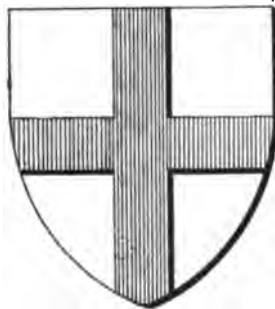
(3) *Ibid.*, doc. cxvii, *Conseillers*, p. 150.

(4) *Ibid.*, doc. cxliv, p. 201.

(5) Vérification des comptes de la Ville du 24 avril 1459 (compoix de 1463).

Ils se réunissaient à l'Hôtel de Ville, qui n'était autre que la maison de Dardé Audibert, rue Notre-Dame (1), car sur ce point aussi la Ville avait triomphé. Les inventaires y mentionnent un mobilier des plus modestes. Nous n'y pouvons relever qu'une table avec tapis aux armoiries de la Ville et quatre sièges de bois, ainsi qu'un livre des Coutumes, les deux sceaux : l'un grand, en cuivre, l'autre petit, en argent, quelques livres de comptes, des étalons de mesures et des armes (2).

Nous venons de parler des armoiries de la ville de Lodève. En voici le type ancien, le seul véritable. Mais il existe une telle différence entre ce type et celui qui est aujourd'hui en usage qu'une justification est nécessaire. Blasonnons d'abord les deux écus :



Type ancien : *D'argent à la croix de gueules.*

Type actuel : *D'azur à la croix cantonnée d'une étoile, d'un croissant, d'un L et d'un D, le tout d'or, chargé en abyme d'une fleur de lys, aussi d'or sur azur.* Devise : *Lodovici a Lodovico octavo.*

Les transformations subies ont été progressives.

La dernière est de notre siècle même. Elle porte sur l'addition de la fleur de lys et de la devise. En voici l'occasion. Par son ordonnance du 26 septembre 1814, Louis XVIII avait autorisé les villes et corps divers à reprendre

(1) Voir chapitre X. *Topographie de la ville.*

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxi, p. 155.

leurs anciennes armoiries, à charge de se pourvoir devant la Commission du Sceau. Survinrent les Cent-Jours, qui détournèrent les esprits. Lors de la seconde Restauration, le Conseil municipal de Lodève se préoccupa de bénéficier de l'ordonnance de 1814. Dans la séance du 7 mai 1816, le Maire, M. Guillaume Rouaud, ayant décrit les armoiries de la Ville comme composées d'une croix d'or sur champ d'azur, ladite croix cantonnée d'une étoile, d'un croissant, et des lettres L. D., expliqua la présence de ces dernières par le passage de Plantavit, où cet auteur rapporte la prétendue charte de Louis VIII en 1226 et le changement de dénomination de la ville de *Luteva* en *Lodova* (1). En conséquence il proposait, « pour porter le plus grand jour dans les armoiries », d'y ajouter la devise : *Lodova a Lodovico octavo*, tandis qu'on supprimerait l'étoile et le croissant, dont il ne pouvait être fait d'application à aucun trait de l'histoire de Lodève. Cette motion, des plus malencontreuses, fut adoptée par le Conseil. Pourtant l'ordonnance royale du 23 décembre 1818 et les lettres-patentes du 3 février 1819 modifièrent à la fois et le modèle d'avant la Révolution et celui qu'on projetait. Louis XVIII laissait subsister les quatre figures et ajoutait sur le tout en abyme une fleur de lys d'or sur azur ; la devise était adoptée. L'erreur de Plantavit fut donc officiellement consacrée.

Mais, abstraction faite de la fleur de lys et de la devise, restent les quatre figures, dont il est plus malaisé de dater l'apparition. Non seulement Gastelier de la Tour dans son *Armorial des États de Languedoc* en 1767, mais en 1686 Jacques Beaudeau dans le sien les reproduisent.

(1) *Chronologia*, p. 136.

En outre, il y a de fortes raisons de croire que dès 1654 elles existaient déjà dans l'écusson. Cette année-là, en effet, le Conseil de Ville décida de faire procéder à la plantation de nouvelles bornes ou bodules pour marquer les limites du territoire de Lodève, les anciennes ayant disparu ou s'étant enfoncées dans la terre. Les nouvelles pierres devaient porter, taillées au marteau, les armes de Lodève. Cinquante-six furent ainsi plantées : 10 pour Les Plans, 3 pour Lauroux et Poujols, 4 pour Soubès, 6 pour Fozières, 11 pour Soumont, 16 pour Olmet, 3 pour Villecun, 3 pour La Valette (1). Or, on voit encore aujourd'hui, dans la plaine du Puech et sur le plateau de Soumont, deux bornes avec écusson chargé d'une croix cantonnée des quatre figures. Nous ne pouvons affirmer que ce soient là des bornes de 1654. Cependant, comme il n'y a pas, dans les documents, trace d'une autre plantation, la chose nous semble telle. D'où il faudrait conclure que le changement était déjà accompli à cette date, si précisément il ne l'a pas été alors. Car il ne saurait être antérieur à 1634, époque à laquelle Plantavit écrivait : « Urbs gerit pro insignibus crucem auream in campo cæruleo » (2).

De qui cette addition est-elle le fait ? Ici entre dans la question un nouvel élément de discussion. Le compoix de 1416, un des plus anciens, porte un feuillet de garde en parchemin où l'on a dessiné, dans un cadre ornementé, un écusson, de forme archaïque d'ailleurs, avec la croix et les quatre figures. Au-dessous est écrit : *Stemmata Lodovæ et diocesis*. Malgré les quelques lignes tracées à la dernière

(1) Délibération du Conseil de Ville du 8 avril 1654 et procès-verbal de délimitation du 8 mars 1655 à la fin du registre de 1653.

(2) *Chronologia*, p. 2.

garde, d'une écriture du XV^e siècle, il ne faut pas hésiter sur la date très postérieure du dessin. L'encadrement est Renaissance, la forme des lettres L. D. également ; l'inscription est XVII^e siècle. D'ailleurs, le feuillet n'appartient pas au registre, qui possède sa couverture propre en basane verte, abîmée : la différence de format montre évidemment qu'on a intercalé, par mesure de conservation sans doute, des gardes, pour lesquelles on a pris un parchemin non pas immaculé, mais aussi peu écrit que possible. Aussi a-t-on eu la précaution de le retourner afin de mettre en tête la page libre, où l'on a dessiné les armoiries. Tout cela, répétons-le, s'est fait au XVII^e siècle, et fort probablement au moment même où l'écusson a été modifié. Mais il y aurait témérité à vouloir identifier l'écriture de la légende avec celle de Plantavit ou celle de Bosquet. Après minutieuse comparaison, tout en penchant pour la dernière, nous ne prétendons pas conclure à l'affirmative.

Mais il reste une autre preuve de l'addition des figures. La première page du compoix de 1586 porte, dessiné et même peint, l'écusson de Lodève. Nous allons bientôt revenir sur ce précieux document. Il nous suffit en ce moment de constater que les figures y sont simplement tracées à l'encre, contrastant par leur faire rapide et grossier avec le soin que décele toute cette page : titre et écusson. En outre, la forme des lettres L. D. accuse plutôt le XVIII^e siècle que le XVII^e, et paraît appartenir au règne de Louis XV. En tous cas, la surcharge est indiscutable.

Sur la signification à donner aux figures, on est, d'ailleurs, réduit aux hypothèses. La plus vraisemblable

est la nécessité de se distinguer de tant de villes qui ont pour armes une croix. Les lettres L. D. sont la caractéristique du nom *Lodova*, dont elles représentent les seules consonnes ; quant à l'étoile et au croissant, on sait que ces figures étaient prises très couramment à défaut de signes plus personnels.

Une autre modification encore au type primitif est le changement des émaux. Le compoix de 1586, dont la première page est soignée, porte au-dessous de son titre, disposé puérilement en lignes décroissantes de longueur, un écusson dont le champ était primitivement immaculé et la pièce est une croix rouge : c'est donc bien une croix de gueules en champ d'argent. Et de fait, les documents du XV^e siècle confirment positivement couleur et métal.

C'est précisément un objet du mobilier de l'Hôtel de Ville qui nous a conduit à cette question des armoiries. Les inventaires du 24 avril 1424 et du 2 avril 1425 mentionnent un tapis de table de couleur verte décoré de quatre écussons et en chacun de ceux-ci une croix rouge sur champ blanc (1). D'autre part, ceux des 14 avril 1432 et 14 avril 1435 expliquent que ce tapis est marqué aux armes de la Ville (2). Celles-ci étaient donc bien : *D'argent à la croix de gueules*, telles que nous les avons données au frontispice et un peu plus haut.

L'origine de cet écusson remonte à l'époque où les citoyens, essayant d'établir la Commune, avaient fait fabri-

(1) « Cum iiii^r crucibus rubeis cum campo albo ». — « Unum tabularium cum uno tapisso sive tapit viridis coloris cum quatuor scutis factis in eodem, campo albo et cruce rubea in quolibet » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxi, p. 155).

(2) « Unum tabularium cum uno tapit et armis Ville ». — « Unum tabularium cum uno tapit signatum armis Ville » (*Ibid.*, doc. cxxi, p. 156).

quer un sceau consulaire. C'était avant Guillem de Cazouls, qui le fit briser (1), et, avec bien de la probabilité, au temps où Pierre Raymond avait autorisé ou subi le régime municipal (2). Pour ce sceau il avait fallu des armoiries ; or la Ville dut adopter celles mêmes de l'Église de Lodève, qui étaient *d'azur à la croix d'or*. Car en somme le seigneur de Lodève, c'était son Église dont l'Évêque n'est que le représentant, et qui, dans les anciens diplômes, est toujours spécifiée avec lui. Que de cités, en s'émancipant, ont modelé leurs armes sur celles de leur seigneur féodal ! Mais la Ville intervertit les émaux et différençia son écusson de celui du Chapitre en changeant métal et couleur. Il ne faut donc pas s'étonner qu'après le désordre politique qui suivit la Réforme, il y ait eu confusion entre les deux. L'erreur s'est accrue par les circonstances retracées plus haut et subsiste encore. Du moins, en notre travail, sera-t-elle désormais redressée.

Le personnel municipal était complété par un notaire ou greffier et quelquefois par un assesseur, ce qui portait alors à treize le nombre de ses membres (3).

Le *Notaire* était nommé annuellement par les Sigilliers et le Conseil (4) ; mais son mandat lui était renouvelé des années entières (5).

La création de l'*Assesseur* était facultative, subordonnée à la capacité du premier Sigillier, qu'il suppléait pour porter les motions devant le Conseil, pour haranguer l'Évê-

(1) Voir p. 65.

(2) Voir p. 63.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLV, p. 203.

(4) *Ibid.*

(5) Comme on peut s'en convaincre par les registres des délibérations.

que en lui présentant, le jour des Rameaux, les nouveaux officiers (1). Ce devait être là une question délicate pour le premier magistrat municipal ; sa modestie semble l'avoir résolue souvent, car on trouve de fréquentes mentions de l'Assesseur. Celui-ci est généralement un homme de loi (2), et l'on pourrait supposer alors que c'est la science juridique qui était chez lui mise à profit. Il en était de même à Montpellier, où l'on requérait les plus célèbres professeurs de l'Université de Droit pour un service analogue.

Outre ces officiers, la Ville en avait un certain nombre d'autres, préposés à l'exercice des droits que la charte de 1262 lui avait laissés ou de ceux qu'elle s'était acquis à l'aide des circonstances. Nous les énumérerons dans cet ordre même.

Lodève se trouvait encore sous le régime absolu de sa charte restrictive, lorsqu'en 1288, pour remédier aux fraudes nombreuses de la fabrique, l'Évêque fut averti et prié par les habitants de décréter certains règlements, et qu'il créa, afin d'en surveiller l'exécution, deux *Visiteurs des draps*, à nommer annuellement par sa Cour (3).

Comme à l'égard des autres officiers de la Ville, leur création fut par la suite attribuée au Conseil sur présentation des Visiteurs sortants. L'évêque Michel Lebœuf arrêta la forme de leur serment entre 1413 et 1424. Il ne contient d'ailleurs que l'assurance d'exercer fidèlement cet office, lequel consistait à examiner les pièces de drap présentées par le tisserand, et à munir d'un sceau celles

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxlv, p. 203.

(2) *Ibid.*, doc. cxvii, Sigilliers, 2^e mode, p. 116.

(3) *Ibid.*, doc. lxiv, p. 73.

dont la fabrication était bonne et conforme aux règlements (1).

Lorsqu'en 1293 la Ville acquit les droits des habitants et ceux de l'Évêque sur le mesurage des grains, elle se préoccupa, pour en contrôler la perception, de créer des officiers spéciaux, dits *Gouverneurs du Sestairal*. Ils furent au nombre de trois, comme les Sigilliers, afin de représenter les trois classes de la société, et, à l'origine, élus de la même façon qu'eux (2). A partir de 1327 et à la suite de troubles, ils furent nommés par leurs prédécesseurs (3). Enfin, quand le Conseil de Ville eut été créé, la majorité des suffrages décida entre les deux candidats présentés par chacun des Gouverneurs du Sestairal pour lui succéder dans son échelle (4). C'est alors que la durée de leurs fonctions devint annuelle, tandis qu'elle avait été d'abord indéterminée : soit d'une procession des Rameaux à l'autre, soit, quand l'Évêque était absent, jusqu'à la prochaine solennité où il serait à même de recevoir leur serment.

Ces fonctions de Gouverneurs du Sestairal étaient considérées comme ayant une grande importance, en raison de celle du droit de coupe ou mesurage des grains.

L'arbitrage de 1262, qui reconnaissait formellement aux habitants la franchise à l'égard de beaucoup de droits seigneuriaux, ne parlait pas même de tailles ni subsides pour le Roi. D'une part, son influence était encore nulle dans le diocèse; de l'autre, le droit de régale exercé par l'Évê-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Visiteurs des draps, p. 152.

(2) *Ibid.*, doc. lxvii, p. 75.

(3) *Ibid.*, doc. cxvii. Gouverneurs du Sestairal, p. 151.

(4) Livre des Notaires de la Ville, 16 avril 1424, et *passim*.

que mettait ses sujets à l'abri de bien des prétentions (1). Mais en 1292 les choses changèrent. Le mandement, adressé le 23 juillet de cette année-là par Philippe le Bel aux Sénéchaux de Beaucaire et de Carcassonne, de procéder à la délimitation de leurs juridictions dans les montagnes du Lodevois (2), marquait sa ferme intention de ne pas laisser plus longtemps ce pays hors de la sphère d'action de la royauté ; et, de fait, bientôt après commencent ces persévérantes tentatives des officiers de la Couronne, dont nous avons eu déjà l'occasion de tracer le récit. Dès cette première manifestation du pouvoir souverain, on voit posée la question des tailles ; et, comme elle n'était point prévue, elle suscita un différend entre Gaucelin de La Garde, alors évêque, et la Communauté, qui constitua pour syndics Jean Peltric, Raymond Gras et Bérenger Villecun. L'arbitrage, que les parties confièrent à frère Elzéar de Clermont, gardien des FF. Mineurs à Montpellier, à frère Bernard Ferrier, gardien du même ordre à Lodève, et à Raymond Vairet, sacriste de la Cathédrale, établit le régime suivant relatif aux *Répartiteurs des tailles*.

Lorsqu'il deviendrait nécessaire d'imposer une taille, vingt notables de Lodève devraient se présenter devant l'Évêque ou, à son défaut, devant son représentant et lui exposer l'objet et le chiffre de l'imposition. L'approbation donnée sur le serment de quatre des exposants que la taille était indispensable et le chiffre équitable, ceux qui avaient été désignés comme répartiteurs ou comme percepteurs

(1) C'est ainsi qu'à diverses reprises, le droit de franc-fief ayant été revendiqué par les agents de la royauté, l'Évêque put protéger efficacement ses sujets (Arch. mun. de Lodève : cahier relatif à la régale).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXV, p. 74.

pourraient être contraints à procéder à ces opérations. Une fois la taille établie, elle serait levée chaque fois qu'il semblerait nécessaire, sans autre formalité. Pourtant, l'arbitrage reconnu à l'Évêque un droit de contrôle plus ou moins illusoire : une nouvelle taille étant sollicitée, il pouvait, si le doute subsistait quant à la levée et l'emploi de la précédente, exiger de quatre citoyens le serment que ces deux opérations avaient été véritablement et équitablement réalisées. Ceux qui s'en portaient ainsi garants avaient le droit et le devoir de provoquer, de leur côté, la reddition des comptes des percepteurs. Le reliquat se déduisait du chiffre de la future taille. Pour prévenir les coteries, le consentement d'au moins les deux tiers des citoyens était exigé. Ce consentement était présumé acquis si, dans les huit jours qui suivaient la proclamation de la taille, deux cents membres de l'université ne s'étaient pas présentés devant le Viguiier pour protester. Quand les réclamations atteignaient ce quorum, l'assemblée générale était convoquée pour se prononcer (1).

L'esprit libéral de ce statut est manifeste. Mais il laissait prise à la malhonnêteté : il suffisait, en effet, d'une entente criminelle entre un petit nombre de citoyens et d'un parjure sans danger devant l'Évêque, désarmé comme sanction, pour que les deniers de la Ville fussent gaspillés. Cela se produisit tout de suite. L'Évêque avait approuvé une taille de deux cents livres, elle fut levée de six cents. Il y avait plus de cinquante livres dans la caisse de la Ville ; on en emprunta à intérêts seize autres. La partie saine de la population protesta contre ces menées et celles des divers

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXVII, p. 75.

officiers créés à la même époque : Gouverneurs du Sestairal, Visiteurs des draps, lesquels, de concert, gaspillaient les finances. Et, comme le mal venait de ce qu'une poignée de gens sans surface avaient, grâce au suffrage universel, réussi à s'emparer des emplois, Gui de Chevrier, sénéchal de Carcassonne, pris pour arbitre en 1301 par les deux factions, y substitua le suffrage restreint. Il n'y eut d'éligibles et d'électeurs que les contribuables aux tailles, c'est-à-dire ceux qui possédaient au moins douze livres dix sols tournois de capital ou fonds. Toute personne ayant exercé un emploi de la Ville fut tenue de faire apurer ses comptes par les syndics nommés à nouveau, et rendue responsable des négligences ou malversations reconnues (1). La modification ne porta d'ailleurs que sur l'élection des Répartiteurs ; elle laissait intact le mode établi pour asséoir l'impôt.

En 1352, celui-ci donna lieu à un incident très significatif. Pour payer le subsidie exigé par le Roi à l'occasion de la guerre, pour liquider ses dettes, pour réparer le dommage causé soit à m^e Étienne Geniès par l'incendie de ses maisons et de ses greniers à foin, soit à d'autres particuliers par des malfaiteurs qu'il fallait découvrir, pour mettre la ville en état de défense, enfin pour soutenir divers procès, il était nécessaire d'imposer une taille de quinze cents livres tournois. C'est ce que vinrent exposer à Guillem Audoin, viguier de l'évêque Robert de Vie, Guillem Castagnié, Raymond Vitalis, Pierre Cambon, Raymond Lucian, Jacques Ermengaud, Pons Roque, Hugues Mourès, Guillem Cabot, Jean Peyronnet, Guillem

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXI, p. 101.

Vayrac, Pierre de Sallèles, André Melanquedes, Jean Salsan, Raymond Bonnac, Jean Martin, Durand Auger, Raymond Crouzat, Guillem Berthomieu, Durand Tiffi, Bernard Guilabert. Le Viguiier s'étant informé de la précédente taille, on lui présenta Bernard Guilabert, Pierre Cambon, Guillem Berthomieu et Raymond Roux comme vérificateurs des comptes. Ayant reçu leur serment, il les interrogea sur la levée et l'emploi de cette taille, qui était de mille livres. Ils convinrent qu'il restait quarante livres à percevoir sur les enfants, les pauvres, les veuves ; mais qu'il y avait à ce sujet des difficultés, tandis que, d'autre part, la Ville avait bien trois cents livres de dettes. Voulant très probablement étudier l'affaire, le Viguiier demanda un délai ; mais les citoyens protestèrent de l'atteinte portée à leurs coutumes et privilèges et se retirèrent. Ce fut pour s'adresser aussitôt au Sénéchal, dont la main paraît dans toute cette affaire. Jean de Cayeu s'empressa d'écrire au Viguiier de l'Évêque pour le mettre en demeure de recevoir le serment des vérificateurs et d'approuver la taille, le menaçant d'y faire procéder à son défaut par le Viguiier de Gignac, Ricard Saquet, lequel en même temps se rendit à Lodève. Descendu à l'hôtellerie de Guillem Fulcran et entouré d'assez nombreux habitants, parmi lesquels deux des Sigilliers, Bernard Vitalis et Pons Roque, ainsi que les vérificateurs de la précédente taille, il envoya chercher le Viguiier de l'Évêque, lui signifia les lettres et n'en obtint qu'un nouveau refus, après lequel Audoin sortit. Le Viguiier de Gignac accomplit alors les ordres du Sénéchal (1). Cet acte est intéressant en ce qu'il montre quelle

(1) Arch. mun. de Lodève, parch. orig.

solution recevait un conflit possible entre l'Évêque et la Communauté au sujet des tailles.

Mais, à partir de la création du Conseil de Ville en 1393, le mode de procéder se modifia. Au lieu de faire choisir les quatre assietteurs et les quatre vérificateurs par une poignée de citoyens aisément portés à la coterie, le Conseil les nomma, et, comme les tailles se multipliaient, se régularisaient, ce fut chaque année qu'il fallut renouveler ces officiers. Il n'y avait donc plus de raison de solliciter l'autorisation de l'Évêque, et le vieil usage tomba en désuétude.

Quant au *Collecteur de la Ville* ou trésorier, il fut créé en 1458, afin de surveiller étroitement recettes et dépenses (1).

La question budgétaire prenait, en effet, une importance capitale. Il ne saurait entrer dans notre cadre de retracer le système fiscal suivi en Languedoc. Disons cependant que les impôts comprenaient les sommes payées au Roi et celles qui servaient à faire face aux charges de la Ville : les premières, sous le nom de subsides à l'origine, puis de taille ou impôt foncier et d'aides ou impôt indirect, étaient votées par les États de la Province, ensuite réparties d'abord par sénéchaussées, et, à partir de 1405, par diocèses, par localités et par feux. Au début, cette dernière expression répondit à celle de famille ; mais elle désigna simplement, par la suite, les contribuables. Bien que le nombre des feux dans chaque localité fût, par là même, sujet aux variations les plus fréquentes, il ne pouvait être changé que grâce à une revision officielle, dite réparation, qui se produisait

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLIV, p. 201.

seulement à des intervalles éloignés, sur l'istante demande des populations et moyennant finances. Il en résultait que, l'impôt étant réparti d'après le nombre des feux, c'est-à-dire de contribuables fictifs, la somme afférente à une localité était souvent très forte. Il est vrai qu'elle devenait alors un impôt de quotité, frappant chacun selon sa fortune, mais inégalement si l'on compare les localités. Voici pour Lodève le chiffre des feux aux diverses réparations que nous avons trouvées.

En 1376 on compte 203 feux (1).

En 1405 — 40 — (2).

En 1427 — ? —

En 1464 — 32 — (3).

La proportion de Lodève au Diocèse était d'environ un cinquième.

L'assemblée diocésaine chargée d'accomplir la répartition ou assiette entre les localités se tenait à Lodève. Le seigneur de Clermont essaya en 1438 de l'y faire transférer ; mais une transaction remit les choses en l'état (4). Cette assemblée comprenait : un commissaire pour le Roi, le procureur de l'Évêque et le lieutenant de son Viguiier, le procureur du seigneur de Clermont, les trois Sigilliers de Lodève et un Consul de Clermont, six députés de Lodève, de Clermont, des montagnes, des vallées, du bas pays, enfin un

(1) *Ordonnances des Rois de France*, t. VI, p. 213, décembre 1376.

(2) « Item es may degut al dig messia Johan Maffe per so que o pres en pagua sus la viala per lo tal endig sobre l'avesquat, a 1 l. iiii s. per fuoc, per pagar los despens fag a Monpeylier en lo conselh aqui tengut dels tres estatx en la carema passada, que monta per xl fuocs a la viala: xlviii motos » (Vérification des comptes de la Ville en date du 24 mars 1425).

(3) Arch. mun. de Lodève, compoix de 1463.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxviii, p. 167.

notaire ou greffier. Tous recevaient une indemnité, variable selon la durée de l'assiette (1).

Une fois la quote-part de la Ville fixée, la taille était donnée à lever à forfait (2). Quand on ne trouvait aucun adjudicataire, tout citoyen pouvait être contraint à devenir receveur (3). Les frais énormes qui se superposaient au chiffre de la taille pour accabler les contribuables constituaient, il est vrai, un bénéfice pour lui, mais il fallait compter à l'inverse avec la résistance des imposés. D'abord les privilégiés : de tout temps en possession de l'immunité, le Clergé refusait de contribuer aux tailles ; comme ses biens à Lodève étaient considérables, la Ville avait intérêt à l'y contraindre : de là un très long différend, qui se ravivait à chaque imposition nouvelle un peu plus forte, et ne fut étouffé qu'en 1440. Le Clergé consentit à contribuer aux subsides du Roi à l'égard de ses biens ruraux amortis, ainsi qu'aux charges municipales, telles que la réparation des murailles, l'entretien des ponts et des routes, à l'égard de ses biens non amortis, mais cela seulement à titre de don gracieux. L'estimation des biens à inscrire au compoix serait faite par une commission mi-laïque, mi-ecclésiastique, et à chaque taille cette garantie serait renouvelée pour la répartition de l'impôt. Enfin le Clergé aurait un collecteur clerc, qui verserait les fonds entre les mains du Collecteur de la Ville. Quant à l'arriéré, il serait soldé à des époques fixées dans l'accord (4).

(1) Procès-verbaux des assiettes (Arch. mun. de Lodève).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXII, p. 157.

(3) Ce principe avait été posé dans l'arbitrage de 1293-1294, et l'on en trouve divers exemples.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXXI, p. 176.

Les tailles ne frappant que la propriété immobilière, s'en trouvait exemptée l'industrie, qui pourtant était florissante à Lodève. Cette anomalie disparut seulement en 1556, lorsque le Conseil général de la Communauté, assemblé le 18 novembre, décida d'imposer selon l'importance du trafic. Pourtant la mesure parut oppressive, car elle superposait notre impôt actuel sur les patentes à l'impôt foncier et à l'impôt sur le matériel, que payaient les possesseurs des moulins à foulon, des tanneries, etc.

Ceux qui ne pouvaient échapper à la taille étaient souvent hors d'état de la payer. En 1432, on fut obligé de la percevoir partie en nature, surtout en huile (1). Les exécutions étaient fréquentes.

La création des *Capitaines de la Ville*, chargés de veiller à la défense des murs, est due sans doute à la guerre de Cent Ans. Elle donna lieu à certains démêlés entre l'Évêque et la Ville. L'enceinte avait, en effet, été construite par cette dernière, et, le 16 juin 1340, une sentence du Juge de Béziers la lui reconnut formellement (2). Mais les Évêques, d'autre part, revendiquaient, à titre de seigneurs temporels, la juridiction sur les murs et portes, qu'un arrêt du Parlement de Toulouse, en date du 26 janvier 1504, confirma à Guillaume Briçonnet (3). C'est pourquoi dès avant 1405 il y avait procès sur l'institution des Capitaines. Le Parlement de Paris rendit, à ce sujet, le 22 juillet 1405, un arrêt dont la teneur n'a point été conservée, mais qui aboutit à la transaction suivante : le ou les Capitaines de la ville seront présentés par vingt citoyens au moins, gens honorables, à

(1) Délibération du 4 février 1432 (n. st.).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xc, p. 110.

(3) *Ibid.*, doc. clvii, p. 219.

l'Évêque ou à son lieutenant, qui sera tenu de les instituer et de recevoir leur serment. L'obligation disparaîtra, s'il y a moins de vingt citoyens, et l'approbation demeurera alors facultative. La durée du mandat sera déterminée par l'Évêque (1). C'est dans ces conditions qu'on voit fonctionner l'institution (2).

En général, les Capitaines de la ville étaient au nombre de deux et renouvelés trois fois dans l'année : le jour des Rameaux, à la Saint-Jean ou à la Madeleine, et à la Toussaint. Mais, quand la paix eut réduit leurs fonctions à la conservation de l'enceinte, ils devinrent de simples officiers municipaux annuels, élus comme les autres par le Conseil sur la présentation de leurs prédécesseurs (3).

Quelque chose de l'ancienne coutume subsista pourtant à l'égard du *Capitaine du barri de Montbrun*. Ce faubourg, que protégeait son enceinte spéciale, formée par le Château, par les maisons le long de Soulandres et de Lergue, et par deux bonnes murailles sur les côtés, avait son capitaine particulier. Au milieu du XVI^e siècle encore et selon l'usage immémorial, on observait le cérémonial suivant. Un des dimanches après Pâques, généralement celui de Quasimodo, Sigilliers et Conseillers, accompagnés des Capitaines de la ville, se rendaient dans l'après-midi au faubourg, dont ils avaient avisé les habitants. Là, ils se faisaient d'abord remettre les clefs par le Capitaine de l'année écoulée. Ils interrogeaient ensuite les habitants sur celui qu'ils avaient choisi et ceux-ci, assemblés et délibérant, élaient l'un

(1) Répertoire de Briçonnet, f^o 37 C.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Capitaines de la ville, p. 152.

(3) Procès-verbaux de nomination aux registres des délibérations du Conseil, *passim*.

droit de chasse et celui de pêche, de nature essentiellement féodale, mais qui étaient dévolus aux citoyens.

Du premier on a une reconnaissance dans l'exemption accordée en 1333 par Gui de Vèle, sénéchal, de sa prohibition de capturer les pigeons, les faucons, les éperviers et autres oiseaux de même espèce (1). Pourtant, lorsqu'en 1436, des commissaires vinrent, à deux reprises, pour réprimer les délits de certains particuliers sur cet article et celui de la pêche, si la première fois on se syndiqua pour se défendre (2), la deuxième on recourut aux présents : chaque commissaire reçut deux cierges de cire du poids de trois livres, trois perdrix et deux chapons (3). Le droit était donc contestable. C'est peut-être pour cela qu'en 1555, l'évêque Dominique du Gabre fit défense de chasser dans aucun de ses bois, en affirmant que « ce sont devois et que l'éveque y a garenne ». Le Conseil se montra décidé à entamer un procès ; mais, ayant fait une démarche auprès du vicaire-général Guillaume de Boria, il obtint satisfaction (4).

Ce droit de chasse réservé aux habitants explique la multiplicité, remarquée par Plantavit, des pigeonniers dans la ville de Lodève. « Elle a, dit-il, presque autant de colombiers que de maisons ; soit au dedans, soit au dehors des murs, ils dominant, à l'instar de petites tours, les toits de telle sorte qu'à bon droit elle pourrait être appelée la ville des colombes (5) ».

(1) Répertoire de Briçonnet, t^o 5 v^o F.

(2) Livre des Notaires de la Ville, 12 juin 1436.

(3) *Ibid.*, 5 décembre 1436.

(4) Délibération du Conseil de Ville du 7 septembre 1555.

(5) *Chronologia*, p. 2.

L'article 11 de la charte de 1262 avait formellement proclamé la liberté de la pêche, en la soumettant à un règlement ou ban édicté chaque année sous l'autorité de l'Évêque par un Conseil général. Pourtant, en 1389, Jocelin Leschopier, procureur de l'évêque Clément de Grammont, fit saisir et détruire les engins de pêche placés près du moulin de l'Ile par quelques habitants. Ceux-ci s'adressèrent au Juge du Roi à Gignac, dont le commissaire, malgré le mauvais vouloir des officiers de la Cour, mena à bien son enquête. Le droit des habitants ayant été établi par titre et par témoins, le Viguiier rendit une sentence d'ensaisinement en leur faveur (1). Mais l'affaire ne fut terminée qu'en 1405 par un arrêt du Parlement, et toujours au profit de la Ville (2). Malheureusement, le ban de la pêche était violé à chaque instant ; et, pour la protection du poisson, qui constituait une des bases de l'alimentation publique, il fallut édicter de sévères ordonnances : telle fut celle que rendit, le 13 août 1559, Pierre de Barrault, vicaire-général de l'évêque Dominique du Gabre. On y voit que les procédés n'ont guère changé, car il fallut prohiber les filets à mailles trop étroites, moindres que le diamètre d'un sou, le jet d'herbes vireuses, le desséchement des rivières. Toute infraction fut punie, la première fois, de la confiscation des filets et de 15 sols d'amende ; la seconde, de 60 sols ; la troisième, de la prison et du carcan (3).

Ainsi fallait-il défendre l'intérêt même des particuliers contre leur avidité trop pressée, et modérer une fois de plus l'usage de la liberté, dégénérant en abus.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXII, p. 140.

(2) *Répertoire de Briçonnet*, n° 37 B.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXIV, p. 245.

LE CHAPITRE

A vrai dire, le Chapitre n'est un pouvoir à Lodève qu'en vertu de concessions des Évêques ou de privilèges, soit généraux au clergé, soit à lui particuliers. Pourtant il s'est trouvé en rapports trop directs avec l'Évêque et avec la la Ville pour que nous puissions le négliger.

On ne saurait dire à quelle époque remonte l'institution du Chapitre. Plantavit attribue à Honorius I^{er}, en 638, une bulle fixant à douze le nombre des chanoines (1). Or l'original de cette bulle n'existait plus de son temps ni même de celui de Briçonnet, qui l'analyse d'après le Livre Vert (2), lui-même tiré du Liber Privilegiorum de Bernard Gui. Cette analyse n'indique pas le numéro d'ordre du Pape, mais donne la date du xii des calendes de juin de l'an vi (3). Le dernier détail limite donc l'attribution à Honorius I^{er} ou à Honorius III. Vu l'extrême rareté des bulles du VII^e siècle pour nos Églises, celle-ci nous paraît émaner du second, et par conséquent se rapporter à l'année 1222. En réalité, cette bulle mentionne treize chanoines. Bernard Gui assure que l'Évêque était compté le quatorzième et recevait, comme tout autre : pour la distribution ordinaire, chaque jour, 12 deniers et 3 seaux de bon vin, lorsqu'il était à Lodève ; tous les mois, 4 setiers de froment, s'il était présent au moins un peu chaque mois (4). Aussi

(1) *Chronologia*, p. 19.

(2) Inventaire de Briçonnet, f° 58 C.

(3) Et non l'an xi, comme dit Plantavit, ce qui ne peut être une faute d'impression, puisqu'il rapporte l'an xi à l'année 638. Ajoutons qu'il commet là une seconde erreur, le 21 mai de l'an xi d'Honorius I^{er} étant le 21 mai 636.

(4) « In predicta ecclesia cathedrali sunt xiiii prebende et xiiii canonici ; decimus quartus est episcopus, qui percipit quantum unus canonicus ordina-

y eut-il à ce sujet démêlé entre le Chapitre et Guillaume Gayrard, qui résidait à Avignon (1).

Mais l'institution du Chapitre avec treize membres est bien antérieure. Dès son avènement à l'épiscopat, saint Fulcran l'avait trouvé existant (2) ; et les deux actes conservés de ce saint Pontife (3) nomment onze chanoines, plus deux archidiacres. En outre, le testament fait mention d'un prévôt, dont le nom a été raturé à dessein dans le codicille. Une liste de 1108 donne onze chanoines, un prévôt et un seul archidiacre ; mais dans les premiers figure un sacriste, lequel avait eu au moins un prédécesseur (4). Puis, alors que le prévôt n'est plus nommé, un acte du 30 avril 1212 mentionne un précenteur (5). Entre temps il y a donc eu un changement, qui, à notre avis, aura été l'occasion de la bulle du 21 mai 1222. Elle confirma si invariablement à treize le nombre des chanoines, dont un *Archidiacre*, un *Sacriste*, un *Précenteur*, que Bernard Gui, afin de n'y point déroger, lorsqu'il créa un

rius, videlicet pro ordinaria distributione xii denarios et tres ferratos vini boni et puri quolibet die, si presens fuerit Lodove. Item quolibet mense miii^{or} sextaria frumenti, si fuerit semel in singulis mensibus presens (Inventaire de Briçonnet, f^o 37 v^o H).

(1) Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f^o 193.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VII, p. 4.

(3) *Ibid.*, doc. XI, p. 11 et XII, p. 19. — Le testament étant donné d'après des copies, certains noms de chanoines diffèrent un peu dans le corps de l'acte et aux signatures. C'est ainsi qu'on doit préférer à Geraldus la forme Giffredus, reproduite dans le codicille ; au contraire, Guitardus doit remplacer Grutardus, comme l'ont pensé les auteurs du *Gallia* et des *Acta Sanctorum* ; quant à Hector, il faut lire Hugo, ainsi que le prouve le codicille, dont il est l'objet ; enfin Alquier est fautif. Odon étant nommé à sa place soit dans le testament avec son titre de chanoine, soit dans le codicille.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XVI, p. 21.

(5) Qui assista au concile de Narbonne (*Histoire de Languedoc*, t. VIII, Preuves, c. 619).

Archiprêtre au mois de mai 1326, ordonna que cet Archiprêtre serait toujours choisi parmi les chanoines et prendrait le dernier rang entre les dignités (1).

Les fonctions de ces dignités s'expliquent d'elles-mêmes. Nous ajouterons simplement que le Précenteur, très probablement institué à l'époque de la reconstruction de la Cathédrale, était aussi chargé de l'École capitulaire, d'où son autre nom de Cabiscol (*caput scolæ*, maître d'école), et qu'à ce titre on avait réservé à lui et à la maîtrise les deux immeubles contigus à la Cathédrale et communiquant avec elle par le bas.

Quant aux canourgues ou maisons des chanoines, on avait eu soin de les grouper autour de la Cathédrale. Celles des quatre dignités y étaient invariablement attachées ; mais, pour les autres, à la mort de leurs usufruitiers, le plus ancien chanoine avait droit d'option (2).

Il ne saurait entrer dans notre cadre de rapporter les règlements intérieurs que le Corps capitulaire s'était donnés. Nous dirons seulement qu'il possédait un sceau particulier, ainsi décrit : rond, avec un évêque de face à mi-corps, tenant la crosse dans la main droite, un livre ouvert dans la gauche et accosté des lettres S. F., qui signifient Sanctus Fulcrannus. Autour, la légende : *Sigillum canonicorum Lodove* (3). Ses armoiries étaient *d'azur à la*

(1) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(2) Inventaire de Briçonnet, f° 58 v° E.

(3) « Item et quamdam litteram in parguameno more instrumenti antiqui scriptam, sigillo cereo dictorum canonicorum Lodove rotundo impendenti sigillatam, in quo quidem sigillo canonicorum Lodove in rotunditate circa ymaginem dicti domini episcopi Lodovensensis erant scripta seu litere que secuntur : *Sigillum canonicorum Lodove* » (Arch. mun. de Lodève, vidimus de douze contrats pour l'Aumône du Chapitre, fait le 6 octobre 1347). — La pro-

croix d'or. Propriétaire à Lodève de tout un quartier de la ville et seigneur de plusieurs villages des environs, il jouissait d'une influence incontestable même par la position personnelle de ses membres, recrutés dans les familles nobles et aisées du pays, par leur crédit auprès des Évêques, dont ils étaient souvent parents, par le prestige enfin de leur savoir, car nombre d'entre eux avaient conquis leurs grades dans l'Université voisine de Montpellier.

Par les libéralités des Évêques, auxquels saint Fulcran donna un si bel exemple, le Chapitre s'enrichit considérablement. Du pieux pontife, il tenait dès 975 la moitié du tonlieu (1). On le voit jouir également de la moitié du fournage (2). Il fit aussi quelques acquisitions : en 1259, moitié de la leude des jarres ou marmites et une tour à Monthrun, que lui vendit Pierre d'Auriac (3), mais que l'évêque Bérenger de Boussagues racheta (4) ; en 1457, part de la famille De Lodève sur le Sestairal (5). C'est à ce titre qu'il est intervenu dans les règlements relatifs à la boucherie en 1435 (6), à la foire en 1346 (7) et dans l'inféodation du Sestairal par Jean de Corguilleray à la Ville en 1463 (8). Cependant, il ne s'agissait là que de

curation du député du Chapitre aux États-Généraux de 1303 porte le même sceau, qui mesure 0^m,043, d'après Drouet d'Arcq (*Archives de l'Empire, inventaires et documents, collection de sceaux*, t. II, p. 594, n° 7200).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VII, p. 4.

(2) Voir p. 154.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LIV, p. 47.

(4) Achats de terres aux Rives par l'Hôpital en 1283-1284 (Arch. de l'Hôpital de Lodève, parch. orig.).

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLIII, p. 200.

(6) Délibérations du Conseil de Ville, année 1435, *passim*.

(7) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XCV, p. 114.

(8) *Ibid.*, doc. CL, p. 208.

redevances féodales, aliénées par les Évêques, et qui, en rien, ne touchaient au *dominium*.

Néanmoins, le Chapitre paraît s'en être prévalu pour essayer, grâce à ces droits et à des privilèges curieux, de s'associer à l'Évêque dans l'exercice du pouvoir. En voici un exemple.

En 1346, un certain Jean de Lauroux ayant été, pour quelque méfait, condamné par le Juge de Lodève à être fouetté à travers la Ville, un chanoine se rencontra sur son passage fortuitement, assura-t-il ; et, arguant d'un privilège reconnu de temps immémorial à son Corps, il ordonna de délivrer le patient. Les officiers de justice s'y étant refusés, le Chanoine en référa à ses confrères, et aussitôt tous ou à peu près de se rendre près de l'exécuteur et de lui arracher le condamné. Requête fut présentée au Conseil du Roi par les gens de la Cour ; mais, après une procédure de plus de dix ans, l'affaire se termina à la satisfaction du Chapitre. Il vit approuver par l'autorité royale son bizarre privilège, qui rappelle celui des Vestales (1).

Ce différend était pendant, lorsque le Chapitre se trouva de nouveau en conflit avec la Cour de l'Évêque, au sujet de la saisie des gages. Dans tous leurs rapports d'affaires avec les habitants, les chanoines et le clergé de la Cathédrale étaient entraînés par eux sous la juridiction de l'Évêque-seigneur. Ils émirent pourtant la prétention de procéder contrairement à la coutume, en faisant porter les gages saisis à la requête du Chapitre sur Raymond Gauscelin, chaudronnier de Lodève, dans la propre maison capitulaire et non pas chez les voisins immédiats du débiteur.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xcvi, p. 116.

Les habitants se solidarisèrent avec lui : quatorze d'entre eux l'accompagnèrent devant le Viguiier et protestèrent qu'ils étaient justiciables de l'Évêque et non du Chapitre (1).

C'est la raison pécuniaire qui divisa ce dernier Corps et la Ville. Forts de leurs immunités, les ecclésiastiques refusèrent longtemps de contribuer aux tailles, et ne s'y résolurent qu'avec les nécessités de la guerre de Cent Ans (2). Quant aux dîmes, le Chapitre de Lodève étant gros décimateur, elles donnèrent lieu à des difficultés. Dès 1276, celles du foin, des fourrages et de l'huile furent l'objet d'une transaction. Le Chapitre, considérant la situation resserrée de Lodève, sa population médiocre, et la nécessité d'en favoriser le développement par des concessions, déclara se contenter de la vingtième partie du foin, levée sur la première coupe séchée au pré, de la douzième partie des fourrages verts vendus à autrui, et de la vingt-cinquième partie de l'huile prise au moulin (3). Une transaction bien postérieure constate qu'à l'égard des raisins on payait au Chapitre le dixième de la vendange en raisins et moût pris à la vigne, ou bien le douzième porté à la maison capitulaire. On désignait ces deux modes par les expressions : ne pas porter ou porter à tine, c'est-à-dire à cuve. Ils dépendaient de l'usage particulier à chaque propriété (4).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CIV, p. 125.

(2) *Ibid.*, doc. CXXXI, p. 176.

(3) *Ibid.*, doc. LXII, p. 70.

(4) *Ibid.*, doc. CXCVI, p. 279.

CHAPITRE VII

LES INSTITUTIONS

Nées des besoins qui pressent l'homme dans sa vie sociale, religieuse ou privée, les Institutions témoignent à la fois des aspirations et des misères entre lesquelles il se débat. Et, s'il est juste de convenir qu'au fond elles demeurent partout à peu près les mêmes, il n'est pourtant pas sans intérêt de constater les solutions parfois diverses que reçoivent, selon les temps et les lieux, les problèmes proposés à ceux qui ont charge de conduire leurs semblables pour satisfaire à la soif de vérité ou de science, pour remédier aussi, hélas ! à la déchéance physique et morale.

INSTITUTIONS CIVILES

Ecoles. — Au seuil de toute constitution sociale, se pose la question de l'éducation. Dès les premières délibérations conservées, en 1423, on trouve mention des écoles municipales de Lodève, ce qui peut faire penser que leur institution est ancienne. Elles étaient régies par un magister, clerc ou laïque, gradué ès-arts ou en droit canonique, toutes études de médecine, droit ou théologie comportant les matières élémentaires, seules enseignées à l'école municipale. Un peu plus tard, on voit un bachelier associé au magister pour l'aider dans sa tâche. L'engagement du magister avait lieu tous les ans, vers les mois d'été, en général à la Saint-Jean ou à la Madeleine, l'exercice devant

commencer et finir à la Saint-Luc ou 18 octobre, selon l'usage universel.

Le choix du régent était une préoccupation pour les Sigilliers. Tantôt, ayant entendu vanter la capacité de quelque maître étranger, ils se décidaient, pour l'attirer, à un sacrifice pécuniaire (1). Tantôt, plusieurs concurrents se présentant, ils faisaient *disputer* la place, c'est-à-dire établissaient un concours. Dans ce cas, l'épreuve avait lieu à la Salle capitulaire d'été, devant « gens de robe longue », c'est-à-dire les chanoines, et aussi quelque gradué, les Sigilliers, qui y assistaient, étant eux-mêmes, la plupart du temps, incapables d'en juger (2). En 1552, les écoles étaient tenues par Jacques Serras, du lieu de Soubès. Voulant conserver la place, il dut soutenir une thèse véritable devant Étienne Riquet, médecin, qui présidait comme « cathédrant », et il le fit avec honneur, au témoignage de son juge et de ses rivaux (3). Aussi, cinq jours après, la Ville passa-t-elle avec lui un engagement pour l'année suivante (4). Un maître qui mécontentait pouvait être cassé, même au cours de l'exercice : en 1487, Pierre de Lampris, renvoyé dans ces conditions, protesta vainement auprès de son remplaçant, Pierre Brunot (5).

La présentation du bachelier ou suppléant était laissée au maître, mais son choix était ratifié par la Ville après un examen analogue à celui du régent. En 1560, celui-ci, Arnaud Maillac, n'étant pas encore pourvu de son auxiliaire

(1) François Camus, appelé de Montpellier (délibération du 13 octobre 1555), pour lequel on éleva de 40 à 50 livres les appointements.

(2) Délibérations du Conseil de Ville, *passim*.

(3) Délibération du 20 juin 1552.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXX, p. 242.

(5) *Ibid.*, doc. CLV, p. 217.

presque à la veille de la rentrée, les écoliers adressèrent aux Sigilliers la requête suivante :

« Supplient humblement les escoliers residans en la cité de Loudeve et en l'escole d'icelle que, jaçoyt que annuellement ladite ville et cité de Loudeve donne ordre de pourvoir ladite escole de domne maige et bachelier, ce nonobstant, vous, nosditz seigneurs Sigilliers, auriés pourveu ladite escole de domne maige et non point de bachelier ; que, comme voyés, sommes au jour de Saint-Luc, que pourroit estre que ladite escole demeureroit despourveue de bachelier, s'il n'y est pourveu par vousedits messieurs. Ce considéré, de vous graces vous plaize y pourvoir, suyvant les anciennes coustumes, et ferés bien ».

En conséquence, Maillac fut mandé au Conseil ; il s'y déclara prêt à présenter deux bacheliers, dont l'un avait enseigné l'année précédente. On lui répliqua que ce candidat allait quitter la ville ; qu'au surplus, les écoliers ne voulaient pas de lui, et le Conseil pas davantage, car il n'avait pris aucune autorité sur les enfants. Il fallait donc que Maillac présentât l'autre candidat « quy fera lecture en la presence des Consulz et autres que bon leur semblera » (1).

Les engagements ne formulent que des prescriptions religieuses et de discipline ; ils demeurent muets sur les programmes, qui très probablement étaient les mêmes qu'ailleurs. Les maîtres devaient porter des robes longues ; s'ils négligeaient de le faire, la Ville les y obligeait, en les en fournissant à leurs propres frais. Ils étaient tenus de conduire leurs élèves à tous les offices : messe au couvent

(1) Délibération du 14 octobre 1560.

des Carmes le samedi, et complies le même jour à Notre-Dame de la Chapelle ; le dimanche, après les heures récitées à l'école, messe aux Cordeliers, puis visite à la chapelle Saint-Fulcran à la Cathédrale, afin d'y « baiser humblement les pieds du précieux corps Monsieur Saint Fulcrand » ; en carême et généralement dans l'année, sermons, processions et cérémonies quelconques (1).

Les appointements des maîtres varièrent selon les époques. Au milieu du XVI^e siècle, ils étaient de 40, puis 50 livres tournois. Moyennant ce, les enfants de la Ville ne payaient rien ; des étrangers, le régent ne pouvait recevoir qu'une rétribution annuelle de 27 sols 6 deniers tournois, équivalant environ à une quinzaine de francs de notre monnaie (2). Ces appointements furent servis par la Ville jusqu'en 1565, année où elle se préoccupa de mettre en vigueur l'ordonnance rendue par le Roi aux États-Généraux d'Orléans. Cette ordonnance portait que, dans toutes les villes où il y aurait un Évêché et un Chapitre, une prébende serait affectée à l'entretien d'un précepteur ou « théologien » pour instruire les enfants. La première vacance de prébendier se produisit par la mort de Jean Besses. Aussitôt les Sigilliers réclamèrent l'exécution de l'ordonnance royale, en se présentant le 6 juillet à la maison de l'Archidiaconat, résidence de l'évêque Claude Briçonnet, et le requérant d'affecter la prébende vacante à un précepteur qui, sans autre salaire, se chargerait d'instruire les enfants. L'Évêque promit de communiquer la demande à ses chanoines. Le Chapitre fut en effet assemblé et, devant les

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXX, p. 242, et CLXXV, p. 247.

(2) *Ibid.* — Voir p. 201, note 1.

Consuls, prit connaissance de la requête, mais différa la réponse. Le surlendemain, les magistrats vinrent la réclamer. L'Évêque, de la porte, les harangua, déclarant qu'il ne voulait pas contrevenir à l'ordonnance ; mais exigeait que le candidat fût choisi selon les termes de celle-ci. Ainsi on procurerait à la fois l'honneur de l'Évêque, celui de son Chapitre et l'utilité de la Ville. Les Consuls parurent déçus, trouvèrent la réponse dilatoire, et, deux jours après, convoquant le Conseil général, se firent donner mandat de poursuivre l'affaire aux frais de la Communauté (1).

Le temps s'écoulait ainsi et l'année scolaire était déjà ouverte. Le 21 décembre, on exposa au Conseil qu'il se présentait un maître et qu'il conviendrait de le faire agréer au prélat et au Chapitre. De l'ensemble des faits, il nous paraît résulter que l'Évêque et les chanoines ne répugnaient pas à céder la prébende, mais qu'ils se préoccupaient, désir bien naturel en ce temps d'hérésie, de s'assurer de l'orthodoxie du maître. Le procès, porté au Parlement de Toulouse, fut jugé en faveur de la Communauté, comme on l'annonça au Conseil du 12 juillet 1567 ; désormais, en effet, la prébende affectée à cet usage nouveau porta le nom de prébende préceptoriale. Par le fait, une des places de chanoines fut supprimée, et leur nombre se trouva réduit à douze.

Médecin public. — Une question qui ne préoccupait pas moins l'administration municipale était celle du médecin public. La salubrité du climat et peut-être l'habitude d'une vie dure devaient créer trop de loisirs et procurer assez peu d'honoraires aux médecins, qui manquaient à Lodève. On

(1) Délibérations des 6, 8 et 10 juillet 1565.

en était réduit à ces bacheliers, fournis par l'Université de médecine de Montpellier, auxquels un temps de pratique était imposé avant le grade de docteur, et qui se répandaient pour ce motif dans toutes les localités de la région. Encore fallait-il, pour les fixer, leur accorder une pension annuelle, quelquefois aller coûteusement chercher leur mobilier. Ils n'avaient le droit de rien exiger des pauvres, ni même de ceux qui ne voudraient point les payer (1).

La plupart des maladies étaient traitées par les chirurgiens-barbiers, si nombreux partout au moyen-âge et dont les attributions demeurent encore assez mal définies. On les voit opérer dans des cas même difficiles : anthrax à la jambe (2), gravelle d'enfant (3), grave mal de gorge (4). Ces chirurgiens-barbiers paraissent s'être formés hors des Universités, les uns par les autres, au moyen de la pratique, comme en témoigne le contrat d'apprentissage pour quatre années passé le 7 mars entre maître Pierre Gabilhaud et le jeune Étienne Grégoire du Vigan, attiré par sa réputation (5). Ce Gabilhaud était aussi habile homme que renommé guérisseur. Il faisait engager ses clients d'avance, par devant notaire, à suivre ses ordonnances avec la plus parfaite obéissance et à lui compter de beaux honoraires (6). La cure réussissait ou non, le marché tenait toujours.

(1) Délibérations du Conseil de Ville, *passim*.

(2) Quittance du 6 mars 1430 par « m^e G. Henric, surgier, per una cura que a fag a G. Sabert de Mayras de son entras en la camba daquel desus dig e per la cura que fezel a reisabut so es a saber tres motos d'aur » (Minutes de Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Voir p. 206, note 1.

(4) Voir note 6.

(5) Minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(6) « Die sexta novembris anni m^o miii^o lxi^o, noverint universi quod Bernardus Floyraci, filius Guillelmi Floyraci, actendens quod ipse est gravis corpore suo pretextu cujusdam infirmitatis qua patitur in guture suo de sestolis et

Non moins prudent était ce Jean Scoufier qui, étranger à la ville, en acceptant de faire tous ses efforts pour guérir de la gravelle le jeune Pierre Sabatier, déclarait à ses parents le considérer comme mort, ou devant être tel bientôt ; aussi, tout en leur promettant d'y mettre de son côté la meilleure volonté, il entendait être couvert de tous risques dans cette fâcheuse éventualité (1).

Maison publique. — De l'absence dans la Coutume, contrairement à l'usage général, de dispositions relatives aux attentats contre les mœurs, surtout du silence des minutes de notaires locaux sur les réparations pécuniaires cyniquement stipulées dans certains cas, il nous semble qu'on peut conclure à un état moral satisfaisant à Lodève au moyen-âge. Parmi les œuvres locales de charité que nous aurons bientôt à énumérer, aucune n'est catégoriquement appelée à pourvoir au sort d'enfants exposés. Seule une institution civile témoigne de la difficulté de proscrire entièrement le vice.

Les défenses de saint Louis relativement à la tolérance des maisons publiques étaient peu à peu tombées en désué-

alia infirmitate tali quod remanere non potest, volens pro posse ejus corporis saluti providere, actendens abilitatem et scientiam providi viri magistri Petri Gabilhaudi, surgici Lodove, quam habet, et qui est bene dotatus arte chirurgie, confidens de ejus scientia et quod, cum Dei auxilio, ipse Gabilhaudus eundem Bernardum sanabit, igitur in cura dicti magistri Petri Gabilhaudi se posuit et ad medendum et sanandum eidem Gabilhaudo se tradidit. Et dictus magister Petrus Gabilhaudi dictum Bernardum Floyraci ad sanandum de dicta infirmitate juxta cursum chirurgie recepit, dum tamen idem Bernardus Floyraci stet regimini suo, alias non, et quod non excedat metas ejus regentis. Et ibidem dictus Bernardus Floyraci promisit et convenit dare et solvere dicto magistro Petro Gabilhaudi, surgico, presenti et pro se et suis stipulanti et recipienti, pro laboribus et medicamentis impendendis et administrandis in dicta cura, decem scuta auri nunc cursum habentia in presenti regno Francie ».

(1) Contrat du 19 mars 1471, minute de Claude Lieutard, notaire à Lodève, étude Granier.

tude ; et, toute soumise qu'elle fût à un seigneur ecclésiastique, la ville de Lodève ne put se défendre de l'envahissement des femmes de mauvaise vie. Dès avant 1401 existait, au faubourg de Montbrun, un de ces lieux que, par antiphrase, on appelait « lo bon hostal », la bonne maison, et leur gérante, « l'abbesse » (1). En 1444, à cet établissement un second est venu faire concurrence (2). Mais jusque-là leur inscription au compoix montre bien qu'ils sont nés de l'initiative privée. Au contraire, en 1455, l'une de ces deux maisons devint établissement municipal. Elle appartenait alors à Pierre Hugues, comme héritier de sa mère ; à cause de sa vétusté et de l'usage à payer au seigneur de Fontès, sa possession n'était qu'onéreuse. Aussi Bernard Hugues, en qualité de père et légitime administrateur des biens du jeune Pierre, encore mineur, en fit-il donation pure et simple à la Ville le 2 janvier 1455 (3). Le 13 décembre suivant, la Communauté l'agrandit d'une maison et verger contigu achetés de Pierre Pinol, laboureur (4). Elle afferma l'établissement pour une somme modique, comptée au nombre des revenus municipaux (5).

Cet état de choses dura jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Les États-Généraux d'Orléans avaient bien demandé qu'on remît en vigueur les ordonnances du roi Louis IX, mais c'est seulement dans sa séance du 26 avril 1568 que le Conseil de Ville décida « que certaines femmes estran-

(1) « Isabels, abadessa del b.... te se del senhor de Fontes, fa usage III deniers » (Compoix de 1401, f^o 123 v^o).

(2) « 1 ostal public al barri.... fa a Fontes III den. » (Compoix de 1444, f^o 198). — « 1 ostal al barri per las publicas, es franc » (*Ibid.*, f^o 161).

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxli, 1, p. 196.

(4) *Ibid.*, 2, p. 198.

(5) *Ibid.*, doc. clii, p. 216.

gieres servant de mauvais exemple aux femmes de bien de lad. ville vuyderont la ville dans trois jours •. La maison publique municipale de Lodève était condamnée ; elle fut vendue aux enchères en 1570 à l'hôtelier Jean Dazemar pour la somme de quarante livres tournois (1).

INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Paroisses. — Il ne nous semble pas douteux qu'à l'origine, la ville de Lodève a été desservie, au point de vue religieux, par l'église Saint-Geniez, la première mentionnée dans les documents, longtemps la seule à Lodève, et celle dont le titulaire demeura le patron du lieu, comme en témoignerait au besoin la fixation à sa fête de la foire annuelle. Mais, quand la ville prit de l'importance comme population, et l'église Saint-Geniez comme église du siège, c'est-à-dire cathédrale pourvue d'un Chapitre ; lorsque surtout se créèrent de toutes parts les paroisses, la division de Lodève en deux parties commanda le nombre de celles qui y furent établies, et qui paraissent en 1162 pour la première fois (2).

La cité épiscopale avec les environs de la place de la Bossanella, restée toujours le centre de la vie féodale, forma la paroisse Saint-André ; celle de Saint-Pierre engloba le quartier plus récent qui s'étendait jusqu'au confluent des rivières. Deux traces pourtant de l'ancien rôle joué par l'église Saint-Geniez subsistèrent : jusqu'à la Révolution elle garda le privilège de l'unique baptistère de Lodève, en vue duquel une chapelle y avait été spécialement construite ;

(1) Délibération du Conseil de Ville du 2 mai 1570.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxiv, p. 27.

et au synode on continua de répondre nommément pour elle (1).

Mais, par suite très probablement de sa vétusté, l'église Saint-André fut abandonnée d'assez bonne heure, et le siège de la paroisse transféré à la Cathédrale, dans la chapelle actuelle du Sacré-Cœur. Ce changement eut lieu avant 1289 (2) et fut officiellement consacré entre 1318 et 1322. En effet, l'église Saint-André fut unie par l'évêque Jacques de Concoz à celle de Saint-Geniez, dite toujours paroissiale, et le service de toutes deux fut confié au sous-sacriste, dont l'office fut alors créé, et qui au synode était tenu de répondre pour l'une et l'autre. La collation lui était faite en commun par l'Évêque et le Chapitre, mais au premier seul fut réservé le pouvoir de donner charge d'âmes (3). Ce transfert explique comment Saint-André ne figure pas dans l'État des églises par Bernard Gui, et pourquoi en 1424 il n'est question, en fait de paroisses, que de Saint-Geniez et de Saint-Pierre (4). Mais on continuait, pour distinguer le service de la paroisse et celui de la Cathédrale, de dire aussi Saint-André : en 1433 une taille fut imposée sur les paroissiens pour refaire une cloche (5).

Le cimetière, contigu à l'église abandonnée, subsistait toujours (6) et servait concurremment avec un autre, dit de Saint-Geniez, dans le quartier du Terron, dont il est

(1) État des églises du diocèse de Lodève par Bernard Gui.

(2) Indulgence de un an et quarante jours, concédée le 18 novembre 1289 par le pape Nicolas IV en faveur de l'église Saint-André de Lodève (*Les Registres de Nicolas IV*, n° 1838, p. 336).

(3) Inventaire de Briçonnet, f° 38 A. 38 v° E et 60 B.

(4) Délibération du Conseil de Ville du 1^{er} mai 1424.

(5) Délibération du Conseil de Ville du 26 octobre 1433.

(6) Contrat du 27 janvier 1482 (n. st.), minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard.

fait mention dès 1325 (1). Le presbytère Saint-André devint l'habitation du sous-sacriste (2).

La paroisse Saint-Pierre, dès l'origine, avait porté le titre d'archidiaconat (3), et semblait par là devoir relever du Chapitre, non de l'Évêque. Aussi cette église fut-elle, en 1250, l'occasion d'un conflit entre eux. Le titulaire venait de mourir. Simultanément le droit de nommer son successeur fut réclamé par Guillem de Cazouls et par les chanoines. Le premier alléguait une bulle d'Adrien IV du ^{xviii} (sic) des calendes de mars 1154 qui nous paraît un peu suspecte, bien que transcrite dans le Cartulaire de Bernard Gui (4) et inventoriée par Guillaume Briçonnet (5). Mais Guillem de Cazouls fit appuyer sa demande par les Évêques de la Province. Leur lettre collective exposait à Innocent IV que le diocèse de Lodève était pauvre et situé dans les montagnes ; que l'Évêque s'y trouvait entouré de voisins redoutables par leur perfidie ; qu'il avait donc grand besoin d'être aidé (6). Le Pape confia une enquête à ce sujet à Pierre, cardinal d'Albano, qui, le 25 mai 1251, se prononça en faveur de Guillem de Cazouls. Innocent IV

(1) Voir p. 72, note 6.

(2) Voir p. 209, note 6.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxiv, p. 27.

(4) *Liber Privilegiorum*, f° 2, cité dans l'Inventaire de Briçonnet, f° 143.

(5) Répertoire de Briçonnet, f° 2.

(6) « Archiepiscopus Narbonensis et plures alii episcopi porrexerunt pape Innocentio pro Episcopo Lodovensi supplicationem, exponentes eidem pape quod archidiaconatus Lodove erat per commissionem domini Adriani dudum pape mense episcopali unitus, et quod numquam fuerat archidiaconatus a mensa episcopali semotus. Ideo hoc considerato et cum hoc quod Lodovensis episcopatus tenues habeat redditus, sitque in loco aspero et excelso ac in medio perversorum, supplicaverunt predicto pape, ne amplius super hac materia permitteret deinceps Episcopum molestari, dicentes vix etenim respirare potest, tot sibi undique injuriose imminent insidie vicinorum » (Répertoire de Briçonnet, f° 49 F).

consacra cette décision en confirmant à l'Évêque l'archidiaconat Saint-Pierre, par une bulle du 1^{er} juin 1251 (1). Cette église était donc à la collation du prélat, qui en exerça nommément le droit le 1^{er} février 1461, en faisant inventorier les biens de la maison presbytérale et nommant le nouveau prieur (2).

Au XV^e siècle, l'église eut besoin de réparations. Comme pour la cloche de Saint-André on leva une taille dans ce but (3) ; de pieux paroissiens y contribuèrent aussi volontairement (4) et, l'ouvrage pressant, l'Évêque autorisa les ouvriers ou marguilliers à mettre en gage la grande croix (5).

Le service religieux était délégué par le prieur à un prêtre chargé de prendre soin, d'où son nom de curé, que les offices fussent célébrés et les sacrements administrés en tout temps, même pendant la peste (6).

La paroisse Saint-Pierre avait un cimetière contigu à son église, où le nombre des sépultures était forcément limité, car les rues publiques le maintenaient fort étroit ; il était dit des Pauvres (7), les familles aisées ayant, selon l'usage, leur caveau ou tombeau à l'intérieur de l'église.

Chapelles. — Outre ses paroisses, Lodève avait des églises ou chapelles, sur lesquelles il convient de s'arrêter. La plus

(1) Répertoire de Briçonnet, f° 8 C et D.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, f° 147, p. 207.

(3) Délibération du 20 décembre 1432.

(4) Don de 20 livres tournois par Raymond Albi, prêtre, « pro constructione campanilis sive cloqueryc, et hoc in quingentis labidibus (sic) extrahendis et asportandis in dicta edificatione » (acte du 28 juin 1410, minutes de Guillaume Maurin, notaire à Lodève, étude Granier).

(5) Acte du 20 décembre 1432 au Livre des Notaires de la Ville.

(6) Arrentement du 11 décembre 1462, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(7) Voir chapitre X. *Topographie de la Ville*.

ancienne est certainement celle qui portait le vocable significatif de Notre-Dame de la Chapelle (1). Située sur l'une des plus vieilles rues, dans une partie que nous considérons comme des premières, et en dehors de l'enceinte fortifiée de la Cité, elle dut être, à l'origine, une chapelle de secours pour les habitants de ce quartier, isolés, la nuit, de la paroisse Saint-André. Une bulle de 1162 mentionne expressément cette dernière avec ses chapelles, *cum capellis suis* (2). Il est de toute évidence qu'en faisait partie l'édifice qui garda ce nom de « la Chapelle », et dont l'architecture dénote bien le XI^e ou le XII^e siècle. C'était dans l'intérieur de la ville le seul oratoire dédié à la Sainte-Vierge. Aussi la dévotion s'y portait-elle, se traduisant en cierges qu'on faisait brûler devant l'autel, et pour l'entretien desquels des bassins étaient placés aux deux paroisses les dimanches et fêtes (3). La collation du prieuré était dévolue à l'Archidiacre (4), lequel le faisait desservir par un chapelain (5).

Une autre des chapelles dépendantes de Saint-André que vise la bulle de 1162 pouvait être l'oratoire de Notre-Dame de Pitié ou de Compassion, situé sur la rive gauche de Soullondres et tout à côté duquel était l'hôpital des Pestiférés. Mais alors l'oratoire aura été certainement reconstruit, du moins a eu sa voûte refaite, car celle-ci est ogivale et accuse le XIV^e ou le XV^e siècle. Pourtant, Bernard Gui ne mentionne pas dans son *État des églises* cet oratoire

(1) On la trouve mentionnée dès l'an 1270 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXI, p. 67).

(2) *Ibid.*, doc. XXIV, p. 27.

(3) Livre des Notaires de la Ville et testaments de particuliers.

(4) *État des églises du diocèse de Lodève* par Bernard Gui.

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXVI, p. 162.

de Notre-Dame de Pitié, vulgairement *Pietat*, et l'existence n'en est attestée positivement qu'au XV^e siècle. C'est pourquoi nous n'affirmons rien quant à la date de son érection.

Il en est de même pour la chapelle Saint-Thomas, au delà du pont de Lergue, qui desservait l'hôpital des Lépreux et dont les Sigilliers prétendaient avoir le droit de présentation (1). Bernard Gui la mentionne dans son État des églises du diocèse comme livrée au culte, bien qu'à cette date, la Léproserie fût fermée (2).

Nous avons trouvé également que l'Hôpital avait une chapelle Saint-Jaume en 1559 (3) ; mais nous croyons qu'elle n'était pas, à cette époque, bien ancienne. Outre qu'il n'y est fait aucune allusion dans l'inventaire détaillé du mobilier de l'Hôpital en 1438 (4), à l'inverse de celui de 1559, la reconstruction totale de cet établissement vers 1536 (5) nous autorise à penser qu'on songea alors à y ménager une chapelle. Elle fut dédiée sous le nom de Saint-Jacques, patron des pèlerins, à l'instar de celles de beaucoup d'asiles analogues.

Le faubourg de Montbrun, si important, et situé hors de l'enceinte de la ville, ne pouvait rester dénué de secours religieux. Il eut dès le XIII^e siècle, c'est-à-dire au moment où il se formait sous l'impulsion de la famille De Lodève, sa chapelle dédiée à Notre-Dame ; et la position de cet

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxviii, p. 195.

(2) « Est capella Sancti Thome, apostoli, ultra pontem Lirge, in exitu suburbii versus Sanctum Andream et Giniacum, ubi fuit domus Leprosorum » (Inventaire de Briçonnet, f^o 38 v^o K).

(3) Reg. des délibérations du Conseil de Ville, 17 avril 1559.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxix, p. 168.

(5) Voir plus bas.

oratoire, à mi-chemin de la colline, dominant la ville et les deux vallées, lui valut son nom de Beaulieu. On rapporte en général sa fondation à l'année 1248 ; elle est certainement antérieure, puisque Bertrand de Mornay, qui siégea de 1237 à 1241, y affecta la moitié des dîmes dues à l'Évêque dans la paroisse Saint-Julien d'Avizas, concession confirmée par son successeur Guillem de Cazouls (1). Comme il est assez probable qu'elle fut faite pour aider Guillem I^{er} de Lodève dans sa pieuse entreprise, nous mettons vers 1238 la construction de cet oratoire. C'était un prieuré simple, desservi par un prieur ou chapelain à la collation de l'Évêque (2), mais la présentation appartenait à la famille De Lodève (3). Elle passa au Chapitre avec les droits de celle-ci (4).

Le cimetière, situé près du faubourg de Montbrun, et qu'on trouve, au XV^e siècle, affecté aux enfants morts sans baptême, fut peut-être à l'origine, celui de la paroisse Saint-Pierre étant fort exigü, spécial aux habitants du barri de Montbrun.

Monastères. — Le clergé séculier était secondé à Lodève par trois ordres religieux : les Bénédictins, les FF. Mineurs ou Franciscains et les Carmes.

Tout naturellement, les fils de saint Benoît y sont les premiers en date. On ne saurait dire à quelle époque ils vinrent s'établir près de Lodève. Ce fut assez vraisemblablement après la réforme de saint Benoît d'Aniane et la vive impulsion qu'il donna dans la région à la vie monastique.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LX, p. 67.

(2) *État des églises du diocèse* par Bernard Gui.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXXVII, p. 193.

(4) *Ibid.*, doc. CXLIII, p. 200.

Mais la première mention certaine qu'on ait à cet égard est celle du transfert de leur communauté près de l'église Saint-Geniez par l'illustre saint Fulcran (1). Ce pieux évêque, préoccupé de voir les religieux établis dans un lieu peu convenable, leur donna une église dédiée d'abord à la Sainte-Croix et consacrée ensuite au Saint-Sauveur par Théoderic, son prédécesseur. Elle tombait alors en ruines ; saint Fulcran la répara, l'exhaussa, selon Bernard Gui, qui vit assez probablement cette même église, et il la donna aux moines. Il construisit pour eux à côté un vaste monastère, et le dota richement en y instituant douze religieux. A leur tête, il mit Agelmar, un de ses chanoines préférés, qui avait pris l'habit bénédictin. Cette fondation était achevée, ajoute le biographe de saint Fulcran, en l'année 996 ; mais, dès le 4 février 988, date du testament, elle était résolue, le lieu choisi, l'église cédée, la communauté organisée sous la direction d'Agelmar (2). La pensée remontait donc encore un peu plus haut.

Cette constatation a de l'importance, car elle nous permet une hypothèse sur l'établissement primitif des

(1) « Construxit quoque cenobium monachorum ordinis Sancti Benedicti prope ipsam ecclesiam cathedralem in honore Sancti Salvatoris, ex alio loco minus ydoneo translatus ad locum illum, subjectum ipsi ecclesie Sancti Genesii et episcopi Lodovensi, quod multis donariis ac possessionibus dotare et ditare curavit. Et primo quidem ecclesiam ipsam Sancti Salvatoris ipsi monasterio contulit, que prius veterano edificio in honore Sancte Crucis edificata, postmodum a predecessore sancte memorie Theoderico in honore Sancti Salvatoris fuerat consecrata. Quam pene dirutam ipse sanctus Fulcrannus firmiter reparavit et inaltavit, et ex prediis patrimonii sui locupletavit. Et Agelmarum, quondam dilectum suum ex canonico monachum factum, virum providum ac bene literatum, cenobio illi prefecit. Hiis ita consummatis anni jam nongenti nonaginta sex cum indictione octava dominice computabantur Incarnationis » (Bibl. Nat., fonds latin, ms. 5406, f° 41 v° A : Vie de saint Fulcran par Bernard Gui).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XI, p. 11.

Bénédictins à Lodève. Un fait nous a frappé : dans les premiers diplômes carlovingiens concédés à l'Évêque, avant 817 (1), en 844 (2), et dans la bulle d'Adrien III en 884 (3), il est toujours question, et cela même avant l'église Saint-Geniez, d'une église ou d'un monastère appelé Saint-Amans, lequel disparaît absolument par la suite. Mais, d'autre part, saint Fulcran, lorsqu'il répare, agrandit et consacre la cathédrale Saint-Geniez, a soin d'y réserver un autel à saint Amans (4), envers lequel d'ailleurs il témoigne dans son testament d'une spéciale dévotion (5). En une région si voisine du Rouergue, où l'admiration pour les vertus de ce saint, évêque de Rodez, en avait perpétué la mémoire, le sentiment de saint Fulcran serait explicable même sans notre hypothèse ; pourtant il nous paraît surtout justifié par le soin pieux de conserver le souvenir du monastère disparu. On sait, en outre, que la chapelle ou le monastère Saint-Amans était situé non loin des murs de la ville, mais en dehors (6), ce qui répond très exactement au « lieu moins convenable » (7), vu sans doute les périls du temps, auquel Bernard Gui, d'après Pierre de Mazan, fait allusion. Pour tous ces motifs, nous pensons que le monastère bénédictin fut d'abord dédié à saint Amans.

L'acte de fondation du nouveau, appelé de Saint-Sauveur, devait contenir des règlements spéciaux, qu'il eût été intéressant de connaître. Nous nous efforcerons de

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. II, p. 1.

(2) *Ibid.*, doc. IV, p. 2.

(3) *Ibid.*, doc. V, p. 3.

(4) *Ibid.*, doc. VII, p. 4.

(5) *Ibid.*, doc. XI, p. 11.

(6) *Ibid.*, doc. II, p. 1.

(7) Voir p. 215, note 1.

suppléer à leur perte en recueillant ce que les documents nous ont transmis sur la vie des religieux.

Placé sous l'autorité immédiate des Évêques, à côté desquels ses abbés mitrés siégeaient en chape aux synodes diocésains (1), il est par excellence le monastère lodevois ; on le voit se recruter dans la ville ou dans la région, et il fallut certainement la pénurie de vocations amenée par la rivalité heureuse des ordres mendiants au XIII^e siècle pour y laisser admettre des étrangers. A ces féodaux, en effet, qui peuplaient les monastères, il semblait dérogeant de demander avec humilité ce que dans le siècle ils n'avaient que trop souvent pris par force. On sent qu'ils gardent leurs idées sur ce point. « Un héritage vil ne convient pas à un homme noble », disait en 1146 le pieux seigneur de Montpellier Guillem VI, s'occupant, à la veille d'entrer à Grandselve, de pourvoir son troisième fils (2) ; « il ne convient pas à des religieux de mendier », répond en 1468 Bernard, abbé de Saint-Sauveur de Lodève, à un prêtre du diocèse de Rodez, qui vient lui demander de l'admettre, et duquel il exige, le monastère étant au complet, un douaire convenable (3).

A Saint-Sauveur il y avait place et dotation pour douze religieux. Lorsqu'une vacance se produisait, c'est aux moines à tour de rôle, sans doute par rang d'ancienneté, qu'appartenait la présentation. Le sujet n'était admis qu'après enquête et, reçu avec les cérémonies accoutumées,

(1) État des églises du diocèse par Bernard Gui.

(2) Testament de Guillem VI (*Liber instrumentorum memorialium*, doc. xcv, p. 177).

(3) Réception à l'abbaye Saint-Sauveur d'Arnaud Gordon (acte du 4 octobre 1468, minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

prenait l'habit (1). La probation terminée, il faisait profession. En cette circonstance, il était tenu de copier de sa propre main la formule suivante :

« Moi, frère N, je déclare vouloir et promettre, avec l'aide de Dieu, devant lui et ses anges, et en vue de la récompense éternelle, d'observer la règle de saint Benoît. Je m'y sou mets humblement et de telle manière qu'à partir de ce jour il ne me soit plus permis de dégager mon cou du joug de la règle. Et, afin que cette demande de profession soit fermement maintenue, en présence de vous, révérend seigneur et père dans le Christ, seigneur N, abbé, je la dépose, écrite et confirmée de ma main en signe perpétuel de l'observer toujours, sur l'autel consacré à saint Benoît dans ce présent monastère Saint-Sauveur de Lodève pour y être conservée à jamais.

» Moi N je promets de garder constance, obéissance et conversion de mes mœurs, selon la règle de saint Benoît, devant Dieu et ses saints. Il en est ainsi ».

Le nouveau profès lisait cette formule à voix haute, et s'engageait par serment, devant témoins et notaire, à garder ses promesses (2).

Les religieux de Lodève appartenaient à la branche dite des moines noirs, de la couleur de l'habit, puisqu'on voit, le 13 décembre 1336, Benoît XII mander à l'abbé Arnaud, de concert avec celui de Psalmodi, Raymond, de faire célébrer son chapitre général des provinces de Narbonne,

(1) Voir p. 217, note 3. — Réception de Pierre de Morlon (acte du 1^{er} novembre 1476, minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Réception de Jean du Verger (acte du 3 juillet 1470, *ibid.*).

(2) Profession d'Arpajon Teisserenc (acte du 30 décembre 1476, *ibid.*).

de Toulouse et d'Aquitaine (1). Dès le XIII^e siècle, ils s'étaient fait dispenser de tout ce qui ne tenait pas à la substance même de la règle de saint Benoît (2). C'est pourquoi au suivant on les voit passer une transaction de supérieurs à moines sur le régime alimentaire, celui des jours de jeûne surtout. L'alternance des légumes frais et secs, la variété des potages selon les saisons témoignent d'une certaine recherche (3).

(1) *Registres de Benoît XII*, p. 162.

(2) Bulles d'Innocent IV des 13 juin et 22 juin 1253 (*Registres d'Innocent IV*, t. II, p. 239, n° 6633, et p. 243, n° 6651).

(3) A cause de l'intérêt général que peuvent avoir ces détails pour le régime intérieur des communautés de l'Ordre, nous reproduisons ici les règlements édictés le 15 avril 1365 pour notre abbaye.

« Et primo namque volumus, ordinamus, statuimus quod dominus abbas dicti monasterii qui nunc est et pro tempore fuerit, debeat et sit perpetuo obligatus ad dandum et providendum cuilibet monacho dicti monasterii, die quolibet, in una miche et quarta parte alterius miche panis albi frumenti sufficientis ac farine sufficienter barutellate ad cognitionem dominorum monachorum proborum dicti monasterii, quequidem miche in pasta, pondere antiquo et in dicto monasterio consueto, debeant ponderari in presentia prioris claustralis dicti monasterii qui nunc est seu qui pro tempore fuerit. — Preterea ordinamus et statuimus quod cellerarius dicti monasterii, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, debeat et teneatur providendi conventui dicti monasterii, die quolibet per imperpetuum, in potatgio, sale et oleo eidem conventui pro se et servitoribus ac hospitibus suis necessariis. — Item etiam ordinamus et statuimus quod dictus cellerarius, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, debeat et teneatur habere scutellas, grasaletos, cizoria et grasalos sive *platz* pro carnibus que dicto conventui pro se et servitoribus ac hospitibus suis fuerunt necessaria, et quod, quando continget monachos dicti conventus habere seu comedere duplex potatgium, quod secundum potatgium minime comedere debeant in scutellis in quibus primum comederunt, sed quod idem cellerarius alias scutellas pulcras et sufficientes parari faciat et teneat. — Item ordinamus et statuimus quod dictus cellerarius, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, quolibet die in Adventu et Cadragesima Domini, conventui predicto dare debeat et ministrare, videlicet, die lune, caules salpicatos et sabbas amplas; die martis, pisos albos cum puregia; die mercurii, spinargios et cizeros albos; die jovis, herbas picadas et lentes amplas; die veneris, sicut in die lune; et die sabati, sicut in die martis; die quoque dominica, herbas picadas et fresas in prandio, et in cena cizeros albos passatos per sartaginem cum oleo et sal, pebre, bene sufficienter, ut fieri debet. — Item ordinamus et statuimus quod dictus cellerarius, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, debeat et teneatur dare et

Un siècle après, les moines furent obligés de rappeler à l'observation de ce règlement le cellerier, qui tentait économiquement de s'y soustraire. Mais déjà le monastère menaçait ruine, et la diminution de ses revenus ne per-

ministrare dicto conventui, in festis quibus in dicto monasterio processio fit seu fieri debet generalis, et etiam in vigiliis apostolorum et aliis diebus superioribus non expressatis jejuniis habentibus, sive temporibus Rogationum seu aliis per Ecclesiam mandatis, duplex potatgium ad cognitionem et ordinationem prioris claustralis dicti monasterii, qui nunc est et qui pro tempore fuerit. — Item ordinamus et statuimus quod dictus cellerarius, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, semper in tribus diebus septimane, scilicet die dominica, martis et jovis, ac etiam omnibus festis duplicibus et que coluntur, et etiam in Adventu et Kadragesima Domini, cotidie eidem conventui salsam bonam et sufficientem ac etiam pro hospitibus dare et ministrare teneatur, et similiter quandocunque et quantumcunque continget dictum conventum habere et comedere pices rescentes. — Item statuimus et ordinamus quod dictus cellerarius debeat et teneatur ministrare et tradere dicto conventui sepe species, allia, amicala et alia dicto conventui in quoquina necessaria, quando dictum conventum empastatum seu potatgium in quibus talia seu similia habere continget seu voluerit. — Item etiam ordinamus et statuimus quod dictus cellerarius expensis suis habere debeat et emere ollas, bassinas et omnia alia utensilia in coquina dicti conventus necessaria, cum quibus cibaria ipsius conventus sufficienter preparari possint. — Item etiam ordinamus quod dictus cellerarius debeat et teneatur dare et distribui facere, die quolibet, amore Dei, pauperibus ad mandatum dicti monasterii confluentibus, sex scutellas illius potatgii de quo conventus ipsa die comedit, de olla dicti conventus abstractas primo et antequam monachi dicti conventus intrent mensam sive antequam eisdem de dicto potatgio aliquid detur seu ministretur. — Item etiam ordinamus quod dictus cellerarius debeat et teneatur solvere, anno quolibet, conventui antedicto seu certo procuratori suo, pro pitantia ipsius conventus, videlicet triginta octo libras turonensium per tales terminos persolvendas, scilicet terciam partem prima die febraio, aliam terciam partem prima die junii, et restantem terciam partem prima die octobris, singulis annis, de moneta in dictis terminis currente, et quod ad hoc idem cellerarius viriliter compellatur, si negligens fuerit vel remissus, cum venter non patiatur dilationem et cum ad hoc idem cellerarius teneatur et sit obligatus, prout in quibusdam instrumentis legitimis in ipso monasterio reperitur; salvo tamen quod, si pro tempore quandocunque contingeret numerum monachorum in dicto monasterio augmentari, quod etiam pentio supradicta pro rata et portione etiam debeat augmentari et sit ipso facto pro rata augmentata. — Item etiam ordinamus quod dictus cellerarius debeat et teneatur solvere, anno quolibet, conventui antedicto pro mapis totius anni dicti conventus unam cordam canabassii boni et sufficientis in vigilia Domini Nativitatis, et cuilibet monacho dicti monasterii ipsa die tradere unam taceam vini, ac

mettait pas de le restaurer. On ne vit d'autre remède que de le démembrer entre dignitaires et religieux. Les premiers étaient l'abbé, le prieur claustral, le sacriste, le camériste et l'infirmier, les autres étaient aussi peu nombreux que possible. Chacun prit un quartier des bâtiments, sous charge de le réparer et de l'entretenir (1) ; et ainsi tomba la vie commune, base essentielle de l'état religieux. Cette cause et la fréquence de la commende, qui laissait la communauté sans chef réel, amenèrent la décadence. La Réforme devait l'achever avec ses effets violents à Lodève.

Lorsqu'en 1635 les Frères Mineurs, rétablis dans la ville sous le nom de Cordeliers, et les Carmes, revenus aussi dans leur couvent, plaidèrent devant l'Officialité de Lodève pour leur droit mutuel de préséance, ni les uns ni les autres ne purent produire leurs actes de fondation. Les chartes qu'ils présentèrent étaient suspectes, détériorées, illisibles. La sentence fut rendue en faveur des Carmes et à eux signifiée le 7 mai. Mais ils en relevèrent aussitôt appel. Le

prima die Kadragesime cuilibet monachorum cloqueam fustis. — Item eciam ordinamus quod dictus cellerarius debeat et teneatur, singulis annis, dicto conventui solvere in dominica de Passione, pro entorticiis altaris majoris, unam libram cere. — Item etiam ordinamus quod idem cellerarius debeat et teneatur, anno quolibet, in festo Sancti Georgii solvere sacriste dicti monasterii pro candelis que dicta die in altari majori comburentur, duodecim denarios parvos. — Item etiam statuimus quod dictus cellerarius debeat et teneatur mundum facere bene et sufficienter capitulum et claustra dicti monasterii et ipsa sufficienter munda tenere, maxime in tempore estatis. — Item etiam ordinamus et statuimus quod omne fimum quod in stabulis dicti monasterii fiet ad ipsum cellerarium perpetuo debeat pertinere. — Item etiam ordinamus quod idem cellerarius debeat et teneatur semper in diebus mercurinis dare et ministrare conventui antedicto potalgium de fresas. — Item quod dictus cellerarius debeat tradere et ministrare omnes species necessarias, quando dictus conventus prebadas et janetz comedet, et etiam salem in mensa dicti conventus, quolibet die».

(1) Acte du 13 mars 1469 (n. st.), minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard.

Juge de Lodève, commis pour enquêter par l'Officialité métropolitaine de Narbonne, fit, au contraire, un rapport favorable aux Cordeliers, et c'est dans ce sens que fut prononcée la sentence le 22 décembre 1435 (1). Nous ne prétendons, en nous y conformant, ni la justifier ni l'infirmier.

Sans doute, la venue à Lodève des fils de saint François peut être antérieure à l'année 1237, où l'évêque Pierre Raymond se retira chez eux (2) ; mais ils ne durent alors y former qu'un établissement provisoire, car c'est aux environs de 1260 qu'on les voit construire un monastère hors la ville, près du ruisseau de Petout. Le 27 septembre 1259 ils acquièrent une source à Prémerlet (3) ; le 15 avril suivant, ils s'assuraient l'usage de l'eau du ruisseau (4). Ensuite, en 1272, ils revendent du terrain inutile, tout en se réservant d'en pouvoir reprendre, si les besoins de la construction l'exigent (5).

Nous ne saurions dire si la Communauté franciscaine fut jamais nombreuse à Lodève. Les premiers actes n'ont conservé en 1260 que le nom du gardien Etienne et du frère Arnaud (6) ; en 1370, ceux du gardien Pons Vilar, du professeur en théologie Jean Albrion et de quatre religieux (7) ; en 1401, on comptait le gardien et douze moines (8) ; en 1405, Michel Méjan, gardien, Raymond Raynaud, bachelier en théologie, et les religieux : Jean

(1) Archives particulières.

(2) *Catalogus episcoporum Lodovensium* par Bernard Gui.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LIII, p. 46.

(4) Charte des Archives de l'Hôpital de Lodève.

(5) Charte du 13 mai 1272 aux Archives de l'Hôpital de Lodève.

(6) Voir note 4.

(7) Archives particulières.

(8) Registre des Cordeliers à l'Hôpital de Lodève.

Bouvier, Bernard Fabreguettes, Etienne Lisson, Guillem Roquette, Jean Truchon et Guillem Bringuier (1) ; en 1441, Firmin Voquier, gardien, Jean Firmand et Étienne Aldiasse, lecteurs, Claude Martin, vicaire, et Hugues Mainebert, religieux. A cette dernière date, la Communauté était fort pauvre : obligée de faire réparer les verrières et vitres de l'église par un artiste demeurant à Montpellier, Christian Frédéric, elle se voyait contrainte, pour satisfaire à un terme en retard, de lui confier un bréviaire romain à fermoirs d'argent, afin qu'il le mît en gage (2). Cet état de choses dut empirer toujours, car, dès le commencement du XVI^e siècle, le monastère menaçait ruine par le fait de sa vétusté (3) ; les guerres de religion allaient bientôt le renverser complètement.

Les Carmes prétendaient que leur monastère avait été fondé en 1248 par Guillem I^{er} de Lodève (4). Il y a peut-être là confusion avec la chapelle Notre-Dame de Beaulieu (5) ; cependant, comme on les voit se fixer près de Montbrun, quartier que les De Lodève ont formé, il est fort possible que le terrain leur ait été concédé par cette famille. Leur premier établissement sur la rive droite de Soulondres, en dehors de l'enceinte du faubourg Montbrun, les laissait, au XIV^e siècle, exposés à tous les périls du temps. Bernard de Cambous, notaire, touché de compassion, leur légua en mourant un tènement de maisons avec jardin

(1) Acte du 30 avril 1405, minutes de Blaise Pasturel, notaire à Lodève, étude Martin.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXXIII, p. 185. — Contrat du 1^{er} juillet 1441, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(3) Registre des Cordeliers à l'Hôpital de Lodève.

(4) Registre des Carmes aux Archives de l'Hérault.

(5) Voir p. 213.

au quartier de Rivaudrac sur la rive gauche de Lergue, au delà du pont et tout près de la ville, à portée de flèche, c'est-à-dire susceptible d'être protégé, mieux accessible aussi à la dévotion des fidèles. Le 8 mai 1357, Blanche, veuve de Bernard de Cambous, à charge d'un obit annuel le jour de son décès, leur fit délivrance de l'immeuble en question par l'entremise de son procureur, Pons de Lauzières ; et, le 12 avril 1359, une bulle du pape Innocent VI leur accorda la licence spéciale de transfert exigée pour les ordres mendiants par Boniface VIII. L'évêque de Lodève, alors Gilbert de Mandegaches, leur fit remise de tous ses droits seigneuriaux sur le nouveau local, contre cession d'une partie de l'ancien.

Au moment du transfert, la Communauté se composait d'un prieur : Étienne Gaillac, de Benoît Molines, Guillem Pons, Guillem Robert, Bérenger Fabre, Pons Bouvier, Pierre Bernard, Jean Alègre, Jean de Viols, Raymond Seguin, Bernard Bonnet, Pierre Arnaud, Jean Gayrard et Bernard Reyne, religieux, soit en tout quinze membres (1). Malgré l'infériorité de leur position, les Carmes avaient donc à ce moment l'avantage numérique sur les Franciscains. Ils le gardaient encore au XV^e siècle, où l'on trouve en 1431 seize (2), et en 1444 huit religieux (3).

La différence pourtant de ces deux nombres à un intervalle assez court accuse une décadence. Elle est due, pensons-nous, au désastre qui en 1422 frappa la Communauté.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cvi, p. 131 ; cvii, p. 134, et cviii, p. 135. — Archives particulières.

(2) Acte du 26 août 1431, minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(3) Acte du 7 août 1444, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard.

La terrible inondation amenée par une crue de Lergue qui balaya le pont, emporta également les bâtiments du monastère (1) ; le cloître fut démoli, les livres perdus (2). La générosité du prieur, fr. Guillem Marchat, pourvut à la reconstruction. Le 22 février 1430, lui et la communauté passèrent prix-fait à Raymond Cases, du diocèse de Rodez, pour refaire le cloître (3) ; et c'est probablement à l'occasion de son inauguration que, deux ans après, pour la fête de saint Georges, le 23 avril, fut autorisée une procession publique dans la ville par les religieux du Carmel (4).

On sait que le droit d'asile était acquis aux ordres mendiants : il fut exercé à Lodève, comme en témoignent une procuration donnée en 1477 du couvent des Frères Mineurs par Jean Cabaret, forgeron de Lodève et caution poursuivie de Raymond Badaroux de Clermont (5), ainsi qu'un aveu de vol fait dans celui des Carmes en 1432 par Bonnet Cambon de Caunes (6).

Confréries. — Enfin la piété des fidèles était excitée par des confréries particulières et locales. Dans certaines, comme celle du Saint-Sacrement, érigée, selon Plantavit, en 1372, à la Cathédrale Saint-Geniez (7), ou celle de Saint-Antoine, antérieure aux guerres de Religion (8), la piété

(1) Voir au chapitre IX le récit de cette inondation.

(2) Délibération du Conseil de Ville du 14 juillet 1424.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxiv, p. 160.

(4) Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(5) Acte du 27 novembre 1477, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève. étude Hébrard.

(6) Acte du 6 septembre 1432, minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(7) *Chronologia*, p. 310.

(8) En 1573, Gabriel de La Pierre et Guillaume Luchaire étaient recteurs de cette confrérie (acte du 21 janvier 1610. minutes de Bonnafous, notaire à

paraît avoir exclusivement dominé. Pour d'autres, elle s'alliait à l'exercice de la charité et, à ce titre, ces dernières confréries doivent figurer à l'article suivant.

INSTITUTIONS CHARITABLES

La charité chrétienne n'acquiert jamais d'expansion plus merveilleuse qu'aux temps de plus grande misère. Tant de besoins la sollicitaient au moyen âge qu'elle sut multiplier ses asiles et ses secours. Les premiers étaient représentés à Lodève par trois hôpitaux : celui des Pauvres, celui des Lépreux et celui des Pestiférés ; les seconds, par les Aumônes de Saint-Blaise, du Saint-Esprit et de l'Ascension. Nous passerons en revue ces diverses institutions.

Hôpital des Pauvres du Christ de Lodève. — Sous cette dénomination, où la religion avait su mettre tant de délicat respect, c'était l'hôpital municipal de Lodève. Sa fondation devait remonter haut, toujours précéda-t-elle l'année 1284, où l'on voit son recteur, frère Déodat Cambas Negras, acquérir à son profit des biens aux Rives (1). C'est de dons, de legs surtout, et de quêtes que son patrimoine se forma. Il était administré par un recteur, précepteur, hospitalier ou commandeur, contrôlé par deux conseillers (2). La nomination du premier donna lieu, au commencement du XV^e siècle, à un litige entre l'Évêque et les citoyens. Guillem de Mandagot y avait pourvu en 1316, et les habitants avaient réclamé. Comme toujours, le Sénéchal les

Lodève, étude Martin). On n'en dit pas le siège. Mais elle semble avoir été relevée dans l'église paroissiale Saint-Pierre, où la mentionne la visite de Roger de Harlay le 26 octobre 1659.

(1) Charte originale des 23 février, 30 mars et 11 septembre 1284 (Archives de l'Hôpital de Lodève).

(2) *Ibid.*

soutenait contre leur seigneur. Mais celui-ci obtint de Philippe le Long un mandement qui enjoignait à son représentant de ne pas troubler le recteur dont la nomination et la collation appartenaient, disait-il, à l'Évêque (1). Le Pape ne fut pas de cet avis : une bulle souvent visée, mais que nous n'avons pu retrouver, reconnaissait, en effet, la première à la Ville et la seconde à l'Évêque ; et c'est ainsi que chacun en usa au moyen âge, ainsi qu'en 1546 le droit en fut reconnu, malgré les difficultés soulevées par Pierre de Barrault, vicaire-général de l'évêque Lelio Cerchi (2).

Dès que la mort ou la retraite volontaire, car ses fonctions étaient à vie, du Recteur de l'Hôpital laissait la place vacante, les Sigilliers faisaient publier que tout chef de maison eût à se rendre à l'Hôtel de Ville pour procéder à l'élection. L'heure matinale choisie facilitait la réunion de tous, même des travailleurs. Le premier Sigillier proposait un candidat ; mais tout électeur avait le droit d'en faire autant. Chacun des assistants, y compris les Sigilliers et les Conseillers, exprimait son suffrage à haute voix, et la majorité décidait. C'est ainsi que, le 21 mai 1556, Jean Robert, prêtre et bénéficiaire de Saint-Geniez, présenté par le premier Consul, fut élu par 56 voix contre 18 données à Blaise Bibal, proposé par un des assistants (3).

Une fois l'élection faite, elle était signifiée par les Consuls et le Conseil de Ville, accompagnés d'un certain nombre de citoyens, à l'Évêque ou à son représentant, pour requérir la collation (4).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXVIII, p. 106.

(2) *Ibid.*, doc. CXLV, p. 232.

(3) Délibération du Conseil de Ville.

(4) Voir note 2.

Quelles étaient exactement les conditions exigées pour être Commandeur? c'est ce que les documents ne disent point. Mais on trouve toujours pourvus de ce poste soit des prêtres, soit des frères, soit des maîtres. Une fois même, c'est le régent des écoles qui le demande et l'obtient (1). On choisissait toujours des gens de poids.

A l'entrée en charge du Commandeur, on dressait un inventaire, récolé à la sortie (2). C'est là une des fonctions des deux Conseillers de l'Hôpital, élus annuellement à l'instar de tous les autres officiers de la Ville (3).

Les conditions de l'admission ne sont pas connues; évidemment elle était laissée à la discrétion du Commandeur, dans la chambre duquel résonnait la cloche d'appel (4). Comme tous les hôpitaux, celui de Lodève était ouvert aux passants et surtout fait pour eux, semble-t-il. Aussi était-il situé près des murs, et l'on pouvait y accéder par une impasse, débouchant dans une ruelle qui aboutissait à une poterne, cette dernière munie probablement de la cloche dont nous avons parlé.

Mais il ne faudrait pas croire que cet hôpital eût une grande importance. Il ne renfermait que huit lits en 1438 (5). Une salle spéciale était réservée aux femmes en couches; elle contenait un seul lit. Détail lugubre: dans la grande salle se trouvaient une longue table d'opération de cinq mètres et le drap mortuaire de velours noir doublé de toile verte

(1) Délibération du Conseil de Ville du 16 décembre 1433.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxix, p. 168. — Délibération du Conseil de Ville du 17 avril 1559.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Conseillers de l'Hôpital, p. 154. — Voir p. 190.

(4) Inventaire du 17 avril 1559 au reg. des délibérations du Conseil de Ville

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxix, p. 168.

avec une croix et diverses figures (1). Au commencement du XVI^e siècle, l'hôpital tombait de vétusté ; il fut reconstruit en 1537, comme en témoigne un legs d'Alayssette de Jessé, veuve en premières nocces de noble Pierre de Fourès, bourgeois de Lodève (2). C'est alors qu'on dut y joindre la chapelle, mentionnée dans l'inventaire fait le 17 avril 1559 à l'occasion de l'entrée en fonctions de Jean Pagès. On y voit que le nombre des pièces avait diminué, sans doute du fait de la construction de la chapelle, dédiée à saint Jacques, rappelons-le, et celui des lits aussi, car on n'en trouve plus que six, dont un de camp.

Sur le personnel on sait peu de chose. Le Commandeur suffisait sans doute au soin des hommes ; à celui des femmes était préposée une personne de leur sexe, dite « la mère » (3).

L'hôpital était placé dans des conditions hygiéniques déplorables : une maison basse, une ruelle, une cour étroite composaient tout le local. C'est probablement pour permettre aux convalescents de respirer un peu qu'en 1567 Claude Briçonnet, seigneur de Lodève et naguère évêque de cette ville, donna à l'établissement un enclos situé tout près, le long de Lergue, entre la porte de ce nom et la tour sur Soulondres (4). Les malades trouvaient là sans doute les rayons d'un soleil bienfaisant, mais ils étaient aussi exposés aux émanations délétères des « humeurs de la ville » ou égouts débouchant dans ce lieu (5).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxix, p. 168.

(2) « Item a legué pour l'honneur de Dieu a l'hospital nouvellement edifié audit Lodeve pour reparation d'icelluy quinze sols tournois pour une fois payables » (Testament du 23 mars 1537 (n. st.), minutes de Boti, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Inventaire du 17 avril 1559 au reg. des délibérations du Conseil de Ville.

(4) Acte du 14 juillet 1567, minutes d'Alquier, notaire à Lodève, étude Granier. — Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

Léproserie Saint-Lazare ou Saint-Thomas. — On sait que l'importation en Europe de cette horrible maladie de la lèpre est due aux croisades, ce qui détermine à peu près l'époque où dut être établi l'hôpital dit Léproserie ou Maladrerie de Lodève. D'après une raison toute naturelle, il fut placé sous le vocable de Saint-Lazare, à l'instar de tous les établissements similaires, mais celui de Saint-Thomas (1), que portait la chapelle contiguë (2), domina comme plus local. La Maladrerie était située hors la ville et les faubourgs, sur le chemin de Gignac ou Montpellier, et sur la rive gauche du ruisseau dit Rivaudrac, près du pont par lequel la route le traverse. Elle constituait un refuge pour les lépreux de tout le Diocèse, au moins du haut pays ; c'est pourquoi les quêtes avaient lieu non seulement dans la ville de Lodève, mais dans les villages (3).

Dès qu'un individu était soupçonné de lèpre, tant la maladie était hideuse, il devenait un objet de crainte pour tous ses voisins, même d'horreur pour sa famille. En 1471, Dieudonné Serre, du lieu des Rives, à la suite d'une blessure au pied, ne pouvait se servir de ce membre, qui répandait, sans tache apparente, une odeur infecte. Autour de lui, il s'entendait soupçonner d'être frappé de la lèpre. Voulant être fixé, il se soumit à l'examen d'un médecin, Olivier Charnel, qui, durant une année, le visita plusieurs fois, en différents temps, surtout en été, fit appel en outre à l'opinion du chirurgien Audinet Imbert, et finalement, sur la

(1) « Petrus Valz, leprosus, habitator hospitalis Sancti Lasarii alias Sancti Thome prope Lodovam » (Testament du 3 février 1459 (n. st.), aux Archives municipales de Lodève).

(2) Voir p. 213.

(3) Délibération du Conseil de Ville du 1^{er} mai 1564.

disparition de l'odeur et l'absence de symptômes caractéristiques, le déclara exempt de lèpre (1). Le malade s'empressa de faire reconnaître ce diagnostic par une sentence du Juge de Lodève (2).

Il suffisait, en effet, du rapport des voisins pour faire ordonner l'examen médical, ou de leur plainte pour faire prononcer la séquestration à la Léproserie. En 1564, un de ces infortunés, qui habitait trop près de la ville et dont la famille y pénétrait journellement, fut signalé au Conseil.

(1) A titre de curiosité médicale, nous donnons le certificat du médecin et la sentence du Juge :

« Ego Oliverius Charnelli, doctor in medicina, notum facio cunctis presentes videntibus quod ab anno vel circa Deodatus Serre, agricultor, in loco de Rippa moram suam tenens, Lodovensis diocesis, cupiens sane et longeve corpus suum disponere ut in eo serviet Deo, michi asserens quod ob causam cujusdam vulneris morphee, et unius pedis sui mutilatione enormi, multi circumvicini sui eum de morbo lepre suspectum habuerunt; ac ipse diligenter me rogavit ut sane sibi consulerem ac debite eum informarem de morbo. Quibus debitis rogationibus assenciendo, diversis in temporibus eumque pluries visitavi genuine vereque, videlicet estate et solito more ingentis iudicii facultatis medicine, necnon prudentium regulis medicorum antiquorum et modernorum munitus, eum palpavi et palpari feci per magistrum Audinetum Ynberti, cyrurgicum, Lodeve commorantem, per omnes sui corporis partes et per sui sanguinis indicium, ut moris est; quibus vere et juste visitationibus completis, dictum Deodatum reperi scabiosum et morpheatum et solum in cute pati in uno pede ex mutilatione enormi, podagrium sine carnis macula, que enormitates infectionis cutis leniter evanuerunt; et, cum lepra sit morbus carnis et cancer vulneris quamdoque inorbus partis, quamdoque morbus loci diversi modo refferendo, statim inferens nocumentum virtutibus et signis que apud nos dicuntur univoca, que non inveniuntur in dicto Deodato, igitur dictum Deodatum declaravi et declaro sanum, liberum et immunitum a dicto morbo lepre per presentes signo meo manuali signatas. Subscripsi. Charnelli.

« Quibus relatione et declaratione factis, dictus dominus iudex in predictis, tanquam legitime coram eo proactis, auctoritatem suam et sue Curie interposuit pariter et decretum, salvo jure suo et quolibet alieno. De quibus etc. dictus Deodatus Serras petiit et requisivit sibi fieri publicum instrumentum etc.

« Acta fuerunt hec ut supra, presentibus etc. dominis dicto Petro Feraudi etc. et me Johanne Textoris, notario Lodove, etc. » (Acte du 8 août 1471, minutes de Jean Teisserenc, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) *Ibid.*

Celui-ci lui enjoignit d'entrer à la Maladrerie ou d'avoir à quitter le territoire de Lodève ; il défendit également à tous les siens d'aller en ville, les gardes des portes devant les en empêcher (1).

Les biens de la Léproserie étaient administrés par trois recteurs, que nommait annuellement le Conseil de Ville (2); mais il ne paraît pas qu'un hospitalier y demeurât. La maison était un asile et aussi une sorte de prison, où les infortunés, d'ailleurs valides souvent, avaient à se suffire. C'est à eux qu'était confié par inventaire le maigre et pauvre mobilier de l'hôpital : trois lits, un seul matelas, quelques draps et quelques ustensiles en 1441 (3). Parfois, la famille tout entière habitait la Maladrerie (4), des enfants y naissaient, souillés de l'horrible mal (5).

Livrés à eux-mêmes, les lépreux vivaient plus d'une fois en désaccord : en 1564, Pierre Clément est déjà installé avec sa femme et ses enfants. On fait entrer à l'hospice Martin Julien, qui se voit refuser par lui toutes les facilités de vie : légumes du jardin, pain et vin de la quête qui tombe dans la maison, sans doute par un tronc extérieur. Le Conseil, avisé par lui, menace Clément de le chasser. Mais le différend se prolonge dix-huit mois. Enfin le deuxième

(1) Délibération du Conseil de Ville du 10 avril 1564.

(2) Enquête sur la Léproserie de Lodève du 29 janvier 1347, aux Archives municipales de Lodève.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxiv, p. 187.

(4) Délibération du Conseil de Ville du 2 octobre 1565.

(5) « L'an mil cinq cens et lo noveme jorn del mes de octobre, sachent totz presens et advenir que los sageliers consolz an ressaupuda Clara, filha de Steve Clemens et de Anthoina Ayola, ladres, de atges de tres mezes, en la Mayson des Ladres per habitar et demorar en lad. mayson moyenant la soma de sieys lieuras tornesas » (Reg. des délibérations du Conseil de Ville au 13 avril 1550).

consul et le greffier se résignent à paraître à la Léproserie pour y remettre la paix, surtout pour intimer à la famille de Clément la défense de venir en ville. Afin de les y faire consentir, le Consul promet qu'on diviserait les aumônes recueillies en cinq parts, dont l'une serait affectée à un enfant de Julien, et les autres aux trois enfants et à la femme de Clément. On constate à cette occasion que celle-ci était chargée de l'entretien de la maison (1).

Se mettre en contact avec les infortunés lépreux était un acte de courage qu'on voit rarement exercer : pourtant nous avons recueilli deux exemples de dévouement conjugal, récompensés, il est vrai, par un avantage matériel. Le 3 janvier 1454, une pauvre femme se mourait à la Maladrerie. Étrangère à la ville, même au diocèse, elle souhaitait disposer de ses biens en faveur d'œuvres-pies dans celui de Vabres, dont elle était originaire. Mais le notaire Bernard Gay ne pouvait se décider à pénétrer à l'hospice. Le mari, Raymond Salot, se rendit auprès de l'agonisante, recueillit de sa bouche ses dispositions testamentaires et vint les répéter dans la rue au tabellion effrayé (2). Un peu plus tard, en 1601, Jacques Vézin déshérite son fils aîné « ingrat et rebelle », mais rend justice à Jeanne Bertrand, qui l'a suivi, ne se refusant à aucun de ses devoirs d'épouse, bien que Vézin fût lépreux majourel, c'est-à-dire des plus gravement atteints (3).

Il y eut à Lodève, comme partout au XIV^e siècle, une

(1) Délibérations du Conseil de Ville des 1^{er} mai 1364 et 2 octobre 1365.

(2) Acte du 3 janvier 1453 (n. st.), minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(3) Testament du 19 septembre 1601 (minutes de Philippe Brun, notaire à Lodève, étude Granier).

interruption de quelques années dans le fonctionnement de la Léproserie. En 1321, le bruit s'étant répandu dans le royaume que les lépreux, poussés par les juifs, selon les uns, par le roi musulman de Grenade, suivant les autres, avaient résolu d'exterminer les chrétiens en empoisonnant les cours d'eau et les fontaines, l'excitation fut grande contre eux. On les massacra dans la ville d'Albi et quelques autres. Philippe V parut croire à ces bruits, qui ne reposaient sur aucun fondement, et y vit le moyen de remplir son trésor. Les lépreux jugés les plus coupables furent mis à mort, les autres incarcérés. Leurs biens furent confisqués au profit du Roi, dont les officiers reçurent charge de pourvoir à l'entretien de ceux qu'on avait épargnés. Cette mesure froissait les intérêts des prélats, des barons et des communautés, qui avaient l'administration des léproseries ; sur leurs plaintes réitérées, le Roi se résigna à remettre les choses en leur situation première, et, le 16 août 1321, il écrivit dans ce sens au Sénéchal de Carcassonne. Ce dernier transmit, le 3 octobre 1321, l'ordonnance de Philippe V au Viguiier de Béziers, qui ordonna à son Juge de procéder à une enquête. Peut-être les agents de l'autorité recevaient-ils dès cette époque des instructions secrètes pour gagner du temps. L'enquête, mollement menée, ne fut terminée qu'en 1329 et sans doute sur les instances de Bernard Gui. Son neveu et Viguiier, de même nom, fut enfin avisé que la mainmise du Roi devait être levée et la gestion des biens rendue à la Communauté (1). Mais elle fut encore disputée en 1346 à la Ville,

(1) Sentence de Bernard Gui, viguiier de l'Évêque, du 8 mai 1329 aux Archives municipales de Lodève.

et cette fois très probablement par l'Évêque. Son Juge fit une nouvelle enquête avant d'obéir au Viguiier de Béziers, qui prenait parti pour les Sigilliers. Le résultat fut identique à celui de la première (1). Un siècle après, c'était le sentiment populaire, excité par les malheurs de l'année 1432 et les calomnies contre les lépreux, qui exigeait l'expulsion de ces malheureux (2), non réalisée cependant (3).

Hôpital de la Peste. — Bien que cet établissement, à l'inverse des précédents, ne fonctionnât que par intervalles, il répondait à une nécessité aussi impérieuse au moyen âge, où les épidémies étaient si fréquentes. Par suite de la pénurie des documents, le souvenir de toutes n'a pas été conservé : on ne sait rien notamment des ravages que fit à Lodève la fameuse Peste Noire de 1348 ni celles qui la précédèrent ou la suivirent, en si grand nombre, au XIV^e siècle. Mais voici, à titre de statistique, les dates et la durée connues des épidémies mentionnées aux XV^e et XVI^e siècles (4) avant la Grande Peste, dont nous retrouverons plus tard le récit :

Année 1453, pas de précisions.

- 1460, commencement d'année jusqu'après juillet 1462.
- 1467, mois de mai à fin septembre.
- 1472, avril à novembre.
- 1478, pas de précisions.

(1) Enquête sur la Léproserie du 29 janvier 1347 (n. st.), aux Archives municipales de Lodève.

(2) « *Atenta querimonia popularis, fuit avizatum quod bonum est quod per manum domini episcopi infirmi existentes in hospitali sancte Thome tacti morbo lepre de dicto hospitali expellantur* » (Délibération du Conseil de Ville du 26 mai 1433).

(3) Inventaire de 1441 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxiv, p. 187).

(4) Délibérations du Conseil de Ville aux dates indiquées ou actes cités plus bas.

Année 1482-1483, avant novembre 1482-après juin 1483.

- 1505. Il y eut 400 victimes (1).
- 1558. Il n'y eut qu'une victime.
- 1572, en juin, épidémie non déterminée.

La peste étant une épidémie essentiellement contagieuse, le meilleur remède à lui opposer était la séquestration. Elle était pratiquée, d'un côté au moyen de l'émigration, de l'autre par une garde vigilante aux portes de la ville et du faubourg.

L'émigration fut, à l'origine, générale. Le Chapitre se réfugiait dans ses possessions indemnes et de préférence à Olmet, où instrumentait son notaire en 1467 (2), où on le retrouve encore en 1472 (3) ; l'évêque Jean de Corguilleray, lors de cette épidémie, s'établit au Caylar (4). C'est le notaire Coussergues qui raconte naïvement et comme chose toute naturelle sa propre désertion, celle des chanoi-

(1) L'an mil v^e et sinc et a nou de may trespasael d'aquest monde a l'autre mon viel Guiraut de la Trelha, al cal Dieu nostre senhor per sa misericordia aya merce de son arme. Aquel an era l'an de la marrana, que morrigheron belcop de gen de ben, l'ay hon morit mestre P. Fores, senhor Glaviero de Prat, senh. Matheu Regort, l'ay ont fes conte que en aquel stieu morrigheron plus de m^{te} personas, que petitz que grans. Pregui nostre senhor que los velhe perdonar a totz. (Livre de raison de la famille de La Treilhe de Fozières : note écrite par Nicolas, fils de Guiraud de la Treilhe).

(2) Lui-même a écrit sur son registre à la date du 23 mai 1467 : « In isto anno fuit pestis in Lodova, ideo morabar in loco de Ulmeto. Deo gratias, amen ».

(3 et 4) Note analogue de Coussergues : « Nota quod isto anno [MCCCC] LXXX^{to} fuit pestis epidemica Lodove, quapropter affugi ad conventum Grandimontis, die videlicet beati Fulcranni, que erat jovis ultima mensis aprilis. Deinde die dominica XIII^{ta} mensis junii, accessi ad Caylare, ubi steti cum domino Lodove usque ad diem veneris intitulata tercia mensis julii, qua die reveni in Grandimonte, et sic steti foris XX^{ti} diebus. Deinde die sabati que erat festum sancti Jacobi, intitulata XXV julii, post prandium, recessi a dicto monasterio Grandimontis, et dicta die veni ad Ulmetum cum dominis meis canonicis, ubi steti a dicta die usque ad diem beati Amancii, que est intitulata quarta mensis novembris, qua die reveni Lodove, Deo gratias, et sic steti foris sex mensibus et XIII^{to} diebus ».

nes et celle du prélat. Le parallèle qu'on pourrait établir entre cette conduite et celle de M^r Belzunce, à Marseille, en 1720, décelle un état d'âme tout différent chez l'Évêque du XV^e siècle et celui du XVIII^e. Cependant il ne faudrait point se montrer trop sévère envers le premier, ni le juger d'après nos idées actuelles sur le devoir d'un pasteur, car, selon les époques, les mêmes faits sont vus sous des angles bien différents. Rendons justice d'ailleurs au clergé lodevois : le curé chargé du service à la paroisse Saint-Pierre s'engageait, en 1462, à l'assurer en temps de peste comme de santé (1) ; et nombre de testaments à cette époque furent écrits par des prêtres à défaut de notaires (2).

(1) Voir p. 211.

(2) Les exemples en abondent. Nous reproduisons, de préférence, celui-ci, parce qu'il est en langue vulgaire et curieux comme trait de mœurs, l'intérêt retenant à titre de témoins un certain nombre de personnes, malgré le danger de la contagion.

« L'an que hon conta mil cccc LXXXIII he lo viii jor de octobre sen Peyre Cavalier, coma hel sia haffligit lo cors, el se vol retornar ha Dieu he vol far son testament.

« Et primo dis que pren Dieu per payre et la Verges Maria per mayre he renega lo diable, fassen lo senial de la sancta vraya cros. — Item dis que, cant Dieu le volrie hapellar, vol estre sobolturat dedins porta salva. — Item vol que haguunt viii capelas ha sa novena et ung al cap de lan, donant ha cascunt xx denies he la refection. — Item al clergue que le sonara los classes dos gros : ung gros a la novena et ung al cap de lan. — Item constituï son fil Johan heretier et, se moria sans heres, que vengon al postumi ho ha la postuma, he se aquels moriam sans heres, que vengon a la mayre ; se lo postumi hera fil, ly dona x lieuras et se hes filha, leu dona xx lieuras. — Item costitus Guilhem Clapier per tiron. — Item layssó a sa molier xii lieuras pagadoyras quada an una lieura. Item mays li layssa la vida, tant que estara veusa, en lostal sobre sos bes. — Item dona v sos a la confrayria de sant Johan de Pegayrolas. Item mays un sestier fromen. Item mais dona v sos ha totas las hobras de sant Johan de Pegayrolas he que entre las dichas hobras se partissunt. — Item mais vol que sia donada una caritat de quatre sestiers de frumen. — Item dona per Dieu xx sos a totz sos frayres he sores he nebotz he bodas he que anbe haquels xx sos se tengunt per contens he que non li puescon res demandar, he que haquelses xx sos lus sian pagatz tant solament una vegada he que entre totz si partiscum haquelses xx sos.

« Item layssa lic constitus hasequitos : Guilhem Mathieu, Franses Salas ;

Si les riches trouvaient des asiles dans leurs terres, c'est en pleine campagne que s'établissaient les pauvres. Beaucoup de testaments, inspirés par l'imminence du danger, sont faits dans les champs. On y construisait des fours et même on les multipliait pour éviter les agglomérations trop considérables : en 1450 notamment, on en fit à Grézac, à la Roche Percée et ailleurs (1).

A plus forte raison se fuyait-on de ville à ville. Les portes étaient fermées comme en temps de guerre, et des gardes placés aux deux ou trois qu'on laissait ouvertes (2). On refusait l'entrée aux personnes non munies d'un bulletin de santé ; même avec le bulletin, on la leur interdisait quelquefois, si elles ne prêtaient serment sur les évangiles qu'elles n'étaient allées depuis quinze jours dans un lieu contaminé. La qualité des personnes n'importait point : en 1565, un prêtre arrivant de Gignac, qui est infecté, resta hors la ville ; le 20 juin, la femme du Juge de Lodève subit le même ostracisme pour le même motif (3). Des fraudes se produisaient bien : le 20 juillet 1608, un ecclésiastique venant de Toulouse, où sévissait la contagion, s'était arrêté à Lunas et fait donner un bulletin, moyennant lequel on

testimonis : Guilhem Mathieu, Jaques Salas, Gibert Bonafos, Berenguié Olivier, Johan Malet, Bernat Babot, Clamens Babot et jeu Johan Astruc.

«Item dis que ha baylat un ducat ha Guilhem Clapier en que n'a hagut 11 gros. Item dis que deu als enfans de Babot dos floris bon conte retengut. Item dis que deu vii sesties de fromen ha Clemens Babot. Item dis que deu v sos he 11 palieyras de vi ha Ricsens, relayssada de Vidal Pecol. Item vi gros ha monsenh^r le Prior de Pegayrolas. Item ha Gibert Bonafos ung sestier frument. Item a son nebot Johan Cavalier ung florin per de lana que ne ha aguda. Item x clavels ferados ha Johan Malet.» (Minutes de Gay, notaire à Lodève, étude Martin).

(1) Voir p. 155, note 3.

(2) Vérification des comptes du receveur de l'année 1468 au Livre de 1463.

(3) Délibérations du Conseil de Ville à ces dates.

le reçut à Lodève (1) ; mais ces cas étaient dénoncés au Conseil et la surveillance redoublait.

Tous ceux qui pénétraient dans la ville devaient déposer leurs hardes aux portes. Celles-ci étaient rigoureusement fermées de nuit et leurs clefs remises aux capitaines de santé, qui de jour surveillaient les admissions. Ils avaient à cet égard un pouvoir discrétionnaire (2). A l'intérieur, les hôtelleries, surtout celles du faubourg, étaient visitées avec soin ; il en était de même de l'Hôpital des Pauvres.

Ces précautions redoublaient encore à l'approche de la fête de saint Fulcran, qui amenait grand concours de pèlerins. Quand le péril était trop grave, on retranchait de sa pompe : en 1558, le Conseil de Ville prit soin, après avoir avisé Claude Briçonnet et le Chapitre, de faire faire dans les localités avoisinantes des proclamations que nul étranger n'entrerait à cette occasion dans Lodève (3). En des temps moins suspects, on se contentait, les portes restant ouvertes, d'y placer, dès la veille, les principaux de la ville, qui exigeaient des pèlerins le serment sur les évangiles de ne point avoir séjourné ni passé depuis quinze jours dans un lieu contaminé.

Si, malgré tant de mesures préventives, dont le résultat fut d'isoler heureusement Lodève en une foule d'épidémies, la contagion pénétrait dans la ville, on recourait à d'énergiques moyens pour la restreindre. En juin 1558, Pierre Caylus, hôte de la Pomme, étant mort de la peste, on fit aussitôt sortir de Lodève sa femme, ses enfants et les prêtres qui l'avaient assisté. On brûla ensuite tous les meubles

(1) Délibérations du Conseil de Ville à cette date.

(2) *Ibid.*, 20 juin 1565.

(3) *Ibid.*, 29 avril 1558.

et le fourrage qui se trouvaient dans la maison, et celle-ci fut nettoyée avec le plus grand soin. La Ville remboursa la valeur du mobilier, mais refusa de payer les frais de nourriture des expulsés, qui l'étaient restés un mois (1).

Très probablement ils avaient été placés à l'Hôpital de la Peste, maison avec buanderie, située sur les bords de Souloudres, à côté de la chapelle Notre-Dame de Pitié, dont le vocable fut inspiré, ce semble, par cette circonstance. C'est là que faisaient quarantaine les suspects (2) ; là aussi qu'on devait soigner les malades, les pauvres surtout. Cet hôpital était près de la rivière, à cause des nettoyages à opérer, et isolé de la ville et des habitations. En 1609 il menaçait ruine. Un citoyen, Pierre Rouvière, s'offrit à le réparer, moyennant la jouissance perpétuelle avec franchise de tailles et d'usages. En cas de contagion, il s'engageait à le remettre aussitôt à la Ville, pour le reprendre, une fois l'épidémie cessée. Cette proposition, communiquée au Conseil le 7 mai, fut acceptée, et contrat passé sur ces bases le 2 août (3). On a dans cette décision la meilleure preuve que les épidémies s'espaçaient de plus en plus. La Grande Peste en 1629 en rappellera cruellement tous les ravages.

Aumônes. — La maladie généralement est temporaire ; pour beaucoup, la pauvreté est une souffrance continue. Non seulement la charité avait construit à Lodève des hospices pour prendre les malheureux à l'impuissance de leur famille ou les sauver de son abandon, mais à tous ceux qui pouvaient traîner leur débilité à ses agapes, elle redisait ces admirables paroles de l'Écriture : « Venez, mangez mon

(1) Délibération du Conseil de Ville du 22 juillet 1558.

(2) *Ibid.*, et 10 décembre 1558.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CCXVII, p. 313.

pain, et buvez le vin que je vous ai préparé » (1). A des jours dont le temps augmentait toujours le nombre, il se faisait, en effet, des distributions générales d'aliments, confiées au soin de pieuses confréries qu'on appelait, à cause de cela, Aumônes.

L'Aumône Saint-Blaise avait pour curateur le Chapitre même. Primitivement, elle en porta le nom, sous lequel elle est mentionnée dès le 13 juillet 1252 (2). Son patrimoine était formé par des donations, soit d'immeubles, soit de sommes d'argent appliquées à l'acquisition ou à l'amélioration de propriétés, rurales le plus souvent. Ce fonds constituait une garantie aux donateurs, qui prenaient sur lui une sorte d'hypothèque assurant l'exécution de leurs volontés par la distribution annuelle, à jours fixes, des revenus en nature. Au point de vue spirituel, les bienfaiteurs entraient aussi en participation avec les chanoines pour toutes les prières et œuvres de ceux-ci. L'Aumône du Chapitre était administrée par deux chanoines, dits recteurs ou aumôniers, et qui étaient toujours les doyens d'âge. Un bayle laïque était chargé de recueillir, transporter et distribuer les fruits ou revenus convertis en subsistances. En 1312, l'OEuvre fit construire, près de la place de la Bossanella, un édifice, qui était sans doute un abri destiné à la préparation et à la consommation sur place des aliments.

C'est d'un commun accord que les Aumôniers et le donateur fixaient les jours de distribution. En général, c'étaient ceux des grandes fêtes et de leurs octaves ; mais

(1) *Prov.*, IX, 5.

(2) Vidimus du 6 octobre 1347 de douze contrats relatifs à l'Aumône du Chapitre (Archives municipales de Lodève). — Nous en avons tiré des détails qui suivent tous ceux qui n'ont pas de cote spéciale.

nous ne possédons pas un rôle de ces distributions. Elles portaient sur du pain cuit, du vin et aussi des aliments, puisqu'on faisait différence entre les jours gras et les jours d'abstinence : vendredi et samedi, aussi bien que ceux de jeûne, comme le carême. Tous les pauvres qui se présentaient, et ils affluaient, disent les actes, recevaient leur part. Certes, le mode pouvait offrir quelques inconvénients, mais la pensée de cette aumône générale était bien large et bien touchante.

Elle eut peut-être pour inspirateur Guillem de Cazouls, qu'on voit, le 7 juillet 1253, donner à l'OEuvre dix setiers de méteil à tirer : sept de Canet et trois du grenier de l'Évêque, pour être livrés à la Saint-Geniez et fournir à une distribution annuelle le mardi après la Septuagésime (1).

Par suite de quelles circonstances cette œuvre prit-elle le nom de saint Blaise ? on ne saurait le dire très exactement. Un acte de 1437 déclare que c'est là son appellation vulgaire (2), et montre en même temps qu'elle avait subi une transformation. C'était alors une confrérie spirituelle avec deux prévôts et un conseil, étrangers au Chapitre, même en contradiction d'intérêts avec lui, car ils en réclamaient, en vertu d'actes anciens, le payement du blé nécessaire aux distributions. En outre, la Ville agissait, au nom de tous les citoyens, intéressés au maintien de cette aumône,

(1) Inventaire de Briçonnet, f° 57 v° D.

(2) « Inter providos viros rectores seu gubernatores confratrie Sancti Blasii Lodovensis, nomine civitatis Lodove, ab una, ac venerabiles et circumspectos viros dominos Capitulum (sic) ecclesie Lodovens, ab alia, partibus, de et super modo, qualitate et quantitate caritatis seu helemosine panis cocti annuatim in civitate Lodovensi Christi pauperibus distribuende, que caritas seu helemosina Sancti Blasii vulgariter nuncupatur » (Archives municipales de Lodève).

comme partie contre les chanoines pour la Confrérie. Voici donc ce que nous suggère la comparaison de ces deux états de choses. Avec les dangers du XIV^e siècle : guerres, épidémies, avec la dépopulation qu'ils causèrent, l'affluence des pauvres dut baisser ; d'autre part aussi, la dépréciation des terres, par suite de la stérilité du sol abandonné et des ravages de l'ennemi, avait réduit considérablement la valeur du patrimoine de l'OEuvre. Le Chapitre, qui, à l'origine, y avait, par une gestion soigneuse, trouvé des ressources considérables, se vit au contraire en déficit lorsqu'on lui demanda de tenir ses anciens engagements. La part de la charité dans la Confrérie s'annihilait donc de plus en plus ; celle de la prière, à l'inverse, devait prédominer par le fait de la dédicace dans le cloître d'une chapelle à saint Blaise, patron de la pieuse association (1).

Lorsqu'après bien des pourparlers et même un procès devant le Viguiier, puis un appel au Sénéchal, les parties litigantes se décidèrent à l'arbitrage, il fut arrêté, le 3 septembre 1437, que chaque année, dans les huit ou dix jours précédant la fête de saint Blaise, le 3 février, le Chapitre délivrerait aux prévôts de la Confrérie 37 setiers de blé méteil, mesure du Chapitre ; et que, de leur côté, les prévôts seraient tenus, dans les trois jours suivant la fête, d'en rendre un compte exact à leur Conseil (2).

Le fonctionnement de l'*Aumône du Saint-Esprit*, analogue, est assez mal connu. C'est une confrérie pieuse, remontant au XIII^e siècle (3), qui paraît avoir enrôlé jus-

(1) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

(2) Voir p. 242, note 2.

(3) Citée en 1288 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIV, p. 73).

qu'aux enfants (1), et en même temps une œuvre charitable (2). Elle est administrée par des recteurs (3) ; elle a des bassiniers qui, le dimanche et les jours de fête, aux deux églises paroissiales, recueillent les aumônes en argent dans un bassin et celles en nature dans une grande corbeille ou couffin, selon l'idiome local (4). Mais de distribution de secours il n'est pas question, et nous ne savons de quelle manière elle se pratiquait.

Cela est d'autant plus regrettable que cette Confrérie du Saint-Esprit semble avoir eu d'étroits rapports avec l'administration municipale. En 1345, Déodat Audibert, prieur de Paulhan, lui ayant légué sa maison de la rue Notre-Dame, les Sigilliers tentent aussitôt d'en faire l'Hôtel de Ville ; s'ils n'y réussissent pas tout de suite, ils y arriveront pourtant (5). Le greffier déclare commune à la Ville et à l'OEuvre la double croix du Saint-Esprit, par lui dessinée

(1) C'est le sens dans lequel nous interprétons l'expression « persona de confecio », pour personne en âge de discrétion, qui se confesse. Voici un fragment de règlement relatif à la Confrérie :

« Sia memoria del fach de la confrayria del Sant Esperit.

« Primo es costuma que cascuna persona de confecio paguara cascun an a Totz Sans 1 den.

« Item es costuma que, quant las torchas de ung corps mort se alumenon a la sepultura, quant se alumenon dedins l'ostal, son confiscadas la mita part de las torchas al bassi de Sant Esperit.

« Item aussi es costuma que los Sagelliers van ausir messa a Sant Peyre (variante : « lo jour de Pantacosta en la capella de Sant Esperit la matinyera »), et devon far lo pan senhat » (Livre des Notaires de la Ville, années 1458 et 1459).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIV, p. 73.

(3) « Heredem meam universalem facio et instituo et ore meo proprio nomino et appello Helemosinam Sancti Spiritus Lodove et dominos rectores ejusdem » (Testament de Guillem Coutelle du 2 juillet 1349 aux Archives municipales de Lodève).

(4) Délibérations du Conseil de Ville, *passim*.

(5) Voir pp. 170 et 173.

en tête du premier registre de délibérations conservé (1). C'est l'Aumône du Saint-Esprit qui bénéficie des amendes levées d'ordre des Visiteurs des draps (2). Enfin les Sigilliers vont, le jour de Pentecôte, entendre la messe à la chapelle du Saint-Esprit à Saint-Pierre et y offrent le pain bénit (3).

D'autre part, l'Ordre du Saint-Esprit, fondé par Gui de Montpellier, avait seul droit d'ériger des confréries de ce nom, et il est d'autant plus croyable qu'il l'ait fait à Lodève qu'il y avait positivement et sur la paroisse Saint-Pierre un immeuble (4). En outre, la double croix, considérée comme son signe distinctif, est précisément celle que nous venons de constater à Lodève sur le registre municipal. Pour ces deux motifs, notre opinion est que l'hôpital d'En Ausseran sur le Larzac ou la commanderie de Malavielle, qui étaient des établissements de l'Ordre aux entrées du Diocèse, avait une succursale à Lodève, où l'on s'était contenté d'ériger une confrérie pour recueillir offrandes et pauvres, et que la tutelle de cette maison charitable était dévolue aux Sigilliers.

Enfin il existait une troisième œuvre dite *Charité de l'Ascension*, et aussi *Charité commune*, pour laquelle une taxe d'argent ou de blé était répartie par des commissaires spéciaux, nommés par le Conseil, sur tous les riches. La proclamation de cette taille de charité était faite au nom de l'amour de Dieu, et les cotisations converties en pain et en vin. La valeur de chacun de ces pains, pétris et cuits

(1) « Signum Sancti Spiritus et domus comunis ville Lodove est talis ».

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIV, p. 73.

(3) Voir p. 241, note 1.

(4) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

à l'Hôtel de Ville (1), était de quatre ou de cinq deniers. Dans les temps de disette, on les remplaçait par de la monnaie (2). Primitivement, ces aumônes en nature étaient bénites par le Chapitre à la chapelle Saint-André à la Cathédrale, comme représentant la paroisse de l'Hôtel de Ville. Mais, en 1454, les Sigilliers invitèrent les chanoines à venir processionnellement procéder dans celui-ci à la cérémonie. C'était évidemment plus pratique. Le Chapitre consentit, tout en faisant constater l'ancien usage par acte notarié (3).

Ajoutons que cette distribution générale du jour de l'Ascension était commune aux autres villes.

(1) Inventaire du mobilier de l'Hôtel de Ville en 1435 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxi, p. 155).

(2) Délibérations du Conseil de Ville, *passim*.

(3) Acte du 27 mai 1454 (minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

CHAPITRE VIII

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

L'industrie et le commerce d'un pays sont commandés par ses ressources naturelles. La première manufacture les produits du sol ou ceux qu'il alimente ; le second les répand ou supplée à leur défaut par d'utiles échanges.

Sans être stérile, le sol du Lodevois est pauvre, surtout dans le haut pays. Il produit un peu de vin, du blé et des fruits : châtaignes, noix, amandes, pommes, poires, nèfles, cerises, prunes, coings, grenades ; des légumes : raves (1), lupin (2), oignons, poireaux (3). Le chêne y fournit le gland, donné aux pourceaux. Mais surtout il nourrit, de l'herbe courte du Larzac, l'excellent bétail qui se rend, pour estiver, sur les hauts plateaux (4). Rien de plus curieux que le passage quotidien, aux premiers beaux jours ou aux froids précoces, de ces troupeaux nombreux à l'aller, parfois doublés au retour, garnissant de leurs longues files la route qui monte au Pas de l'Escalette, emplissant du tintement de leurs clochettes le cirque vaste et sonore que domine le défilé. Bœufs et vaches, brebis et moutons, chèvres comme porcs (5), voilà la vraie richesse du pays, la source véritable de ses industries.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41.

(2) C'est ainsi que nous croyons devoir traduire le mot *celilus* ou *celitum*, (*Ibid.*, doc. L, p. 43). Vulgairement, on dit dans l'idiome local : *geysse*. Jadis cette graine constituait une ressource alimentaire pour la classe laborieuse.

(3) *Ibid.*, doc. L, p. 45.

(4) *Ibid.*, doc. XLVI, p. 40.

(5) *Ibid.*, doc. L, p. 45.

Le premier revenu des troupeaux, c'est leur toison, qui fournit à la draperie. Celle-ci est déjà visée en 1212 dans un leudaire (1), et à Lodève tout concourt à la favoriser : la présence des bêtes à laine dans la région, l'eau abondamment fournie par Lergue et Soulandres, la possibilité d'établir dans des faubourgs peu bâtis des ouvroirs, dits tiradours en idiome vulgaire, où le pareur à l'aise étirera, séchera et pliera les pièces. Les procédés alors en usage pour la fabrication des draps, ainsi que les produits de cette fabrication sont étudiés dans une note spéciale (2).

Selon les toisons et les exigences de la consommation, le drap gardait sa teinte naturelle ou recevait une couleur artificielle. A part les draps blancs et les burels, c'est-à-dire d'un gris blanchâtre ou d'une sorte de marron très clair, que donnait le mélange des toisons blanches avec les brunes, il est question du drap de teinture (3), et de fait un privilège de 1270 fait mention de teinturiers (4). Il est assez probable qu'ils opéraient dans plusieurs couleurs. Pourtant les documents semblent accuser des spécialités : le bleu à Lodève (5) et Alet (6), le vert à La Roque (7), tandis

(1) « In leuda cujuslibet pecie drapi lanei vel linei, si apud Lodovam vendatur et non in mercato, 1 obolum » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLII, p. 37).

(2) Note IX.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIV, p. 73.

(4) Exemption par Aimeri de Clermont, seigneur de Ceyras, de tout droit de péage pour les habitants de Lodève passant sur ses terres pour aller trafiquer à Montpellier (*Ibid.*, doc. LXI, p. 67).

(5) « Item sex palmos panni blavi Lodove » (Fragment d'inventaire du XV^e siècle servant de couverture à un registre, archives particulières de M. A. Hébrard, notaire à Lodève).

(6) « De blavo de Aleto 11 cannas » (Inventaire des biens d'Étienne Jouaud, tailleur de Lodève, du 21 octobre 1451, minutes de P. Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(7) « De vert de Roca 11 canas 1 palmum » (*Ibid.*).

que les draps naturels de teinte foncée, opposée sans doute à celle des blanquets de Lodève (1), sont mentionnés à Castres (2), à La Roque (3), à Saint-Pons (4) et le gris à Clermont (5).

La mise en œuvre du drap était dévolue aux tailleurs ou couturiers, dont en 1601 la corporation était dite avoir existé « de toute ancienneté sous le patronage de sainte Lucie » (6). Non seulement on les voit confectionner les vêtements, mais encore des chaussures chaudes de drap (7).

Les lisières étaient utilisées à fabriquer des balles dures pour le jeu de ballon (8), fort en vogue plus tard sous le nom de jeu de paume, et qui se tenait à Lodève hors les murs.

Le lait est un autre produit des troupeaux. On l'employait, dans la montagne, à la fabrication des fromages (9), que centralisait La Vacquerie, pourvue de caves en mesure de rivaliser avec celles de Roquefort. A Salses, il est question des fromages donnant une dîme élevée (10).

Tué, l'animal fournit, avec la viande pour l'alimentation,

(1) « De blanqueto Lodove una canna et media » (Inventaire des biens d'Étienne Jouaud, tailleur de Lodève, du 21 octobre 1451, minutes de P. Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) « De livido de Castris 1 cana et media » (*Ibid.*).

(3) « De livido de Roca media canna » (*Ibid.*).

(4) « De livido Sancti Pontii » (*Ibid.*).

(5) « De panno de Claromonte griso 1 cana » (*Ibid.*).

(6) Acte du 14 décembre 1601 (Minutes de Philippe Brun, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(7) « Quinque paria caligarum lividi. XIII paria caligarum blanqueti. 1 par caligarum blanqueti non garnitarum » (Voir p. 248, note 6).

(8) « In leuda ... de palmis ... habent canonici medietatem propter dominium » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. L, p. 45).

(9) *Ibid.*

(10) Inventaire de Briçonnet, f° 87 C.

la graisse et la peau pour l'industrie. La première est, sous le nom de suif, *ceupi* en idiome local, fondue dans des conques, épurée, et sert à la fabrication des chandelles (1) : on comptait, en 1434, à Lodève au moins six établissements adonnés à cette industrie (2). La seconde est livrée au tanneur (3), qui réunissait jadis toutes les opérations scindées aujourd'hui, et, recevant la peau de l'animal, pouvait la rendre toute prête au sabatier ou faiseur de souliers (4). Du côté de cette industrie de la tannerie, Lodève était encore favorisé par ses rivières (5), par la facilité de recevoir de la région montagnaise l'écorce de chêne vert ou *rusca*, selon le langage du pays (6). Non seulement le cuir, mais le parchemin, même le vélin sans doute (7), était préparé à Lodève. Enfin il est question des pelliciers et des fabricants de vair (8), car, sans être très variée en espèces, la faune du Lodevois offrait pourtant certains animaux à fourrure.

Les documents en mentionnent deux, qui ont persisté jusqu'à nos jours. Le premier est la loutre, *aluda* en latin du moyen âge, qu'on trouve encore dans la vallée supérieure

(1) « Una conca, in qua funditur ceupum, in qua sunt circa XII libre » (Voir p. 248, note 6). — « Lo fondedo » (Compoix de 1401, f° 107 v°).

(2) Voir p. 100.

(3) Il y avait à Lodève une rue de la Grande-Sabaterie (Voir chapitre X. *Topographie de la ville*).

(4) La confrérie des blanquiers avait son siège dans la chapelle Notre-Dame aux FF. Mineurs (Acte du 5 septembre 1477, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(5) On trouve, surtout le long de Soulondres, des tanneries, *cauquières* en idiome local. Dès 1212, un leudaire mentionne les corratiers (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLI, p. 37).

(6) *Ibid.*, doc. XLVIII, p. 41.

(7) En 1400, Jean Trigorin, marchand, exportait de Lodève à Gênes « decem balas pargamenorum electorum » (*Ibid.*, doc. CXXXV, p. 184).

(8) *Ibid.*, doc. LXI, p. 67.

de l'Hérault, et dont un marchand lodevois exportait en 1400 cinq douzaines de peaux jusqu'en Italie (1). Le second est le chat sauvage, qu'on chasse encore à La Boissière, bien près du Lodevois. Il portait jadis le nom assez bizarre de *cyrogrillus*, dont la disparition au XV^e siècle, à laquelle est venue s'ajouter une réelle incertitude étymologique, a donné lieu à des identifications très diverses. A l'heure actuelle, trois traductions ont été, à notre connaissance, proposées. Plantavit a interprété le mot de *cyrogrillus* par celui de « *porcus optimus et bene saginatus*, un bon porc gras » (2). Ducange, un peu embarrassé d'ailleurs, conclut à l'*erinaceus* ou hérisson (3). Enfin, M. Cazalis de Fondouce suppose qu'il faut l'entendre par lapin, comme fait le traducteur en 1612 d'une ancienne charte de 1377, bien que pourtant il pose à cela de très judicieuses objections (4). Nous essayerons à notre tour de justifier une identification nouvelle et toute différente avec le chat sauvage.

Faisons remarquer d'abord qu'aucun des textes que nous avons pu recueillir sur le *cyrogrillus* ne dépasse le XIV^e siècle, même son troisième quart ; par conséquent, le terme paraît bien être tombé de bonne heure en désuétude.

On en a une preuve dans l'annotation marginale due au rédacteur de l'Inventaire de Briçonnet, qui, rapportant les trois textes lodevois où cet animal est mentionné (5), a mis

(1) Voir p. 250, note 7. — « Item duos cariels factos de rosis folleratos de aluda » (Inventaire des biens de Béatrix Raynier, veuve de Guillem Guers, du 8 août 1448, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) *Chronologia*, p. 138.

(3) Au mot *chirogryllus*, *cyrogrillus*, *cirogrillus*.

(4) *Contribution à une faune historique du Bas-Languedoc*, dans les *Mémoires de la Société languedocienne de Géographie*, t. 22.

(5) Plantavit n'a fait allusion qu'à un seul, et encore fautivement, car il a

en regard, chose assez rare de sa part, et sans doute pour marquer son étonnement et son ignorance, *unus cyrogrillus*. Quant à Plantavit, écrivant en 1634, il dit : « Par cyrogrillus, si ma conjecture ne me trompe, il faut entendre un bon porc gras, car cela peut signifier la même chose en grec » (1). On ignore donc en plein Lodevois, depuis au moins quatre siècles, ce qu'est un cyrogrillus. Il nous semble qu'on ne le savait pas davantage à Cassagnoles en 1612 en le traduisant par lapin, car, en dépit de la promptitude de cet animal, on ne le voit guère plus que le hérisson de Ducange, quoique mieux que le bon porc gras de Plantavit, il faut en convenir, sauter de branche en branche, confiant en sa légèreté, ainsi que nous le montre un poète du moyen âge, que rapporte Ducange :

Confisos levitate sua, promptosque salire
De ramo in ramum cirogrillos dijaculare

donné la date de 1225 à l'hommage de Bérenger du Soulier, qui porte celle de 1277. Rétablissons les faits.

Deux fiefs dans le Lodevois sont assujettis à la redevance d'un cyrogrillus : un domaine aux Salses, un domaine à Montbrun.

Domaine aux Salses. — En 1245, Raymond du Soulier reconnaît à l'évêque Guillem de Cazouls des terres et bois aux Salses. Il n'est pas question de cyrogrillus (Inventaire de Briçonnet, f° 86 v° K).

Dans un acte sans date « Guillelmus de Solerio recognovit R. D. G[uillelmo], L. e. terciam partem unius tenezonis, que est in montanea, in parrochia de Salsis, cum pertinencia fontis Sancti Martini et cum bauciis de la Broa, pro quibus debet fidelitatis juramentum et unum cyrogrillum annuatim nomine servicii dare in festo Sancti Andree, si fuerit requisitus » (*Ibid.*, f° 88 A). — En marge, le rédacteur de l'inventaire a mis : « un cyrogrillus » ; et Plantavi au-dessous : « un porc gras ».

En 1277 « Berengarius de Solerio recognovit R. D. R^{do}. L. e. ... » (Même acte avec plus de détails quant aux terres, et même annotation marginale de Briçonnet, *Ibid.*, f° 88 B).

Domaine à Montbrun. — « Azemarius de Castro recognovit domino G[uillelmo] L. e. quod habebat in villa de Lodova, in castro de Monte Bruno et in barrio, et generaliter et alia, exceptis tamen aliquibus, et pro illis debet solvere unum cyrogrillum censualem cum pelle. — M^o II^o XLIII^o » (*Ibid.*, f° 133 A).

(1) *Chronologia*, p. 138.

Mais si l'on ignore actuellement ce que fut le cyrogrillus, on le savait fort bien au XIII^e siècle, où l'emploi de ce nom est très fréquent, et Jean de Garlande, cité par Ducange, dit expressément : « le cyrogrillus est appelé avec juste raison chat sauvage ». Nous allons montrer, par l'éthopée du cyrogrillus, combien est exacte l'identification. Pour cela nous nous servirons uniquement des textes (1).

Le cyrogrillus est fait comme un chien, ayant des pieds et des mains comme un chat. Son agilité et sa légèreté lui permettent de sauter de branche en branche. Il habite dans les montagnes boisées, telles que celles où s'élevait le château de Vaison ou celles qui avoisinent le village des Salses dans le Lodevois, ou dans des bois. Il s'y cache dans des retraites, même sous la terre. Le cyrogrillus est un animal dont on s'empare soit à la chasse, soit au moyen de pièges ; et pour cela on a trois motifs : 1^o il est nuisible, puisqu'on doit détruire ses retraites, et que le seigneur est adjuré de n'y être pas négligent ; 2^o sa chair est bonne à manger, meilleure même que celle du lapin, car on le donne en civet aux chanoines de Maguelone les jours de Noël et de saint Étienne, tandis que le lendemain, fête de saint Jean, on se contentera de lapin ; 3^o enfin sa fourrure est utilisée à doubler des manteaux, des simarres et, à ce titre, susceptible d'être choisie comme redevance féodale, ainsi que dans nos textes lodevois, ou frappée d'un droit, comme en témoignent les leudaires. Ajoutons qu'on le chasse en hiver, puisque la redevance de la famille Du Soulier à l'Évêque de Lodève est payable pour la

(1) Ceux que nous avons rapportés plus haut, ceux que cite Ducange, ceux qu'invoque M. Cazalis de Fondouce (*op. cit.*), et ceux que rapporte l'*Histoire de Languedoc* (t. VII, c. 119), d'après une enquête de 1247-1248.

Saint-André, c'est-à-dire le 30 novembre ; qu'à certaines époques la chasse en est prohibée et en quelques lieux accordée par le seigneur comme une concession appréciée.

Pas un de ces traits qui ne s'applique avec la plus grande justesse au chat sauvage, que renferment encore nos régions montagneuses, et qui vit dans toutes les forêts de l'Europe. Les qualités connues de sa race, même domestiquée, sont encore avivées par l'état de liberté : son agilité est sans égale, sa robe, généralement tigrée à ondes plus foncées, est excessivement douce au toucher et plus fournie en hiver. Destructeur actif du gibier, il échappe souvent à la poursuite des chiens courants, et se réfugie dans d'inaccessibles trous de rochers. Sa chair est exquise, et, si plus d'un chat de gouttière fait tous les frais d'un civet de restaurant, même parisien, on comprend que le cyrogrillus ait été de plus fort servi et apprécié à la table maguelonaise en 1331. Sa fourrure se vendait à Montpellier, vers 1868, à peu près trois francs aux pelletiers-fourreurs.

Avec le témoignage d'un contemporain comme Jean de Garlande et la convenance parfaite des détails qui précèdent, nous pensons qu'il ne saurait plus y avoir de doute possible. A l'égard du porc et du hérisson, cela est indiscutable. Quant au lapin, la juste autorité qui s'attache au nom de M. Cazalis de Fondouce et une certaine analogie de traits entre le lapin et le chat sauvage nous obligent à examiner les arguments en faveur de cette attribution.

Ces arguments sont la traduction de 1612 de la charte de Cassagnoles et la comparaison du leudaire de Montpellier dans ses deux formes. Nous avons déjà parlé de l'ignorance du XVII^e siècle à l'égard du mot cyrogrillus ; mais

on comprend assez bien la confusion possible du traducteur de 1612 entre le lapin et le chat sauvage, dont la taille est la même; au besoin, il pouvait paraître avantageux de bénéficier de l'incertitude, le premier étant plus commun que le second. Qu'on le remarque d'ailleurs, le notaire Guillaume d'Artigues s'exprime ainsi : « lapins sive conins ». C'est précisément par ce dernier terme qu'au *Liber instrumentorum memorialium*, on a remplacé le « cirogrillus » du Grand Thalamus dans le leudaire. Il faudrait donc soulever un nouvel incident à propos du mot conil ou conin, qui a pu avoir une signification plus étendue que celle de lapin, et constituer à l'égard de l'animal en cause la dénomination vulgaire, tandis que cyrogrillus était le mot savant. D'ailleurs, les deux leudaires offrent des variantes de disposition et peut-être des omissions : c'est ainsi qu'on n'y retrouve pas, pour tous les animaux dont la chair se mange et la fourrure s'emploie, la distinction très naturelle entre le cent de bêtes, la peau et la fourrure préparée. Pour nous donc, on ne peut arguer de la leude de Montpellier pour ou contre aucune attribution.

Quant à l'étymologie de cyrogrillus, il faudrait, pour l'expliquer, fixer d'abord l'orthographe de ce mot, qu'on trouve écrit : cyrogrillus, cirogrillus et sirogrillus, et tenir compte du remplacement fréquent au moyen âge de l'*upsilon* par le *iota*. Jean de Garlande s'exprime ainsi : « Il est dit de *cyros*, qui veut dire main, et de *grillus*, qui veut dire chat ». A l'égard du premier radical, si le sens est acceptable, la forme ne l'est pas, et l'on pourrait proposer plutôt *exioupas*, que le latin a traduit par *sciurus* pour désigner l'écureuil. Quant au second, comme le terme de *catus* était fort

connu alors sous cette orthographe *cattus* ; que Garlande est très sûr de son fait ; qu'en somme ce terme représente, dans la composition du mot, l'idée principale, nous pensons qu'il faut s'incliner plutôt devant le témoignage pratique d'un contemporain que devant l'autorité théorique des lexiques qui donnent : porc. On aurait donc pour sens un chat-écureuil, ce qui dépeint très bien l'animal et nous fait même penser qu'il a pu être confondu souvent avec l'écureuil, également nommé dans les leudaïres, et auquel s'appliquent beaucoup des mêmes traits.

Dans un ordre d'idées tout différent, Lodève comptait au nombre de ses produits la poterie (1). Une enquête sur la foire en 1346 parle des marmites y vendues (2) ; et, dès le XIII^e siècle, cet article fait l'objet d'une redevance appréciable (3). Est-ce à l'industrie lodevoise ou à celle de Saint-Jean-de-Fos, célèbre dès le moyen âge (4), qu'il faut rapporter un article de leudaire, mentionnant des vases plats, des vases couverts (5) ? Même il est question de vases hauts en verre ou en bois (6).

La vannerie est aussi indiquée dès 1212 (7). Sans doute elle visait les ouvrages fabriqués dans la montagne

(1) « Hostal et forn d'ollas en Vialanova » (Compoix de 1416, f^o 64 v^o). — « Houstal que fay orjoulerié an son garniment » (Compoix de 1586, f^o 110).

(2) Archives municipales de Lodève.

(3) L'Évêque avait droit à la fourniture de la vaisselle de carême, renouvelée, selon un ancien usage, à ce temps de l'année (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LIV, p. 47).

(4) « Item quinque dorcas obratgii Sancti Johannis cum manilhiis » (Inventaire du 8 août 1448, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(5) « In leuda.... de paropsidibus.... et de pixidibus » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. L, p. 45).

(6) « In leuda de scyphis fusteis et vitreis » (*Ibid.*).

(7) *Ibid.*, doc. XLI, p. 37.

avec les lanières d'écorce du châtaignier, et qui servaient à tenir les laines, à transporter les fruits, le charbon, l'écorce, etc.

On voit aussi les poissons mentionnés dans les leudaires (1) : c'est à bon droit, car les truites de l'Hérault et celles de la Vis sont estimées.

Tous ces produits du sol et de l'industrie étaient vendus soit au marché hebdomadaire, soit à une foire annuelle, que facilitaient les exemptions de péage, accordées en 1259 par le seigneur de Faugères et de Lunas (2), en 1270 par celui de Clermont pour les taxes perçues aux châteaux de Saint-Félix, Saint-André et Ceyras, ainsi qu'au lieu de Bocassertz à cause du péage du château-fort des Deux-Vierges (3). Toutes les routes étaient ainsi ouvertes au commerce lodevois.

Le marché de Lodève, qui avait jadis valu à la ville son nom de *Forum Neronis* (4), semble avoir persisté durant tout le moyen âge, car on le trouve en 884 mentionné comme ayant été concédé, ainsi que le tonlieu, aux Évêques de Lodève (5). Dès le XIII^e siècle, il se tenait le samedi (6), et assez probablement sur la place centrale dite Placetto, petite place, et dans les rues adjacentes ; mais il pouvait y avoir aussi des lieux spécialement affectés aux divers produits : ce qui le prouve, c'est la permanence d'une halle aux cuirs (7). Ce marché diminua considérablement

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. L, p. 45.

(2) *Ibid.*, doc. LII, p. 46.

(3) *Ibid.*, doc. LXI, p. 67.

(4) Voir p. 6.

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. V, p. 3.

(6) *Ibid.*, doc. XLI, p. 37.

(7) Nous allons en parler bientôt.

d'importance par le fait des guerres et des épidémies du XV^e siècle, surtout par la création de celui de Clermont, le mercredi, où toute la région se porta comme mieux placé par rapport au bas pays (1).

La foire devait être ancienne aussi, quoiqu'il n'en soit point fait mention avant 1212 (2). Elle se tenait à l'occasion de la fête patronale de saint Geniez, le 25 août ; mais en 1311 l'évêque Déodat de Boussagues, sans doute d'accord avec les habitants, la transféra au 25 mai (3). Les motifs de ce changement nous paraissent être les occupations de la moisson et de la vendange, qui absorbaient lors de la première époque. Le seigneur de Clermont et l'abbé de Villemagne durent protester auprès du Roi, lequel chargea son juge de Carcassonne d'enquêter sur le préjudice éventuel qu'ils pourraient, ainsi que lui-même, subir de ce fait (4). Le résultat de l'enquête fut une prohibition du Sénéchal de porter aucunes marchandises à la foire de Lodève. Évêque et habitants, également lésés, protestèrent. Le premier fit valoir son droit de régle ; les seconds, très probablement instigateurs du transfert, nommèrent un syndic, Bernard Auriol, afin de poursuivre l'affaire (5). Celle-ci traîna quelques années et fut résolue sous Bernard Gui, en 1326, par un mandement de Charles le Bel au Sénéchal de ne plus molester l'Évêque à ce sujet (6). Pourtant la foire fut remise au 25 août, puisqu'elle se tenait

(1) C'est là ce que firent valoir en 1440 les habitants pour obtenir de l'évêque Pierre de La Treille une réduction en ce sens sur le Sestairal (Voir p. 151).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLI, p. 37.

(3) *Ibid.*, doc. LXXVI, p. 105.

(4) *Ibid.*, doc. LXXV, p. 105.

(5) *Ibid.*, doc. LXXVI, p. 105.

(6) *Ibid.*, doc. LXXXIV, p. 108.

à cette date, lorsque surgit un nouveau différend en 1345. Jusque-là son siège accoutumé était la grève de Soulondres, mais une crue de la rivière, survenue quelques jours avant le 25 août, n'ayant pas permis cette année aux marchands de s'y installer, sur la proposition de quelques-uns d'entre eux, venus de Figeac, ils étaient allés s'établir en un lieu vers le haut de la ville, qu'on appelait le Corral (1). En 1346, un certain nombre d'habitants, soutenus par le Viguiier de l'Évêque, celui-ci désireux sans doute de s'affranchir du partage des leudes avec la famille De Lodève, voulurent consacrer définitivement ce lieu pour la tenue de la foire. Mais la majeure partie de la population était opposée au transfert; elle protesta en nommant des syndics pour défendre l'ancienne coutume, et c'est même à cette occasion qu'éclata le différend sur les assemblées à l'Hôtel de Ville, relaté ailleurs (2). Le Roi, mis en demeure, nomma, le 13 juin 1346, le Viguiier et le Juge de Béziers pour enquêter (3). Commission fut donnée par ces officiers à Étienne Geniez, légiste de Béziers, qui, escorté d'un sergent de la Cour, se rendit à Lodève le 23 août.

Ses tribulations durèrent trois jours pleins. Les syndics de la Communauté, appelés devant lui, firent comparaître, à l'appui de leur requête, quatorze témoins, dont l'un, Pierre Benoît, n'avait pas moins de quatre-vingt-dix ans. Les dépositions furent unanimes et, avec un règlement produit à l'enquête (4), nous permettront de décrire la manière dont on procédait (5). Mais le fond de la question fut d'ores et

(1) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

(2) Voir p. 171.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xciv, p. 113.

(4) *Ibid.*, doc. xcv, p. 114.

(5) Enquête sur la foire aux Archives municipales de Lodève.

déjà établi : la foire se tenait de temps immémorial sur la grève de Soulondres, ce que d'ailleurs la charte de 1262 disait clairement. Le Commissaire fit appeler les délégués des novateurs, qui ne se présentèrent pas à la première fois. A la seconde citation, Raymond du Puy, lieutenant du Viguiier de l'Évêque, et le procureur de ce dernier, Pierre Abon, comparurent. Mais, requis de faire citer les défaillants, ils élevèrent mille difficultés. Sur quoi le Commissaire, édifié par la production de la charte de 1262, rendit une ordonnance de maintenue.

L'essentiel était de la faire exécuter, car les officiers de l'Évêque et les partisans du Corral se prêtaient aide : les premiers, en refusant d'ordonner le cri de la foire ; les seconds, en continuant de planter leurs pieux. Malgré tous ses efforts, le Commissaire n'avait rien obtenu encore le soir du 23. Le lendemain, il envoya son sergent, Jean Raymond, chez le lieutenant du Viguiier épiscopal, qui le congédia avec de mauvaises raisons, ensuite sur le Corral même, où se tenaient les sergents de la Cour de Lodève : Roque et Merlin. Ces derniers, requis de faire les proclamations, refusèrent, de peur qu'elles ne fussent préjudiciables aux droits de l'Évêque, et ils en appelèrent au Viguiier de Béziers. Une nouvelle tentative auprès de Bernard Gaynier, trompette de la Communauté, n'eut pas plus de succès. Invité à faire avec son fils les proclamations au nom du Roi, Gaynier répondit qu'ils n'étaient que trompettes des Sigilliers, mais qu'il allait chercher les instruments ; en route, il se ravisa et réclama une autorisation de la Cour de l'Évêque. Le sergent royal, fixé sur les dispositions de celle-ci, lui enjoignit de passer outre, tout en lui donnant acte de la

réquisition, et le dispensant du cri, dont se chargerait son propre valet, Pierre Fournier. C'est, en effet, dans ces conditions que se fit, à la porte de la Bossanella, sur la place du Corral et hors la porte de Lergue, au delà du pont, la proclamation suivante :

« Ausiatz que vos fa assaber de part de la Cort de Bezes de nostre senhor lo Rey que tot mercier et tot autre home venden bestias o lanas vaia tener et fassa fieyra en la grava et lay ont es d'aicit acostumat de far fieyra, et non en autre luec, solz la pena que poyria cometre nostre senhor lo Rey ».

A cet empiètement d'attributions, les officiers de la Cour de l'Évêque ripostèrent en faisant proclamer par leur précon, Raymond Coutelier, et par le trompette de la Ville, Jean Campagne, dans tous les carrefours de Lodève, que les marchands venus pour la foire pouvaient s'installer partout où ils voudraient, car à tous il était permis de vendre et d'acheter. Ce que voyant, le sergent royal, qui voulait détruire l'effet de cette publication, invita Jean Campagne à la changer et, sur son refus, essaya encore, le lendemain 25, de l'y décider. L'enquête finit avec la retraite du Commissaire, laissant le champ libre aux partisans de l'Évêque.

Ce transfert fut-il l'occasion de la ruine de la foire ? Cela serait possible ; toujours est-il que depuis cette époque il n'en est plus question. Il est donc temps de dire ce qu'était cette foire.

Elle s'était d'abord tenue le seul jour de la fête de saint Geniez, le 25 août (1) ; mais on la voit dès 1246 durer trois

(1) « In festo Sancti Genesii in nundinis » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XL, p. 37).

jours, c'est-à-dire la veille et le lendemain (1) ; un siècle après environ, elle se prolonge du 24 au 28 ou au 29 ; mais elle avait dû, à son apogée, embrasser une semaine ou huit jours pleins, puisque les rentiers des droits de l'Évêque n'en reprenaient la perception que le 2 septembre (2).

Le lieu fixé était la grève de Soulondres, c'est-à-dire la portion de sa rive gauche située depuis la Bouquerie jusqu'au confluent avec Lergue, ainsi que les lieux avoisinants : rive droite de Soulondres vers le faubourg et bords de Lergue ; mais le centre de la foire se trouvait hors la porte du Mazel ou boucherie (3). D'ailleurs la ville tout entière pouvait être considérée comme une enceinte réservée, grâce aux précautions prises pour en fermer les issues. Dès la veille au matin, cinq gardes étaient placés, au nom de l'Évêque, aux trois portes de la ville, les seules habituellement ouvertes : de la Bouquerie, de la Bossanella et de Lergue, et aux deux du faubourg Montbrun : de Clermont et de Verdus. Les deux samedis qui précédaient le 24 août, en plein marché, le précon annonçait la foire par ce cri :

« Ecoutez ce que vous mande le seigneur Évêque :

»Que tout homme vienne à la foire en toute sécurité, à moins qu'il n'ait commis quelque acte pour lequel il doive être retenu prisonnier ».

Le 24 de grand matin ou même dès le 23, on installait les boutiques ou tables, très primitives d'ailleurs, car elles étaient faites de branches d'arbres garnies de leur feuillage. Ces tables étaient au nombre de vingt-quatre : huit sur la

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41.

(2) *Ibid.*, doc. xcv, p. 114.

(3) Enquête sur la foire aux Archives municipales de Lodève.

rive droite de Soulandres, appartenant à la famille De Lodève et mesurant chacune une canne, soit deux mètres ; seize sur la rive gauche, un peu plus petites que les précédentes, en deux rangées séparées par un passage ou allée. Huit de ces dernières appartenaient à l'Évêque, huit aux De Lodève. Ces seize tables étaient spécialement réservées à l'industrie de la canabasserie, c'est-à-dire à la corderie et à la vannerie. Près de là était le marché aux cuirs, abrité par une toiture de pierres et contenant vingt-quatre tables, dont six à l'Évêque et dix-huit aliénées à des feudataires ; sept de ces dernières atteignaient la grève.

La foire donnait lieu au droit de *taulagium* ou de boutique et à celui de leude. En vertu du système exposé ailleurs, leur perception était fort compliquée et mettait aux prises l'Évêque, la famille De Lodève, des feudataires et le Chapitre. Voici dans quelle proportion. L'Évêque avait en entier le droit de boutique sur ses huit tables de canabasserie et ses six de corraterie ; il partageait par moitié avec les De Lodève la leude sur leurs seize tables et sur les dix-huit de corraterie des feudataires ; mais il la gardait tout entière pour ses six tables de corraterie. Réciproquement, la famille De Lodève possédait la moitié du droit de boutique sur ses seize tables, et la moitié de la leude non seulement sur celles-ci, mais encore sur les huit de canabasserie de l'Évêque et les dix-huit de corraterie des feudataires. Ces derniers n'avaient que le droit d'étalage sur leurs tables. Le Chapitre enfin, en possession, depuis saint Fulcran, de la moitié du marché et du tonlieu, percevait des droits de leude sur les bœufs, les vaches, les boucs, les chèvres, les porcs, les fromages, la laine.

Ces différents droits étaient levés par cinq préposés de l'Évêque et par trois du Chapitre, faisant pour son compte et celui des feudataires. On comptait donc pour la leude des draps un homme de l'Évêque ; pour celle des brebis et moutons, un homme de l'Évêque ; pour celle des bœufs et vaches, celle des boucs et chèvres, celle des porcs, des fromages et de la laine, trois hommes de l'Évêque et autant du Chapitre.

Mais les droits de coupe ou Sestairal, de quintal ou poids, la leude sur le produit des mines et celle sur les cuirs, en tant qu'elle ne se modifiait pas pour la foire, continuaient d'être perçus pendant la durée de cette dernière. L'exercice des autres, afin de favoriser l'apport des marchandises, était suspendu du 24 août au 2 septembre (1).

Déjà au milieu du XIV^e siècle, la foire de Lodève déclinait. On y vendait encore en 1346 le bétail gros et menu, les peaux de mouton en laine, la laine, des outils et des ustensiles en fer, des poteries et diverses marchandises ; mais on avait cessé d'y trafiquer des draps (2). Sans doute, les malheurs de la guerre de Cent Ans et l'action des agents royaux détournèrent de plus en plus le mouvement vers Pézenas et Montagnac. Mais aussi, faut-il en convenir ? les défauts de la fabrique lodevoise discréditèrent ses produits. Après les contemporains eux-mêmes on peut le répéter : la mauvaise foi de certains drapiers de la ville et des faubourgs ruinait le métier. Quelques habitants recoururent en 1288 à l'Évêque, alors Bérenger de Boussagues, et le supplièrent de remédier à cet état de choses, en faisant

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xcv, p. 114.

(2) Enquête sur la foire aux Archives municipales de Lodève.

édicter par sa Cour un règlement sur la qualité et le poids des laines, le nombre des fils, leur longueur et celle des pièces pour chacun des genres de drap. On créa, afin de veiller à son exécution, les visiteurs ou sigilliers des draps, et les délinquants furent menacés d'amendes (1). Mais dans la pratique il fallut tolérer plus d'une fraude. On stipula du moins que les draps non reçus au contrôle et néanmoins vendus dans la ville ne pourraient en sortir que si leurs acquéreurs juraient de ne pas les faire passer pour approuvés, en les débitant à la boutique de Lodève aux foires de Pézenas et de Montagnac (2). C'est là, en effet, que la ville écoulait désormais ses produits en louant deux boutiques pour draps (3). Mais on voit aussi l'activité des marchands de Lodève se porter vers des points bien plus éloignés. En 1400, l'un d'eux, Jean Trigorin, profitant de ce que Gênes s'était donné au roi de France, allait chercher à y vendre dix balles de beau parchemin, cinq douzaines de loutres et deux pièces de drap burel. Mais, arrivé à Monaco, Louis de Grimaldi le jeta en prison avec deux de ses compagnons, et saisit ses marchandises, estimées quatre cents écus. La captivité de Trigorin dura plus d'un mois, et il mourut sans avoir pu, malgré toutes ses démarches, se faire rendre justice contre son puissant persécuteur (4).

Guillaume Briçonnet, qui fut excellent administrateur, et fit exécuter le précieux Inventaire grâce auquel survivent les Cartulaires de Bernard Gui, put y retrouver la preuve de l'ancienne prospérité du commerce et de l'indus-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXIV, p. 73.

(2) *Délibération du Conseil de Ville*, *passim*.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXII, p. 227.

(4) *Ibid.*, doc. CXXXV, p. 188.

trie à Lodève ; aussi entreprit-il de les y relever. Bien vu du Souverain, que toute sa famille avait servi, il en obtint en décembre 1510 des lettres patentes établissant une foire de deux jours le jeudi avant l'Ascension, fête de la Translation des reliques de saint Fulcran, et le lendemain de cette fête (1). L'effet devait en sortir dès l'année 1511 ; mais Briçonnet, absorbé par d'autres affaires, ne put mettre le projet à exécution. Craignant donc que les lettres n'eussent plus de valeur, il en obtint le renouvellement le 20 août 1512 (2).

On peut supposer que, dès la Saint-Fulcran 1513, qui tomba, cette année-là, le 28 avril, la nouvelle foire fut tenue ; mais elle ne dut pas donner des résultats satisfaisants. En effet, le 20 juin, Michel Briçonnet, archidiacre de Lodève et vicaire-général de son cousin-germain Guillaume, convoqua dans sa demeure les trois Sigilliers de l'année : Pierre Soulairol, Jean Arnaud aîné et Louis Bibal, mandataires du Conseil de Ville et même de tous les habitants, pour conférer avec eux de la mévente des draps, de ses causes et des remèdes à y porter. On convint que la mauvaise fabrication, due à des personnes qui ne connaissaient pas le métier, mettait les marchands en telle défiance que même les bons draps étaient délaissés à la foire ou ne trouvaient d'acquéreur qu'à vil prix. Il fallait donc faire un règlement. Les officiers de la Cour, les Sigilliers et quelques citoyens compétents y collaborèrent et le Vicaire-général l'édicta (3). En le développant, ce règlement reproduisait l'esprit de celui de 1288.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLVIII, p. 220.

(2) *Ibid.*, doc. CLIX, p. 222.

(3) *Ibid.*, doc. CLXI, p. 223.

Il paraît cependant être demeuré impuissant à réprimer les fraudes, car on voit, moins de vingt ans après, les Sigilliers exiger un double sceau de contrôle pour les draps tirés et les non tirés. Des protestations s'élevèrent. Jean Vernet se mit à la tête des mécontents et obtint contre les magistrats municipaux des lettres de maintenue du Viguiier de Gignac, dispensant les draps de subir aucun contrôle. C'était, de toute évidence, une mauvaise cause que soutenait Vernet ; véritables défenseurs des intérêts de Lodève, les Sigilliers envoyèrent l'un d'eux à Gignac pour réclamer. Malheureusement, la détérioration du document ne permet point de savoir qui l'emporta alors (1).

Un autre moyen sûr de faciliter le rétablissement de la foire à Lodève fut de supprimer les boutiques de la Ville à Pézenas et à Montagnac. On le fit en 1518 et en 1519 (2), et il est permis de croire que de l'une et de l'autre mesures, si sagement prises, le résultat ne tarda guère. On voit, en effet, les habitants s'adresser, en 1548, au roi Henri II pour solliciter de lui un marché hebdomadaire le samedi et deux foires annuelles : à la Saint-Fulcran et à la Saint-Geniez. Pour justifier une demande qui paraît un peu ambitieuse, puisqu'elle dépassait, en prétention, les privilèges de jadis, ils firent valoir que Lodève était distant de sept lieues des autres bonnes villes du Languedoc, et de trois lieues des villes et grosses bourgades les plus rapprochées. Ils ajoutaient, non sans quelque exagération, qu'il y avait, aux environs, de bons villages, de riches marchands et que le territoire était fertile, toutes choses qui ne pouvaient

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXIII, p. 229.

(2) *Ibid.*, doc. CLXII, p. 227.

manquer de faire de Lodève un centre où s'approvisionnerait le pays avoisinant. Les habitants étaient davantage dans le vrai quand ils disaient que leur ville était « sur un chemin passant » : Lodève se trouve, en effet, sur l'une des principales voies de communication entre le Rouergue, le Larzac et le Bas-Languedoc. Par lettres patentes données à Fontainebleau en février 1548, Henri II accorda le marché du samedi et les deux foires de la Saint-Fulcran et de la Saint-Geniez (1). Mais, douze ans après, ces lettres n'avaient pas reçu exécution, et François II dut les confirmer le 22 janvier 1560 (2). Cette seconde autorisation n'eut pas meilleur résultat : le 11 novembre de cette année-là, il fut exposé au Conseil de Ville que les draps n'étaient plus, comme jadis, marqués du sceau de la Ville ; qu'on les portait aux foires, tant ceux fabriqués à Lodève que ceux achetés ailleurs, et qu'on les y vendait pour draps de Lodève, chose très préjudiciable au bon renom de la fabrique. Le Conseil ordonna que deux députés iraient à Pézenas, où se tenait alors la foire de la Toussaint, se rendraient à la boutique ou halle de Lodève et y vérifieraient les draps. Tous ceux qu'ils trouveraient non sigillés seraient confisqués, afin d'en être disposé comme on le jugerait bon à l'égard des contrevenants.

En inondant le pays de troupes, en le couvrant de pillages, les guerres de Religion devaient pour longtemps paralyser tous ces efforts.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXVI, p. 235.

(2) *Ibid.*, doc. CLXXVI, p. 248.

CHAPITRE IX

LA VIE, LES MŒURS, LES USAGES

C'est avec un peu d'hésitation que nous formons ce chapitre, car on comprendra que nous ne puissions tracer un tableau entièrement complet. D'un côté, la vie au moyen âge a été décrite dans des ouvrages d'un intérêt général, et certainement on devait vivre à Lodève comme en beaucoup d'autres lieux. D'autre part, la pénurie des documents locaux ne nous permet pas de saisir très sûrement les traits qui peuvent distinguer les mœurs lodevoises (1). Il ne doit donc s'agir ici que d'un essai très modeste et destiné à fournir aux spécialistes une légère contribution, ou bien à les suppléer pour les personnes moins au courant de leurs ouvrages.

FAMILLE ET PROPRIÉTÉ

Famille. — Le mariage qui la fonde est un acte essentiellement religieux. Non seulement à cette époque la bénédiction de l'Église tient lieu de toute formalité civile, mais même les stipulations matérielles, objet d'un contrat notarié, sont mises sous la protection du Ciel. Il faut convenir, d'ailleurs, que, si l'intérêt n'a rien à y perdre, la poésie y gagne quelque chose. Sans doute, la formule est à peu près invariable, mais combien différente de cette phraséologie moderne qui arrache au Péponet des *Faux Bons-*

(1) Les détails sans cote sont tirés d'actes de notaires n'offrant pas d'intérêt assez précis pour être spécialement désignés.

hommes l'exclamation connue : « Mais il n'est question que de ma mort là-dedans ! »

L'alliance négociée par les parents des futurs conjoints, soit le père et la mère, soit à leur défaut les grands-parents ou oncles, un groupe d'amis communs assistent aux fiançailles, cérémonie que l'Église considérait alors comme un engagement véritable, et qu'elle appelait le mariage par paroles de futur. Ensuite on dresse le contrat, dont voici le préambule pour un de nos concitoyens : « Lorsque, au commencement du monde, Dieu, créant toutes choses, eut formé à son image et ressemblance l'homme, dont le premier fut Adam, il prit une de ses côtes, de laquelle il forma une femme, qui fut Ève. Et, quand il les eut créés, il les bénit et leur dit : *Croissez et multipliez et remplissez la terre.* Et ailleurs l'Apôtre dit : *L'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à son épouse, et ils seront deux dans une même chair* », desquelles et d'autres diverses autorités il conste que le mariage a été établi sur une parole divine. C'est pourquoi Mingette, fille de noble Pierre de Lestang, jadis seigneur de Montbazin, au diocèse de Maguelone, veuve de feu Pierre Ginouvès, tisserand de Lodève, désirant, de la la volonté et du consentement de ses amis, s'unir par le mariage et se donner en épouse légitime et honnête à Jean Pasquier, gantier de Lodève, ici présent, comme l'ordre légal et l'antique coutume veulent que le mariage ne se fasse pas sans dot ou constitution de dot, et aussi que cette dot soit constituée à l'homme de la part de la femme, afin de supporter plus aisément les charges du mariage, ladite Mingette a assigné tous ses biens», etc.

La rupture du mariage par paroles de futur constituait

une violation de serment, passible d'une dispense ou d'une peine ecclésiastiques, mais elle portait également un préjudice tout au moins moral à l'autre partie. C'est pourquoi on stipulait souvent un dédit : pour Mingette de Lestang et Jean Pasquier, il fut fixé à vingt-cinq livres tournois, applicables aux deux paroisses (1).

A l'occasion des noces, l'épousée riche recevait en cadeau de ses parents et amis des anneaux d'or ornés de pierres précieuses. Celui de mariage portait à l'intérieur une inscription (2).

De nos jours, où prévaut, et avec justice, le principe de l'égalité entre les enfants, il n'est pas rare de voir un père, une mère décéder *ab intestat*. Il en allait autrement jadis. La pensée qui semble avoir préoccupé le plus nos aïeux, c'est la persistance d'un foyer de famille. Si la mère disparaît la première, elle dispose simplement de ses biens, selon ses préférences, mais sans rien stipuler quant au ménage. Au contraire, quand le chef de famille décède d'abord, il choisit pour héritier l'un de ses enfants, non pas toujours l'aîné, quoi qu'on en croie communément, mais celui qui lui paraît offrir le plus de garanties. Cet héritier deviendra chef de maison, *caput hospicii* ; ses frères et sœurs, dotés en argent, resteront à son foyer jusqu'à leur établissement, auquel il présidera ; même sa mère, en possession d'une pension tant qu'elle persistera dans la viduité, n'est à la

(1) Contrat du 15 mai 1441 (minutes de P. Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) • Item unum anulum auri, cum quo desponsavit eadem Agnes dictum quondam nobilem B. de Carcassona, scriptum a parte interiori, ponderis novem denariorum et xv granorum • (Reconnaissance, du 7 mai 1462, d'Agnès à Bernarde de Carcassonne, minutes de Jean Teisserenc, notaire à Lodève, étude Hébrard).

table de famille qu'un commensal. Pourtant la minorité de l'héritier lui donne avec la tutelle la jouissance temporaire des droits de chef de maison (1).

Nous ne saurions déterminer l'âge de la majorité légale à Lodève, les coutumes se taisant sur ce point comme sur bien d'autres ; ce devait être vingt-cinq ans, ainsi qu'ailleurs. Mais il est certain que cette majorité était plus fictive que réelle pour les enfants non mariés. Les filles surtout demeuraient en puissance du père, et leurs œuvres étaient acquises à la maison, dont il était le chef. Pour mettre fin à cet état de sujétion, elles devaient obtenir l'émancipation, qui dépendait de lui. Un acte, postérieur de date, mais visant avec évidence l'antique coutume, nous apprendra les formalités de cette émancipation.

Le 27 février 1699, Marie, fille de Jean Ausselly et maîtresse des écoles de la Ville, dont la mère était morte, déclare à celui-ci devant notaire que, son intention étant de travailler à l'avenir pour son compte personnel, elle réclame l'indispensable émancipation. Ausselly ayant répondu y consentir, Marie se met à genoux et les mains jointes devant son père, et celui-ci les prend dans les siennes, puis les écarte à trois reprises. Désormais la jeune fille pourra « travailler en son particulier, achepter, vendre et negocier, comme il est permis aux personnes libres ». Il n'y avait d'ailleurs pas d'arrière-pensée mauvaise chez elle, car ayant « humblement remercié son pere », Marie lui promet « de l'honorer, servir et aider à l'avenir » (2). Cas intéressant et salutaire exemple pour nos féministes.

(1) Minutes de notaires, *passim*.

(2) Minutes de Mas Requirand, notaire à Lodève, reg. de 1693 à 1704, p. 256.

Il en est un d'autre genre que nous voulons relever, parce qu'il nous paraît sinon exclusif à Lodève, du moins un peu spécial à cette ville, en raison sans doute de la majorité des artisans ou des pauvres dans sa population. C'est l'*affrayement* ou association fraternelle, distincte de l'association commerciale (1). Elle était contractée avec l'express consentement des femmes, il va de soi, par deux ménages qui se proposaient de trouver dans la vie en commun un mutuel appui et une économie très notable. On appelait cela « faire une maison, un pain et un vin ». Les enfants étaient nourris et instruits ensemble, mariés avec d'égaux avantages. La propriété personnelle était interdite au delà d'une somme fort minime ; de même tout achat et vente à l'insu de l'autre partie. Dettes et créances étaient communes, et enfin les acquêts se partageaient également dans le cas de la séparation. Mais à celui qui était demandeur ou cause de celle-ci, on infligeait une amende spécifiée d'avance et en partie applicable à l'adversaire.

De ces phalanstères avant la lettre, et tout chrétiens d'ailleurs, nous avons trouvé pour le XV^e siècle trois exemples : entre frères (2) ; entre un vieux ménage et celui de sa nièce, qui se fonde, et alors le contrat comporte donation après décès, sous condition d'être bien soignés (3) ; entre artisans de même métier, pour corroborer leur association commerciale (4). Aux XVII^e et XVIII^e siècles, cet usage persistait à Lodève et même les exemples s'en multipliaient (5).

(1 et 2) Acte du 21 janvier 1473 (Minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Acte du 29 mai 1475 (*Ibid.*).

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*. Appendice, Documents sur l'industrie drapière, n° 2, p. 474.

(5) Minutes de notaires, *passim*.

L'enfant nourri dans sa famille est envoyé à l'école ou employé de bonne heure à un métier manuel. Il quitte alors la maison paternelle pour celle du maître ouvrier, auquel son père l'a confié. Généralement et quel que soit le métier, la durée de l'apprentissage est de trois ou quatre années. Pour tout salaire, en plus du logement et de la nourriture, l'enfant recevra quelques vêtements, des souliers, quelquefois un gage modique la dernière année. Quand il est étranger à la ville, et les villages voisins fournissent beaucoup de ce contingent d'ouvriers, il pourra aller voir, mais très rarement, selon la distance d'ailleurs, sa famille et son pays (1).

Expression de la volonté individuelle rendue par la mort en même temps valable et irrévocable, le testament, qui vise la fin de la vie, est un des actes les plus caractéristiques. Certes, en ce temps où dominait la religion, leur portée à tous, c'est d'être une confession de foi, un cri d'espérance, un acte de dépouillement et d'expiation ; mais on peut dire que chacun garde le cachet personnel de son auteur par les préférences dont il y témoigne.

On y trouve d'abord un préambule sur la mort. En général, ce préambule constate « que rien n'est plus certain que la mort ni plus incertain que son heure » ; mais les notaires

(1) Contrat d'apprentissage d'André Fontanier, du mas d'Albignac, maçon, du 27 décembre 1451 (Minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Contrat d'apprentissage de Pierre Carel, de Saint-Geniez d'Olt, charpentier, du 1^{er} décembre 1429 (Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Contrat d'apprentissage de Pierre Brunel, dumas de Bosquet, cordier, du 20 janvier 1429 (*Ibid.*). — Contrat d'apprentissage de Jean Melzac, de La Salvétat, corratier, du 17 mai 1452 (Minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Contrat d'apprentissage de pâtissier conclu par Marguerite Cahuzac pour son fils, du 2 mai 1547 (Minutes de Jean Bot, notaire à Lodève, étude Granier).

semblent avoir eu un choix de formules appropriées à l'âge : « car cette mort sans pitié ravit ceux qu'elle veut, ensemble les jeunes gens et les vieillards » ; à la condition : si les gens de métier arrivent droit au fait, si un père de famille se préoccupe surtout de prévenir la division entre ses enfants, voici un homme de loi dont l'esprit pratique se traduit par les paroles suivantes : « Comme on voit clairement, soit par les recommandations des Pères de l'Église, soit par les exemples de l'Ancien Testament, que tout homme, quand il a l'entendement sain, doit faire son dernier testament, de peur que, la mort survenant, il ne lui arrive de décéder *ab intestat* » etc.

Le Jean Teisserenc, auquel nous venons d'emprunter ce passage, était lui-même notaire ; à ce titre, son testament (1) offre une des formes les plus complètes, les mieux soignées qu'on rencontre. Aussi allons-nous traduire ses dispositions spirituelles :

« Comme les choses de Dieu doivent passer avant les affaires temporelles, me munissant du signe vénérable et salulaire de la sainte croix, et disant : Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, amen, attendu que j'ai reçu mon corps de la terre et de Dieu mon âme, et, partant, que je dois rendre le corps à la terre et l'âme à Dieu, comme un véritable chrétien créé de nouveau par le baptême, non séparé de la foi de la sainte Église catholique, mais toujours attaché à elle et à sa discipline, je donne, j'offre et je recommande mon âme et mon corps à Dieu le Père tout-puissant, créateur souverain, et à la très sainte et pure

(1) Acte du 5 août 1566 (Minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

Vierge Marie, sa mère, qui est demeurée Vierge inviolée avant, pendant et après l'enfantement, et qui nous a donné le Dieu rédempteur, ainsi qu'à tous les saints de Dieu, membres de la Cour céleste, par les prières et mérites desquels j'espère, quoique indigne, être sauvé. Je choisis à mon corps ou cadavre, lorsque mon âme en aura été sortie et séparée, la sépulture dans le cloître du très bienheureux et glorieux martyr Geniez du siège de Lodève, au tombeau de mes parents ».

Le mode des obsèques réglé, le testateur dispose de ses biens en débutant par les légats pies, dont l'objet est parfaitement avoué : « Je lègue pour l'amour de Dieu, pour le rachat de mes péchés et de mes parents et de tous ceux de ma race, et afin que Dieu ait pitié de mon âme et de la leur » etc. Ces legs étaient généralement en faveur du luminaire des églises, des confréries et des pauvres. Dans ce cas le don était souvent distribué en nature (1).

Quand un malade était à l'agonie, les siens prenaient soin de tracer sur lui de fréquents signes de croix, et de tenir devant son visage des cierges bénits allumés. On se proposait par cet usage, qui nous choque un peu aujourd'hui, d'écarter toute atteinte satanique. Nous voyons aussi dans les anciens actes qu'il y avait affluence dans la chambre du malade à ce moment. Autour du lit d'agonie de Bérengère, femme de Guillem Castagnié de Lodève, se pressaient, en 1376, environ quarante personnes (2).

Aux obsèques, le corps était porté, sur un brancard recouvert d'un drap gris sombre ou rouge, par les membres

(1) Voir p. 240.

(2) *Actes anciens et documents concernant le bienheureux Urbain V, pape*, recueillis par le chanoine J.-H. Albanès, t. I^{er}, p. 200, n° 115.

de la corporation du défunt (1). Les convocations étaient faites par le *sotier* ou fossoyeur, chargé de l'entreprise funéraire (2). Les confrères du Saint-Esprit ou, du moins, un délégué assistaient au convoi portant une robe bordée de noir avec écussons devant et derrière (3). Les usages quant à la messe de neuvaine et à celle d'anniversaire sont demeurés sensiblement les mêmes, c'est pourquoi nous nous dispensons de les retracer.

Propriété. — Elle était protégée à Lodève sous ses deux formes : immobilière et mobilière.

Les immeubles sont urbains ou ruraux. Dans la ville, ils consistent en maisons, généralement dépourvues de jardins ou, comme on disait alors, de vergers, car l'enceinte est étroite, le sol bien utilisé. La propriété est encouragée par les avantages que reconnaît la coutume aux possesseurs de maisons à l'égard du droit de coupe ou Sestairal. Elle les étend même au locataire de la maison, lequel est le plus souvent unique, à cause de l'exiguïté des immeubles. Il peut devenir par là citoyen, comme aussi par son mariage avec une Lodevoise ; il le reste même lorsque, né à Lodève, il a demeuré un certain temps ailleurs. Enfin l'étranger qui vient se fixer dans la ville est, pour cinq ans, dispensé des tailles. Mais, à l'époque des guerres de Religion, on dut restreindre des principes si larges, à cause de la prudence à garder en ces temps, où la trahison était trop commune. L'habitanage ne fut au contraire accordé qu'après examen de la demande par les Consuls, et sur le versement d'une

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxiii, p. 159.

(2) Voir p. 191.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxiii, p. 159. — Testaments, *passim*.

certaine somme, ainsi que la promesse de satisfaire à toutes les charges de la Ville (1).

Dans la banlieue ou territoire, on voit des champs, parsemés d'oliviers, quelques vignes, des prairies. Or, par suite de l'abondance du bétail et de son passage en allant estiver ou hiverner, ces propriétés sont exposées à des ravages à peu près continuels. Des prohibitions sévères les préviennent ou les punissent, en vertu du droit de ban. Çà et là il existait certains terrains affectés par location à la dépaissance du bétail appartenant aux particuliers; ceux-ci étaient tenus de l'y maintenir en temps prohibé sous peine de 60 sols à chaque contravention, plus d'une taxe variable selon le nombre de têtes et la nature du bétail. En voici le tarif pour les habitants :

Dans les terres labourées :

Par troupeau, chèvres non comprises.....	10 sols
Par chèvre isolée ou dans les troupeaux.....	6 —
Par porc ou truie.....	6 —
Par bœuf ou vache.....	4 —
Par mouton ou brebis.....	12 deniers

Dans les taillis :

Par troupeau.....	15 sols
Par bête grosse.....	5 —
De nuit, le double.	

Dans les fossés de la ville :

Par troupeau.....	30 sols
Par bête grosse.....	10 —

Quant au bétail des étrangers, il devait payer moitié en

1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXXIX, p. 266. — Réception de Pierre Lataste, maître cordonnier, de Bordeaux, le 23 février 1568 (Inventaire de la Ville de Lodève de 1591, vers la fin).

sus de l'amende et du ban, s'il était trouvé de jour ; le double de l'un et de l'autre, s'il était surpris de nuit (1).

Primitivement, afin d'encourager la surveillance, un tiers des amendes était octroyé au dénonciateur, pourvu qu'il fût digne de foi, et toute personne qui constatait le flagrant délit pouvait emmener le bétail pour le consigner entre les mains des officiers de la Cour (2).

Le vol des récoltes était encore plus sévèrement puni. En 1559, l'Évêque édicta sur cet article un règlement que voici :

De jour :

Pour la première contravention 8 jours de prison au pain et à l'eau, et payement de taille et de ban.

Pour la deuxième, amende de 60 sols.

Pour la troisième, peine du collier ou carcan .

De nuit :

Pour la première contravention, amende de 60 sols et payement de la taille et du ban.

Pour la deuxième, peine du carcan et autre de droit.

Les parents et maîtres étaient responsables des délits de leurs enfants et serviteurs (3).

Lorsque la Ville eut acquis le droit de ban, elle institua quatre gardes chargés de réprimer les délits. En même temps elle édicta un nouveau tarif dans l'esprit de celui que nous avons donné. De plus fort, l'incapacité légale des étrangers à faire dépaître leur bétail dans le terroir de Lodève y était proclamée. Non seulement ils payaient le double que les habitants, quand ils le faisaient par inadver-

(1) Proclamation du 9 avril 1431 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXXV, p. 161).

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, doc. CLXXIV, p. 245.

tance ; mais, s'ils se montraient coutumiers du délit, ou gardaient à bâton planté, leurs bêtes étaient saisies, et leur punition laissée au jugement des Consuls (1).

La propriété mobilière était protégée par le règlement sur la chose volée, dont nous avons parlé ailleurs, et par la coutume sur la chose perdue, qui pouvait être restituée à son propriétaire sur sa parole, sa description et le certificat d'un témoin (2).

LA VIE MATÉRIELLE

La vie matérielle comprend le logement, le vêtement et l'alimentation.

Lodève n'eut jamais de belles maisons. Les rues resserrées y laissaient pénétrer peu de jour par les ouvertures rares et étroites, et l'épaisseur relative des îles ne permettait qu'une aération incomplète par d'infectes petites cours intérieures, dont il subsiste encore un grand nombre. En outre, ces logements exigus abritaient presque tous une industrie et par excellence celle du cardage et du filage des laines. Comment s'étonner des épidémies que nous aurons à signaler ?

Les mobiliers énumérés dans les inventaires que nous avons recueillis sont tous fort modestes et très uniformes, les pièces de la maison étant toujours les mêmes : cuisine, salle, chambres, cellier et atelier dit *ouvroir*, quand il s'agit d'artisans. Sur la batterie de la première, il est inutile d'insister. La seconde était en général pourvue d'un dressoir ou buffet à étagères avec quelques plats d'étain,

(1) Règlement du 30 avril 1566 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXXVII, p. 259).

(2) Voir p. 143 et *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 31.

d'une table et, comme sièges, de bancs et d'escabeaux. On trouve très rarement la *cathedra* ou haute chaise à dossier et bras, d'où procède notre fauteuil moderne ; en revanche, beaucoup de *sellæ* à trois ou quatre *pécoules* (*pedicula*), c'est-à-dire un tabouret bas, fait d'une section de tronc d'arbre, encore en usage dans certains villages du Lodevois.

Les gens riches possédaient des tentures en drap ou en toile, peintes d'arbres, d'insectes, d'étoiles, ou représentant des scènes de la Bible ou les exploits des preux (1). Ils se servaient d'aiguières au bord orné de légendes, telles que « *Mater Dei, memento mei*, Mère de Dieu, souvenez-vous de moi » (2). Dans les chambres, les lits sont le plus souvent faits de simples traverses avec un seul panneau à la tête, d'où leur nom de « cadaliech » (*caput lecti*). Les matelas, de plume, pèsent jusqu'à deux quintaux, ils n'excluent pas la paillasse, sac de toile rempli de paille. Coussins, traversins et draps à l'ordinaire ; sur le tout de très longues couvertures (3), afin de masquer l'absence du panneau des pieds. Les vêtements sont serrés dans des coffres, l'usage des armoires ne paraissant pas répandu.

Ces vêtements sont très simples : chemises, gonelles, robes pour les femmes ; gonelles et houppelandes pour les hommes ; capes à capuchons pour les deux sexes. Ils sont faits en drap du pays, couleur de sang, *morrut* ou marron, ou bien gris. Parfois le bas des manches et le bord du vêtement sont fourrés de drap d'une autre couleur

(1) « Item tres pannos tele tinctos, unum vite Job, alium novem parium Francie et alium vite Aucgerii regis » (Inventaire du 8 août 1448, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) *Ibid.*

(3) « Item alias longerias decem et octo palmarum » (Fragment d'inventaire, couverture d'un registre).

ou plus rarement de peaux. En fait de bijoux, il est question d'anneaux d'or, d'argent, ornés de pierres : rubis, saphirs, turquoises ; de boucles de ceinture ; d'agnus Dei, de paternôtres ou chapelets d'ambre, de corail, de jayet ou jais.

L'alimentation comporte quelques détails de plus. La base en était à Lodève le pain, la viande, le poisson et les légumes, surtout les légumes secs.

L'abondance ou la disette du blé, terme générique par lequel on désigne le froment, la touzelle et le seigle, est l'objet de la préoccupation générale. Du fait des éléments ou des guerres, les famines ne sont que trop fréquentes à cette époque. Celles dont les documents locaux ont surtout conservé la mémoire se produisirent en 1432, en 1526 et en 1559.

La première se fit sentir dès le mois de février. Afin d'y parer, le Conseil de Ville décréta aussitôt que les détenteurs de grains les vendraient à un prix équitable jusqu'à ce qu'on ait pu s'en procurer ailleurs. Un délégué fut envoyé sur le Larzac et dans le Rouergue pour acheter deux à trois cents setiers de blé à revendre aux habitants avec perte pour la Ville de la différence des cours. Les distributions aux pauvres, faites en nature les jours de l'Invention de la Croix (3 mai) et de l'Ascension, furent suspendues, la disette n'en permettant point le paiement à ceux qui servaient la pension. Enfin la Communauté demanda à la Cour de requérir contre les étrangers non locataires à l'année pour les obliger à quitter la Ville (1). En 1527 et 1528, la récolte fut mauvaise ; aussi le prix du blé dépassa-

(1) Délibérations du Conseil de Ville des 17 février, 1^{er}, 12 et 23 mai, 17, 21, 22, 23 et 28 juillet, 11 août 1432.

sa-t-il, en 1529, trois florins par setier ; encore était-il bien difficile de s'en procurer (1). En 1560, une série de mauvaises récoltes maintenant la valeur du grain à un taux élevé, on renouvela d'anciens règlements. Il fut défendu aux boulangers et revendeurs d'acheter sur le marché avant midi, afin que les habitants eussent toute facilité pour s'approvisionner. Les infractions étaient punies d'une amende de 50 sols, et de la prison en cas de récidive (2).

Quant au pain, il fut taxé en 1554, et l'on créa une échelle mobile en prenant pour facteur invariable l'argent, pour facteur variable le poids du pain. Pour la même somme d'un sol, soit 12 deniers, on avait, en effet, quand le setier de blé valait de :

20 à 25 sols.....	3' 1/2 de pain.
25 à 30 sols.....	3' —
30 à 35 sols.....	2' 3/4 —
35 à 40 sols.....	2' 1/4 —

Il s'agissait là du pain blanc fleur de farine. On en faisait de plus petits, dits quarts de pain, et de moindres encore ou *mo/flets*, qui coûtaient respectivement quatre et deux deniers. On mangeait aussi du pain bis ou *rousset* et du pain de méteil, dont les prix se réglaient sur celui du pain blanc. Toujours pour la somme d'un sol, il était donné du premier 18 o/o et du second 45 o/o en plus, par rapport

(1) • Quo anno fuit maxima raritas et defectus bladorum, quia quodque ces-tarium boni bladi vendebatur tres florenos et ultra, cum argento adhuc non reperiebatur sine difficultate • (Note mise par le notaire Bot en tête de son manuel de 1527).

(2) Délibération du Conseil de Ville du 22 avril 1560.

au pain blanc (1). Si étrange que semble de prime abord ce système de taxe, il avait sa raison d'être, croyons-nous. dans un pays de ressources limitées, où l'équilibre du budget pour chaque ménage était sans doute un problème très difficile. Pratiquement, on limitait son appétit à ses moyens.

Il est facile de voir par les précédents détails que le pain était fait soit à domicile et porté alors aux fours publics, soit par les boulangers, appelés pancotiers (de *panis coctores*). Il y avait aussi l'industrie des *pastoressas*, ou femmes qui allaient vendre dans les environs le pain pétri par elles : en 1551, vu la disette, on leur interdit de le porter à Clermont, sous peine de confiscation en faveur des pauvres à la première contravention, et de 50 sols d'amende en cas de récidive (2).

Le marché à la viande, vulgairement *Mazel*, qui se tenait dans une ruelle près du mur de ville, se composait de douze étaux ou tables inféodées par l'Évêque et le Chapitre à des particuliers, qui se les transmettaient en héritage, les aliénaient par vente. Ces bouchers avaient droit de faire dépaître librement dans le terroir le bétail nécessaire à la consommation de la ville. Le nombre de leurs tables demeurant invariable, et ces tables ne pouvant leur être enlevées, ils exerçaient un monopole, duquel il était inévitable que des abus ne sortissent point. De tout temps les bouchers avaient vendu sans taxe ; mais, en 1432, les habitants se plaignant des prix trop élevés qu'ils leur faisaient subir, le Conseil décida d'envoyer prendre des informations à Montpellier. Ensuite le Viguiier de l'Évêque,

(1) Délibération du Conseil de Ville du 21 juillet 1554 et *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXII, p. 243, et CLXXIII, p. 244.

(2) Délibération du Conseil de Ville du 22 mai 1551.

le Chapitre et la Communauté désignèrent trois notables pour fixer la taxe. Mais les bouchers refusèrent de s'y soumettre et la Ville dut impêtrer des lettres du Sénéchal, demander même l'envoi de commissaires pour les y contraindre. Encore, si élevé qu'eût été fixé le chiffre de la taxe, vendaient-ils souvent au-dessus.

Les plaintes persistant, deux riches marchands, Barthélemy Fabre et François d'Aigueblanche, offrirent au Conseil de fournir la viande pendant trois ans aux conditions du marché de Montpellier, c'est-à-dire au-dessous du prix exigé par les bouchers de Lodève. On accepta, sous le bon plaisir de l'Évêque. Pourtant une grosse difficulté se posait : le nombre des tables étant limité et celles-ci se trouvant la propriété de particuliers, il devenait impossible de débiter ailleurs. Un événement fortuit tira le Conseil d'embarras. Peu de temps auparavant était mort un boucher, et son étal avait été loué par ses héritiers à deux confrères, Jean Rodes et André Carrel. La Ville se prévalut de ce que ces derniers possédaient déjà leurs étaux propres, et elle obtint de la Cour de Gignac une sentence de résiliation du bail. Ensuite la table fut concédée à Fabre et d'Aigueblanche. Les bouchers évincés en appelèrent au Sénéchal. La population, si vivement intéressée dans la question, forma alors une sorte de syndicat ou union jurée, par laquelle la plupart des citoyens s'engagèrent, sous la foi du serment et les rigueurs de la Cour temporelle, à ne plus acheter aux anciens bouchers. Le Procureur juridictionnel y vit une atteinte aux droits seigneuriaux de l'Évêque, une violation de l'article 4 de la charte de 1262 ; il s'opposa à cette association jurée. La Ville en appela à son

tour au Sénéchal. L'un des deux nouveaux bouchers s'offrit alors à faire l'avance des frais, lesquels seraient à récupérer sur la Communauté, s'il succombait, ou, s'il triomphait, à réclamer à la partie adverse.

Les anciens bouchers, qui se sentaient isolés, firent, par l'entremise du Viguiier, une tentative d'accommodement ; mais on ne put se mettre d'accord dans la réunion qui eut lieu. La Ville voulait imposer aux bouchers de fournir des viandes de bonne qualité, sous peine de contravention à fixer par la Cour de l'Évêque ou, à défaut de celle-ci, par le Sénéchal. Les pourparlers continuèrent sans résultat jusqu'à la fin de l'année 1435. Au commencement de la suivante, l'Évêque manifesta l'intention de relever de leur serment les citoyens syndiqués, et donna le conseil de désintéresser les nouveaux bouchers. Mais les prétentions de ceux-ci parurent inacceptables. L'affaire se termina par un arbitrage : résiliation du traité, moyennant indemnité des anciens bouchers aux nouveaux et remboursement à la Ville de ses frais. Cette dernière se dégagait donc d'un mauvais pas en sacrifiant les consommateurs (1).

Il est à croire cependant que cette question ne fut point perdue de vue, car en 1552 on voit que la situation avait changé. La Ville avait racheté les tables de boucherie, en avait réduit le nombre à deux ou trois, et concédait celles-ci chaque année à un fermier, qui s'engageait à débiter la viande au prix fixé par le Conseil et variable selon la saison. A ce point de vue, l'année était divisée en trois époques : de Pâques à la Pentecôte, de la Pentecôte à la fête de

(1) Le récit de ces incidents est tiré des délibérations du Conseil de Ville de 1432 à 1436.

saint André (30 novembre), de la Saint-André à la fin du carnaval. La première et la troisième avaient des tarifs identiques ; celui de la seconde comportait une diminution, excepté pour le veau de lait (1).

Voici d'ailleurs un tableau de comparaison du tarif de 1432 et de celui de 1551 avec les prix actuels. Nous avons, pour le dresser, tenu compte des variations de la livre, de celles des monnaies et du pouvoir de l'argent.

	PRIX de la livre		VALEUR du kilogramme en argent		VALEUR du kilogramme d'après le pouvoir de l'argent		PRIX du kilogr.
	1432	1551	1432	1551	1432	1551	— 1897
Mouton.....	20 deniers	9 deniers	1 ^f 28 ^o	0 ^f 30 ^o	5 ^f 76 ^o	0 ^f 90 ^o	2 ^f »
Bœuf.....	16 —	8 —	1 02	0 26	4 60	0 78	2 »
Porc	16 —	9 —	1 02	0 30	4 60	0 90	1 80
Veau	24 —	10 —	1 53	0 33	6 90	1 »	2 20
Chevreau...	24 —	9 —	1 53	0 30	6 90	0 90	1 50

Cette comparaison accuse une diminution nominale de plus de moitié en faveur du XVI^e siècle. La différence s'accroît encore de moitié par la diminution de la livre tournois, qui passe de 6 fr. 53 à 3 fr. 34, de sorte que le poids d'argent nécessaire en 1551 pour acheter une livre de viande n'était que le quart de celui qu'il fallait donner en 1432 ; et, comme le pouvoir de l'argent entre ces deux époques avait baissé de 4,5 à 3, le prix en 1551 est en réalité six fois et demie moindre. Si maintenant on com-

(1) Délibérations du Conseil de Ville de l'année 1552.

pare les prix actuels — en 1897 — de la viande à Lodève avec ceux de ces époques anciennes, on voit qu'elle coûte un peu plus du double qu'en 1551, mais trois fois moins qu'en 1432.

Une des causes qui amenèrent cette énorme baisse du XV^e au XVI^e siècle est, nous l'avons dit, celle de la livre tournois, mais la principale est, croyons-nous, l'augmentation du gros et menu bétail, qui fut la conséquence de la tranquillité intérieure entre la guerre de Cent Ans et celles de Religion.

On aura pu remarquer que certaines viandes ne figurent point dans le tableau qui précède. Elles étaient vendues non au Mazel, mais à un étal particulier que, pour comble de précaution, on avait placé un peu loin, dans la rue de la Grande-Triperie (1). C'était la viande de brebis, de chèvre et de bouc châtré (2). Quant aux truies, on ne les tolérait au Mazel que châtrées aussi (3). Trois visiteurs du Mazel, nommés par l'Évêque, par le Chapitre et par la Ville, veillaient à l'exécution des règlements sur la qualité et la taxe (4).

Le poids sollicita aussi en 1560 l'attention du Conseil. Jusque-là on avait pesé la viande à la romaine, ce qui donnait lieu à des fraudes nombreuses. Il fut arrêté que les bouchers emploieraient désormais des balances et des poids qui leur seraient fournis par la Ville. Ces poids étaient de pierre. Tout boucher en reçut dix : un de quatre

(1) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

(2) Délibération du Conseil de Ville du 27 juillet 1559.

(3) Enquête du 19 décembre 1439 (Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) Délibération du Conseil de Ville du 28 octobre 1435.

livres, un de trois, un de deux, un de une, deux de demi-livre, deux d'un quart et deux d'un demi-quart de livre (1).

Rapproché de quelques autres mentions, ce dernier détail a son intérêt au point de vue des poids spéciaux à Lodève. L'existence de ceux-ci est constatée dès 1246 par l'indication de la valeur du quintal : 100 livres pour toutes marchandises, 112 pour le plomb (2). Malheureusement, la valeur de la livre n'est donnée nulle part, et l'on ne peut invoquer celles des poids attribués à Lodève par M. E. Barry (3), et conservés dans les collections de la Société Archéologique de Montpellier, car ils se réfèrent à des types établis à nouveau en 1672 et sur lesquels nous reviendrons plus tard.

La nomenclature des poids usités peut être établie ainsi par la liste de 1435 et par une autre de 1426 (4) mentionnant les étalons conservés à l'Hôtel de Ville :

Quatre livres,	}	en pierre
Trois livres,		
Deux livres,		
Livre,	}	en pierre et en métal
Demi-livre,		
Quart de livre,		
Demi-quart de livre,		
Once,	}	en métal
Demi-once,		

Avec celle des mesures la question des poids avait été l'objet d'un différend entre les habitants, qui se prévalaient

(1) Délibération du Conseil de Ville du 22 avril 1560.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLIX, p. 43. ~ -

(3) *Notes pour servir à l'histoire de la stathmétique en France aux époques barbare et féodale*, dans les *Mémoires lus à la Sorbonne en 1867. Archéologie*, p. 151, note.

(4) Livre des Notaires de la Ville, 26 mars 1426.

de l'ancienne coutume, leur laissant toute latitude pour les mesures au-dessous du sestairal et de l'héminal, pour les poids au-dessous du quintal et du demi-quintal, et l'Évêque, qui voulait en obtenir l'unification, au nom de la justice et non pas seulement de son intérêt, car il ne percevait que sur les grosses mesures et les gros poids. Le soin de cette unification fut commis en 1262 par Gui Foulques à dix prud'hommes, et fort probablement les poids cités plus haut s'y rapportent.

Le poisson et le gibier ne devaient pas manquer à Lodève, les habitants ayant droit de pêche et de chasse, reconnu par la Coutume et la Charte. Le premier, leur ayant été dénié en 1389 par l'Évêque, leur fut confirmé par sentence du Viguiier de Gignac. Mais l'Évêque et ensuite la Ville eurent à lutter pour la conservation du poisson ; filets à mailles trop étroites, jet d'herbes vireuses dans les rivières, détournement de l'eau furent sévèrement interdits (1). Il y avait un marché au poisson près de la place Saint-Pierre, et des visiteurs ou inspecteurs de ce marché (2).

Le gibier le plus souvent nommé dans les actes est la perdrix. La volaille paraît avoir été assez abondante. Signalons la prohibition du tir aux pigeons, renouvelée en 1559 (3), qui avait favorisé leur excessive multiplication. Au siècle suivant, Plantavit, qui déplorera leur disparition par suite des guerres, constatera aussi le grand nombre des colombiers (4).

(1) Voir p. 193.

(2) Délibération du Conseil de Ville du 7 mars 1434.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXIV, p. 245.

(4) *Chronologia*, p. 2.

ÉVÉNEMENTS DIVERS

Si la vie matérielle paraît avoir été facile à Lodève, il faut convenir que la vie intellectuelle n'y trouvait pas autant de ressources. Nous l'avons déjà constaté à propos des écoles et des médecins. L'absence de toute Cour importante réduisait aussi beaucoup le nombre des gens de loi. On rencontre bien, il est vrai, quelques gradués de l'Université de Montpellier : en droit parmi les laïques, en théologie ou décrets parmi les chanoines ; mais l'ensemble de la population est adonné à l'industrie ou contraint aux travaux manuels. D'autre part, Lodève, isolé par sa position géographique et par sa situation féodale, se laissa difficilement pénétrer par les idées religieuses ou sociales qui offraient quelque disparate avec ses croyances et ses mœurs. Cependant nous devons y signaler l'existence des Juifs, celle des Béguins au XIV^e siècle, et le passage de Bohémiens à la fin du XV^e.

Juifs. — La présence des juifs dans le Lodevois paraît très ancienne (1). Ils étaient déjà nombreux en Septimanie au temps des Wisigoths et il semble que dès lors la haute vallée de Lergue et le plateau de Larzac ont servi de refuge à quelques familles fuyant la persécution des chrétiens. Le nom des plus anciennes que l'on trouve en 1306 à Narbonne et dans d'autres villes du Languedoc autorise à les croire venues de l'Escalette et du Caylar, dont elles prirent le surnom. Persécutés par les Wisigoths, quoique avec plus de modération que ne le furent leurs coreli-

(1) Les détails qui suivent sont empruntés pour la plupart à l'ouvrage de M. Gustave Saige, *Les Juifs en Languedoc antérieurement au XIV^e siècle*.

gionnaires d'Espagne, les Juifs purent se tourner, lors des invasions sarrasines en Septimanie, vers les nouveaux conquérants ; pourtant leur rôle est incertain. Ils eurent sous les Carolingiens la faculté d'acquérir des biens-fonds, et leur situation devint prospère. Mais, la persécution contre eux ayant redoublé dans tout l'Occident, elle eut son contre-coup dans le Midi, bien qu'elle y fût moins violente que dans le reste de la France. C'est alors que les Juifs durent habiter un quartier spécial dans les villes et subir des avanies variées et toujours humiliantes. Comme ils s'en rachetaient à prix d'argent, ces concessions pécuniaires se transformèrent peu à peu en redevances fixes. Nous décrivons leur quartier à Lodève ; l'Évêque percevait une leude sur leurs personnes comme sur leurs animaux, et cette leude doublait au temps des foires de Clermont et de Lodève. Néanmoins leur situation s'améliorait progressivement, lorsque survint la croisade des Albigeois. Le fanatisme des Français du Nord ne put s'accommoder de la tolérance des évêques et des barons du Languedoc. Il fut interdit aux Juifs d'occuper les fonctions publiques, de construire de nouvelles synagogues et d'employer des serviteurs chrétiens. Pour se distinguer, ils furent tenus de porter une marque ostensible : la figure d'une roue sur leurs vêtements. Chaque année ils devaient aussi payer à la paroisse de leur domicile une redevance de six deniers par famille. Pourtant toutes ces vexations n'entamaient pas leur situation au point de vue civil. Ils continuèrent de posséder des biens-fonds, eurent leurs syndics et leurs juges, même un *roi*, qui résidait à Narbonne.

Au XIII^e siècle deux classes se formèrent parmi les

Juifs : ils furent juifs du Roi ou juifs des seigneurs, selon leur résidence. La condition des derniers était bien plus douce. Mais sur ce point, comme sur tant d'autres, l'action des agents royaux se fit sentir. Aussi Philippe le Bel fut-il mis en demeure en 1306 par l'évêque Déodat de Bous-sagues de le rétablir dans la possession de ses droits sur les juifs, c'est-à-dire des redevances auxquelles on les avait astreints (1). La même année, ils étaient expulsés de France pour la première fois. Leurs rentrées et leurs nouveaux exils se succédèrent à raison des exigences du fisc royal jusqu'au moment où Charles VI les bannit définitivement en 1394.

Béguins. — Quant aux Béguins, secte hérétique qui, prenant le prétexte de pratiquer une pauvreté parfaite, enseignait sous le couvert des livres d'un frère Mineur, natif de Sérignan, Jean-Pierre Olive, des erreurs condamnables, ils semblent s'être promptement répandus dans le diocèse de Lodève, voisin de celui de Béziers. En 1318 on commença de les persécuter. L'année suivante on en brûla quelques-uns à Narbonne, à Béziers et ailleurs. En 1323 fut tenu contre eux le concile de Lodève, où assistèrent les Inquisiteurs de la foi, Etienne Villecun, vicaire-général de l'évêque Jean de la Tixerenderie, des chanoines de Saint-Geniez et divers abbés ou religieux. Certains seigneurs du Diocèse, accusés probablement de favoriser l'hérésie, durent se présenter devant le concile et y prêter serment de fidélité pour la défense de la foi et de l'Église Romaine. On cite entre autres Bérenger de Guillem, seigneur de Clermont, Rostaing de Guillem, seigneur de Lacoste et

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXXIV, p. 104.

Ceyras, Raymond de Solignac, viguier temporel du Diocèse, Guillem d'Arboras et Bérenger de Montpeyroux. Les repentants furent reçus à résipiscence, moyennant certains actes d'expiation et l'obligation de porter une croix sur leur vêtement. Ceux qui persistèrent furent condamnés au feu, et la sentence exécutée à Lodève même (1). C'est très probablement afin de ramener le Diocèse à la régularité que le pape nomma évêque l'année suivante Bernard Gui, et que celui-ci édicta un nouveau Synodal et des ordonnances relatives aux ordres mendiants.

Bohémiens. — Leur passage à Lodève au mois de décembre 1485 donna lieu à un conflit entre l'Évêque, alors Jean de Corguilleray, et les Sigilliers. Ceux-ci avaient permis à ces Égyptiens ou Bohémiens (2) d'entrer dans la ville et d'y séjourner. L'Évêque fit publier injonction de sortir sous une certaine peine. Les Sigilliers se retranchèrent derrière les ordres du Roi, qui prescrivait aux magistrats des villes de loger ces Bohémiens pendant trois ou quatre jours (3).

Phénomènes météorologiques. — L'absence de chronique municipale ne permet pas de mentionner d'une manière complète les phénomènes météorologiques survenus dans la région, et qui offriraient de l'intérêt comme étude du climat. Du moins, tenons-nous à rapporter ceux dont les contemporains ont consigné le récit dans leurs notes.

(1) *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 397.

(2) Le document les appelle « gentes egiptiaticæ », « personatus egiptiatici seu Boemis » ; et ce dernier terme paraît être le nom vulgaire, car il est répété trois fois et toujours avec cette désinence, quoique constamment le cas soit l'accusatif.

(3) Transaction entre l'Évêque et les Sigilliers du 8 décembre 1485, minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

Le premier est l'orage qui, survenu subitement quelques jours avant le 25 août 1345, amena une crue rapide de Soullondres et de Lergue et empêcha la foire de la Saint-Geniez d'être tenue sur la grève (1).

En 1422 et le 23 août, le désastre fut bien plus grand. Le seul pont jeté sur Lergue et faisant communiquer Lodève avec le pays situé sur la rive gauche fut totalement emporté avec les deux tours qui le défendaient, ainsi qu'une partie de la muraille de la ville. Les teintureries et les tanneries bâties sur les bords de la rivière furent détruites. Le cloître des Carmes eut le même sort, et l'eau emmena leurs livres et le mobilier de leur église. Dans tout le territoire les vignes et les oliviers furent arrachés. Les blés, déjà coupés, furent entraînés, et il s'ensuivit une telle famine qu'une partie des habitants dut abandonner la ville (2).

Très souvent, en effet, la disette des fruits de la terre provint de perturbations atmosphériques violentes dont le détail n'a pas été conservé. D'autres fois elle avait pour cause une sécheresse ou des pluies persistantes, et, d'une façon générale, on peut compter un phénomène météorologique pour chacune de ces famines cruelles désolant la province avec une fréquence qu'explique le boisement du pays à cette époque.

C'est en 1471 une abondante chute de neige. Elle commença le 7 février vers le milieu de la nuit et se prolongea pendant trente heures sans discontinuité ; aussi l'épaisseur de la couche dépassait-elle six pans, soit

(1) Voir p. 259.

(2) Inventaire de la ville de Lodève de 1391.

1 mètre 50. En même temps un orage épouvantable s'abattit sur la ville. La foudre frappa le clocher de la Cathédrale sur la façade regardant la Cour de l'Evêque, c'est-à-dire du côté de la place actuelle devant la grand'porte. Elle pénétra ensuite dans le cloître et dans l'église, comme l'assurèrent plusieurs témoins, mais sans atteindre personne. Ailleurs : au Bosc, à Ceyras, à Montpellier même, dit-on, elle causa de grands dégâts, tandis que partout le poids de la neige cassait les oliviers et écrasait les vignes vieilles (1).

Le 29 juillet 1478 eut lieu une éclipse partielle de soleil visible à Lodève. Cet après-midi la lune changeait. Bien que le ciel fût limpide, le jour s'obscurcit et devint presque comme les ténèbres. Le phénomène dura une heure et même davantage. Le lendemain la température fut froide, eu égard à celle d'auparavant, et il plut un petit peu ce jeudi-là. L'été avait été fort sec, et, de ce fait et celui des épidémies, il y eut beaucoup de morts subites sur les chemins, dues sans doute à l'insolation (2).

Le 14 octobre de la même année, on observa un halo lunaire, dont les phases ont été ainsi décrites par le notaire Bernard Gay. De très grand matin, quand il faisait encore nuit, la lune brillant dans un ciel sans nuages, un

(1) Note sur le registre de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(2) « Anno Domini millesimo lxxviii et die mercurii intitulata xxix julii, post meridiem, fuit luna nova et fuit factus eclipsis; verumtamen ex toto non defecit lumen solis, sed vires suas reliquit et venit dies quasi tenebrosa, licet celum esset limpidum, et duravit per horam et ultra. Postmodum in crastinum erat dies frigida, habendo aspectum ad precedens tempus, et pluviit aliquantulum dicta die jovis; verumtamen stas precedens fuit valde sicca, ita quod tam per siccitatem quam empedimiam, que eodem anno vigeat in pluribus locis presentis patrie, quamplures defluebant et moriebantur in viis » (Note sur le reg. de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

grand cercle parut autour d'elle et des étoiles. La lune, qui était alors dans son vingtième jour, ne subit aucun obscurcissement. Quant à la couleur du cercle, parfaitement régulier et continu, elle était jaune clair. Le phénomène se reproduisit au printemps suivant, frappant d'étonnement les populations (1).

L'hiver de 1522-1523 fut particulièrement rude dans le Lodevois. Le 15 janvier les lins et les chanvres, ainsi qu'une partie des blés, furent tués par la gelée, et il fallut procéder, en beaucoup d'endroits, à de nouvelles semailles. L'année suivante, les froids furent très précoces. Ceux qui régnèrent du 17 au 20 novembre firent périr les blés et grand nombre d'oliviers. Le mal atteignit le Narbonnais et s'étendit hors de la province. En 1524, un nouveau désastre s'abattit sur la région. Le mercredi 5 juillet, jour même des obsèques de l'évêque René du Puy, qui, étant mort à La Triballe, fut transporté à Lodève, un orage effroyable éclata précisément à La Triballe. La Vacquerie, Soubès, Saint-Etienne de Gourgas, Fozières, et tout le territoire de Lodève furent saccagés : blé, vignes, olives, fruits de toute espèce périrent. Dans les églises et en ville les vitres furent brisées par l'ouragan, et de ce chef il y eut plus de mille livres de dégâts (2).

(1) « Anno Domini millesimo III^o LXXVIII et die mercurii intitulata XIII octobris, summo mane et noctis hora, lucente luna, existente celo sine nebulis, qua die luna erat in vicesimo die lune, in celo erat magnus valde circulus et aparebat in celo, infra quem circulum luna existerat cum stellis sine aliquali obumbratione; in quo celo pariter hoc anno tempore veris alia vice apparuerunt; et quod signum erat totum rotundum, se tenens ac si esset factum cum *compas*, se tenens hinc inde coloris lucide *jaune*; quod signum fuit verum mirabile, sed se subs[c]jdit, veniente die. Quo anno de aureo numero tenebatur XVI et de epacta XXVI » (*Ibid.*).

(2) Livre de raison de la famille de La Treille de Fozières, à ces dates.

Un orage aussi violent éclata dans la nuit du 13 octobre 1537. La pluie et le vent firent rage et causèrent un très grand dommage. Lergue vint rapidement et emporta une partie du parapet du pont (1).

FÊTES ET RÉJOUISSANCES

Tout ce que nous venons de dire des troubles atmosphériques, de la fréquence des épidémies, de la violence des guerres formait, on en conviendra, un ensemble de malheurs bien fait pour porter nos ancêtres à la tristesse. Et pourtant on savait s'amuser au moyen âge : en dépit de tout, la jeunesse n'y perdait pas son droit imprescriptible au rire et au mouvement, et c'est sur la note plus gaie des divertissements que nous voulons clore ce tableau de la vie lodevoise.

Au premier rang des fêtes populaires, se place la solennité de la Translation des reliques de saint Fulcran, laquelle célébrée le jeudi avant l'Ascension, c'est-à-dire à la belle saison, avait détrôné comme éclat la fête du Saint le 13 février. Ce jour-là on montrait en entier le corps du Pontife aux visiteurs très nombreux, qui, sous le nom de *romieus*, synonyme de pèlerin, affluaient de tout le pays avoisinant et même de plus loin. Aussi, quand la fête était supprimée en temps de peste, les Sigilliers étaient-ils obligés de prévenir leur arrivée en faisant publier partout la prohibition. Malheureusement nous ne possédons aucuns détails sur la célébration de la fête au moyen âge.

Le dimanche, jour de repos, était consacré aux offices de

(1) Livre de raison de la famille de La Treilhe de Fozières.

l'Église et aux divertissements. Mais le temps dévolu aux premiers devait être respecté. L'évêque Pierre de La Treilhe, qui s'est montré particulièrement rigide sur l'article réjouissances, ordonna, le 13 janvier 1432, de saisir un lapin qu'on faisait loter à l'étal d'Étienne Bénézech entre quelques personnes, parmi lesquelles se trouvait le propre parent du prélat, Jean de la Treilhe. Le même jour, à la même heure à peu près, furent saisis également dix-huit deniers dans la boutique de Bernard Armand, où l'on tenait un jeu de hasard. De plus fort, une proclamation fut faite à cet égard, et l'amende élevée à dix livres (1).

C'est de la même amende et en plus de la peine de l'excommunication que Pierre de La Treilhe frappa les contrevenants à une très curieuse ordonnance par lui rendue au château de Montbrun en 1433. Il y défendait qu'en aucun temps on introduisît dans les églises, exemptes ou non de la juridiction épiscopale, des animaux ou bêtes de somme, tels que chevaux, mules, etc., par manière de jeu ou de moquerie. Son vicaire ou ses officiers devaient juger si c'était ou non à l'intention de jouer ou de se moquer (2). Nous convenons qu'il y aurait à souhaiter quelques détails de plus dans cette analyse ; forcé de nous en contenter, nous pensons néanmoins qu'elle suffira, une fois surtout éclairée par d'autres textes contemporains. Un fait s'en

(1) Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(2) « Dominus Petrus, Lodovensis episcopus, prohibuit sub pena excommunicationis et x librarum, ne aliquis quocumque tempore intra ecclesiam vel ecclesias exemptam vel non exemptas dyocesis Lodovensis ducat animalia bruta. equina, mulina etc.. causa ludi vel truffe; utrum autem vel non ludi vel truffe sint permittenda, voluit quod cognitioni staretur Vicarii vel officiariorum. — Actum in castro Montisbruni anno M^o CCC^o XXXIII^o » (Tiré d'un cahier ajouté au Livre Vert et cité dans l'Inventaire de Briçonnet, f^o 65 D).

dégage : on introduisait des animaux dans l'église. Mais cet usage pouvait avoir trois causes : une légitime, implicitement reconnue et non passible de peine ; une joyeuse, punie, quoique innocente d'intention ; une autre enfin déshonnête, bouffonne, pleine d'irrévérence. Le premier cas vise celui de la bénédiction donnée aux troupeaux, qui a lieu encore dans beaucoup de villages, et se faisait alors à l'église ou devant la porte. Le deuxième fait allusion aux jeux locaux, tels que celui de l'Ane à Gignac, du Pouly à Pézenas, du Picard (1) à Saint-Jean de Fos, où un animal figuré suivait la procession, et pénétrait dans l'église. Le troisième révèle l'existence à Lodève de la fête des Fous. On ne saurait en douter par la note suivante : « l'Évêque de Lodève

(1) Il ne serait pas impossible que cette dernière dénomination, qu'on ne peut interpréter comme les précédentes, vint d'un agent financier, nommé Pierre Le Picard, qui opéra dans le Diocèse en 1431 et 1432, années particulièrement calamiteuses (voir p. 96). On le voit mentionné dans la vérification des comptes de la ville de Lodève pour 1431 (Livre des Notaires de la Ville, 7 juillet 1432) : « P. lo Picart, receptor subsidii dicto anno lapso indicti et impositi » ; et encore « novi et ultimi subsidii CL^m mutonum domino nostro Regi concessi ». Il était tenu en évidente suspicion, car, le 13 octobre 1432, il est dit au Conseil de Ville que Jean Martin doit requérir caution de lui. Nommé receveur par égard pour le seigneur de Clermont, il ne l'était point par le Roi ; aussi serait-il dangereux pour les Communautés du Diocèse de ne pas exiger cette garantie. Les sommes déjà levées seront donc consignées entre les mains de son lieutenant à Lodève, Berthomieu Fabre, jusqu'à ce qu'il ait fourni caution de les donner sans fraude au Roi.

Le 3 janvier 1433, nouveau différend. Le Picard s'efforce de rapprocher les termes ; on décide de ne le laisser rien lever, à moins que la Province tout entière ne soit contrainte d'avancer les échéances. Même quelques habitants parlent d'empêcher le paiement des tailles. Le receveur menace alors d'envoyer quinze sergents à Lodève (*Ibid.*, 5 mai), et en juillet l'on s'exécute en nommant, pour lever le reste de la taille, Bernard des Clavières (*Ibid.*, 22 juillet).

On peut juger par ces faits de l'état d'irritation du Diocèse contre P. Le Picard, un étranger d'ailleurs, comme l'indique le sobriquet. Il se pourrait donc fort bien que la vengeance populaire se fût exercée sur lui de cette plaisante manière ; et l'hypothèse acquiert un degré de plus de vraisemblance par l'humeur bouffonne du temps, dont nous allons donner d'autres preuves.

fut remis en saisine contre l'évêque Turpin, auquel il avait défendu de danser avec les siens dans l'église » (1).

Cette sentence, qui vint certainement trancher le différend mû entre Pierre de La Treilhe et ses diocésains sur le fait de l'ordonnance prohibitive, témoigne de l'organisation joyeuse d'un évêque des fous avec sa cour. Cette dernière est d'ailleurs partiellement énumérée dans un autre document, antérieur de très peu aux précédents, et où l'on voit figurer, sous les titres burlesques d'empereur, duc,

(1) « Contra episcopum Turbinum fuit dominus episcopus Lodovensius resasiatus, qui dicto Turpino prohibuit ne ipse et sui in ecclesiam corearent » (Tiré d'un cahier ajouté au Livre Vert et rapporté dans l'Inventaire de Briçonnet, f° 65 D).

La rubrique, contemporaine de l'analyse, et faite sous le coup de la lecture de l'acte, fournit ces détails de plus :

« Coreare in ecclesia fuit per episcopum Lodovensem prohibitum Turpino episcopo » (f° 11 v°).

« Episcopo Turpino prohibuit episcopus Lodovensius corisare in ecclesia » (f° 16 v°).

« Turpino episcopo, parvulo chori puero, fuit per episcopum Lodovensem prohibitum corizare in ecclesia » (f° 43).

Pour la célébration de la Fête des Fous, se servait-on à Lodève de l'office si fréquemment cité ? Nous ne le croyons guère. Cela n'eût point cadré avec l'ensemble du caractère local. Il ne serait donc pas invraisemblable que l'épître même de l'office lodevois soit le morceau suivant recueilli d'une personne âgée, originaire de Saint-Guillem les Déserts, au diocèse. Trois choses y sont évidentes : l'intention satirique à l'égard du clergé ; le mélange du français, du languedocien et d'un latin barbare ; l'imitation du style scripturaire, soutenant le chant pour l'identifier à l'air liturgique, d'ailleurs fidèlement observé par la personne de qui nous tenons le morceau. Elle a cru pouvoir également nous assurer qu'il existait un évangile analogue, où il était fait allusion aux sobriquets populaires des habitants d'Aniane, de Saint-Jean de Fos, de Saint-Guillem les Déserts, etc., mais n'a pu en reconstituer aucune phrase. En souhaitant meilleure chance à d'autres chercheurs, nous rapportons cette épître burlesque, telle qu'on nous l'a chantée.

« Lectio pistole, sabe una cabra que n'a qu'un pe. E dis mé. Es de guinguoué. Lou loup cridant au cabran : « Viens, que je te confesserai ». Lou cabran disant au loup : « Non, car tu me mangerais ». Lou loup cridant au cabran : « Je ne mange ni car ni cabran, car aujourd'hui je fais vigile ». Lou cabran anant au loup, lou loup, arrapant lou cabran per lou gargamelan, ie fai crida bé. E pestrin e pestrin, e dourdin e dourdan, en ventra més ».

prince et podestat, quatre citoyens de Lodève représentants d'autant de quartiers ou consulats, soit ceux du lundi, du mardi, du mercredi et du samedi (1).

Lorsqu'en 1433 la fête des Fous eut été proscrite de la Cathédrale de Lodève, se réfugia-t-elle à Soubès ? Cela pourrait être, car Plantavit de La Pause au XVII^e siècle assure dans ses Visites pastorales que les habitants de cette localité « pratiquent de temps immémorial d'eslire un d'entre eux pour estre abbé, qu'ils revestent de soutane, mitre et crosse et rouchet, qu'on conduit à l'esglize avec pompe et ceremonie, lequel a droit pendant le dimanche et lundy gras de faire des officiers et des criées publiques, faire celebrer la messe et de festoyer tant les prestres que le peuple. Laquelle coustume les seigneurs qu'ont voulu fere perdre, a esté maintenue par santance de Ginhac » (2).

En tout cas le détail valait d'être relevé. Ajoutons que l'église de Soubès dépendait de l'abbaye Saint-Sauveur (3), et qu'il pouvait bien y avoir une intention maligne dans la distinction d'évêque et d'abbé des fous à Lodève et à Soubès.

De la cour joyeuse, présidée par l'évêque Turpin peut-être et composée de dignitaires divers, relevaient sans doute bien des gens pour des cas assez scabreux ; dans nombre de villes voisines il en était ainsi. Toujours est-il certain que l'usage,

(1) « *Attento quod procedit de voluntate Jac. Armandi. imperatoris consularatus diey lune, Bernardi Cappellani, ducis consularatus diey martis, Johannis Jonnii, principis consularatus diey mercurii, Johannis Hereterii, locumtenentis condan P. Aureloni, potestatis diey sabbati, hic pro hac causa vocatorum, voluerunt et consulerunt, atento quod redundat in magnam utilitatem rey publice pro custodia fructuum possessionum ville, quod pecunie debite dels chavaris convertantur in emendis cordis pro animalibus silvestris capiendis* » (Livre des Notaires de la Ville, 17 mai 1428).

(2) Reg. appartenant à l'Évêché de Montpellier.

(3) Depuis qu'elle l'avait reçue en échange de l'évêque Pierre, probablement Pierre Raymond (Répertoire de Briçonnet, t^o 9 C).

général également, des charivaris existait à Lodève (1), et que, pour se racheter de sa très désagréable et indiscrete application, ceux qui convolaient à d'autres noces ou contractaient un mariage bizarre n'avaient d'autre ressource que de donner de l'argent à la Cour : le 27 mai 1428, la majorité de ses dignitaires, convoqués à l'Hôtel de Ville, consentit à employer cet argent à l'achat de cordes pour la capture des bêtes sauvages qui menaçaient les récoltes.

Un jeu de ballon était établi dans le fossé hors la porte de la Bossanella dès le commencement du XV^e siècle (2). Ailleurs on tirait au papegai (3).

Les danses ne sont mentionnées dans aucun document du moyen âge ; pourtant, comme dès 1609 on les voit prévues avec le hautbois pour la fête de saint Fulcran, sous condition de permission de l'Évêque (4), il est assez probable qu'elles sont plus anciennes.

Quant aux chansons, nous n'avons pu réussir à en trouver de spéciales à Lodève. Celles qui s'y disaient encore naguère sont communes à toute la province ; et, si l'on voit jusqu'où elles se répandirent, on ne saurait pour la plupart dire d'où elles sont sorties. Le *Folklore* languedocien, dont l'usage se perd tous les jours, mériterait d'être conservé par l'érudition locale. Il renferme de véritables perles en fait de mélodie simple et même de poésie mélancolique. La mélopée plaintive de ses chansons d'amour, l'égrènement

(1) Voir p. 302, note 1. — Bien que le document porte « chavaris », sans trace d'abréviation, nous n'hésitons pas, d'après le contexte, à interpréter par « charivaris ».

(2) Voir chapitre X. *Topographie de la ville*.

(3) « I bosc a papagals » porte le compoix de 1401 (fo 70 v^e). — Nous n'avons pu en déterminer la situation.

(4) Délibération du Conseil de Ville du 3 mai 1609.

rapide des syllabes en onomatopée de ses branles forment un contraste remarquable (1). Sans doute l'art y est naïf, l'imagination satisfaite à bon compte, le goût ne se montre ni épuré ni sévère, mais par là ces chansons ne représentent-elles pas l'époque, plus fidèlement que tout autre détail de mœurs ?

(1) Dans le premier genre, nous nous plaisons à signaler celle-ci, où une mère, préoccupée de la mélancolie de sa fille, l'interroge successivement sur tous les objets de toilette qui lui agréeraient et reçoit la même réponse négative, jusqu'à ce qu'enfin elle songe à lui proposer « un béu jouïne ome ».

Couplet Ma filha, bos un béu mantau? (bis)
Refrain E nou, nou, nou
 E nou, ma mera, nou,
 Es pas aco que moun cur desira.
 E ai, ai, ai,
 Quanta mera iéu ai
 Que pot pas devigna lou mau qu'a sa filha ?
 E ai, ai, ai
 Quanta mera iéu ai
 Que pot pas devigna lou mau que iéu ai !

Dans le second genre, rappelons 1° la danse connue des bâtons, où le refrain fait entendre, par une heureuse harmonie imitative, le choc même des bâtons dans les plaintes de la femme battue par son mari :

Ma de que t'ai fach
 De que t'ai dich
 Per que me piques?
 Ma de que t'ai fach
 De que t'ai dich
 Per me piquà ?

et 2° celle *dels buffechs* (des soufflets), qui, très en vogue à Pézenas, y a fort probablement inspiré à Molière l'idée, en changeant seulement l'instrument, du ballet des apothicaires dans *Monsieur de Pourceaugnac*.

CHAPITRE X

TOPOGRAPHIE DE LA VILLE

A diverses reprises s'est présentée l'occasion de mentionner les noms successifs portés par la cité dont nous écrivons l'histoire ; mais ni l'impérieux enchaînement des faits ni la méthodique exposition des mœurs politiques, sociales et privées ne permettaient un examen approfondi de la question. Il a, au contraire, sa place marquée au début d'une étude topographique.

Nous ne traiterons pas ici du *Forum Neronis*, objet d'une Note spéciale (1). Aussi bien, en admettant l'opinion que Luteva a été ce *Forum Neronis*, le texte même de Pline : « Lutevani qui et Foroneronienses » marque, nous semble-t-il, la persistance simultanée du nom primitif de LUTEVA.

Cette forme est donnée, avec le passage de Pline, par deux documents d'une autorité incontestable : une inscription romaine, qu'on croit être du II^e siècle de notre ère (2), et une charte de la fin du X^e, qui, dressée à Lodève sous les yeux de son Évêque et portant l'autographe même de saint Fulcran (3), acquiert, à notre point de vue, une valeur

(1) Note I. *Sur les vestiges de la domination romaine à Lodève.*

(2) Voir sa reproduction à la Note précédemment citée.

(3) Nous en donnons également la reproduction à la Note IV. *Sur saint Fulcran.*

qui n'échappera à personne. Elle est confirmée par le *Cartulaire de Gellone*, dont les plus anciennes parties, colligées par les abbés primitifs, sont contemporaines du temps où le nom persistait (1), et par le Cartulaire de l'Église de Lodève, où Bernard Gui a soigneusement respecté la différence des formes, ainsi que nous le dirons un peu plus loin.

Au contraire, les variantes qu'on en trouve sont le fait de copistes transcrivant, à des époques diverses et postérieures, de plus anciens ouvrages, tels que le *Notitia Provinciarum Galliarum*, pour lequel Mommsen n'a pas consulté moins de cent un manuscrits du VI^e au XV^e siècle (2), ou bien les actes des conciles avec les suscriptions des évêques lodevois (3). Mais les consonnes caractéristiques L, T persistent, et on les retrouve encore sur la table de Peutinger, qui porte « Loteva ».

La forme Luteva établie, quelles en peuvent être l'origine et l'étymologie ? Ici deux opinions émises. Pour Holder (4) le nom est celtique et vient de *lute-vo-s*, *lutevus*, du radical *luta*, qu'il rend par *cænum*, et qui, par conséquent, doit être interprété : boue, limon, fange. Comme il s'agit d'une ville bâtie à un confluent et précisément dans l'angle dessiné par lui, qu'en outre l'histoire nous l'a montrée sujette à de terribles inondations, la convenance est parfaite. Mais pour d'Arbois de Jubainville (5), la dénomination est

(1) Voir l'édition publiée par MM. Alaus, Cassan et Meynial sous les auspices de la Société archéologique de Montpellier.

(2) *Chronica Minora*, t. I, pp. 561 à 575.

(3) Voir ces suscriptions Note II. *Nouvelle Chronologie du siège de Lodève*.

(4) Alfred Holder, *Alt-Celtischer Sprachschatz*, livraison 10, au mot Luteva. — Leipzig, Teubner, 1898.

(5) *Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France*, p. 507.

latine ; c'est la forme féminine du nom pérégrin *Lutevus*, dont il ne donne pas le sens d'ailleurs. On peut supposer cependant que, le radical latin *lut* signifiant boue, et le suffixe *evus*, *ivus* marquant la qualité constitutive exprimée par le radical, sensiblement la signification en demeure identique.

Ne négligeons rien. Holder, cette fois d'après Rhys, ouvre un autre aspect. Au mot *Caleva*, soit *Calleva*, ancien nom de Silchester, comté de Southampton, en Angleterre, il interprète le radical *cell*, *call-i*, pour *calld-i*, par le mot bois, forêt ; ensuite il renvoie à conférer avec Clèves en Allemagne et Luteva en Gaule : c'est donc qu'il considère leurs formes comme pouvant appartenir à la même famille : grec *Χλαδος*, germain *holta* de *kld*, branche, rameau. Cette opinion trouve encore sa justification pour Lodève dans le fait que la ville est située en un cirque de montagnes boisées, et qu'il y avait spécialement près de la Cité un petit bois, qu'acheta Guillem de Cazouls (1).

A émettre une opinion personnelle, après avoir rapporté et même loyalement justifié celles des autres, après surtout avoir posé toutes les réserves que comporte la science étymologique appliquée à des langues mortes, voici ce que nous estimons. Luteva est d'origine celtique ou gauloise et a tiré son nom du radical *lut*, qui dans les langues indo-germaniques a le sens général de boue, limon, mélange de solide et de liquide capable d'une consistance plus ou

(1) « Hic comparavit... parvum nemus prope Civitatem » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui). Ce lieu boisé pourrait être celui dit du Parc, où est aujourd'hui l'Hôpital; peut-être aussi, s'il en est différent, celui dit « Bosc Uferii » (voir p. 308, note 3), sur lequel nous ne possédons pas de précisions.

moins grande. En latin, c'est-à-dire dans la langue le mieux connue, aux acceptions plus variées et plus précises, grâce à la multiplicité des textes, *lutum* désigne aussi la terre grasse propre à la construction et à la poterie. Or il est possible de prouver qu'à Lodève même, et spécialement près du confluent, se trouvaient jadis des dépôts calcaires assez considérables. Une carrière, «peyrat» en idiome local, existait sur la rive gauche de Soulondres à peu près à la hauteur de la tour d'enceinte dite de Saint-Jean. Après en avoir extrait des matériaux, probablement pour le mur de ville et sûrement pour l'achèvement de la Cathédrale, on en tira encore cinq cents, puis deux cents pierres pour la réfection du pont de Lergue en 1425-1428. Et cela ne nuisant ni à la solidité du rempart ni à celle du talus opposé du fossé, lequel était creusé à travers cette carrière (1), on voit qu'elle avait de l'importance. Dans les environs immédiats il se trouvera encore des matériaux pour la restauration de la Cathédrale au XVII^e siècle (2). De plus, en 1317, le bayle de Guillem de Mandagot perçut en nature une redevance sur un four à chaux dans la paroisse Saint-Geniez (3) ; et en 1425 un autre four à chaux fut,

(1) Voir plus loin : *les Faubourgs*.

(2) Le 7 mai 1635, Ch. Viguier, entrepreneur des travaux, constituait arbitres pour terminer son différend avec Philippe Brun « a cauze du trasement de pierres que led. Viguier fait d'une pierriere quy est dans une pisse de terre champ dud. Brun, size dans le terroir de lad. ville et tenement des Conquettes » (Minutes de Bessodes, notaire à Lodève, étude Martin).

(3) « Magister Guiraudus de Vilaris, bajulus domus episcopalis Lodove, existens apud tenementum vocatum de Bosc Uferii, quod est in parochia B. Genesii Lodove, in quo nonnulli furnum de calce construxerant, predictus, inquam, bajulus, nomine et vice domini episcopi Lodovenssis, recepit a predictis constructoribus furni duo modia de dicta calce predicti furni, ex causa jurisdictionis Episcopi. — m^o m^o xvii^o v^o nonas maii » (Inventaire de Briçonnet, f^o 131 G).

par mesure d'économie, installé sur les lieux pour le chantier du pont de Lergue (1) : il fallait donc qu'on eût le calcaire sous la main.

Quant à la poterie, sans exciper des spécimens trouvés à Lodève et à Grézac (2), objets d'usage répandu et de transport facile, on peut néanmoins affirmer que cette industrie fut exploitée au moyen âge (3), et que précisément dans la partie basse de la ville, près du confluent, était établie une fabrique (4). La facilité de trouver les matériaux de construction : pierre, ciment et bois, a donc bien pu entrer dans le choix du lieu comme centre de population.

Il ne sera pas enfin sans intérêt de rapporter ici l'opinion de Bernard Gui sur la question qui nous occupe. « Du temps de Gaucelin de Montpeyroux, dit-il, la cité de Lodève fut à tel point illustrée qu'on peut, après le nom ancien de Luteva, sous lequel, comme une noble déchue, elle s'était longtemps cachée, la dire anoblie ». Et à la notice suivante sur Guillem de Montpellier : « Issu d'une illustre famille, il ennoblit de sa noblesse Lodève appelée la noble » (5).

Sous cette puérilité de mauvais goût, réside plus de vérité qu'on ne le supposerait tout d'abord. Pour le chroniqueur du XIV^e siècle il y a eu changement de nom

(1) Voir plus loin : *les Faubourgs*.

(2) Note I. *Sur les vestiges de la domination romaine à Lodève*.

(3) Voir p. 256.

(4) Voir plus loin : *les Faubourgs*.

(5) « Suo etiam tempore civitas Lodova ita est clarificata ut, ab antiquo nomine, Luteva scilicet, quo diu latuerat nobilis quasi derivata, revera possit dici nobilitata ». — « Hic nobili prosapia exortus Lodovam appellatam nobilem sua nobilitate nobilitavit » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui).

de Luteva, qui rappelle une idée d'humiliation, en Lodova, qui éveille, d'après la signification de Hclodoveus, Clovis, Louis, une pensée de gloire et d'illustration ; et ce changement a eu lieu au temps de Gaucelin de Montpeyrroux.

A peu de chose près, les actes confirment ces détails. Ceux du Cartulaire de l'Église de Lodève permettent même de serrer davantage la question. En 1145 le pape Eugène III, prenant sous sa protection l'Église de Lodève et ses biens, emploie encore l'adjectif *Lutevensis* (1). Dès 1157 un diplôme de Louis VII en faveur de Pierre de Posquières donne à la ville le nom de Lodova (2). Sans doute on ne possède de cet acte qu'une analyse, mais la forme de celle-ci, inusitée dans le Cartulaire de Bernard Gui, marque bien une citation textuelle, au moins quant à ce passage : « Concedimus, ait, in civitate que dicitur Lodova ». Or l'on peut d'autant moins suspecter la fidélité du chroniqueur dans ces deux textes que sa thèse s'en trouve entamée, à savoir que le changement eut lieu sous l'épiscopat de Gaucelin Raymond de Montpeyrroux, tandis qu'en réalité il s'est produit sous Pierre de Posquières, son prédécesseur immédiat, il est vrai.

Quel a été le motif de ce changement ? Plantavit de la Pause, qui le rapporte à l'année 1225, y assigne pour cause la volonté de Louis VIII, lequel, d'après lui, en érigeant le comté de Montbrun en faveur des Évêques, imposa à la ville son propre nom (3). A l'appui, est invoqué un vieux Cartulaire, probablement celui que mentionne également

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xviii, p. 23.

(2) *Ibid.*, doc. xix, p. 23.

(3) *Chronologia*, p. 137.

Bernard Gui, mais dont l'historien du XIV^e siècle n'a pas cru devoir accueillir tous les actes, en particulier celui-ci (1). C'est là une opinion fausse, à laquelle a pu être induit l'auteur du *Chronologia* soit par le passage rapporté précédemment de Bernard Gui dans son *Catalogus*, soit par la lecture des actes de 1145 et de 1157.

Ce qui ne fait point doute, c'est que la transformation, qui porte sur trois lettres, a été préparée. De l'u changé en o, la table de Peutinger, en écrivant Loteva, offre un exemple que répètent des manuscrits du *Notitia Provinciarum Galliarum* (2); quant à la permutation, toute naturelle, des dentales r et d, on la constate dans deux lettres de papes de la fin du XI^e siècle (3); enfin e, qui s'associait à o déjà (4), se transforme tout à fait en lui non seulement dans l'un de ces documents, celui de 1099, mais dans les actes du synode de Narbonne en 1127 (5). Il y avait donc incertitude en ces siècles où le désarroi, au point de vue des noms propres, est à son comble. Mais le fait curieux, c'est que la transformation se montre complète pour la première fois dans le plus ancien des diplômes capétiens qui mentionnent l'octroi de droits régaliens, tel que celui d'exploiter des mines, et que désormais l'orthographe nouvelle y sera

(1) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(2) « Loteva castrum » (n° 94). — « Laotevensium civitas » (n° 95). — « Leotevensium civitas » (n° 90 et 96). — « Leoievensium civitas » (n° 94). — « Leotevensium civitas » (n° 92).

(3) Lettre du pape Urbain II à Bertrand, archevêque de Narbonne, en 1097 (*Gallia Christiana*, t. VI, Instr. c. 26). — Lettre du pape Pascal II à l'archevêque de Narbonne, en 1099 (Dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules*, t. XV, p. 17). — « Ludevensium civitas » (n° 63 des mss. cités par Mommsen).

(4) Voir note 2.

(5) Dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules*, t. XIV, p. 231.

invariablement fixée. D'une manifestation de la volonté royale sur ce point, il n'y a pas la moindre trace ; mais qui pourrait assurer que la flatterie ne se soit pas, du fait des circonstances favorables, présentée à l'esprit de Pierre de Posquières, sollicitant, pour lutter contre la maison de Rodez, l'appui déjà enviable du Roi de France, lequel se trouvait alors Louis VII ?

Si la dernière forme : Lodova, est désormais adoptée dans tous les actes émanés de l'autorité royale, on trouve encore l'ancienne, en 1183 notamment, dans un document de provenance ecclésiastique (1). Mais bientôt, à Aniane même, dont le *Cartulaire* vient de nous fournir cet exemple, et l'abbé Raymond Guillem est également évêque de Lodève (2), l'orthographe nouvelle s'implante (3). et nous ne pensons pas qu'on puisse signaler à partir du XIII^e siècle celle de Luteva.

FORMATION DE LA VILLE ET SES ENCEINTES

La topographie d'une ville a deux facteurs essentiels : sa situation géographique et son histoire ; et pour Lodève en particulier on ne saurait, sans en tenir compte, justifier la forme bizarre affectée par l'enceinte telle que la fixa le XIV^e siècle et la vit encore le XVIII^e. Plantavit la comparait à un violon (4), et non sans une certaine justesse ;

(1) Parmi les témoins dans un acte du 1^{er} avril 1183 figurent « Raimundus de Crecio, archidiaconus Luteve » et « Nicholaus de Luteva » (*Cartulaire d'Aniane*, doc. xxvii, p. 165).

(2) Note II. *Nouvelle chronologie du siège de Lodève*.

(3) « R. Guillermi, Lodovensi episcopo » dans un acte de mars 1188 (*Cartulaire d'Aniane*, doc. ix, p. 143).

(4) *Chronologia*, p. 2.

mais il se contenta de constater le fait. Recherchons-en les causes.

Le centre de population, qui successivement a porté les noms de Luteva et de Lodève, n'a cessé d'être placé au confluent des rivières de Lergue et de Soulondres, lesquelles forment, à leur rencontre, un certain étranglement. Par conséquent la ville était déjà naturellement appelée à se développer en longueur, et sur une largeur d'autant moindre que les débordements fréquents des deux cours d'eau resserraient encore l'espace habitable entre eux. En se tenant à une distance sensiblement égale de Soulondres, le mur d'enceinte marque de ce côté une intention très évidente. Si, de l'autre, il n'en est pas de même, à part la direction de la rivière, c'est qu'ici l'histoire intervient pour compliquer la question.

Le sol de Lodève a été trop peu fouillé encore par la pioche des démolisseurs pour nous avoir livré de façon certaine le secret de l'emplacement et du périmètre de la cité gallo-romaine. Les rares trouvailles faites jusqu'ici sont disséminées de la colline de Grézac à celle qui domine le faubourg des Carmes, du quartier des Pénitents-Bleus à celui de la Cathédrale (1) ; aussi serait-il téméraire d'en tirer une preuve. Mais, tant qu'on n'aura pas démontré le contraire, nous croyons que l'antique Luteva s'était assis à distance égale des rivières et de leur confluent, se gardant contre toute surprise de leurs ravages sur ce point déjà légèrement culminant qui forme le centre de la ville moderne. Le tracé du *castrum* nous paraît reconnaissable dans l'orbe dessiné par un réseau d'anciennes rues tel que

(1) Note I. *Sur les vestiges de la domination romaine à Lodève.*

nous le marquons sur notre *Plan figuré de Lodève et ses faubourgs au moyen âge*. Dans toute la ville nul groupe d'îles ne se rapporte mieux à une forme d'enceinte, et certainement un des côtés de celle-ci a servi ensuite de défense à la Cité épiscopale, qu'on lui juxtaposa. Notre hypothèse acquerra, pensons-nous, un degré de probabilité tout autre lorsque nous aurons parlé de la Cité. Quant à l'époque de la disparition du *castrum*, on pourrait, sans trop de témérité, la fixer vers le V^e siècle, c'est-à-dire lors de la première construction de la Cathédrale : les substructions de la crypte ont tout l'aspect de matériaux gallo-romains, et peuvent fort bien provenir des remparts.

Lorsqu'une seconde enceinte fut construite au XIV^e siècle, elle ne répondit plus à la primitive, car, dans l'intervalle, les conditions topographiques avaient changé avec les événements historiques.

L'organisation de l'Église de Lodève en évêché, certaine au moins au commencement du V^e siècle, suppose un centre religieux, qui paraît avoir été l'église Saint-Geniez : on la voit mentionnée dès les premiers diplômes connus, et elle n'a point changé d'emplacement. Or, pour qu'à côté de cet édifice primitif on ait trouvé l'espace nécessaire à l'agrandir à deux reprises, surtout dans les vastes proportions qui peuvent se constater aujourd'hui, celui aussi d'élever l'église paroissiale Saint-André et le grand monastère Saint-Sauveur, de ménager deux cimetières, enfin de construire la demeure de l'Évêque et celles des treize chanoines, il faut vraiment que le quartier n'ait alors été que bien peu habité, par conséquent qu'il fût en dehors du *castrum*.

Mais, loin de devenir un noyau d'habitations nouvelles, l'église Saint-Geniez avec ses canourgues avoisinantes se trouva limiter la ville de ce côté d'une manière définitive, et l'afflux de vie se porta au confluent des rivières, vers le lieu où le cirque ouvrait sur le bas pays. Également situé en dehors du *castrum*, ce groupe tout populaire se forma autour d'un espace laissé libre et dont le nom même est significatif : la Place. Éloigné de l'église Saint-Geniez, il en eut une spéciale, dont on mit la porte principale dans la direction même de la Place, et une rue relia ces deux dispensaires obligés de la vie morale et matérielle : l'église et le marché. A côté un four s'éleva, et la longue querelle suscitée entre l'Évêque et les habitants précisément pour le monopole de ce four (1) témoigne de l'importance acquise par le quartier dès le XIII^e siècle. Son origine remontait cependant plus haut, l'église Saint-Pierre étant nommée en 1162 (2), et les fossés de cette nouvelle ville creusés à la même date (3).

L'ancienne déclinait de jour en jour. Elle avait bien, en 1162 aussi, son église paroissiale, dédiée à saint André (4), à laquelle aboutissait directement un chemin longeant le *castrum* et devenu plus tard la rue Notre-Dame ; devant cette église une place, qui sera celle de la Bossanella, puis Broussonelle ; enfin son four particulier en cette place. Mais le mouvement, au lieu d'en rayonner, venait y finir.

Aussi peu à peu céda-t-elle au nouveau centre toutes ses

(1) Voir p. 155.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxiv, p. 27.

(3) *Ibid.*, doc. xxi, p. 24.

(4) *Ibid.*, doc. xxiv, p. 27.

prérogatives. Le Sestairal était d'abord près de l'église Saint-Geniez (1) ; en 1298 il fut transféré à la place Saint-Pierre (2) : c'était logique, le droit passant de l'Évêque à la Ville. Déjà, aux dates les plus anciennes de l'histoire connue, nous constatons au quartier Saint-Pierre la tenue du marché hebdomadaire, de la foire annuelle, la présence des tables de change, des boutiques de drapiers. Répétons-le, la vie fut concentrée là, en dépit de l'exiguïté du lieu pour la population toujours croissante, en dépit aussi des inondations qui dévastent parfois les rives de Soulondres.

Même, au delà de ce ruisseau, se créa un autre groupe d'habitations, original entre tous par l'espèce d'autonomie qu'y constate l'histoire. Absolument, c'est le barri ou faubourg ; le nom de Montbrun, qu'on y ajoute ensuite, n'est que pour le distinguer de celui où, au XIV^e siècle, le transfert des Carmes viendra mettre un peu de vie, ou bien des deux noyaux avortés de Villeneuve et de Villefranche.

C'est au château-fort de Montbrun que le barri doit son importance. Couvert par lui, défendu par Lergue et par Soulondres, il se développa sous la florissante famille De Lodève, dont il reçut son église : Notre-Dame de Beaulieu, et son four. Il avait aussi sa place et son puits ; enfin, une enceinte particulière le protégeait.

Au delà de Lergue, une ligne de maisons s'était aussi formée dans les quartiers dits de Felgoza et de Rivaudrac ; mais, trop éparpillées en longueur, exposées à tous les dangers sur la route de la montagne à la plaine, ces habitations ne purent jamais constituer un véritable faubourg.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxvi, p. 28.

(2) *Ibid.*, doc. lxviii, p. 94.

Sur Villeneuve et Villefranche, nous n'avons que de faibles indices, mais ils suffisent à expliquer leur origine et leur insuccès. Leurs noms mêmes fixent la première : créés par la royauté capétienne à quelque distance ou tout près des villes, ces centres nouveaux étaient destinés à canaliser à son profit la population, grâce aux franchises accordées. A Lodève Villeneuve, sur les bords de Lergue, répondit à la paroisse Saint-André ; Villefranche, sur ceux de Soulandres, à la paroisse Saint-Pierre. Leur création nous paraît devoir être placée au commencement du XIV^e siècle. Car, d'un côté, il n'est question que du barri, c'est-à-dire du faubourg de Montbrun, dans la charte de 1262, en réglant le tarif des proclamations à faire dans la ville et sa banlieue (1) ; et de l'autre, un document de 1340 mentionne déjà Villefranche (2). Or, jamais les entreprises royales sur les droits de l'Évêque ne furent plus fréquentes qu'au premier quart du XIV^e siècle ; et précisément un mandement de 1322, obtenu à la demande du prélat, interdit au Sénéchal de laisser conférer le titre de bourgeois du Roi aux hommes de l'Évêque (3). Cet empiètement sur les personnes est significatif. Mais comment se fit celui du domaine ? Y aurait-il eu paréage ? connivence des feudataires de l'Évêque ? Nous inclinerions plutôt vers la dernière hypothèse, en constatant que, justement à cette époque, la ville était déchirée par deux factions : le parti seigneurial et le parti communal. Quoi qu'il en soit, l'Évêque était trop bien armé de son droit de régale pour ne pas

(1) « In barrio ultra pontem Solundri » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51).

(2) *Ibid.*, doc. xc, p. 110.

(3) *Ibid.*, doc. LXXXII, p. 108.

triompher; et, de fait, la double tentative échoua, car on ne voit à Villeneuve et à Villefranche que des jardins.

Au surplus ces groupes, situés sur le bord des rivières, n'avaient aucune protection, et même, trop près des murs de la ville, ils auraient constitué un danger, quand survint la guerre de Cent Ans et avec elle la nécessité de se clore. Aussi le mouvement, une fois de plus, prit une autre direction, déterminée par la fortification de la ville en 1351, dont nous avons à faire maintenant l'historique.

Jusqu'à cette époque il n'existait pas d'enceinte commune: cité épiscopale et ville populaire avaient chacune sa défense particulière, de valeur inégale d'ailleurs. Nous les décrivons.

La première était protégée du côté de la ville par un mur qui, très probablement, était celui même du *castrum*. Un document contemporain en marque la direction par trois points: «despuis la porte de Brossennelle jusques a la porte devers l'Archidiaconné et l'Abbaye, et de la jusques a la tour dicte du Provost» (1). Il s'agit d'établir ces points.

A première vue, la porte de Broussonnelle serait toute trouvée; du XVI^e au XVIII^e siècle, elle est mentionnée près de l'église Saint-André et de la place de Broussonnelle, du côté de Lergue. Gardons-nous de cette erreur. Outre que les compoix du XV^e siècle donnent à cette ouverture-ci le nom de Petout (2), nous avons de meilleures preuves à invoquer en faveur de l'emplacement où nous mettons l'autre,

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cv, p. 130.

(2) «1 verdier a Petout, confronta am lo portal de Petout» compoix de 1416'. — La position du ruisseau de Petout, qui traversait l'enclos des FF. Mineurs, est établie par nombre d'actes et par deux précieux atlas de plans du XVIII^e siècle, conservés aux Archives municipales de Lodève. Il ne saurait donc y avoir de doute sur l'identification.

c'est-à-dire à l'angle même de la place actuelle de Broussonelle, en face l'église Saint-André et à l'extrémité de la voie qui directement y aboutit. Si elle avait là tout autrement sa raison d'être qu'ouvrant sur un quartier inhabité, rural, où l'on ne trouve ensuite que les FF. Mineurs, il existe deux points certains de repère. En 1312 le Chapitre faisait construire pour son œuvre de l'Aumône une maison près la porte de la Bossanella au Corral hors les murs (1). Où était ce Corral ? Tout d'abord disons que le terme est synonyme de *barri* ou faubourg, situé hors et près d'un lieu fortifié et défendu par cet ouvrage (2). Comme il faut, en même temps, selon les termes d'une inféodation de Bernard Gui à l'abbaye de Nonenques en 1331, que le Corral de Lodève soit dans Lodève (3), on doit le chercher hors de la Cité sans doute, mais du côté de la ville. C'est là en effet que le marquent les plans du XVIII^e siècle, l'identifiant avec la place et la rue du Puits; et, de même, nous trouvons en ce lieu la maison de Nonenques (4) et celle de

(1) « *Ordinamus [predictas quadraginta libras turonenses] esse convertendas et exponendas in edificio Helemosine predicte, quod nunc Lodove fieri facit dicta Helemosina, et nos et dictum Capitulum pro ea, prope portale de Bossanella, in corrali extra murum* » (Contrat du 11 mars 1312, inséré dans le vidimus du 6 octobre 1347 de douze contrats pour l'Aumône du Chapitre aux Archives municipales de Lodève).

(2) Autorisation par noble Jean Felou, co-seigneur de Soubès, de vente de maison « *in barrio seu corrali loci de Subertio confrontatam cum muro de Subertio, via in medio* » (Acte du 21 septembre 1428, minutes de Blaise Pasturel, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) En 1331, Bernard Gui donnait à achept à l'abbesse de Nonenques « *quemdam locum infra Lodovam, in loco vocato la Corral* » (Inventaire de Briçonnet, f^o 142 H).

(4) « *1 ostal en la carriera drecha de Bossanella, confronte an l'ostal de Nonenca* » (Compoix de 1444, f^o 203). — Cette rue était celle de Notre-Dame, aujourd'hui Vieille-Commune. C'est ce que prouve cette autre mention : « *Madonna de Nonenqua, 1 ostal a la carreyra de Nostra Dona et autres, en tout v lieuras* » (Compoix de 1513, f^o 179 v^o).

l'Aumône (1). Il faut donc conclure qu'il y a eu, après la disparition de la première porte de la Bossanella, transport de son nom à celle de Petout, qui porte indifféremment les deux au commencement du XVI^e siècle (2).

La situation de la porte de la Cité est marquée par celle de la canourgue dite du Portail (3), ce qui répond à l'indication « devers l'Archidiaconé et l'Abbaye » (4) : ainsi restait accessible la voie vers le cimetière Saint-Geniez. On appelait cette porte de la Cité (5), parce qu'elle en formait l'entrée principale, à l'extrémité de la voie qui, perçant l'ancien *castrum*, conduisait directement de la Place, même de la porte de Lergue, à l'église Saint-Geniez. Elle avait aussi le nom de porte de l'Arc, parce qu'elle offrait une certaine profondeur. A chaque extrémité se trouvait une porte. Sous cet arceau, le Chapitre se groupait pour recevoir son Évêque (6).

(1) Vente de maison près le portail de la Bossanella confrontant la muraille « et domo claustrali sive Helemosine dicte ecclesie Lodovenss » (Acte du 20 août 1477, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Sans doute on vise le second portail de la Bossanella ; mais, comme peu d'immeubles sont contre le mur de ville, cela revient à dire que la maison de l'Aumône était ou à l'île contiguë au mur, ou à l'île de l'Hôtel de Ville, rue au milieu. L'expression « domus claustralis » nous fait penser qu'il s'agit ici de l'immeuble dit : l'Hebdomaderie, affecté aux hebdomadiers attachés à la Cathédrale et ainsi désigné : « Une maison appellado la Domuadario a la carriera drecha » (Compoix de 1586, f^o 375).

(2) Livre des reconnaissances du Chapitre de 1503 à 1507, conservé dans l'étude Hébrard à Lodève, f^os 5, 75 et 76.

(3) Voir plus loin pour cette canourgue.

(4) Voir plus loin pour l'abbaye Saint-Sauveur.

(5) « Rev. in Xp̄isto pater dominus dominus Johannes, permissione divina Lodove episcopus, ... veniens a portali Lerge per carreriam rectam versus portale Civitatis » (Acte du 6 décembre 1462 aux minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(6) « In portali vocato portali Civitatis alias de Arcu infra cancellos dicti portalis » (Entrée de l'évêque Jacques de Gaujac, le 21 juin 1442 : Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chap. de Lodève, reg. 1, f^o 316).

Quant à la tour du Prévôt, nous ne saurions en établir l'emplacement avec certitude, ce dignitaire ayant disparu de bonne heure (1). Il nous paraît probable qu'elle était aux environs de la porte de la Bouquerie ou près du cimetière (2). En tout cas, elle devait commander la route venant du Pertus.

Les autres côtés du quadrilatère possédaient-ils un rempart ? On peut en douter fortement, car il n'est fait mention que d'un fossé en 1261, soit quand le Chapitre donna au monastère Saint-Sauveur licence de le traverser par un aqueduc (3), soit lorsque l'Évêque fut accusé d'avoir empiété sur ce fossé (4). La masse de la Cathédrale et la ligne ininterrompue que formaient plusieurs canourgues et l'église Saint-André constituaient un rempart naturel. Qu'un fossé vînt s'y joindre, la défense suffisait, en temps ordinaire du moins.

La ville, c'est-à-dire le groupe formé autour de la Place et de l'église Saint-Pierre, était bien autrement à découvert. Irrégulière, inclinée vers le confluent, elle se trouvait par le fait exposée à toute irruption. Aussi, dès 1162 et pendant la vacance du siège, des fossés avaient été creusés par les citoyens. Le comte de Rodez, chargé de la protection de l'Église dans ces occasions, s'empressa de protester au nom de l'Évêque (5). Mais les fossés n'existaient que du côté de Soulandres et du confluent, car, en

(1) Voir p. 195.

(2) Peut-être dans la petite île entourée par une ruelle orbe, et qui n'a dû contenir, à l'origine, qu'un établissement ; peut-être la tour ronde du Collège.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVII, p. 49.

(4) *Ibid.*, doc. LVIII, p. 51.

(5) *Ibid.*, doc. XXI, p. 24.

1351, de l'église Notre-Dame à l'Hôpital (1) il n'y en avait point (2). C'est pourquoi on donnait le nom absolu de fossés, *las cavas* en idiome local (3), à la première section. Il s'est perpétué dans la dénomination : boulevard des Caves. De murs on n'en voit aussi que là (4). En fait de portes, on comptait dans la ville celle de Lergue, précédée du pont ; de la Bouquerie, ouvrant sur Villefranche ; et une poterne, desservant Villeneuve et percée peu avant 1346 (5).

La chapelle Notre-Dame, l'Hôpital, la maison de la milice du Temple, échue ensuite à Saint-Jean de Jérusalem, s'étaient placés au hasard, entre les groupes ou à côté.

C'est en cet état que la guerre de Cent Ans surprit Lodève. A cause de sa situation, des mesures sérieuses s'imposaient. Le Sénéchal fut chargé de pourvoir à leur exécution. Il fit réquisition tant au Chapitre qu'à la Ville (6) et, chacun y ayant obtempéré, il résulta de ce double effort la construction d'une enceinte nouvelle, englobant cette fois les deux groupes rivaux qu'elle unit pour en faire une ville. Les chanoines furent tenus de se fortifier dans leur Cité et de creuser un fossé de la place de la Bossanella jusqu'au Portalet. Quant aux murs, longtemps ils refusèrent leur contribution, mais l'accordèrent enfin (7). La Ville fit le reste.

La nouvelle enceinte comprit donc cité et ville, avec aussi

(1) Le document porte par erreur : « l'Hôpital Saint-Thomas ». Celui-ci étant la Léproserie, située à Rivaudrac, la confusion est évidente.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cv, p. 130.

(3) « I ort en las cavas de la Bocaria confronte am Soulondres » (Compoix de 1401, f° 23).

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xc, p. 110.

(5) « Item posterla que facta est ante molendinum Petri de Sancto Saturnino » (*Ibid.*, doc. xcv, p. 114).

(6) *Ibid.*, doc. cv, p. 130.

(7) Transaction du 20 février 1440 (*Ibid.*, doc. cxxi, p. 176).

les établissements visés plus haut : d'un côté la maison de Saint-Jean, de l'autre l'Hôpital et N.-D. de la Chapelle aux extrémités d'un quartier de formation plus récente, comme l'indique le parallélisme de ses voies transversales, et qui peut avoir été une partie de Villeneuve.

Les portes de cette enceinte se trouvaient pour la plupart créées. Elles avaient été commandées par les besoins successifs. Dans la Cité, celle de l'Aire (1) permettait aux chanoines d'entrer leurs récoltes et leurs dîmes ; étant à leur usage personnel, elle reçut aussi le nom de porte des Chanoines (2). La porte de Petout allait aux FF. Mineurs (3). Dans la ville les portes de Lergue, du Mazel et de Saint-Pierre conduisaient de la Place aux faubourgs par le pont de Lergue, une planche et le pont du Barri. La porte de la Bouquerie desservait Villefranche. Sur Villeneuve, on ouvrit une porte, le Portail-Neuf ou de Villeneuve (4), qui au XVII^e siècle sera celle des Récollets. La poterne devint donc le Portalet-Vieux (5), rebâti un peu plus tard et connu

(1) Elle tirait ce nom de l'aire du Chapitre, qui primitivement se trouvait près de là, entre cette porte et celle de la Bouquerie : « I ort al portal de la Bocaria, confronta am l'ayra del Capitol » (Compoix de 1408, f^o 89). — En 1356, à la réquisition du Sénéchal, les chanoines promirent de la faire clore (Inventaire de la Ville de 1591, f^o 19 r^o et 20 v^o).

(2) Délibération du Conseil de Ville du 27 juillet 1428, donnant la liste des portes et faisant figurer entre celle de la Bossanella et celle de la Bouquerie « portale dominorum Canonicorum ».

(3) *Ibid.* — Comme, au compoix de 1416 (f^o 100), on trouve : « I verdier a Petout, confronta am lo portal de Petout », et que le document précédent est de 1428, il est probable que c'est vers cette époque que l'usage du nom de la Bossanella commença de s'introduire concurremment avec celui de Petout. L'une et l'autre appellations demeuraient usitées encore en 1505 (Reg. des reconnaissances pour le Chapitre, f^os 5, 75 et 76, étude Hébrard à Lodève).

(4) Délibération du Conseil de Ville du 7 février 1432.

(5) Au compoix de 1401 (f^o 5 v^o) et à celui de 1408 (f^o 36), on l'appelle simplement le Portalet; à celui de 1416, le « portalet vielh » (f^o 3). Il y a là un élément de précision pour l'ouverture de la précédente porte.

ensuite sous celui de Cottes, d'un des propriétaires voisins (1). Quant aux portes de la Bossanella et de la Cité, elles n'avaient aucune raison d'être désormais. De la première, il n'est plus question et son nom passa au portail de Petout (2); la deuxième est mentionnée encore en 1462 (3), mais de mur on ne parle plus.

Toute tentative de développement extérieur étant arrêtée, le mouvement se porta de nouveau vers le quartier primitif et délaissé du *castrum*. Ce regain de vie et la protection des murs lui firent donner le nom de Bourg Neuf (4), qui figure encore sur le plan du XVIII^e siècle et demeure, grossièrement travesti de nos jours en « rue des Bourneaux ». Le quartier avait son église paroissiale dans une chapelle de la Cathédrale, son four à la Bossanella, sa petite place avec puits public. Les immeubles s'y serrèrent, car la population pauvre et dense s'accroissait par l'abandon des faubourgs, et c'est alors seulement, à la fin du XIV^e siècle, qu'on doit considérer comme définitivement close la longue et laborieuse période de formation pour la ville de Lodève.

Désormais, nous pouvons en décrire l'enceinte, les quartiers et les monuments.

Par une chance heureuse à l'archéologue, la restitution de l'enceinte de Lodève est absolument possible dans ses moindres détails. Excepté pour la face ouest, de la Cathé-

(1) « Andrieu Cotas, un hostel a la carreyra del Portal nou » (Compoix de 1540, f^o 18).

(2) Voir p. 323, note 3.

(3) Voir p. 320, note 5.

(4) « I hostel en Bore nou » (Compoix de 1438, consulat du jeudi). — Acte du 6 octobre 1452 (Minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard). — Acte du 27 novembre 1453 (Minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

drale à la porte de la Bossanella, son tracé est fourni par l'Atlas de plans du XVIII^e siècle ; et l'existence du mur en sa presque totale intégrité dans les maisons qui s'y appuyaient à l'intérieur ou s'y adossèrent à l'extérieur, confirme de tout point ces données. Construit à des reprises diverses, ce mur gardait-il une hauteur et une épaisseur constantes ? Il peut se faire que non. Pourtant, ayant mesuré la dernière sur trois points : à la porte des Récollets, près de celle de la Bouquerie et à la tour Saint-Jean, nous avons trouvé toujours 1^m,15 de large ; et un document postérieur lui donne cinq pans, soit 1^m,25 (1). Sur cette épaisseur, on avait pris, du côté de l'intérieur et à un peu plus des deux tiers de la hauteur, un chemin de ronde, où pouvait passer à couvert un homme. Au ras du sol avait été ménagé, lors de la construction des immeubles en bordure, un autre chemin, dont nous ignorons la largeur. C'est là ce qu'on appelait la ronde haute et la ronde basse, la coursière d'en haut et la coursière d'en bas (2). Il est fait mention de marche-pieds du mur en certains endroits (3), peut-être existaient-ils des deux côtés de chaque porte. On se les figure aisément, taillés sur l'épaisseur du mur à l'instar de la ronde supérieure. Le mur n'était pas crénelé : outre qu'il n'est jamais fait mention qu'il le fût, le spécimen qui reste à découvert dans l'ancien enclos des Ursulines (4) montre qu'il en était différemment. Il est vrai que ce pan de mur

(1) Par bail du 5 mars 1703, on donna la réparation des murailles à raison de 13^l 10^s la canne carrée « qui aura cinq pans d'épaisseur » (Reg. de baux, contrats, etc. de 1691 à 1713).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxciv, p. 275.

(3) Minutes de Bonnafous, notaire à Lodève, reg. de 1620, f^o 216 ; et registre de 1621, f^o 14, étude Martin.

(4) Immeubles Refrégé, Alfred Fournier et Jourdan.

n'est pas primitif, ayant été reconstruit plus en dehors de l'enceinte lors de la bâtisse du couvent en 1640 (1), mais évidemment on le refit analogue, comme cela fut imposé par l'Évêque et la Ville ; aussi peut-il être considéré comme spécimen de l'enceinte. Le mur est fait d'assez grandes pierres irrégulières, matériaux grossiers et très résistants, fortement cimentés. Certes ce n'est pas une œuvre d'art, mais un solide ouvrage.

Nous avons déjà énuméré les huit portes qui perçaient ce mur de ville : porte de Lergue ; Portalet-Vieux, dit plus tard de Cottes ; Portail-Neuf, dit aussi de Fourès, qui deviendra celui des Récollets ; porte de Petout, plus tard de la Bossanella ; porte de l'Aire ou des Chanoines, qui prendra, à la fin du XVI^e siècle, le nom de la Citadelle ; porte de la Bouquerie ; porte Saint-Pierre ; porte du Mazel. Nous allons avoir à parler de la forme de ces portes.

Trois catégories de tours protégeaient l'enceinte.

Au-dessus de chaque porte et en avant du mur une grosse tour carrée (2) se dressait, dominant les maisons. Son épaisseur constituait un passage voûté, dont un spécimen subsiste encore sur le boulevard des Récollets. C'est l'ancien Portail-Neuf. Sa profondeur, mesurée jusqu'au mur de ville, est de 10 mètres, chiffre rond ; la baie a 2^m,50 d'ouverture et une hauteur, actuellement, de 4^m,45. Une porte à chaque extrémité de ce boyau doublait la sécurité.

Quant aux tours surmontant les portes, nous en donnons un spécimen dans la reproduction d'un vieux tableau qui

(1) Voir t. II, chapitre IV. *La Restauration religieuse au XVII^e siècle.*

(2) Pour toutes les portes, on trouve la mention de ces tours dans les registres de l'Évêché de Lodève conservés à l'étude Martin.



PONT ET PORTES DE LERGUE

représente le pont et les portes de Lergue du moyen âge (1). C'est le bâtiment carré et haut situé à la gauche du spectateur. On y distingue dans l'axe du pont la baie de la porte.

Comme certaines portes étaient trop espacées pour permettre aux défenseurs d'atteindre l'ennemi, on avait garni l'intervalle de quelques tours, de même genre que les précédentes : deux carrées, d'inégales dimensions et faisant saillie sur le mur, entre le Portail-Neuf et la porte de Petout ou de la Bossanella ; une ronde et petite, à cheval sur le mur, à gauche de la porte de Lergue ; une ronde aussi et placée de même, mais plus grande, entre la porte Saint-Pierre et celle de la Bouquerie.

La troisième catégorie de tours est plus curieuse. Placées aux angles de l'enceinte, elles étaient destinées à s'avancer comme des sentinelles et à commander les deux côtés. Aussi étaient-elles rondes, bâties avec soin d'un appareil très moyen et régulier, avec de temps en temps une assise de plat, couronnées de corbeaux à cinq assises en encorbellement. Elles étaient très saillantes, mais liées au mur, comme on peut le voir aux arrachements d'une des deux qui subsistent, celle de l'enclos du Collège. Nous donnons comme type l'autre, située à droite de la porte de Lergue, bordant la voie publique (2). A l'égard de la tour nord-ouest, il subsiste une difficulté. Comme on l'inféoda aux Ursulines, et que ces religieuses modifièrent le tracé de l'enceinte, nous n'affirmerions pas que la tour primitive

(1) Planche I. *Pont et portes de Lergue*. — Ce tableau, antérieur à l'année 1655, comme nous le dirons plus loin, appartient à M. Léon Altairac, de Loiras, qui a bien voulu nous autoriser à le reproduire. Le manque de netteté de la planche provient de l'état du tableau. Nous remercions vivement M. Altairac de son obligeance.

(2) Planche II, A. *Tour d'angle de l'enceinte*.

n'ait pas été rebâtie. Les plans du XVIII^e siècle en marquent une carrée à l'alignement du mur nouveau. D'autre part il est question, dans le devis primitif, de n'utiliser la tour que pour des privés ou lieux ; comme on reporta ensuite plus loin le tracé de l'enceinte, la tour se serait trouvée dans l'enclos, où nous n'en voyons pas trace, n'eût plus eu, par conséquent, de raison d'être. Aussi n'hésitons-nous guère à croire qu'elle a été rebâtie, et à figurer là, sur notre tracé du moyen âge, une tour ronde comme les autres.

Aucune des tours dont nous venons de parler, excepté celles des portes, n'avait de nom distinctif ; on avait coutume de les désigner sous celui du propriétaire voisin, qui plus tard en eut souvent la jouissance : nous ne rapporterons donc pas ces noms. Même celui de la tour Saint-Jean avait pour origine la proximité de la maison de cet ordre.

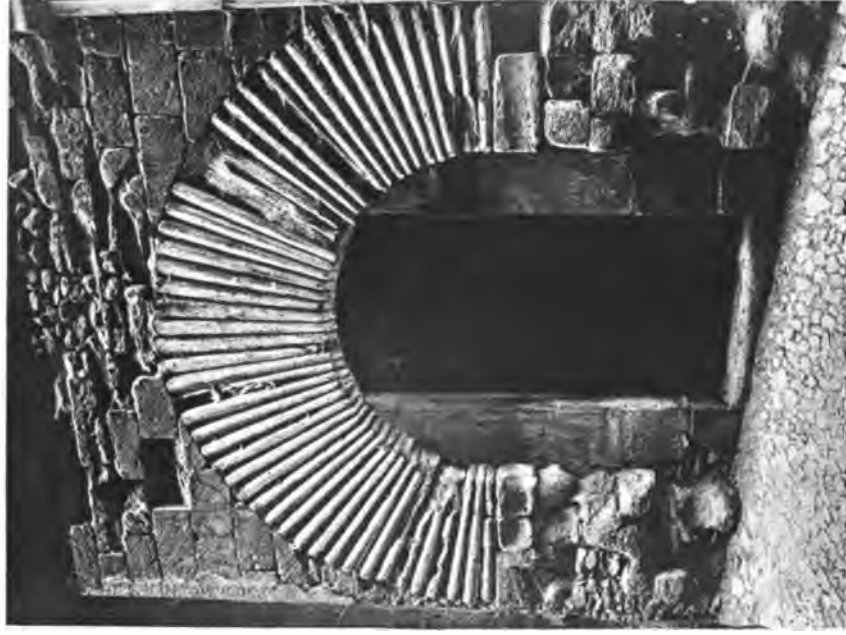
Quant au fossé, sa largeur entre le Portalet-Vieux et le Portail-Neuf est dite de 14 cannes, soit un peu plus de 27 mètres (1). Mais certainement devant Lergue, près du confluent, on n'eût pu la trouver telle, et il semble qu'elle n'y était que de trois mètres (2). En ce lieu le mur était renforcé par quatre encoules ou contreforts, assez probablement pour résister à la poussée des eaux, mais servant aussi de bouches d'égouts (3).

(1) Reg. de l'Évêché, conservé à l'étude Martin, acte du 16 février 1688.

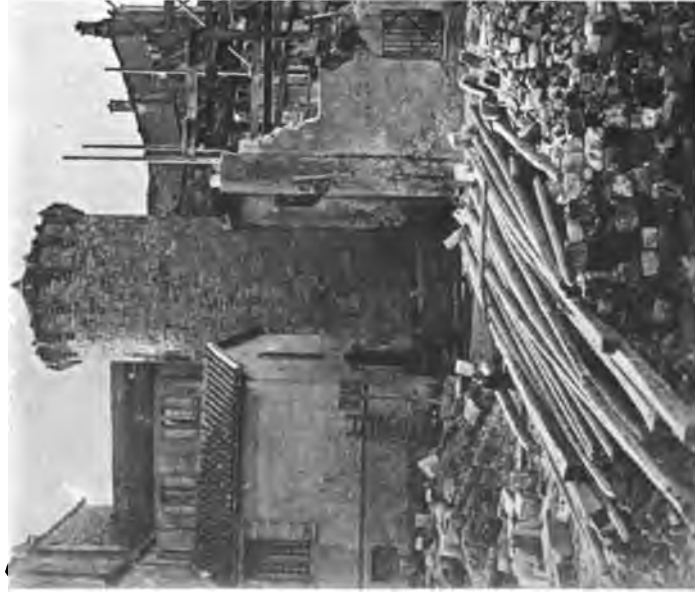
(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxvi, p. 191.

(3) Inféodation par Claude Briçonnet, le 14 juillet 1567, aux recteurs de l'Hôpital de « certain circuyt aux environs des caves despuis la tour et pourtal du pond de Lergue allant en bas vers la reviere de Solondre et jusques a la grand tour joignant aud. Solondre. estant en ronde, dans lequel circuyt y sont quatre petites tours sive ancolles joignans et servans aux umeurs publiques de la ville, confronte d'un cousté de long a long ausd. meurs, et de l'autre cousté la reviere de Lergue, et tous boutz avec lesd. deux grans tours ». (Minutes d'Alquier, notaire à Lodève, étude Granier).

PLANCHE II



B. PORTE DE MAISON RUE DU MAZEL



A. TOUR D'ANGLE DE L'ENCEINTE

Au XVII^e siècle il est question du pont-levis de la porte de Broussonelle (1). Était-il ancien ? Celle de Lergue, étant précédée par un pont fortifié aux extrémités et au milieu, avait ainsi une défense exceptionnelle. En avant du passage conduisant aux portes du Mazel et de Saint-Pierre, on avait élevé des barbicanes (2). En temps de guerre, on se décidait à murer les autres portes (3).

Comment s'étonner dès lors que Lodève ait, toujours avec succès, résisté aux routiers ou se soit défendu contre les épidémies venues du dehors ?

LA CITÉ

Pénétrons dans l'enceinte, et, puisque la Cité constitue le quartier seigneurial, rendons-nous y d'abord. Tout ecclésiastique, elle est dominée par la maison de Dieu : la Cathédrale, imposante par la masse de son vaisseau, tout disproportionné demeure-t-il, ainsi que par la hauteur de sa tour-clocher, et en même temps beaucoup plus exquise de détails que ne le peut montrer son état présent.

De quelle époque est ce monument ? Avec un zèle plus louable dans sa cause qu'heureux dans son objet, on croit trop, en général, à Lodève que l'édifice actuel est l'œuvre même de saint Fulcran ; et ceux qui raisonnablement ne pouvaient l'estimer ainsi, se sont laissés aller à le répéter. On ne doit jamais faire de sacrifice qu'à la vérité ; et certainement le pontife à jamais illustre ne perdra rien de sa gloire, que nous souhaiterions doubler, à n'avoir pas, en

(1) Acte du 7 juillet 1632 (Minutes de Bessodes, notaire à Lodève, étude Martin).

(2) Délibération du Conseil de Ville du 27 juillet 1428.

(3) Voir p. 86.

l'an 975, inventé l'architecture gothique, dont l'apparition en nos contrées a suivi la croisade des Albigeois ! Il eut d'ailleurs sa part, encore visible, dans l'œuvre de la construction, mais il nous en voudrait de lui faire usurper celle des autres.

Cette erreur écartée, le problème n'en subsiste pas moins ; et, dans l'ignorance absolue où l'on demeurerait de la diplomatique lodevoise, c'est à l'archéologie qu'un de nos critiques d'art méridional les plus experts a demandé la solution (1). Mieux armé aujourd'hui, nous espérons arriver à la donner.

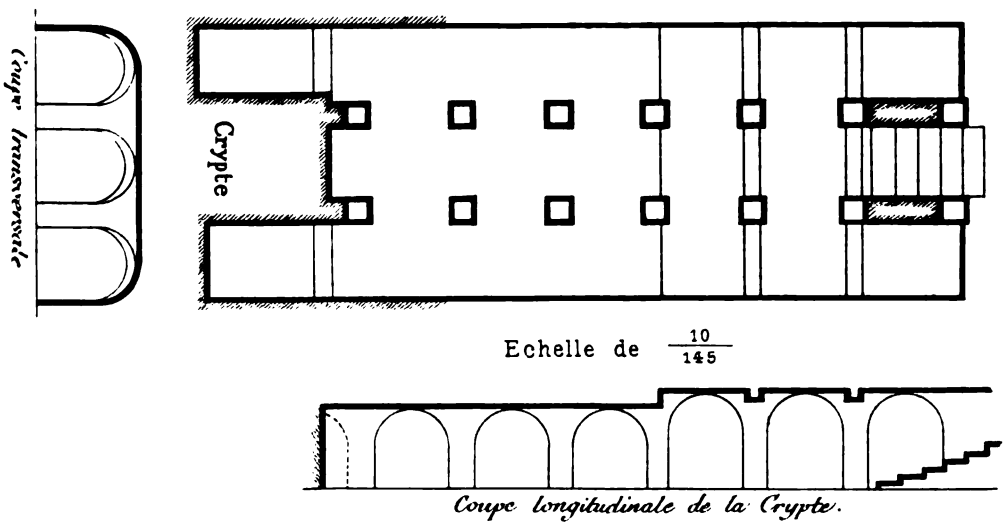
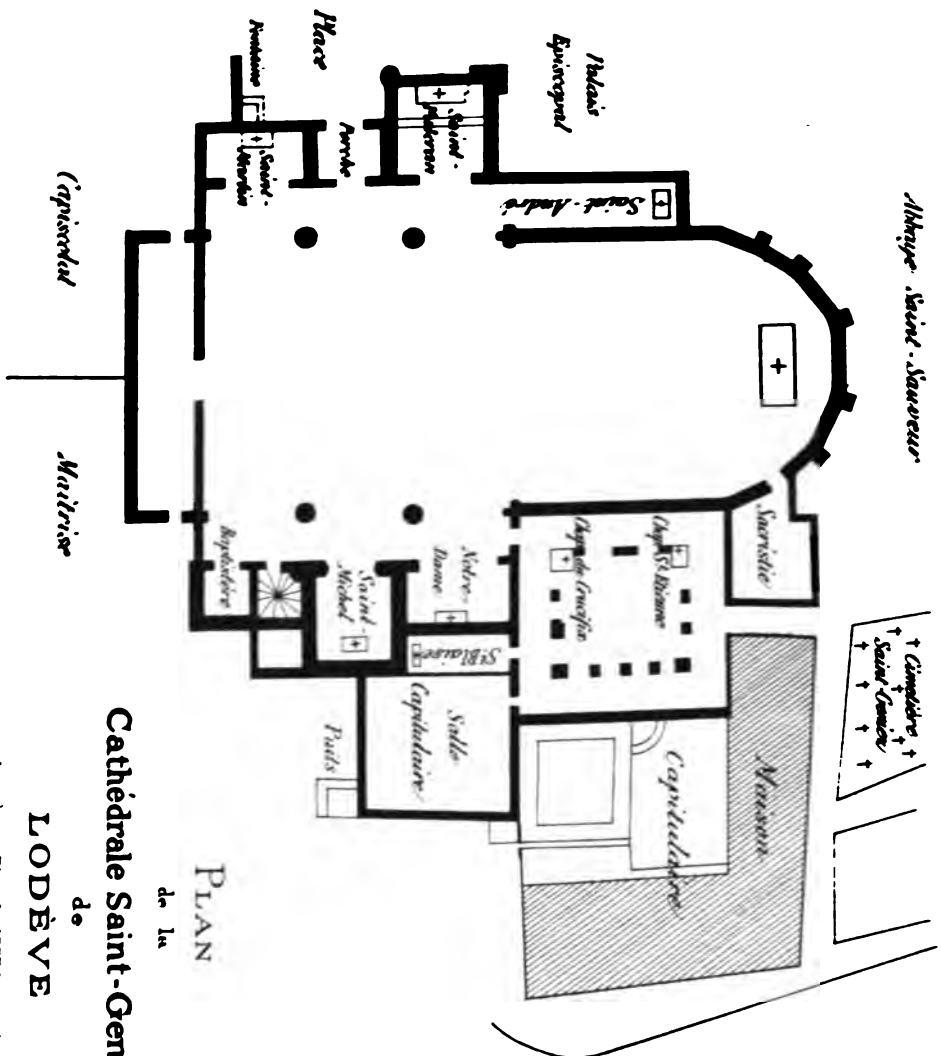
Dès les premiers diplômes connus en faveur de l'Église de Lodève est mentionnée l'église Saint-Geniez (2) ; mais elle leur est certainement antérieure, et il ne nous paraît nullement téméraire d'en reporter la construction au premier quart du V^e siècle. Trois preuves peuvent être invoquées à l'appui de notre opinion. Il était logique, d'abord, que Lodève eût son *ecclesia sedis* dès que l'organisation épiscopale y fut établie, ce qui est sûr pour l'an 422 (3). Ensuite, comme, au témoignage de saint Fulcran parlant en 975, cette *ecclesia sedis* avait été dédiée à saint Geniez d'Arles, martyr, (4), ce choix dut être inspiré par quelque circonstance particulière. Telle nous semble avoir été la nomination faite en 422 par l'archevêque d'Arles, Patrocle, d'un évêque pour Lodève, sans doute membre du clergé arlé-

(1) Renouvier, dans son *Histoire, antiquités et architectonique de l'église de Lodève*, etc., exprime l'opinion que la Cathédrale fut commencée au xiii^e siècle et achevée au xiv^e.

(2) Analyse de diplôme de Charles le Chauve en faveur de l'évêque Tatila, du 28 mai 844 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. iv, p. 2).

(3) Note II. *Nouvelle chronologie du siège de Lodève*.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. vii, p. 4.



sien (1). Enfin la qualité des substructions de la crypte répond bien à l'époque gallo-romaine de la décadence : fortes pierres grossièrement taillées. Nous avons dit ailleurs que ces matériaux pouvaient provenir de la démolition partielle du *castrum* (2).

Qu'était cet édifice, primitif ? Il est possible de se le figurer. Evidemment, il était petit, ne répondant encore qu'à une Église naissante, à une ville de peu d'importance ; et son périmètre est très probablement donné par celui de la crypte dans la partie pure de tout remaniement, c'est-à-dire les six travées du haut. C'est pourquoi nous la décrivons ici, en donnant pour la première fois le plan et les coupes (3).

Cette crypte, dans sa partie primitive, forme un vaisseau à trois nefs égales, mesurant chacune 1^m,38 de largeur. Les nefs comprennent six travées identiques, dont les supérieures ont été murées pour former chapelle, avec autel dans le fond, comme le montrent les petites niches pour les burettes, pratiquées sur le côté à portée du servant. Les cinq autres portent sur de gros piliers carrés, de 0^m,44 de côté, sans aucun ornement. L'ouverture des arceaux mesure 1^m,32. Actuellement la hauteur sous clef est de 2^m,10 ; il y faut ajouter un mètre environ, qui a été comblé, et l'on arrive ainsi à peu près à une hauteur double de la largeur des nefs (4). Cette forte construction pouvait

(1) Note II. *Nouvelle chronologie du siège de Lodève.*

(2) Voir p. 314.

(3) *Plan de la Cathédrale Saint-Geniez de Lodève et de sa crypte.* — Nous y avons marqué par des hachures les parties postérieures.

(4) Faisons observer qu'il y a eu, dès la quatrième travée, une reprise de la voûte, nécessitée sans doute par l'affaissement, à suite des reconstructions de l'édifice supérieur.

facilement supporter l'édifice extérieur, que nous pensons avoir été de dimensions semblables, car on avait pratiqué dans les nefs latérales, à la partie supérieure, des soupiraux d'aération débouchant évidemment au sol, et aujourd'hui perdus dans les terres, où chemine encore un boyau aboutissant de l'un d'eux vers la Place. L'église supérieure était pourvue d'un simple campanile, puisque la construction d'un clocher par saint Fulcran au X^e siècle sera considérée comme une innovation.

L'exiguïté même de la première Cathédrale de Lodève et son état de vétusté ayant engagé le saint pontife à l'approprier mieux à la décence du culte et aux besoins de la population, il la répara et l'agrandit (1). De cet agrandissement la crypte porte également la trace, car on y constate une reprise très visible après la sixième travée. Une septième, analogue, a été ajoutée à la suite d'un espace, qui représente sans doute l'épaisseur du mur de fond primitif. Même il paraît probable que le prolongement de la crypte était bien plus considérable, car, actuellement, quoique cette partie soit comblée, on voit le commencement d'une triple volée de marches y conduisant, sans doute pratiquées lorsque la deuxième Cathédrale eut remplacé l'autre. Il est donc impossible de mesurer la longueur exacte de la crypte ainsi agrandie, et où l'on pénètre aujourd'hui par le haut. Mais, par l'état des lieux, se trouve complètement justifiée cette donnée de la diplomatique, à savoir que l'église primitive fut conservée, quoique aug-

(1) « Primo vili materia in honorem beati Genesii, martyris, ecclesia fabricatur, quam postea venerabilis Fulcrannus, antistes et author existens, solerti studio reparavit et auxit » (Procès-verbal de la consécration en date du 6 octobre 975 au *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VII, p. 4).

mentée de dimensions et embellie par saint Fulcran. Sa seconde vie nous apprend encore qu'il ajouta à l'édifice une tour, au sujet de laquelle il eut un démêlé avec le vicomte Heldin (1). Il est possible, d'après ce que nous venons de dire, que cette tour ait été élevée sur la partie ajoutée dans le bas, mais elle aurait pu aussi surmonter quelque chapelle latérale.

Le nombre des chapelles, en effet, fut porté à huit par saint Fulcran, qui, tout en conservant l'autel majeur sous le vocable de saint Geniez, consacra les autres sous les suivants :

- | | |
|-----------------------|------------------|
| 1. La Nativité. | 5. L'Ascension. |
| 2. La Trinité. | 6. Notre-Dame. |
| 3. Le Saint-Sépulcre. | 7. Saint-Michel. |
| 4. La Résurrection. | 8. Saint-Amans. |

A part ces huit autels, saint Fulcran en nomme dans son testament de 988 trois autres, dont il n'était pas question au procès-verbal de consécration en 975. Comme il les énumère parmi ceux de la Cathédrale et en les groupant, il nous semble plausible que ce soient là les vocables des autels de la crypte. C'est pour les établir qu'on aurait muré les travées supérieures, car ce travail semble postérieur à l'ensemble de la crypte. Les vocables sont : Saint-Laurent, Saint-Martin et Saint-Georges (2). Trouvés par Fulcran ou choisis selon sa dévotion, ces titulaires d'autels ont fixé sa pensée dans l'acte solennel de son testament, et on l'y voit invoquer le premier avec saint Xyste parmi tous les martyrs, le second avec saint Amans entre tous les

(1) Vie par Bernard Gui au *Speculum sanctorale*.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XI, p. 11.

confesseurs. Il est très probable que le saint Georges dont il est ici question est l'Évêque de Lodève, que les antiques historiens du siège font vivre sous Charles le Chauve et disent reposer dans la Cathédrale.

L'église terminée, le pontife résolut d'en faire la consécration solennelle. Il y invita son métropolitain et les prélats voisins, desquels deux répondirent à son appel. C'étaient Ricuin II, de Maguelone, et Déodat, de Rodez, qui assistèrent Aimeric, archevêque de Narbonne. La cérémonie eut lieu l'an 975 et la veille des nones d'octobre (1), c'est-à-dire le 6, jour auquel la mémoire en était faite encore en 1324, mais dont on renvoyait, selon l'usage, la solennité au dimanche suivant (2). A cette occasion saint Fulcran dota richement son église, et fit dresser de la cérémonie et de la donation un long et curieux procès-verbal. Nous en publions un texte complètement inédit, avec celui du *Gallia Christiana* en regard pour montrer à quel point le document avait été dénaturé (3). L'original était revêtu des signatures autographes des évêques, comme en témoigne le Répertoire de Briçonnet (4). Il a disparu, sans doute depuis les guerres de religion ; mais, à deux reprises, le Chapitre fit faire de sa copie des transcriptions, au moyen desquelles nous avons rétabli le texte.

L'œuvre de saint Fulcran n'était pas une reconstruction totale ; aussi fallut-il y revenir à peu près deux siècles et

(1) Le mois et le quantième sont donnés par le testament de saint Fulcran : « pridie nonas octobris in dedicacione sancti Genesii » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XI, p. 11).

(2) Note II. *Nouvelle chronologie du siège de Lodève*, art. Bernard Gui.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VII, p. 4.

(4) « Signata cartha hujus dedicationis manibus propriis et signis dictorum episcoporum » (Répertoire de Briçonnet, f° 8 D).

de mi après lui ; et ce fut alors sur les proportions qu'on peut constater. Ici proprement se pose le problème.

Sans doute et même par l'œil le moins exercé la totalité de l'édifice : chœur et vaisseau, chapelles et cloître, tel qu'il nous est parvenu, ne saurait être attribué à la même époque. Pourtant nous n'hésitons pas à affirmer que la toute majeure part est d'un seul jet, se réfère à un plan unique, et que son exécution doit être placée dans les trois premiers quarts du XIII^e siècle.

Procédons par voie d'élimination. Il ne faut pas songer à faire honneur de cette œuvre aux prédécesseurs rapprochés de Bernard Gui, car le souvenir de la construction eût été récent, et consigné par lui dans son *Catalogus episcoporum Lodovensium*. Au contraire cet historien considère le monument qu'il a sous les yeux comme l'œuvre de saint Fulcran (1), complétée par Gaucelin Raymond de Montpeyrroux (2) ; on peut en conclure qu'il avait déjà reçu la patine du temps (3). De fait, nous avons

(1) « Ecclesia Sancti Genesii, in qua sacrum corpus beati Fulcranni, episcopi et confessoris, integrum conservatur, qui eandem ecclesiam consecravit anno nongentesimo LXXV^o indictione tertia regnante Lothario Francorum rege » (État des églises du Diocèse par Bernard Gui, dans l'Inventaire de Briçonnet, f^o 37 v^o G).

(2) « Suo tempore ecclesia fuit antemurata et turre consummata » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui).

(3) Il n'est donc pas possible de croire que la construction de l'église ait été en cours encore du temps de Bernard Gui, malgré quelques textes du Synodal. Il y est question, c'est vrai, d'appliquer certaines amendes « piis operibus ecclesie Sancti Genesii Lodovensii » (art. 14) ; mais nous pensons qu'il s'agit là de l'Œuvre des Obits et de celle de l'Aumône. D'autres sont affectées « operi ecclesie Sancti Genesii » (art. 21) ; c'est proprement la fabrique de l'église (Voir les statuts du synode de 1325 dans *Un nouvel écrit de Bernard Gui: le Synodal de Lodève*, par C. Douais, pp. 8 et 13). — Quant à l'article du chapitre XII du *Forma synodi* portant : « ecclesiarum rectores et alii beneficia ecclesiastica habentes adjuvent hedificium ecclesie majoris » (*Ibid.*, p. 13), nous ne prétendons

découvert une preuve que l'église était livrée au culte dès 1289, puisque, le 30 juillet de cette année-là, l'évêque Bérenger Guirard obtenait du pape Nicolas IV des indulgences pour ceux qui la visiteraient (1). Cette preuve est de grande valeur, mais nous croyons qu'on peut encore restreindre le champ des probabilités. Guillem de Cazouls, qui siégea de 1241 à 1259, avait institué une chapellenie à l'autel Saint-Michel « juxta majorem ecclesiam », au profit des évêques, vivant ou morts (2). Or l'indication de position contre la Cathédrale convient bien à cette chapelle du nouvel édifice, laquelle est latérale aux bas-côtés du vaisseau. En outre, la clef de voûte représente un buste d'évêque mitré, détail qui s'harmonise avec l'objet de la fondation et semble par là contemporain. Enfin, un acte de Bertrand de Mornay, en date du 5 décembre 1239, est passé « in ecclesia Sancti Genesii » (3). A ce moment donc une église était debout, et plutôt la nouvelle que l'ancienne, pensons-nous, car à nul qu'à Pierre Raymond l'argument de convenance ne s'applique mieux. Tandis que Bertrand de Mornay n'a siégé que quatre ans et qu'on le voit faire à Lodève peu de figure, que Guillem de Cazouls a trop dépensé en acquisitions ou en frais extérieurs pour pouvoir autre

pas nous en servir de manière analogue, ne partageant pas l'opinion de l'éditeur sur l'attribution de cette partie à Bernard Gui; pour nous, elle est de Guillem de Cazouls (Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources*). Bernard Gui l'a maintenu, l'œuvre n'étant pas complétée de son temps quant aux détails et à l'ornementation, puisque sous Jean Lavernhe, de 1398 à 1413, elle ne l'était point. Mais, si Bernard Gui eût fait travailler à la Cathédrale, cette œuvre serait mentionnée dans la notice sur lui, ajoutée au *Catalogus*.

(1) Voir cette bulle dans la Note IV. *Sur saint Fulcran*.

(2) Voir plus loin.

(3) Inventaire de Briçonnet, f° 69 v° B.

chose qu'achever une œuvre si coûteuse (1), tandis que Raymond Belin, dans son court passage, s'est trouvé gêné par une nouvelle révolte communale (2), l'épiscopat de Pierre Raymond se présente dans des conditions de durée (3), de tranquillité (4) et de ressources (5) qui constituent une forte présomption. Mais le monument porte une preuve plus décisive.

A la destruction accomplie par les protestants en 1573, deux portions de l'édifice ont échappé, ainsi qu'en témoignent les prix-faits de restauration du XVI^e et du XVII^e siècle, que nous possédons tous (6) : c'est le chœur de l'église et c'est la chapelle latérale du côté de l'évangile, aujourd'hui dédiée au Sacré-Cœur. Or, détail que nul n'a relevé, ces deux parties portent l'écu des Montfort : l'agneau pascal, dans le chœur à la clef de voûte de la deuxième travée, dans la chapelle à la clef de voûte de la troisième travée. Cette puissante maison a donc contribué à la construction de la Cathédrale, et rappeler à quel moment elle fut mêlée à l'histoire de Lodève (7) sera fournir une précision nouvelle sur le sujet qui nous occupe.

Le remplacement de la maison de Toulouse par celle du chef de la croisade faisait de cette dernière le suzerain

(1) « Guillelmus de Casellis quam maximas exposuit pecunias sive pro redemptione temporalitatis episcopatus, que erat obligata, item propter guerram Regis contra Comitem Tholosanum, item pro eundo ad consilium generale apud Lugdunum et pro aliis multis causis » (*Catalogus*).¹

(2) Voir p. 66.

(3) Il siègea plus de trente ans.

(4) Voir p. 63.

(5) Voir note 1.

(6) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CCIX, p. 302; CCXX, 3, p. 324; CCXXVII, 1, p. 341, et 2, p. 345.

(7) Voir p. 44.

direct de l'Évêque de Lodève. A ce titre, Simon de Montfort fut chargé par le Roi en 1216 d'assurer l'exécution des privilèges conférés au prélat, et il dut s'y prêter d'autant mieux qu'il avait obtenu de celui-ci une aide constante et efficace. Mais la domination des Montfort ne dura pas longtemps : en l'année 1224, Amaury découragé cédait ses droits à la Couronne, et ce fut l'Évêque de Lodève qui négocia l'affaire. C'est donc, pensons-nous, à la reconnaissance qu'il faut attribuer l'intervention des Montfort dans la reconstruction de la Cathédrale, et dès lors on obtient par ce détail une indication de date.

Une autre est fournie par le culte de saint Fulcran (1).

La première Vie du Pontife ayant été écrite par Pierre de Millau, abbé de Mazan, entre les années 1196 et 1201, et cette Vie ne faisant aucune mention de l'invention du corps, il faut considérer l'invention comme postérieure. D'autre part, en 1326, date à laquelle Bernard Gui, deuxième hagiographe, relatait cette découverte, il en parlait comme d'un événement déjà ancien, échappant à la mémoire et connu par une tradition devenue imprécise. Pour s'écarter ainsi de 1326, cette invention a dû suivre d'assez près le commencement du XIII^e siècle. Maintenant, que l'invention du corps saint, attribuée par Bernard Gui à une révélation surnaturelle, ait eu pour conséquence la reconstruction de l'édifice sur de plus grandes proportions, afin de mieux honorer le Saint et d'accueillir les foules accourant auprès de son corps demeuré incorruptible ; ou bien que la reconstruction, nécessitée par la vétusté, ait été l'occasion précisément de cette invention des reliques, ce

(1) Note IV. *Sur saint Fulcran.*

sont là deux opinions qui peuvent être soutenues, et entre lesquelles nous ne saurions opter. Mais ici encore la pierre est restée le témoignage, dans cet âge lointain, d'un fait indéniable. A la clef de voûte du berceau de l'abside, on voit encore très distinctement sculptée une scène frappante : au milieu un arbre ; à droite un personnage, qui est un homme, debout ; à gauche une femme agenouillée ; l'homme touche de la main gauche le front de la femme. L'identification n'est pas douteuse. L'arbre représente le jardin de Joseph d'Arimathie, lieu de la Résurrection. Dans les deux personnages il faut voir le Sauveur et Madeleine, le premier étendant la main sur le front auquel le contact de sa chair glorifiée conservera miraculeusement un lambeau de peau, vulgairement appelé le *noli me tangere*. Le geste a été attribué à la main gauche de N.-S. J.-C. pour éviter toute méprise sur sa portée, celui de bénir étant réservé à la droite. L'allusion à l'incorruption du corps de saint Fulcran, attestée par les plus irréfragables témoignages, nous paraît claire. Mais, comme l'invention du corps de sainte Madeleine est du mois de décembre 1279 (1), on ne peut faire remonter plus haut la décoration de cette clef de voûte. Entre les deux dates il fallait donc que l'œuvre se poursuivît.

Et de fait les preuves en existent. En 1253, Guillem de Cazouls affecte à la «*reparatio ordinaria*» partie des dîmes de Salses et Saint-Privat (2). A ce témoignage, déjà connu, nous en joindrons un autre plus intéressant, puisqu'il concerne à la fois l'église Saint-Geniez et le prieuré de Grammont

(1) Faillon, *Monuments inédits sur l'apostolat de sainte Marie-Madeleine en Provence*, t. I, p. 874.

(2) Inventaire de Briçonnet, f° 57 C.— Plantavit, *Chronologia*, p. 182.

près Lodève (1). Bernard Gui nous montre son prédécesseur établissant à l'autel Saint-Michel de la Cathédrale une messe quotidienne, à célébrer par un religieux de l'Ordre à l'intention des Évêques et du Chapitre de Lodève. Nul doute

(1) « Ecclesia Sancti Mychaelis sita est in monte ubi est prioratus ordinis Grandimontis. Ordo autem Grandimontis exemptionis privilegio gaudere creditur. Dominus tamen Guillelmus de Casellis, episcopus Lodovensis, dedit ipsis fratribus ecclesiam Sancti Vincentii de Mazoniis cum omnibus pertinentiis, etc., salvis et retentis episcopo Lodovensi correctione, visitatione ac procuratione ratione visitationis et episcopali reverentia et synodo seu synodatico assueto. Et ipsius ecclesie prior seu rector tenetur dare hostias ad conficiendum corpus Christi omnibus rectoribus ecclesiarum Lodove. Prior autem tenetur presentare episcopo capellanum fratrem istius ordinis vel secularem, qui ab episcopo curam recipiat animarum, qui tenebitur venire ad synodos.

« Item unus capellanus frater dicti ordinis tenetur celebrare in allari sancti Mychaelis, archangeli, in capella juxta majorem ecclesiam singulis diebus ter in ebdomada pro vivis et ter pro defunctis pro animabus episcoporum Lodovensium et pro illis qui sunt vel erunt de Capitulo Lodovensi.

« Item conventus tenetur cantare post matutinas *Salve Regina* cum oratione dominica et cum oratione propria.

« Et debent esse continui XII fratres in conventu predictae domus. Prior autem dictae domus pro dicta ecclesia tenetur ad procuraciones episcopi ratione visitationis et solvere pro decima dictae ecclesie sex libras » (État des églises du Diocèse par Bernard Gui, dans l'Inventaire de Briçonnet, f° 43 v° F).

Ce texte n'est pas signalé dans la monographie sur *Le Prieuré de Saint-Michel de Grandmont*, par M. Alexandre Vitalis. Or il est si formel quant au rôle de Guillem de Cazouls dans l'établissement de l'Ordre au diocèse de Lodève, et par conséquent sur l'époque de cet établissement, que nous ne saurions considérer comme une preuve d'antériorité les actes précédant cet épiscopat cités par l'auteur du mémoire. Outre qu'on n'y trouve pas le texte de l'Inventaire de 1773, d'où ces mentions sont tirées, celles-ci dénotent des inexactitudes qui incriminent l'authenticité des chartes analysées dans cet Inventaire. Nous en citerons comme exemple l'acte reçu par Bringuier, notaire, en 1128, où l'on verrait « le marquis de Saint-Jean » confirmer une donation aux religieux (pp. 12, note 1, et 19). Une telle qualification à cette date ne saurait être juste en l'espèce et décèle une main postérieure. En fait de titres de propriété en ces époques lointaines, il faut se défier : si, en conscience, la possession justifiait le droit, on éprouvait quelquefois l'envie de le certifier par des documents dont il n'est pas toujours aussi aisé qu'ici de reconnaître la fausseté.

La fondation du prieuré Saint-Michel, faite dans les conditions rapportées par Bernard Gui, explique l'anomalie de ce vocable, toutes les maisons de l'Ordre étant placées sous celui de Notre-Dame. Ce n'est pas en 1335, comme le croit M. Vitalis, ni par la fondation de Bérenger de Vailhaquez, qui vise

que cette fondation n'ait été le corollaire de la construction de la chapelle Saint-Michel dans la nouvelle église, liée à celle du clocher qui la surmonte et qui porte les statues des quatre évêques honorés d'un culte et tous présumés, par la *Nomenclature* de Guillem de Cazouls (1), titulaires du siège (2). En 1262, un des griefs des citoyens contre Raymond Belin fut l'usurpation des fossés pour certaines constructions. Sans croire qu'il soit là question de la Cathédrale même, il doit s'agir de ses dépendances, qu'on voit arriver jusqu'à l'enceinte. En outre, l'Évêque cherche à se procurer des ressources par de nouveaux péages (3).

De l'ensemble des faits relevés, il se dégage donc cette conclusion que la reconstruction de la Cathédrale doit être, comme plan et gros œuvre, attribuée à l'évêque Pierre Raymond, qui siégea de 1207 à 1237 ; que plusieurs de ses successeurs l'ont poursuivie, et qu'elle était définitive en 1289, puisque l'église était livrée au culte.

Ce que comprenait alors l'édifice, il est possible de le déterminer exactement : le vaisseau à trois nefs, de chacune trois travées ; le chœur ; la chapelle y latérale du côté de l'évangile ; les chapelles Saint-Martin (aujourd'hui Saint-Roch) et Saint-Michel, en leurs dimensions actuelles ; celles de Notre-Dame et de Saint-Fulcran, moins leurs

une chapellenie et non une chapelle, qu'eut lieu l'imposition de ce nom, puisque Bernard Gui, mort en 1331, le mentionne déjà. Mais Guillem de Cazouls, spécialement dévot au glorieux Archange, ainsi que le montre la fondation d'une messe quotidienne à son autel en faveur des évêques de Lodève, a dû mettre cette condition à l'établissement des religieux. Du même coup se trouve expliqué le choix de sa sépulture à Grammont.

(1) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(2) Voir un peu plus loin et Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

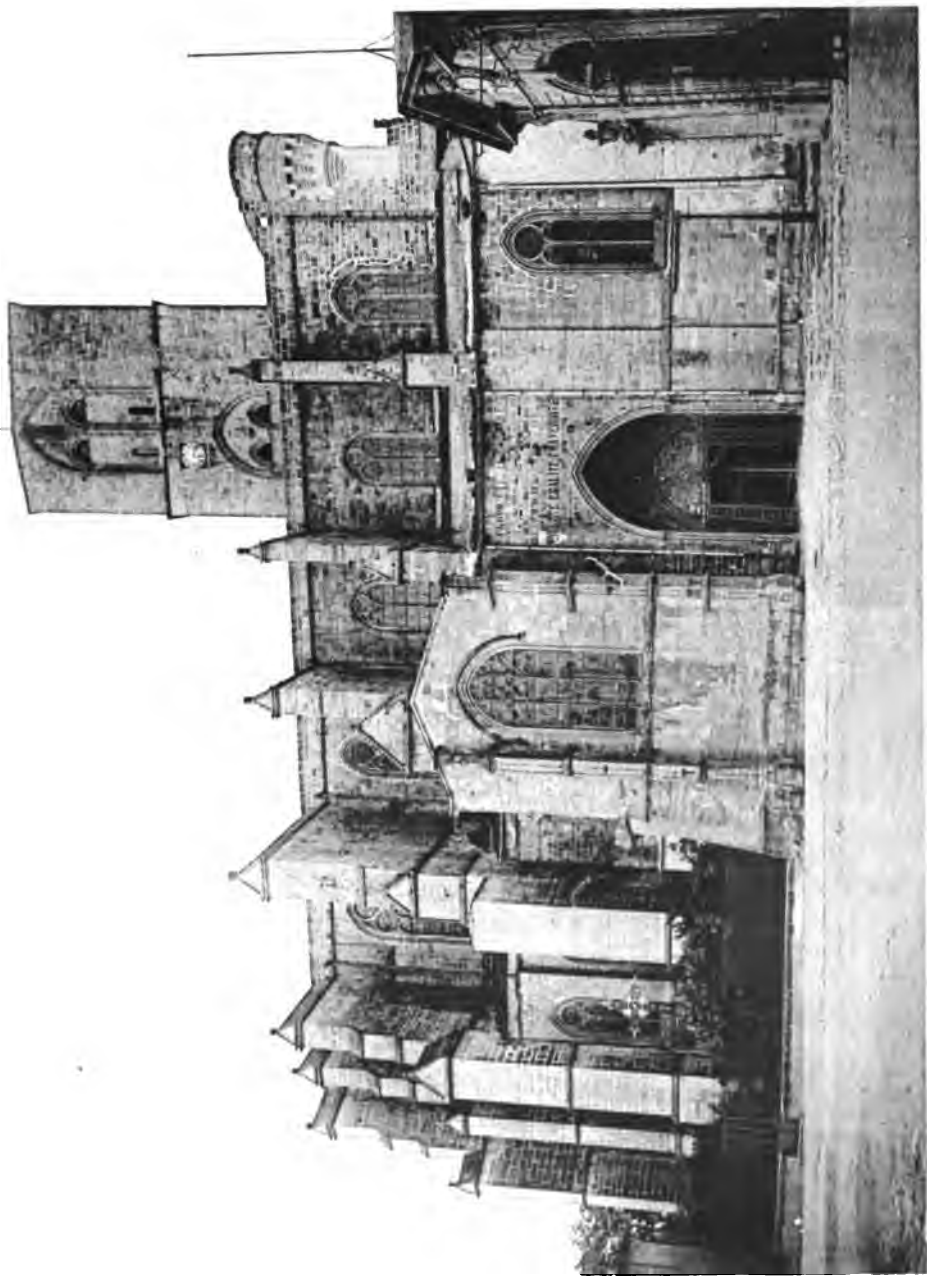
(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVIII, p. 51.

chœurs postérieurs ; le baptistère et le clocher, peut-être le porche, qui reproduit les sculptures de la chapelle Saint-Michel. Sans doute la proportion y est choquée, sans doute la symétrie n'est pas absolument complète ; mais il n'est pas douteux que l'unité règne et dans le plan général et dans l'ornementation, malgré les déviations commandées à l'encontre du premier par les exigences de l'usage, en dépit des mutilations subies par la seconde. On pourra s'en convaincre en suivant notre description.

Ce qui frappe d'abord, c'est la disproportion du chœur avec le vaisseau. Considérant le premier, l'œil ajoute involontairement deux travées au second, et l'esprit conclut vite que, si elles n'existent point, une cause indépendante de la volonté du constructeur a nui à la réalisation du plan primitif. Renouvier a donc supposé le manque de ressources, et l'auteur d'un mémoire manuscrit sur la Cathédrale (1) n'a pas craint d'assurer que le mur de ville, formant mur de fond, avait coupé court à tout développement de ce côté et obligé de faire une porte d'entrée latérale. Notre thèse est toute différente. Et d'abord les ressources ne manquaient point, l'Évêque de Lodève n'ayant jamais été plus puissant ni si riche qu'au XIII^e siècle. Quant au mur de ville, sur ce point, il n'en est pas question avant 1351 ; et, entre le fossé, mentionné il est vrai dès 1261 (2), et le mur de fond de la Cathédrale, il y avait encore, à part l'épaisseur du mur d'enceinte postérieur,

(1) Ce mémoire est de feu M. l'abbé Bène, ancien vicaire de Saint-Fulcran. Il est aujourd'hui à l'Évêché de Montpellier. Les théories y énoncées sont fort risquées et l'auteur n'apporte aucun fait nouveau. Il reproduit les errements de ses devanciers. Il nie pourtant que l'église actuelle soit bâtie par saint Fulcran.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVII, p. 49.



CATHÉDRALE SAINT-GENIEZ

Vue extérieure

un porche, dont nous dirons l'usage, et une partie du jardin de la maîtrise : deux travées à la rigueur pouvaient être logées dans cet espace. Mais très probablement on n'y songea à aucun moment, le vaisseau se trouvant de dimensions assez vastes pour la population.

A l'inverse, le chœur était destiné à contenir le trône de l'Évêque, les stalles des treize chanoines, les sièges des bénéficiers et chapelains (1) très nombreux, des enfants de chœur, enfin tout un personnel important. On lui donna un développement en conséquence. Pour chacune des deux parties essentielles de l'édifice, c'était logique, pratiquement ; à considérer les deux réunies, ce fut, esthétiquement, malheureux.

Encore la disproportion fut-elle soulignée par cette longue et étroite chapelle, qui vint flanquer le chœur du côté de l'évangile. Pourtant elle eut sa double raison d'être. Destinée à remplacer l'église paroissiale Saint-André, qui tombait de vétusté, elle devait être assez vaste ; et, la largeur étant limitée par celle de la nef latérale, on gagna sur la profondeur. Au surplus, elle était appelée à recevoir

(1) Lorsque Pierre de Cibone, archidiacre, fonda une chapellenie à la Cathédrale, il stipula « quod capellanus dicte capellanie teneatur deservire in divinis in choro cum aliis beneficiatis dicte ecclesie » (Copie de l'acte de fondation inséré dans le procès-verbal du 22 juin 1668, registre des Hebdomades du Chapitre, conservé dans l'étude Granier à Lodève). — Mais le greffier du Chapitre a commis une erreur évidente. Prenant le début d'un acte postérieur, vidimus ou collation, relatif à cette chapellenie et qui contient l'acte de fondation, il a gravement placé celle-ci sous l'épiscopat en 1368 d'un Pierre, qui devient ensuite un Michel. Il est aisé de voir qu'il s'agit de Michel Lebœuf et de Pierre de La Treilhe. En réalité Pierre de Cibone a vécu au temps d'Aimeric Hugues (1361-1370), dont il était le vicaire-général (Acte du 21 novembre 1366, sur parchemin formant couverture d'un registre de Pasquier, notaire à Lodève, étude Martin, et sa fondation doit bien être rapportée au 8 mai 1368).

son pendant dans une aile du cloître, que les plans du XVIII^e siècle montrent de dimensions identiques à cette chapelle.

Dans le dessein primitif, tel que nous l'avons rétabli, l'inégalité des chapelles latérales ne subsiste que pour le baptistère, réduit au profit de la tourelle contenant l'escalier du clocher, qu'il fallait nécessairement accoler à celui-ci. La voûte fut surbaissée à proportion, et ce ne fut pas une précaution inutile dans un pays montagneux et froid, quand tous les enfants de la ville devaient être apportés en ce lieu, le seul consacré à l'administration du sacrement (1).

D'une hauteur énorme (56^m,90 d'après le Bureau des Longitudes), la grande Tour servant de clocher comportait une épaisseur de murs qui a faussé l'axe de la chapelle contiguë : celle de Notre-Dame, mais donné lieu aussi à une tout exquise ornementation à l'entrée ainsi qu'à la fenêtre de la chapelle Saint-Michel, sur laquelle se dresse cette Tour. Cette ornementation : faisceau de colonnettes grêles, se répète au portail, qui fait pendant à la chapelle en question.

Ce portail avait sa raison d'être là, au débouché des voies venant de la Ville et de la Cité, et non au mur de fond, regardant la rase campagne. Pourtant ce mur de fond reçut une ouverture sur un porche, et ce porche porte encore deux baies symétriques, d'un style ogival très pur, comme l'église elle-même, donnant accès respectivement aux immeubles du Précenteur-Cabiscol et de la Maîtrise (2). Par là évidemment l'École du Chapitre se rendait avec

(1) C'est ainsi que, l'église paroissiale de Saint-Vincent de Maizons étant d'accès difficile en hiver, les fonts baptismaux en avaient été transférés dans son annexe de Sallèles (État des églises du Diocèse, par Bernard Gui).

(2) L'ouverture du côté de l'évangile, celle du Cabiscol, est encore marquée

PLANCHE IV



CATHÉDRALE SAINT-GENIEZ

Vue du clocher et du mur de fond

son chef à la Cathédrale, et l'on évitait pourtant une communication directe de celle-ci avec l'extérieur, surtout la furie des vents du nord et d'ouest. Une précaution identique fut prise pour le portail latéral, précédé d'un porche, qui fait chapelle (1), et que nous croyons aussi contemporain de l'église, en nous basant sur la pureté de l'arc ogival dessiné par la baie extérieure.

Ce qui détruisit la symétrie, ce fut l'agrandissement de la chapelle Saint-Fulcran, dû à l'évêque Jean de Corguilleray (1462-1489), dont on voit l'écusson sur la clef de voûte du chœur la plus rapprochée de l'autel (2), et au Cha-

sur l'Atlas du XVIII^e siècle. L'autre fut fermée en 1590, lors de la construction de la Citadelle: « Item, de bastir la porte vieilhe de S^t Fulcrand qui respond a la Citadelle » (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cciv, p. 295); aussi ne figure-t-elle plus sur le même plan.

(1) En 1413 encore, l'évêque Jean Lavernhe déplore l'état de la Cathédrale, ouverte aux vents et à la pluie, et lègue, pour y parer, une somme importante (voir p. 351, note 1). Comme il s'agit de « construction » et qu'ensuite on voit transporter « des pierres » à Saint-Geniez, il se pourrait que Jean Lavernhe ait visé un porche ou les deux, même le cloître protégeant la troisième entrée.

(2) Jean de Corguilleray paraît avoir aimé à bâtir. En quittant le siège de Lodève, il se fit donner l'abbaye de Saint-Guillem les Déserts et y laissa des traces analogues. Voici, en effet, ce que rapporte l'auteur du *Chronologia abbatum Sancti Guillelmi de Desertis*, manuscrit intéressant signalé par M. Louis Roche (*Une Chronologie inédite des abbés de Saint-Guilhem du Désert*, dans *Mélanges de littérature et d'histoire religieuses publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr. de Cabrières*). Il a bien voulu nous le communiquer avec une extrême obligeance.

On attribue à Raymond de Mostuéjols, nommé par provision trois ans avant la mort de Bernard de Valbonne en 1314, la construction de trois *cellæ* dans le cloître supérieur, destinées à trois prébendiers en résidence continue dans le monastère. Le chroniqueur ajoute avec raison: « Et tamen hæc arma non sunt Raimundi » (p. 224). Comme il a eu l'heureuse précaution de les dessiner d'après l'écusson sculpté sur la cheminée de la première *cella*, nous les avons reconnues, lorsque nous les montra M. Roche, pour celles de Corguilleray. Quant aux émaux, le bon moine a mis *d'or à trois fasces d'argent*, métal sur métal, ce qui est une hérésie en blason. Fisquet (*France pontificale*, p. 413) les décrit: *d'or à trois fasces ondées d'azur*. A la chapelle actuelle de Saint-Fulcran, on a cru devoir les peindre *d'azur à trois fasces ondées d'or*; nous ne savons sur quelle autorité.

pitre, dont les armes figurent de même à celle qui est le plus près de l'entrée ; l'écusson intermédiaire est mutilé. Ce chœur de chapelle est de style flamboyant et passablement disgracieux. Il nécessita un éperon, que devait jadis masquer le Palais épiscopal, et qui a causé une déviation de l'axe fort choquante aujourd'hui à l'extérieur. Cette chapelle était le siège de la dévotion à saint Fulcran, dont nous parlerons ailleurs (1).

L'agrandissement de la chapelle Notre-Dame n'est pas, croyons-nous, antérieur au XVII^e siècle. A la place de son chœur actuel, se trouvait encore en 1646 la chapelle Saint-Blaise, qu'à cette date même on isola de la salle capitulaire, sans la relier à la chapelle Notre-Dame ; elle eut au contraire son entrée indépendante dans le cloître, à propos duquel nous l'étudierons.

Enfin il n'est pas jusqu'à l'irrégularité, aujourd'hui visible et choquante, de la naissance de voûte commençant à la première travée du chœur, à quelque 1^m,25 après le pilier d'entrée, qui ne soit expliquée par l'existence au moyen âge d'un jubé en ce lieu. La largeur de la travée étant diminuée d'autant, on n'a donné à la fenêtre que deux divisions et un meneau, contrairement à celle de la seconde travée, qui est trilobée.

La tour ou clocher était soumise à des exigences analogues à celles de l'église. Son étage inférieur est constitué, avons-nous dit, par la chapelle Saint-Michel. Le deuxième, adossé à la nef principale, est sans ouverture de ce côté, comme de celui de la tourelle contenant l'escalier. Une étroite baie ogivale en meurtrière vers le cloître, au-dessus

(1) Note IV. *Sur saint Fulcran.*

de la chapelle Notre-Dame, une fenêtre simple sur la face extérieure, à plomb de la chapelle Saint-Michel, dénotent bien l'intention évidente d'en faire une prison, et de fait on y voit au XVII^e siècle un chanoine détenu pour indiscipline. Les deux étages supérieurs, semblables entre eux, devaient être réservés aux cloches. Leurs huit fenêtres seraient très régulières sans la tourelle-escalier, qui a réduit de moitié celles du côté ouest. Dans une large baie ogivale sont pratiquées deux longues ouïes, et le tympan plein est décoré, au troisième étage, d'une statue. Selon la tradition, ces quatre statues sont celles de saint Flour, de saint Amans, de saint Georges et de saint Fulcran. On pourrait objecter que saint Amans n'a pas été évêque de Lodève, mais, la *Nomenclature* par nous attribuée à Guillem de Cazouls lui donnant cette qualité, cette croyance a bien pu être ainsi rappelée au XIII^e siècle.

Une difficulté autrement sérieuse est l'interprétation en faveur de tous ces saints des attributs qu'on remarque, diversifiés, aux quatre statues, et dont voici l'indication :

Côté nord, façade latérale (planche III). — A la main droite, une palme renversée ou un objet tronqué par le haut, peut-être un étendard. A la main gauche, un glaive.

Côté ouest, mur de fond (planche IV). — A la main droite, une croix. La main gauche soutient un bouclier.

Côté sud, vers le Collège. — Personnage mitré et crossé ; la droite bénit.

Côté est, vers le cloître. — Personnage à tête coiffée ; la main droite bénit ; la gauche soutient un livre posé sur la poitrine.

Aussi nous gardons-nous de rien décider sur l'attribution.

De l'ornementation primitive de l'église, ce qui a échappé au marteau du protestantisme et à celui de la Révolution nous semble caractérisé par une élégance sobre et hardie. L'abside, avec sa couronne symbolique de neuf fenêtres à lancettes géminées, entre lesquelles de fines nervures, après s'être élancées comme pour la prière, se courbent pour l'adoration et viennent s'unir dans le motif central du *Noli me tangere* (1), l'abside est merveilleuse aux feux mourants du soir, en dépit des vitraux actuels, dépourvus de tout mérite artistique. La chapelle Saint-Michel est tout simplement exquise avec, à la fenêtre et à l'entrée, son éventail de légères colonnettes aux chapiteaux ornés de délicats motifs : têtes ou feuillages. Les retombées de voûte aux chapelles Saint-Fulcran et Notre-Dame (parties primitives) et à celle de Saint-Martin sont traitées avec un goût parfait. Signalons, à gauche dans la deuxième nommée, un saint Pierre, qui serait une anomalie parmi des têtes d'anges, s'il ne fallait y voir le rappel de l'évêque constructeur Pierre Raymond. La régularité des retombées plus simples dans la chapelle Saint-André est remarquable aussi. Que dire des roses du mur de fond ? même réparée au XVII^e siècle, la grande, du milieu, demeure encore un spécimen à conserver (2).

De tels vestiges peuvent faire regretter tout ce qui a disparu des clefs de voûte, des gros piliers, des fenêtres de la grande nef et des nefs secondaires, des écussons au mur de fond, parmi lesquels celui du Chapitre au côté de l'évangile a survécu, et de la décoration du portail.

(1) Planche V. *Cathédrale Saint-Geniez: vue intérieure du chœur.*

(2) Planche IV. *Cathédrale Saint-Geniez: vue du clocher et du mur de fond.*



CATHÉDRALE SAINT-GENIEZ

Vue intérieure du chœur

Partout, hélas, le XVII^e siècle a dû se contenter de fermer les brèches, sans restituer l'ornementation.

Au moyen âge, cette dernière était complétée par tous les arts. Nul doute que les fenêtres de l'abside, celles de l'église et des chapelles comme les roses ne fussent décorées de verrières, puisqu'on voit en 1425 l'évêque Michel Lebœuf, qui avait pour peintre attitré Guillaume Albaret (1), inviter les Sigilliers à y contribuer, et en 1431 la Ville voter des fonds à cet effet (2). Nous ne saurions avec certitude dire le nom de l'artiste alors employé ; mais, comme en 1441 un Christian Frédéric (3), verrier montpelliérain, travaille chez les FF. Mineurs de Lodève (4), il nous paraît assez plausible de le supposer auteur des verrières de la Cathédrale : les choses se passaient souvent ainsi dans les petites villes, et même dans les grandes. A cette époque aussi, Simon Rocapan, du diocèse de Chartres, était appelé à exécuter un tableau pour Soubès ; il se trouvait à Lodève (5), et certainement pour quelque ouvrage plus important. Encore un artiste de la Cathédrale, pensons-nous. Ceci se passait sous l'épiscopat de Pierre de La Treilhe, originaire du Limousin, et qu'on voit grouper autour de lui différents artistes, parmi lesquels son compatriote Jean le Limousin,

(1) Acte du 16 avril 1419 (Minutes de Peyt, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Michel Lebœuf réclamait « unam vitrariam » ou une somme de 40 livres ; sa demande fut agréée par délibération du Conseil de Ville du 23 juillet 1425. Mais la Ville semble ne s'être exécutée que plus tard, car, le 11 juillet 1431, l'évêque Pierre de La Treilhe assembla, dans son château de Montbrun, le Conseil afin de lui faire voter 50 moutons d'or « pro reparandis vitriabus ecclesie Sancti Genesii ».

(3) Notre document l'appelle Fodiri ; mais c'est évidemment le Christian Frédéric cité en 1444 par J. Renouvier et A. Ricard, *Des Maîtres de pierre et des autres artistes gothiques de Montpellier*, p. 74.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxiii, p. 185.

(5) *Ibid.*, Appendice, *Documents sur les arts*, 1, p. 469.

auquel il fit exécuter un beau missel de grand format, avec vingt-trois ou vingt-cinq scènes (1). Sous le cardinal Guillaume d'Estouteville, fut peint le chœur. Il confia l'œuvre à un Matthieu de la Tour (2), artiste de Montpellier, qui s'engagea, le 28 janvier 1461, à peindre sur bois du côté gauche tout l'Ancien Testament, du côté droit ce que, de ce jour à celui de Pâques, voudraient bien décider les chanoines. Le soubassement devait imiter une tenture damassée. Les panneaux seraient séparés par des claires-voies peintes de couleurs bien assorties. La voûte serait azurée et parsemée d'étoiles. Les panneaux commençaient à la porte d'entrée du chœur (3), celui-ci étant fermé au moyen d'une tribune ou jubé. Sans doute, il était étrange de l'isoler ainsi de l'église, de masquer aux fidèles la vue des cérémonies. Mais c'étaient les errements de partout, et on les reprendra à Lodève au XVII^e siècle, pour n'en revenir qu'au XVIII^e.

Aucun inventaire de l'orfèvrerie de la Cathédrale ne nous est parvenu. Il devait exister cependant un trésor intéressant, à cause du culte de saint Fulcran. Mentionnons seulement la châsse en argent exécutée selon les intentions de l'évêque Jean Lavernhe, laissant par testament du 7 mars 1413 une somme de 60 écus d'or à cet effet (4).

Comme le montrent ces derniers détails, l'œuvre de la Cathédrale s'était poursuivie longtemps et complétée lente-

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève, Appendice, Documents sur les arts*, 3, p. 472.

(2) Un « Marc de la Tour. peyntre » est cité en 1458 par J. Renouvier et A. Ricard, *Des maîtres de pierre*, etc., p. 75.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CXLVI, p. 206.

(4) *Mélanges de littérature et d'histoire religieuses publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr. de Cabrières*, t. III, p. 526.

ment. Le premier effort épuisé, il avait fallu du temps et des ressources : Jean Lavernhe fit un legs généreux (1). Son successeur Michel Lebœuf affecta bien celui-ci à des verrières, mais il paraît aussi avoir construit, puisqu'il est question de pierres portées à Saint-Geniez (2). Le 15 janvier 1444, le Chapitre obtint du Pape 2.000 florins pour la réparation (3). Nous pensons qu'il s'agit surtout du cloître servant à précéder, à protéger l'église, et dont l'architecture serait bien, en effet, du commencement du XV^e siècle, à juger par l'aile qui, seule actuellement, en subsiste dans son entier. Mais il faut se garder, en ces matières, de conclure du particulier au général, car pour nous le cloître fut exécuté par à-coups.

Il est impossible d'apprécier aujourd'hui, autrement que par ses dimensions, la salle capitulaire, devenue la chapelle Saint-Louis de Gonzague ou des Catéchismes ; pourtant la fenêtre qui, aveuglée, donne dans le cloître, décèlerait bien les premiers temps de la construction. La salle communiquait avec la chapelle dite de Saint-Blaise (4), où

(1) « Rursus, videntes ad oculum ecclesiam nostram predictam in edificio suo non esse completam, imo ventis et pluviis, quod nobis supreme displicet, apertam et indecenter patefactam, pro constructione ipsius et in succursum constructionis ejusdem, modo et forma quibus supra donamus de bonis nostris fabricæ dicte ecclesie, scilicet mille libras turonenses...; quasquidem mille libras turonenses volumus, ordinamus et ex nunc disponimus atque precipimus poni et converti in constructione et edificio dicte ecclesie et non in alios usus ex quacumque necessitate emergenti » (*Ibid.*).

(2) Le 7 février 1423 (n. st. 1421), le Conseil de Ville traitait avec Pierre Orsaud pour le transport des pierres destinées au pont de Lergue depuis la carrière située sur les bords de Soulandres, aux mêmes conditions établies auparavant par Orsaud pour les pierres de l'église Saint-Geniez, c'est-à-dire à 50 livres par millier. C'est donc que la provenance était la même.

(3) P. H. Denifle, *La désolation des églises*, etc., t. I, n° 542, p. 210.

(4) Le 13 avril 1616, le Chapitre, considérant que Pierre de Fleury, receveur des tailles et décimes au Diocèse, lui avait, par testament du 28 janvier

Guillem de Vailhauquez fonda une chapellenie (1) et qui, à la longue, a dû donner son nom à l'œuvre des Obits ou de l'Aumône du Chapitre (2). Ces détails font supposer que cette aile du cloître aura été la première construite. Les voûtes semblent accuser la fin du XIV^e ou le commencement du XV^e siècle. L'aile adossée au chœur fut-elle de même style que la chapelle genre flamboyant dite aujourd'hui de Notre-Dame des Sept-Douleurs, qu'au XVII^e siècle on appelait de Sainte-Madeleine (3), à la fin du XVI^e de l'*Ecce Homo* (4) et qu'enfin un document contemporain, suivi par nous de préférence, nomme du Crucifix (5) ? Nous ne saurions le dire, car le cloître a été réparé au XVII^e siècle (6). A un autre angle, il est question de la chapelle Saint-Étienne (7) ; et, bien que ce soit postérieurement, nous pensons que la chapelle est ancienne, avec sa voûte XIV^e siècle commençant.

1637, légué 600 livres pour un obit, sous condition d'obtenir un emplacement dans le cloître pour chapelle à fonder ; que, d'autre part, la chapelle ne pourra être faite commodément dans le cloître, délibéra « que le lieu où estoit la chappelle dite S^t Blaize, joignant led. cloître et l'ancien Chapitre qui est ruiné, est accordé pour y bâtir lad. chapelle » (registre des Hebdomades conservé dans l'étude Granier à Lodève). — Le 17 avril, un fils du fondateur passait prix-fait à Michel Lagarde, maçon, pour bâtir « une muraille qui fera separation de la chapelle dicte de Scainct Blaize avec l'ansien chappitre, quy est dans le cloistre de l'esglize cathedrale dud. Lodeve » (Minutes de Guillaume Brun, notaire à Lodève, étude Granier).

(1) Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f^o 335.

(2) Voir p. 241.

(3) Visite pastorale du 27 octobre 1659 de l'évêque Roger de Harlay, aux Archives de l'Hérault.

(4) Testament du 31 janvier 1593 (Minutes de René Delayillette, notaire à Lodève, étude Granier).

(5) Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f^o 70 v^o.

(6) Dans sa visite du 27 octobre 1659, l'évêque Roger de Harlay déclare qu'il n'est plus couvert que d'un côté.

(7) *Ibid.*

Le cloître était affecté à des sépultures, celles des chanoines, des bénéficiers (1) et même des familles aisées (2). En 1466, un Jean Teisserenc, notaire, ordonnait qu'on l'y ensevelît au tombeau de ses pères sous l'image de la Passion et celle de l'Annonciation (3). Il s'agit évidemment de bas-reliefs, dont deux vestiges subsistent encore aux deux côtés de l'angle attenant à l'église (4). A celui qui fait vis-à-vis à la chapelle du Crucifix, il semble qu'on distingue un personnage élevé dans les airs ; c'est précisément la direction indiquée et qui est celle des fidèles : face à l'autel. Mais de l'inscription mise au-dessous il ne subsiste que le commencement de la date MCCCCX...

Le cloître reliait l'église, la sacristie, fort belle et bien conservée, et la salle capitulaire à la maison du Chapitre, destinée à recevoir les récoltes (5). Aussi l'entrée de cette dernière était-elle à la rue du Terron, vis-à-vis la porte de

(1) Acte du 24 août 1499 (Minutes de Bernard Gay junior, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Dans l'église nous n'avons, au moyen âge, trouvé mention que de la famille Forès à la chapelle Saint-Martin (Acte du 11 novembre 1511, minutes de Bot, notaire à Lodève, étude Granier). On y voit encore son écusson.

(3) « Eligens corpori sive cadaveri meo, cum anima mea ab eodem fuerit egressa et separata, sepulturam in claustris beatissimi ac gloriosissimi martiris Genesii sedis Lodove, in tumulo quod est dictorum dominorum parentum meorum, et est in dictis claustris et ab una ipsius parte et in loco in quo est lapis in pariete, et est sculpta scilicet passio domini nostri Jesu Christi et annunciatio beate Marie cum quatuor imaginibus de subtus dictum lapidem, circa duos palmos per longum et per transversum dictorum claustrorum respiciendo orientum corpus meum inhumetur » (Testament du 5 août 1466 aux minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) Celui qui est appliqué à la muraille du chœur peut y avoir été encastéré postérieurement.

(5) « Une maison pour recueillir les rentes des dismes dud. Chapitre, ou il y a deux caves et ung grenier, sale, chambres, patus et puids, confronte de terral la chapelle S^t Blaize et rue du Therond, narbonnés lad. rue, marin le simentiere, d'aquilon l'esplize S^t Genieys, contiennat les couvertz cent et huit canes et le patu vingt huit canes » (Biens nobles en 1633).

l'Aire ou des Chanoines. La maison renfermait aussi à l'étage supérieur une salle capitulaire d'hiver (1).

A l'église, telle que nous l'avons décrite, peu de modifications furent apportées. Les circonstances les commandèrent encore. Car ce fut très certainement pour répondre aux exigences du culte de saint Fulcran, si extraordinairement consacré, que Jean de Corguilleray fit agrandir sa chapelle (2), dans laquelle une dévotion personnelle le portait aussi à élever sa sépulture. Plantavit rapporte qu'avant la destruction par les protestants en 1573, on y voyait le tombeau en marbre de cet évêque avec sa statue de même matière (3). Il ne faut pas non plus s'étonner que la dévotion ait peu à peu changé le titulaire primitif de la Cathédrale de Lodève, étranger au pays, pour un Saint né dans le Lodevois, dont les vertus y étaient restées présentes, dont le corps entretenait la vénération. C'est dans un acte du 31 juillet 1410 que, pour la première fois, on trouve saint Fulcran associé à saint Geniez comme patron de l'église (4). Mais il n'est nommé tout seul qu'après les guerres de Religion (5).

(1) « In domo superiori Capituli....in capitulo superiori » (délib. du Chapitre du 24 décembre 1462, accordant à Bernard Ricard, chanoine, licence de fonder une fête solennelle en l'honneur de saint Bernard, minutes d'Etienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Voir p. 345.

(3) *Chronologia*, p. 347. — Ce tombeau de Corguilleray devait se trouver dans le réduit ménagé dans l'épaisseur du mur du chœur, du côté de l'épître.

(4) « Venerabilis vir dominus Egidius Goyre, prior preffate ecclesie de Pegayrolis, nuper in suo ultimo testamento legavit et legaverat ad servitium divinum ac in usum ac utilitatem preffatorum dominorum episcopi et canonicorum et beneficiatorum hujusdem ecclesie, necnon in honorem Dei gloriosissimeque Virginis Marie ac beatorum Genesii, martiris, et Fulcranni, confessoris, prelibate ecclesie patronum, quemdam librum vocatum *Decreet* » (Minutes de Guillaume Maurin, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(5) Prix-fait pour la construction de la Citadelle du 20 mai 1590 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cciv, p. 295). — Acte du 11 juin 1592, minutes de Delavillette, notaire à Lodève, étude Granier.

Le dénombrement des biens nobles en 1633, qui décompose ainsi la Cathédrale et le cimetière Saint-Geniez contigus :

Parties bâties	284 cannes,
Parties non bâties. . . .	431 cannes et demie,
Cimetière	264 cannes,

leur donne pour confronts de tous côtés, avec l'abbaye Saint-Sauveur, les maisons canonicales. Le groupement de celles-ci est, en effet, curieux à étudier.

Mais il est juste de parler d'abord du Palais épiscopal.

Nommée dans les actes les plus anciens (1), la Salle-l'Evêque fut toujours située près de la Cathédrale, puisqu'on voit Guillem de Cazouls (1241-1259) se contenter d'y faire des réparations. Son emplacement est établi par plusieurs textes (2) et par l'Atlas de plans du XVIII^e siècle, qui marque

(1) Accord pour la garde de la Salle-l'Evêque en 1162 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xxi, p. 24). — Diplôme de Louis le Jeune en 1162 pour la protection des maisons de l'Evêque défunt (*Ibid.*, doc. xxii, p. 25). — Vente à l'Evêque du droit d'albergue à la Salle par le comte de Rodez en 1188 (*Ibid.*, doc. xxvii, p. 28). — Diplôme de Philippe-Auguste en 1188 répétant celui de Louis VII (*Ibid.*, doc. xxix, p. 30). — Analyse de bulle d'Innocent III en 1202 excommuniant les citoyens de Lodève qui ont pillé la Salle (*Ibid.*, doc. xxxiv, p. 33). — Diplôme de Philippe-Auguste, en 1210, répétant les premiers (*Ibid.*, doc. xxxviii, p. 34).

(2) Prestation de serment des capitaines de la ville à Bernard Ricard, vicaire-général de l'évêque Pierre de La Treille « in plano Sancti Genesii ante fores Aule episcopalis Lodove » (Livre des Notaires, 18 novembre 1432). — Présentation des capitaines de la ville à l'évêque Pierre de La Treille « in Aula episcopali et in camera propinquiiori Abbatie Sancti Salvatoris Lodove » (*Ibid.*, 21 juillet 1437). — Dans sa visite pastorale du 27 octobre 1659, Roger de Harlay prescrivit de fermer la porte de la chapelle de la Paroisse « regardant le le vieil évêché » (Arch. dép. de l'Hérault). — Ces confronts, établis dès le moyen âge, sont confirmés par ceux du dénombrement des biens nobles en 1633 : « la maison episcopalle y ayant deux voutes et une vizette ruynée, et autres bastimants descouvertz joignant l'esglize cathedrale Sainet Gineys, confronte de terral et d'aquilon avec rues publiques, marin l'abbaye Sainet Sauveur, narbonnés lad. esglize cathedrale, contient tout 277 canes ».

encore, contre l'abbaye Saint-Sauveur, «une cave», appartenant à l'Évêque. Il est assez plausible de supposer que saint Fulcran avait placé là ce monastère, afin d'y communiquer facilement. L'entrée du Palais épiscopal était sur la place devant le porche de la Cathédrale, place dite de Saint-Geniez (1). Il renfermait une chapelle, où Guillem de Cazouls éleva un autel à la Sainte-Vierge (2) ; une salle à manger (3) ; une galerie (4) ; une salle dite de retraite, vrai refuge de travail, dans le fond, contre l'abbaye Saint-Sauveur (5). Leurs voûtes solides avaient résisté au marteau des démolisseurs de 1573 ; au contraire, l'escalier conduisant aux chambres fut ruiné par eux (6). La chambre de l'Évêque avait été réparée par Guillem de Cazouls (7). Cette demeure épiscopale était étroite ; aussi fallut-il mettre les écuries en face (8). Elle n'était pas gaie non plus ; c'est pourquoi les

(1) Voir page 355, note 2.

(2) « Hic reparavit cameram episcopalem et edificavit altare in honore Beate Virginis in capella ipsius domus, et assignavit ibi decem libras cere et illam partem decime quam percipiebat in ecclesia Sancti Felicis ad opus unius sacerdotis qui in antea perpetuo celebraret » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui). — Mais en 1463, l'évêque unit la chapelle de l'Évêché au Chapitre (Répertoire de Briçonnet, f° 19 G). C'est alors qu'on dut ouvrir la porte de communication du Palais épiscopal avec la Cathédrale par le fond de la chapelle Saint-André (Visite pastorale du 27 octobre 1659 par l'évêque Roger de Harlay, aux Archives de l'Hérault).

(3) « Tinellum Aule episcopalis » (Acte du 17 juin 1438, minutes de Desfont, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) « Ambulatorium Aule episcopalis » (Acte du 4 mars 1482 (n. st.), minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(5) « Acta et recitata fuerunt hec in Lodova et in Aula episcopali Lodovensi, in camera retractus ejusdem » (Acte du 7 avril 1440, *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxxxii, p. 177). — Voir page 355, note 2.

(6) Biens nobles en 1633.

(7) Voir note 2.

(8) « Un grand patu ou souloit estre antiennement l'escuerye pres lad. esglize Sainct Genieys, confronte de terral la muralhe de la ville, narbonnés le sieur Cabiscol, marin la rue, d'aquilon le sieur Archiprestre, contient 282 canes » (Biens nobles en 1633).

évêques habitèrent souvent au moyen âge soit le château-fort de Montbrun, soit la maison qu'ils s'étaient construite à Saint-André de Sangonis. Mais la dynastie des Briçonnet, qui sans doute préférait la ville, s'établit dans la canourgue de l'Archidiaconat.

Tout près du Palais épiscopal, en ayant fait partie d'abord, semble-t-il (1), plus tard séparé de lui seulement par la grand'rue Saint-Fulcran, se trouvait l'Auditoire de la Cour avec les prisons. L'immeuble, qui appartient aujourd'hui à M. Bérard de Fozières et anciennement à M. Arnaud, a été considérablement diminué et complètement remanié. Jadis il se composait de deux corps de logis : l'Auditoire de la Cour et les prisons (2). L'Auditoire, au rez-de-chaussée, avait trois fenêtres ; à côté était une autre pièce, servant d'écurie ; au-dessus, deux salles, où sans doute se tenaient les sergents (3). La prison avait été construite par Bernard Gui (4). C'était une tour, qui existe encore sur le derrière de l'immeuble et qui donnait sur un préau étroit. Au rez-de-chaussée, elle n'avait qu'une fenêtre. Au-dessus s'élevaient deux étages. On appelait communément cette tour, au XVII^e siècle, la tour des Capelans (5), c'est-à-dire des Prêtres, peut-être parce qu'un étage leur était spécialement

(1) C'est ce qui paraît résulter de ce passage du continuateur du Catalogus : « Hic fecit fieri... carceres in domo episcopali ».

(2) « Une maison en laquelle s'administre a present la justice par les officiers ordinaires dud. seigneur Evêque et ou sont aussy les prisons » (Biens nobles en 1633).

(3) Devis de réparation du 9 novembre 1684 (Reg. de l'Évêché de Lodève, conservé dans l'étude Martin à Lodève).

(4) Voir note 1.

(5) « Ung patu ou estoit construite la maison canonique dicte de Sinagogue confronte... de marin la tour desd. prisons dite dels capelans » (Biens nobles en 1633).

réservé. Mais cette prison paraît surtout avoir servi pour la Malepague, reconnue à Bernard Gui (1), et les documents ne nous ont transmis sur elle nul souvenir tragique.

Nous sommes persuadé qu'à l'origine le Chapitre de Lodève était régulier, par conséquent que ses membres vivaient dans une maison commune, mangeaient à la même table. Saint Fulcran, dotant son église cathédrale, parle de « la Canourgue », de la mense qu'elle possède et qu'il accrut (2). En 1236, l'évêque Pierre Raymond et ses chanoines, acceptant la fondation d'un certain Pierre Penchura, promettent au chapelain à instituer « victum in claustro », et s'engagent « in dicto claustro et in dicta communia semper unum capellanum tenere » (3). Mais, dès la seconde moitié du XIII^e siècle, c'est-à-dire lors de la reconstruction de la Cathédrale, les chanoines sont sécularisés, habitant chacun sa demeure (4).

Ces demeures des chanoines, au nombre de treize, se distinguaient par des noms tirés soit des chapellenies que chacun était appelé à conférer, soit de leur position, soit de quelque particularité. C'est ainsi qu'on trouve dans les documents (5) mention des dénominations suivantes : Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Julien, Saint-Michel ; de la Pistoria (6) c'est-à-dire de la Paneterie, de la Syna-

(1) Voir p. 146.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. VII, p. 4.

(3) Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f^o 313 v^o. Cf. reg. 2, f^o 122.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVII, p. 49.

(5) D'une manière générale, nous citons : *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LVII, p. 49, de 1261 à 1273 ; Arch. dép. de l'Hérault, série G, fonds du Chapitre de Lodève, reg. 1, f^o 335, en 1410 ; Registre des biens nobles en 1633 aux Archives de Lodève.

(6) Le Registre des biens nobles porte : « de Pistoris », ce qui évoquerait un nom patronymique ; mais l'acte de 1410, exactement copié, donne « de Pis-

gogue, du Portail (1), du Terron, du Caire del Canto ou du Carrefour du Coin, substituée à celle du Fumeras (creux à fumier) ou du Cimetière (2) ; de Pojolis ou Poujols ; du Fanabregol (3) ou Micocoulier, du Pin (4). Voici déjà douze dénominations différentes, formant une liste presque complète. Mais, si les neuf canourgues des personats sont bien déterminées comme nom et situation, celles des dignités ayant pris leur titre, nous ne saurions faire, excepté pour une, l'identification exacte. Bernard Gui, en créant l'Archiprêtré, non comme dignité ou personat, mais comme office, assigna cependant à son titulaire une canourgue fixe, celle du Fanabregol (5). Pour les deux autres : du Pin et de Saint-Michel, on ne saurait se prononcer entre l'Archidiacon, le Sacriste et le Précenteur, d'autant qu'il manque encore une dénomination. La position respective des canourgues est fournie par les confronts (6). Lorsque en 1565 furent affectés au maître des écoles de la Ville les fruits d'une prébende, dite depuis préceptoriale (7), un des immeubles dut rester vacant, ce qui expliquerait que la canourgue Saint-Julien, au XVII^e siècle, en possédait deux (8).

toria », c'est-à-dire soit le lieu où l'on pétrit le pain, soit la dignité ecclésiastique équivalant à panetier.

(1) « De Portalis » : porte le Registre des biens nobles en 1633, donnant occasion derechef de croire à un nom de famille. Mais l'acte de 1410 met correctement « de Portali » ; et, de fait, les confronts de cette canourgue sont deux rues et l'Archidiaconat. C'est donc sur elle que s'appuyait la porte de la Cité.

(2) C'est là ce qui explique la position de cette canourgue hors de la Cité.

(3) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(4) « Hec acta fuerunt Lodove in canonia de Pinu » (Sentence de Bernard Gui, viguier de l'Évêque du 8 mai 1329 aux Archives de Lodève).

(5) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources.*

(6) Voir p. 358, note 5.

(7) Voir p. 203.

(8) Un dans l'île de l'Archidiaconat (Reg. des biens nobles en 1633), auquel

Toutes jouissaient d'une conduite d'eau, venant de la source possédée par le Chapitre et qui se divisait près de l'église Saint-Geniez (1). Le devis de la réparation de l'une des canourgues, en 1454, permet de se figurer ce que contenaient ces immeubles, pratiquement organisés pour un ménage ecclésiastique : un jardin avec bassin pour laver (*lou pesquier*, en idiome local) ; une petite maison avec, au rez-de-chaussée, une cuisine, un corridor, des latrines ; au premier étage, un corridor desservant deux chambres et une cuisine, d'hiver sans doute ; enfin, ménagés dans l'immeuble, l'étable et le grenier à foin (2).

Les possessions capitulaires étaient complétées par la maison de l'Aumône, transférée, nous ne saurions préciser à quelle date (3), de la Bossanella à la rue du Terron, et ruinée aux guerres de religion, enfin par l'église Saint-André.

Sur la topographie de cette dernière, pas de détails certains, si ce n'est quant à l'emplacement de son enclos à l'angle nord-ouest de la Cité. En 1616 il n'y avait là « aucune forme de bâtiment » (4). Cette destruction néanmoins n'est pas imputable aux protestants : elle était l'effet du temps et la conséquence de l'abandon de l'église dès

nous maintenons la dénomination de Saint-Julien, d'après l'identité des confronts dès 1410 ; et un autre au quartier du Terron, que nous marquons d'après les confronts de 1633 et l'Atlas de plans du XVIII^e siècle, sans l'affecter d'un nom spécial.

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CCVIII, p. 298.

(2) Devis du 6 septembre 1454 (Minutes d'Etienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Ce serait après 1570, s'il n'y a pas erreur à l'Inventaire des titres du Chapitre en 1780, mais nous avons des doutes à cet égard ; toujours avant 1573, puisque le dénombrement des biens nobles en 1633 la mentionne comme ruinée. — Sur son premier emplacement voir p. 319.

(4) Livre archival des Récollets de Lodève, à l'historique de l'établissement.

le XIII^e siècle (1). Nous savons seulement de Saint-André que son enclos comprenait l'église, un cimetière et une maison presbytérale (2). Celle-ci fut affectée par Jacques de Concoz au logement du sous-sacriste, qu'il institua précisément pour remplir le rôle de desservant dans la paroisse des Saints-André et Geniez (3). Le cimetière confrontait les canourgues Saint-Jean et de Poujols à travers rue, ce qui en détermine la situation. Or il était contigu à l'église. Il est d'autant plus naturel de penser que la porte de celle-ci ouvrait sur la place de la Bossanella qu'on voit cette dernière jouer dans la vie politique de Lodève le rôle qu'en nos villages remplit la place devant l'église.

Le nom actuel est Broussonnelle, mais tous les actes anciens disent Bossanella. Même le compoix de 1401 porte « en Bossanella », ce qui limite l'étymologie soit à une famille aisée, féodale ou bourgeoise, dont le nom est précédé de la particule *en*, abrégative de *sen*, *senhor* (4), soit à un lieu public, un établissement tel que serait un marché quelconque (5). Or aucune famille lodevoise du nom de Bossanella n'est mentionnée dans les documents assez nom-

(1) Voir p. 209.

(2) « Un patu ou estoit antiennement l'esglize Saint-André, parrochiale de Lodeve, confronte de terral et narbonnés la murailhe de la ville, d'aquilon autre patu de la chanoinie S^t Jean, contient 338 canes » (Biens nobles en 1633). — La maison est dite « caminata Sancti Andree » dans des reconnaissances au Chapitre en 1507; et soit le compoix de 1540 (p. 241), soit en 1616 les Récollets emploient le terme de cloître, qui explique le premier (Cf. acte du 27 janvier 1481, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Voir p. 209.

(4) « En Guillem de Lodeva » (A. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, liste des Consuls). Il n'y avait guère de ces familles à Lodève, mais à Montpellier on en trouve un grand nombre: En Roca, en Bocador, en Civata, en Roart, en Barrat, en Gondau, etc.

(5) C'est ainsi qu'à Lodève même, comme ailleurs, on disait: « en taulas, en cambis ».

breux que nous possédons sur le XIII^e et le XIV^e siècle. Postérieurement, il est vrai, et quand la forme primitive se fut altérée en celle de Broussonnelle, une famille porta un nom à peu près analogue : Broussonnet ; mais son apparition tardive et ses origines modestes (1) dénotent avec évidence qu'elle le prit de la place même. C'est pourquoi nous n'hésitons point à rapporter à la proximité de l'hôtel monétaire des Évêques de Lodève l'origine du nom de Bossanella. Ducange ne donne pas d'autre sens que « billonnage » à ce mot, et l'appellation est confirmée par le détail même qu'a remarqué M. Emile Bonnet sur la restriction effective des espèces lodevoises au billon (2). Il se pourrait encore que les changes aient été d'abord sur cette place, car, d'après Ducange, on donnait également le nom de *bosselagium* au droit perçu sur les boutiques de ce genre. L'étymologie en tous cas n'est point douteuse.

A l'instar de certaines places de villages anciens, auxquelles les exigences de la vie moderne n'ont pas encore enlevé ce cachet (3), la place de la Bossanella était ombragée d'arbres : on fait mention d'un ormeau arraché en 1427 (4),

(1) Une des premières mentions est de 1589, où l'on voit Étienne Broussonnet, chapelier de Lodève, conclure divers contrats, entre autres un du 30 juillet, par lequel il reconnaît devoir à la confrérie de Saint-Jacques ou des chapeliers 5 écus sol. et 45 sols tournois valant 17 l. 5 s. t. (Minutes de Delavillette, notaire à Lodève, étude Granier). — En 1684, testait Isabeau Réveillon, femme de Pierre Broussonnet, boulanger (Inventaire des titres du Chapitre Saint-Fulcran de Lodève en 1780, p. 53). — Cette famille a plus tard émigré à Montpellier et fourni à son Ecole de médecine le célèbre professeur Broussonnet.

(2) Voir pp. 136, note 1, et 140.

(3) Nous en citerons comme exemple celle de Saint-Guillem les Déserts, canton d'Aniane.

(4) Donation à la Ville par Pierre Vinas, sous-sacriste et desservant de la paroisse des Saints-André et Geniez, à l'effet de réparer les portes de l'enceinte, d'un ormeau arraché sur la place de la Bossanella (Livre des Notaires de la Ville, 11 juin 1427).

et d'un micocoulier, *fanabregol* en idiome vulgaire, au pied duquel était dressé un siège de pierre, d'où, le jour des Rameaux après la procession, l'Evêque ou son représentant recevait le serment des Sigilliers et des officiers de la Ville (1). Nous n'avons pu déterminer l'emplacement de l'arbre et du siège, célèbres dans la vie politique de Lodève, car la canourgue du Fanabregol, de Bernard Gui, n'y répond point. Il s'agit de celle qu'il unit à l'Archiprêtre (2) et que nous avons vue située ailleurs (3). Mais ces détails réunis montrent le quartier canonical sous un aspect particulier de calme, d'agrément et de fraîcheur.

L'abbaye Saint-Sauveur, elle aussi comprise dans la Cité, ne pouvait qu'ajouter à l'impression. Sur la disposition intérieure des bâtiments, nous ne possédons pas de précisions, car l'Atlas de plans du XVIII^e siècle est fait pour le Chapitre et se contente de donner l'enclos du Séminaire, qui, à cette époque, occupait l'ancien monastère. Il nous faut donc seulement énumérer l'église, dédiée au Saint-Sauveur, avec ses deux autels secondaires de l'Ascension et de la Sainte-Croix (4), auxquels s'ajouta celui de Saint-Benoît (5) ; le cloître, le cimetière et le verger ; l'ancienne infirmerie, partagée au XV^e siècle entre le camérier et le sacriste ; enfin les maisons des autres dignités ou des religieux, construites sur les communs, lorsque les bâtiments primitifs tombèrent en ruines (6).

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxvii, Sigilliers, deuxième mode, p. 146. — Voir aussi t. II, p. 279.

(2) Note V. *Sur les ouvrages lodevois de Bernard Gui et leurs sources*.

(3) Voir *Plan de Lodève et ses faubourgs au moyen âge*.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xi, p. 11.

(5) Voir p. 218.

(6) Voir p. 221. — Biens nobles en 1633.

On appelait carrefour de l'Abbaye (1) celui qui était formé par la rencontre de la grande voie, de la Ville à la Cathédrale, et de celle qui conduisait de la place de la Bossanella à la porte de la Bouquerie. Le four du Chapitre, dit de la Bossanella, se trouvait à l'angle de la place, comme le montre l'Atlas de plans.

LA VILLE

Nous avons eu occasion de parler du Bourg Neuf entre la Cité et la Ville ; il n'offrait rien de remarquable, si ce n'est l'Hôtel de Ville, maison léguée en 1345 à l'Aumône du Saint-Esprit, et que la Ville finit par s'approprier (2). Sa situation est facile à déterminer, car, en dépit de plusieurs projets de changement, que nous retrouverons dans la seconde partie de cet ouvrage, il fut toujours maintenu au même lieu. Or les plans du XVIII^e siècle le fixent à l'Hôtel actuel du Commerce dans la rue alors dénommée de Notre-Dame ; mais sa reconstruction au XVII^e siècle ne permet point d'en décrire l'état auparavant.

Au contraire, l'église Notre-Dame de la Chapelle, affectée depuis le XVII^e siècle à la Confrérie des Pénitents-Bleus, a conservé ses murs extérieurs avec leurs contreforts. Seules les voûtes ont été refaites après la destruction par les protestants (3). L'église est de style roman, à une seule nef. Dès 1270 elle est mentionnée (4).

De l'autre côté de la rue principale dite grande rue Saint-

(1) « I ostal jolz lo quayre de l'Abadia, confronta am l'ort de l'Abadia » (Compoix de 1408, f^o 96).

(2) Voir pp. 170 et suivantes.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ccx, p. 304.

(4) *Ibid.*, doc. lxi, p. 67.

Geniez, il faut signaler la maison de la Milice du Temple, citée dès l'année 1252 (1) et passée ensuite aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Elle dépendait de la préceptorie de Canet, et en 1466 tombait de vétusté (2). Cette maison donna son nom à la rue de la Cavalerie, dont l'appellation doit être prise dans le sens de Chevalerie, rue des Chevaliers.

Quant aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, leur maison propre à Lodève était dans la rue de Lergue et dépendait de la commanderie de Saint-Félix de Sorgues (3).

De même l'Hôpital du Saint-Esprit possédait à Lodève une maison qui, située dans une des rues aboutissant à la Place, lui donna son nom (4). Il est très plausible de croire qu'elle dépendait de l'Hôpital de Malavieille ou de celui d'Ausseran au Larzac, établissements de cet ordre célèbre, créé à Montpellier par Gui à la fin du XII^e siècle (5).

Ces diverses succursales étaient destinées à centraliser la perception des revenus ou aumônes.

Nous ne voudrions pas affirmer que, dès l'origine, l'Ecole de grammaire de la Ville ait été située au lieu où on la trouve au début des guerres de religion. En tout cas, le local n'appartenait pas primitivement à la Communauté,

(1) Vidimus du 6 octobre 1347 de douze contrats concernant l'Aumône du Chapitre (Arch. mun. de Lodève).

(2) Inféodation de cette maison, sous réserve de la tour, le 11 janvier 1466 (n. st.) (Minutes de Baldit, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Reconnaissance du 12 juillet 1430 (Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) « La vouta del San Esperit » (Compoix de 1416, f^o 7 v^o. Cf. compoix de 1401, f^o 26). — « I hostal en la cariera de Sant Esperit, confronta ambe l'ostal del Sanct Esperit » (Compoix de 1540, f^o 39. Cf. *ibid.*, f^o 83 et compoix de 1560, f^o 58).

(5) L. Guiraud, *La paroisse Saint-Denis à Montpellier*, p. 67.

qu'on voit en 1464 payer « a mossen P. Peirot per renda del loqueria de l'hostal de las scollas 5 l. 18 s. 10 d. » (1). Fut-il ensuite acquis par elle ? Cela paraît assez probable, car ce local fut agrandi d'une maison achetée le 19 août 1567 à Peyronelle Borbojas, veuve de Nicolas Fraissines, et à leur fils Etienne (2). Un patu fut également vendu par Guillem Vedrines (3). Du tout fut constitué un immeuble assez vaste comprenant une maison, qui renfermait trois classes, une basse-cour et un « patu » ou ciel ouvert (4). Sur la porte fut placée l'inscription suivante (5) :

PHÆBO SACRA DOMUS JACUIT QUÆ NUNC STAT ET ACTA
REGIS UT ET COMITIS BRICONNET AUXILIO
.....SENATORIS FORES PIETATE PEROTÆ
NOBILIS ET CAMUS CONSULIS OFFICIO.
HUC ERGO JUVENIS PROPERA TE PALLAS APOLLO
CONVOCAT UT VITAM NUNC STUDI[O]SUS AGAS.

I. A. B. C. OON. (6)

Il faut en convenir : elle était bien pompeuse, vu la modeste apparence de la maison, à laquelle on accédait par un porche étroit et un ciel-ouvert exigü et triste. Mais n'importe, puisqu'on se payait alors de belle latinité et de

(1) État des dépenses de la Ville pour 1464 (Compoix de 1463).

(2) Acte d'achat (Minutes d'Alquier, notaire à Lodève, étude Granier). — Compoix de 1560, f° 149 v°, note marginale.

(3) Compoix de 1560, f° 192 v°.

(4) Biens nobles en 1633.

(5) Texte fourni par M. Rouis, notaire honoraire à Lodève, qui lui-même l'a relevé sur l'inscription, aujourd'hui disparue.

(6) Les personnages nommés dans l'inscription sont : Claude Briçonnet, ancien évêque de Lodève, demeuré seigneur de la ville et comte de Montbrun ; Thomas de Forès, conseiller au Parlement de Toulouse, qui avait dû s'y employer pour l'affaire de la prébende préceptoriale ; Michel de Peyrottes, seigneur de Soubès et viguier de Briçonnet ; enfin François Camus, docteur en

mythologie ! Ce Collège avait entrée par le porche sur la grande artère de Lodève, et s'étendait par derrière vers le mur et vers la rue Cavalerie (1).

Près de là était le quartier juif, non le primitif, car nous avons vu une canourgue garder le nom significatif de la Synagogue, mais celui où on refoula les Juifs par la suite. Il se composait de deux rues (2) : l'une passante, débouchant de la grande rue de Saint-Geniez à la Poissonnerie ; l'autre, simple ruelle ou impasse allant finir au mur, après en avoir formé sur la gauche une autre plus courte. Cette ruelle est demeurée intacte et donne parfaitement l'idée d'une population parquée en des maisons exiguës, serrées, sans air, presque sans jour, dans un quartier mort.

Tout au contraire, c'est la vie qui débordait dans le voisinage, autour de l'église Saint-Pierre, que les marchés entouraient.

Sur l'église primitive de ce nom, on n'a pas de précisions architectoniques. Tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'elle était plus vaste de dimensions (3) qu'au XVII^e siècle, où le prieur, en la réédifiant, céda de son sol à la place voisine.

médecine et premier consul. Ses deux collègues de l'année: Jean Azémar et Bringuier Comte ou Comitès, sont désignés à la dernière ligne par leurs initiales et leur titre.

(1) Actes précités.

(2) Compoix, *passim*, et spécialement compoix de 1416, f^o 120, et de 1513, f^o 68 v^o. — Minutes de Pinet en 1468, de Bardin en 1468, de Coussergues en 1477 et de Belmont en 1542, tous notaires à Lodève, étude Hébrard.

(3) Parmi les chapelles qu'elle renfermait, citons celles de *La Trinité* (février 1578, minutes de Jean Teisserenc, notaire à Lodève, étude Hébrard), des *Onze mille vierges* (Acte du 1^{er} février 1442 (n. st.), minutes de Bernard Gay, notaire à Lodève, étude Hébrard); de *La Sainte-Croix* (Acte du 12 juin 1611, minutes de Delavillette, notaire à Lodève, étude Granier); de *Saint-Étienne* (Acte du 3 octobre 1529, minutes de Bot, notaire à Lodève, étude Granier); de *Saint-Antoine* (Acte du 24 mars 1528 (n. st.), minutes de Bernard Bardin, notaire à Lodève, étude Granier).

A la suite de l'église, du côté opposé à l'abside, venait le cimetière, dit des Pauvres (1), parce que les familles aisées possédaient leur sépulture dans l'édifice. La position de ce cimetière et de la maison contiguë du prieur est déterminée par divers actes (2).

La place Saint-Pierre était située entre l'église et son cimetière d'un côté, et de l'autre une île de maisons adossées au mur de Ville (3). Primitivement elle était plus exiguë encore, ayant été agrandie au XVII^e siècle par l'abandon d'une petite partie du sol de l'église. Cette place était celle de l'Herberie, où l'on débitait avec les légumes tous les fruits et grains (4). Les tables de vente étaient adossées à l'église. Un acte du XV^e siècle montre l'une d'elles, soutenue par quatre piliers (5).

Comme ces produits étaient frappés du droit de coupe la veille, le jour et le lendemain du marché, on avait choisi près de là l'emplacement du Sestairal à mesurer les grains, établi en 1298 (6). Il était situé près du chevet de l'église et

(1) Compoix de 1401, f^o 43. — Testament de Pierre Fabre, maçon, élisant sépulture au « cimetiere des pouvres lez l'eglise parrochiale de Saint Pierre de Loudeve (f^o 78 v^o d'un registre de Bot, notaire à Lodève, étude Martin).

(2) « I ostal el simeteri dels paures, confronta am l'apoiada del mur » (Compoix de 1444, f^o 209. Cf. compoix de 1401, f^o 43). — Maison rue de la Poissonnerie « confrontans cum domo claustrali ecclesie predictae Sancti Petri Lodove, cum carreria publica tendente ad cimiterium pauperum prope Lodovam et ad platheam publicam Sancti Petri » (Acte du 5 décembre 1485, minutes de Pasquier, notaire à Lodève, étude Martin).

(3) « Ung ostal al Pla de S. Peyre, confronta an la muralha » (Compoix de 1513, f^o 155).

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLVIII, p. 41.

(5) Bail à nouvel achat par Bernard Ricard, viguier de l'Évêque, à Bérengère, veuve de Jean Soulier, marchand de Lodève, de « quamdam tabulam cum quatuor pilaribus vacantem, situatam infra muros Lodove, que coheret ecclesie Sancti Petri et carriere publice » (Acte du 17 septembre 1427, minutes de Blaise Pasturel, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(6) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. LXVIII, p. 94.

formait angle saillant sur la rue (1). Il existe encore tel quel et sa disposition ne laisse pas que d'être curieuse. Il est formé par une salle oblongue, actuellement en contre-bas de deux mètres sur la place du Marché, mais à niveau de la rue du Mazel. La salle mesure 2^m,80 de haut sous clef. Elle se compose d'une première partie à croisée d'ogive, qui décèle bien la fin du XIII^e siècle, et d'une autre, égale de dimensions et contiguë, voûtée en arête. Au-dessus on avait bâti une maison, comme le permettait la transaction de 1298, maison jouie forcément par le propriétaire mitoyen sur la rue du Mazel (2). Il nous semble probable qu'en échange il livrait passage à la Ville, car on ne conçoit pas comment les grains, avec cette différence de niveau, seraient facilement sortis du Sestairal. C'est, au contraire, évidemment le désir de leur conservation qui avait fait choisir cette sorte de cave, très aérée d'ailleurs et formant Orgerie, comme en d'autres lieux on creusait des silos.

Nous venons de parler du Mazel ou boucherie. Il était constitué par deux ruelles, situées à droite et à gauche de la rue Grande-Sabatarié et de la porte de ville de ce nom. La première était dite vouta ou ruelle du Mazel (3); la seconde, cour du Mazel (4). Les tables de boucherie, au nombre de douze (5), étaient adossées aux maisons, ainsi

(1) Atlas de plans du XVIII^e siècle.

(2) Mais le sol appartenait à la Ville, au nom de laquelle il figure sur le cahier des Biens nobles en 1633: « François Fournier, une crotte et dessus de maison, le Cesteyral estant entre deux, a la place de S^t Pierre, confronte de terral et de narbonnés lad. place, marin heritiers de Jacques Pouderaus, d'aquilon led. Fournier, contient le sol cinq canes ».

(3) Compoix de 1416, f^o 6 et de 1513, f^o 21.

(4) Compoix de 1401, f^o 7.

(5) Voir p. 284.

qu'il se pratiquait au moyen âge. Hors du portail du Mazel se trouvaient des abattoirs de bœufs et de moutons, vulgairement dits « sagnados » (1). On ne débitait au Mazel que le mouton, le bœuf, le veau, le chevreau, le porc et la truie châtrée (2).

Les autres bêtes : brebis, chèvre et bouc châtré, saignées au quartier de la Bouquerie (3), étaient reléguées dans la rue de la Triperie, aujourd'hui la rue Basse (4). Même il semble qu'il y ait eu un lieu déterminé, une voûte probablement, pour y vendre, puisqu'il est question d'un « palier dessus la Triperie grosse » (5).

La Poissonnerie était près de Saint-Pierre, dans la rue allant du cimetière au quartier juif, en passant devant le four de l'Evêque ou Saint-Pierre (6). Elle était également constituée par des tables devant les maisons (7), dont il reste des échantillons aux angles d'une maison en retrait à l'extrémité de cette rue : ce sont deux larges tables de pierre, actuellement à 0^m,60 du sol, peut-être celles que fit établir Guillem de Cazouls (8), et autour desquelles se groupèrent les autres.

(1) Compoix de 1513, f° 52 v° et de 1540, f° 94 v°.

(2) Voir p. 288.

(3) Voir plus loin : *les Faubourgs*.

(4) Compoix de 1401, f° 13 et de 1655, t. I, f° 15. — Acte du 22 mars 1690 (reg. de l'Evêché conservé dans l'étude Martin, à Lodève).

(5) Compoix de 1560, f° 31, manifeste de Guillem Berthomieu.

(6) Compoix de 1401, f° 27. — Atlas de plans du XVIII^e siècle. — Le four a été détruit il y a une quarantaine d'années, nous a dit la petite-fille de son dernier occupant. Il ne faut pas le confondre avec celui qui existe aujourd'hui vis-à-vis.

(7) « I ostal a la Peissonaria ; i taula davan son ostal, confronta an la gleisa de Sant Peyre » (Compoix de 1513, f° 63 v°).

(8) Acquisivit xxvi solidos in tabulis Peissonarie, quas fecit fieri ante furnum » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui).

Il est question à la même époque et dans le même document du marché au pain (1), dont nous n'avons pas trouvé d'autre mention. Cependant il est certain qu'à part le pétrissage dans les maisons, d'un usage très général, il y avait, pour les étrangers, les débiles ou les hommes vivant seuls, l'industrie des boulangers. Elle est visée dans le règlement pour les Consuls au XV^e siècle, où l'on donne le nom de « pastoressas » aux femmes chargées de ce travail et soumises, pour ce fait, à l'inspection municipale (2). Il nous paraît probable que ce marché au pain se trouvait dans le voisinage du four, et toujours dans le quartier central, si toutefois il ne faut pas le placer au Terron, près de la Canourgue dite de Pistoria (3).

Le quartier contenait encore deux petites places assez exiguës, qui méritent mention. L'une était dite de n'Ayssa (4) et plus tard du Coustel (5). Nous aurions pu croire d'abord que le premier nom lui venait d'une ancienne famille, dont le nom patronymique serait précédé de la particule *en* (6). Mais, étant donné, d'un côté, son absence absolue dans l'histoire de Lodève, et, de l'autre, la forme qu'affecte le *trivium* en question, nous n'hésitons pas à penser qu'il faut traduire, en langue française, par Place de la Hache la dénomination : Plan de n'Ayssa (7). Le second

(1) « Guillelmus de Casellis acquisivit sex solidos annuatim in tabulis Panatarie » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui).

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxlv, p. 203.

(3) Voir p. 358.

(4) Compoix de 1401, f^o 33 v^o.

(5) Acte du 11 janvier 1478 (n. st.) (minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).— *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ccviii, 3, p. 300.

(6) Particule indiquant la bourgeoisie.

(7) En languedocien hache se dit *ayssa* du latin *axis*; *n* est une lettre euphonique. Encore aujourd'hui le diminutif *aissadou* est en usage pour désigner

nom de cette place signifie du Carcan (1). C'est donc là qu'était établi le pilori ou carcan, dont la peine est prescrite pour différents délits par une ordonnance du 13 août 1559 (2). On conviendra que le lieu, très fréquenté, était bien choisi pour rendre l'infamie plus impressionnante. Là aussi se faisaient les encans publics par le ministère d'un officier municipal (3).

L'autre place était dite : la Placetto, c'est-à-dire la petite place, par opposition à celle de Saint-Pierre, et aussi des Tables, parce qu'elle contenait celles des changeurs (4) à portée des transactions. Nous pensons que là se tenait le marché hebdomadaire du samedi. Elle était d'abord assez exigüe ; à la fin du XVI^e siècle on l'agrandit d'une maison acquise de la famille de La Treilhe de Fozières (5), et ce changement lui vaudra son nom de Place Neuve.

Primitivement cette Placette a eu une grande importance, ainsi que le prouve le faisceau de rues divergentes la signalant comme point central. La tentative pour Villeneuve manquée, les voies dans cette direction ne furent plus que des impasses mourant au mur d'enceinte, destinées à conduire un peu d'air, à distribuer un peu de jour dans le pâté d'habitations de ce coin de ville. Dans les trois autres directions au contraire, les rues acquirent de l'im-

une pioche à lame recourbée. Il y avait à Montpellier une rue analogue, dite de la Hache (aujourd'hui rue du Bayle). — Mistral donne aussi au mot *ayssso* la signification de bassin à rouir le chanvre ; mais il n'y a dans le cas présent aucune convenance à ce sens.

(1) Ducange, au mot *Coustel*.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. CLXXIV, p. 245.

(3) « Et ipsam vineam liberasse in plano de Nayssa, ubi talia sunt fieri solita » (Acte du 22 septembre 1427, minutes de Blaise Pasturel, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) Compoix de 1416, f^o 44 v^o.

(5) Compoix de 1560, f^o 56 v^o. — Voir t. II, p. 281.

portance: celle du Pont de Lergue, dite aussi grande rue de Lergue, menant à l'entrée principale de la ville; celle de Saint-Geniez ou grande rue Saint-Geniez, se dirigeant vers la Cathédrale, avec sa bifurcation au Plan de n'Ayssa vers Notre-Dame de la Chapelle et la Bossanella; la courte voie conduisant au quartier et à la Porte Saint-Pierre; enfin la ruelle du Saint-Esprit, menant à la Triperie, et surtout la rue de la Sabatarié allant au Mazel. Nous avons parlé de l'industrie de la chaussure comme d'une des plus importantes à Lodève, c'est la seule qui ait laissé son nom à une rue.

Dans cette rue il nous faut signaler une maison assez curieuse par les trois portes romanes qu'on y voyait jadis, et dont nous reproduisons la dernière (1), condamnée aussi à disparaître. Vraiment intéressante par l'ornementation de ces portes, dont on avait sculpté le cintre, et jadis peut-être les montants, à rayons disposés par trois sur chaque pierre, la maison a également trois croisées, évidemment postérieures. Qu'a pu être cet immeuble? Nous ne saurions le dire positivement, mais, à nos yeux, deux hypothèses se présentent.

Qu'on le remarque: l'immeuble traverse à la rue du Saint-Esprit; il a donc pu être cette maison de l'Ordre que nous avons eu à mentionner (2), et dès lors la disposition radiaire des portes trouve sa raison d'être dans un symbolisme aisé à comprendre.

D'autre part, il est certain que, dans la première moitié du XIII^e siècle, il y a eu à Lodève un Hôtel de Ville: ceci

(1) Planche II. B. *Porte de maison rue du Mazel.*

(2) Voir p. 243.

résulte de l'existence du Conseil reconnu par Pierre Raymond (1), et c'est formellement assuré par l'analyse d'un document de l'année 1350 (2), sans doute une enquête des citoyens pour prouver leur droit à ce privilège, quand ils voulurent le relever au milieu du XIV^e siècle. Où était cet Hôtel de Ville : aucun acte ne le dit positivement, mais nous trouvons à l'Inventaire de la Ville de 1591 mention d'une vente consentie en 1200 par Guillem Paussier, bourreau de Lodève, et par sa femme à Saure, femme de Jean Crozat, de maison à la rue du Mazel, confrontant trois particuliers et la Cour du Mazel. Pourquoi ce contrat serait-il dans les Archives de la Ville, s'il n'eût représenté le titre de propriété d'un de ses immeubles ? Or nous n'en voyons aucun figurer à la rue du Mazel, le Sestairal se trouvant à la place Saint-Pierre. Il se pourrait donc que le primitif Hôtel de Ville ait été à la rue de la Sabatarie ou du Mazel. Quant à l'identifier avec l'immeuble aux portes romanes, le fait qu'il ne confrontait pas la cour du Mazel s'y opposerait. Pourtant nous n'oserions affirmer, les compoix n'existant pas, que le Mazel, à cette époque reculée, ait été où nous avons dû le placer plus tard.

Ces difficultés d'interprétation loyalement exposées, nous pouvons témoigner notre préférence pour la première hypothèse, et croyons en trouver une confirmation dans la distinction entre la « vouta » et la « carriera » du Saint-Esprit, que font les compoix (3). La première viserait une entrée par la petite impasse, entrée dérobée, presque mystérieuse et convenant bien à l'une des œuvres de l'Ordre : l'éduca-

(1) Voir p. 63.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ciii, p. 124.

(3) Voir p. 365, note 4.

tion des enfants exposés. Au contraire, le prix modique : huit livres, de l'immeuble dont le titre de propriété demeura aux Archives municipales indique plutôt une des petites maisons entourant la cour du Mazel, telle que nous avons situé celle-ci.

Il ne nous reste plus à signaler à l'intérieur de la ville, au delà de la rue du Pont de Lergue, que l'Hôpital, dont nous avons décrit la disposition ailleurs, avec son annexe dans la rue de la Triperie (1).

Le dégagement des immondices était assuré par deux égouts, qui existent encore. L'un, à l'extrémité de la rue du Four-Méjan (2) ou du Gazillier, qui portait proprement le nom de gazillier (3) et par où s'introduisirent les protestants en 1573 ; il desservait la Cité et allait se perdre dans Soulondres. L'autre, vulgairement dit les « humeurs de la ville », centralisait les détritiques de la rue de Lergue, de l'Hôpital et du quartier des marchés ; il traversait le mur de ville dans la rue de la Triperie et débouchait dans Lergue près du confluent (4).

A part la Cité, fournie d'eau par les sources du Chapitre venant, soit du tènement de Fonbonne, soit de celui de Grézac, desservir la Cathédrale et les canourgues (5), Lodève n'était alimenté que par des puits. Un certain nombre de maisons avaient les leurs et nous en signalerons à la Grand'Rue, dans la maison où est la boucherie Cros, près la rue de la Halle, un assez curieux, puisqu'il est au niveau du premier

(1) Voir p. 229.

(2) Évidemment ce nom venait d'un troisième four en paréage entre l'Évêque et le Chapitre (voir p. 155).

(3) C'est aujourd'hui la rue, très élargie, de la République.

(4) Voir p. 328, note 3.

(5) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. ccviii, 3, p. 306.

étage. Il n'est fait mention que d'un seul puits public, au quartier du Bourg Neuf (1).

LES FAUBOURGS

Bâti comme il l'était si près du confluent, Lodève fut dirigé dans son développement *extra muros* par le désir de ne point perdre le bénéfice de sa situation au point naturel de passage de la montagne à la plaine. C'est pourquoi il n'eut à vrai dire que deux faubourgs, situés au delà des rivières, tandis qu'en deçà les habitations éparses au milieu de vergers et de champs ne constituèrent pas des quartiers, mais demeurèrent de simples tènements.

Sur la rive droite de Lergue nous avons déjà nommé Villeneuve. Jusqu'au XVII^e siècle, où l'établissement des Récollets vint l'animer, on n'y voyait que des jardins potagers, une teinturerie (2), des tiradours ou ouvroirs de filage des draps (3), des moulins à foulon (4), dont le plus connu était celui de Portegauch (5), une fabrique de poterie (6). L'eau abondante et pure attirait l'industrie. Elle était aussi utilisée pour un abreuvoir ou pile (7).

Un peu plus haut était le quartier de Petout, prenant son nom du ruisseau qui traversait l'enclos des FF. Mineurs. Derrière celui-ci et sur le chemin allant à Pégai-

(1) Atlas de plans du XVIII^e siècle.

(2) Acte du 23 avril 1446 (minutes de P. Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(3) Compoix de 1401, f^o 5 v^o.

(4) Compoix de 1416, f^{os} 6 et 89.

(5) Aujourd'hui usine Jourdan. — Ce nom signifie porte du gué, parce que sans doute on avait fortifié le débouché.

(6) Voir p. 256.

(7) Compoix de 1401, f^o 5 v^o et de 1416, f^o 89.

rolles, se trouvait la Recluse (1), un ermitage pour femme évidemment, comme on en trouvait dans le voisinage des fils de Saint-François, mais sur lequel nous ne possédons pas d'indication particulière. Dans cette zone ne sont à signaler que le Jeu de Ballon le long du fossé contre le mur de ville, à droite en sortant par la porte de Petout ou de la Broussonnelle (2), et des aires à blé (3).

Elles avaient pour symétrique, du côté opposé de l'enceinte, vers Soulandres, celle du Chapitre (4), voisine de la porte des Chanoines et de la Maison capitulaire. Ce tènement s'appelait d'En Alban (5), évidemment d'une famille lodevoise dont on trouve encore la trace au commencement du XV^e siècle, et qui était assez considérable pour avoir marié une de ses filles dans la maison de Clermont (6). On le nommait aussi la Bouquerie (7), ce qui autorise à penser que les abattoirs de boucs, de chèvres et autres bêtes inférieures y avaient été établis. Là, sans que nous puissions en déterminer étroitement la place, se trouvaient les Bains dits du Chapitre, soit qu'ils fussent réservés aux chanoines, soit qu'ils leur payassent un droit. Malheureusement le fragment de parchemin (8) où nous avons trouvé cette mention n'est pas

(1) Compoix de 1560, f^o 112 v^o. — Acte du 7 septembre 1464, minutes d'Etienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard.

(2) « Lo joc de la bolle » (Compoix de 1586, f^o 185).

(3) Compoix de 1401 et de 1416.

(4) « 1 ort al portal de la Bocaria, confronte avec l'ayra del Capitol » (Compoix de 1408, f^o 89).

(5) « Vouta d'En Alban » (Acte du 14 mai 1415, minutes de Peyt, notaire à Lodève, étude Hébrard). — « 1 ort en Albant » (Compoix de 1513, f^o 81).

(6) En 1408, une Aude Alban, fille de Raymond, était veuve de Jourdain de Clermont, seigneur de Celles (Inventaire des titres du Chapitre de Lodève en 1780, p. 49).

(7) Compoix de 1513, f^o 80. — Le nom est fort ancien. Voir p. 391, note 2.

(8) C'est la couverture d'un registre de Pasquier, notaire, conservé à l'étude Martin. Elle est déchirée, mais l'écriture est du XIV^e siècle et la charte certaine-

plus explicite. La même incertitude règne quant à un texte du 4 mai 1435, où il est question de l'écoulement de l'eau des bains dans un fossé, puis hors de ce fossé, en plaçant l'ouverture de sortie de telle sorte que le fossé dit supérieur soit toujours inondé à un certain et constant niveau (1). S'agit-il du même établissement de bains que précédemment ? Rien ne l'indique, si ce n'est, pourtant, que celui du Chapitre n'était pas éloigné du mur d'enceinte, et que le bénéficiaire de la concession était un Barthélemy Fabre, alors en instance pour l'entreprise de la boucherie ; il pouvait donc vouloir se servir afin de nettoyer ses abattoirs du trop-plein des eaux qu'on utilisait à remplir les fossés.

Entre les tènements de Petout et d'En Alban, la reconstitution des lieux est bien plus malaisée, car l'Atlas de plans de 1767 est postérieur à la création du Parc de l'Evêque. Il y avait là le croisement des chemins du Pertus, venant de la porte de la Bossanella, et de Maires, venant de celle de la Bouquerie. La petite éminence qui s'y trouvait s'appelait le Monte-Calvaire (2). Les ruisseaux de Fonbonne

ment de 1348 à 1357, puisque l'évêque y est nommé Robert [de Vie]. Voici ce que nous avons pu y lire : « Quoddam viridarium situm extra muros Lodove.... [confrontans] cum balneis venerabilis Capituli Lodovenssis, et ex alia parte.... cum carreria publica per quam itur de Boccaria versus planum.... »

(1) « Concilium Ville respondendo dicte supplicacioni seu requeste, oppiniani fuerunt quod videtur fore utile et non dampnosum quod per manum domini Lodovenssis episcopi, domini superioris presentis ville, atento quod redundat in utilitatem rei publice, videlicet pro servicio bannorum (sic) aqua petita dicto Bartholomeo Fabri ad tempus vel ad perpetuum, prout eidem domino episcopo placuerit, concedatur ; proviso tamen quod, completo servicio dictorum bannorum, dictam aquam per certum griffonum, expensis dicti Bartholomei tiendum, reintroducere in illam partem in qua fuit dictus griffonus ipse et successores sui in dicta cava teneantur. Cum condicione tamen quod introhitus dicte aque non dessendat ulterius in dicta cava superiori, nisi in altiori parte et usque ibi ascendit continue dicta aqua » (Délibération du Conseil de Ville).

(2) Délibération du Conseil de Ville du 6 novembre 1567. — T. II, p. 275.

et de Petout, captés pour l'usage du Chapitre, valaient au quartier le nom des Conquettes. Beaucoup plus loin, au delà des limites forcées de notre *Plan de Lodève et ses faubourgs au moyen âge*, mais toujours sur la rive gauche de Soullondres, s'élevait l'oratoire de N.-D. de Compassion, vulgairement dit de Pietat (1). Il existe encore, isolé au milieu d'un champ contigu aux dépendances de l'Hospice actuel. L'entrée est du côté de la ville, l'autel vers la rivière. L'édicule n'a rien de remarquable ; sa voûte est à croisée d'ogive. Le bâtiment et la buanderie étaient près de là, légèrement en amont. L'enclos devait être fermé par des barrières, car on le désigne parfois sous leur nom (2).

Tout au contraire plus près du confluent, s'étendait Villefranche. La tentative pour y créer un centre de population ayant avorté, le nom se perdit de plus en plus dans la mémoire, et au XVIII^e siècle, il était couramment transformé en celui de La Franquy. De là certaine étymologie fantaisiste (3), qu'il faut rejeter devant les traces de la dégénérescence relevées à travers les compoix : « en Villa franca » (4) « Villa franqui » (5), « al Franqui » (6) « la Franquy » (7). Là se tenait, simplement sur la grève, la foire annuelle, tombée en désuétude dès le milieu du XIV^e siècle (8). Il y

(1) Compoix et notaires, *passim*.

(2) Compoix de 1586, f^o 341 et de 1626, art. Ville.

(3) P. M. *Lodève en 1768*. Toulouse, Regnault fils, 1894. — L'auteur prétend que, les milices de Lodève ayant pris part au siège de Leucate en 1697 et s'y étant emparées du fort de La Franqui, à leur retour ce nom fut imposé à un faubourg de Lodève. D'ailleurs cet opuscule fourmille d'erreurs flagrantes. (Voir t. II, p. 194, note 2).

(4) Compoix de 1416, f^o 42 v^o.

(5) Compoix de 1586, f^o 10 v^o.

(6) Compoix de 1635, t. I, f^o 103.

(7) Compoix de 1656. — Atlas de plans du XVIII^e siècle.

(8) Voir p. 264.

avait à Villefranche surtout des tanneries (1) et des abattoirs (2) le long de la rivière. Plus près des murs une carrière, à travers laquelle cheminait le fossé (3), faisait éminence ; il est question de la côte du peyral (4), et il en reste quelque chose au boulevard des Caves.

Avec ses faubourgs véritables, au nombre de deux, la ville était mise en communication par trois ponts : un sur Lergue, deux sur Soulondres.

Le principal était celui de Lergue, dont l'importance était considérable non seulement pour la ville, dont il précédait l'entrée la plus fréquentée, mais pour tout le pays, car il unissait la montagne à la plaine, en permettant de passer du chemin de Pégairolles sur celui de Montpellier.

Ce pont fut emporté en 1422 par une terrible inondation, que nous avons racontée ailleurs (5). Sa reconstruction, résolue aussitôt, fut une très grave affaire pour Lodève. La Ville était fort pauvre. Elle s'efforça d'intéresser tout le monde à l'œuvre : l'évêque Michel Lebœuf, qui consentit, par l'organe de son Viguier, à laisser prendre par les Sigilliers cinq cents pierres de la carrière située hors la ville et contre le mur d'enceinte, du côté de Soulondres et à peu près à la hauteur de la tour Saint-Jean (6) ; le Chapitre,

(1) « Las calqueiras en Villafranca » (Compoix de 1416, f° 42 v°). — Las calqueyras al Mazel, confronte am Solondre » (Compoix de 1408, f° 59 v°). — « 1 calqueyra de coiratarie an 4 clotz et forn a S. Peyre » (Compoix de 1540, f° 127). — « A la cariera de las calquieras de Sant Peyre ung patu confronte an la muralha, an Solondre » (*Ibid.*, f° 130).

(2) Voir p. 370.

(3) Voir note 6.

(4) « 1 cam a la costa del peyral » (Compoix de 1513, f° 162 v°).

(5) Voir p. 295.

(6) « Provisio facta pro extrahendis v° lapidibus de peyrali quod est in cavis dicte ville juxta turrin rotondam que est de juxta hospicium Sancti Johannis Jerosolimitani, que vero lapides erant necessarie in reedificacione

qui éleva difficultés sur difficultés et n'accorda un subside que six ans après la destruction (1); le Roi, duquel on obtint la remise du tiers de l'aide pendant les années 1424, 1425 et 1426; les particuliers, qu'on y associa par des quêtes dans tout le diocèse (2), ou qui, d'eux-mêmes, songèrent à léguer à cette intention des sommes plus ou moins considérables (3). Parmi ces bienfaiteurs on doit une mention toute spéciale à Lucie, veuve de Guillem Montagnac, riche fustier, laquelle donna ses biens à l'OEuvre du Pont de Lergue (4). Par un sentiment louable on a voulu, en notre siècle, perpétuer le souvenir de son acte de libéralité; mais, en affectant le nom de boulevard Montalanguie à la portion comprise entre la porte de Lergue et celle des Récollets, on a commis une erreur de linguistique. Suivant l'usage moyenageux, la forme féminine du nom de Montagnac était Montagnague. Tout au plus serait-ce cette dernière dénomination qu'on eût pu prendre, quoique le nom véritable soit Montagnac.

Comme il fallait au plus tôt rétablir les communications, on jeta d'abord un pont de bois, un peu en amont. On confia ensuite la direction des travaux et leur surveillance à

pontis Lerge, qui anno lapso caruit et in presenti reedificatur ». (Livre des Notaires de la Ville, 12 octobre 1423).

(1) Tout ce qui suit, sauf cote spéciale, est tiré du Livre des Notaires de la Ville de 1423 à 1429.

(2) Ces quêtes étaient faites par deux ou trois notables et un ecclésiastique, porteurs d'une concession d'indulgences par l'Évêque. On acceptait les dons soit en argent, soit en nature. Mais le résultat fut insignifiant. L'abbesse de Nonenques, au diocèse de Vabres, qui possédait divers immeubles à Lodève, reçut fort gracieusement le député de la Ville et s'engagea pour une certaine somme à la Pentecôte. Le moment venu, elle ne donna rien, et, requise, promit une aumône. On se récria sur le terme, et l'on n'eut rien.

(3) Raymond de Lauzières, viguier de l'Évêque, légua 10 livres; la femme Bringuier, 24 moutons et demi d'or. L'Évêque donna 40 livres.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxix, p. 154.

un *operarius*, dont la charge était aussi de recevoir les sommes affectées à l'ouvrage et de payer les ouvriers. Pour ce rôle, il fallait présenter des garanties. Bertrand Matfred, seigneur de Villecun, et ensuite, dès le mois de juillet 1424, Philippe Rosset, riche marchand drapier, furent nommés et prêtèrent serment. Ils recevaient des honoraires : le premier deux livres par mois ; le second, trois setiers de blé par an.

En juin 1424, la première arche était commencée ; fin janvier, le gros œuvre achevé. On put enlever les échafaudages et la chèvre. Il était grand temps, car le pont provisoire menaçait ruine. Mais l'ouvrage n'était pas terminé, devant comprendre la construction de tours aux extrémités du pont. Les matériaux nécessaires furent encore tirés du « peyral » ou carrière près les murs : on les évalua à deux cents pierres. Un four à chaux fut établi près du chantier. En dépit de la lenteur que commandait sans cesse la difficulté de se procurer des ressources, les travaux furent enfin achevés au mois de juin 1428. Ils avaient duré quatre années.

Ce qu'en fut le résultat, on peut le savoir par la reproduction (1) d'un intéressant tableau, antérieur à 1655 (2) et par divers documents (3).

Le pont de Lergue avait deux arches de chacune trois

(1) Planche I. *Pont et portes de Lergue*.

(2) Comme l'indique la différence de hauteur du parapet sur l'une et l'autre arches (Voir plus loin).

(3) Délibérations du Conseil de Ville des 10 octobre 1550, 6 mars 1565, 17 avril et 8 août 1655, 1^{er} décembre 1680, 15 juillet 1685 et 29 juin 1691. — Prix-fait à Michel Lagarde pour la réparation en 1645 (Minutes de Bonnafous, notaire à Lodève, étude Martin, reg. de 1643, f^o 132 v^o). — Inféodation du 12 novembre 1708, en faveur de Sébastien Martin (Reg. des délib. du Conseil de Ville). — Bail du 14 septembre 1710, en faveur d'Etienne Matthieu (*Ibid.*).

cannes, soit 6 mètres, d'ouverture ; aux deux extrémités et au milieu s'élevaient des portes. Celle du côté de la ville était pratiquée dans la grosse tour carrée dont nous avons parlé déjà ; entre elle et la tête du pont se trouvait l'amorce de la route de Pégairolles, et un pont-levis sur le fossé établissait la communication directe avec la ville ou permettait de l'interrompre. Celle du côté du faubourg se présentait au sommet d'une montée assez rapide ; elle était flanquée de hauts piliers portant chacun un petit bâtiment, et elle-même surmontée d'un troisième ; les piliers avaient chacun de butée une canne ou 2 mètres et formaient ailes, venant se lier aux murailles des jardins riverains. La porte du milieu était arc-boutée à deux gros piliers faisant saillie entre les arches et reposant sur l'Ile. A l'intérieur, la retraite de gauche en allant vers la ville fut utilisée pour une petite chapelle, dédiée à Notre-Dame, et à côté on éleva un étroit logement pour le gardien du pont, appelé chasse-gueux. La retraite opposée paraît être demeurée libre, puisqu'on ne voit accorder qu'en 1710 autorisation d'y construire une boutique ouvrant au ras du garde-fou. Celui-ci était de pierre ; sa largeur était de deux pans, soit 0^m,50. La hauteur devait être à peu près égale. Lorsqu'en 1645 on répara l'arche du faubourg, on donna au parapet trois pans, soit 0^m,75 ; mais il se trouva alors inégal, et, dix ans après, on corrigea ce défaut.

Il ne faut pas croire cependant que ce pont fût l'unique passage d'une rive à l'autre. Un peu en amont se trouvait un gué très fréquenté par les véhicules (1).

Un des avantages naturels du lieu était l'Ile, sur laquelle

(1) Voir t. II, p. 285.

portait la masse centrale du pont et dont la grande inondation de 1745 n'a laissé que des vestiges (1). Elle facilitait la pêche, qu'on voit s'y exercer dès 1389 (2) et au XVII^e siècle (3). Le poisson y était d'autant plus aisément capturé qu'un peu plus loin les eaux étaient battues par des moulins, dits de l'Île (4).

Cette île donnait son nom au faubourg que traversait la route vers Montpellier, et qui n'eut jamais grand développement, pensons-nous ; du moins, à l'époque où commencent les compoix, on n'y constate que de rares maisons. Cela tenait assez probablement aux dangers de la guerre de Cent Ans. Non seulement ce quartier n'avait aucune fortification, mais il était des plus exposés, au débouché de la route de Pégairolles, de celle de Soubès et de celle de Montpellier, Gignac et Saint-André.

La partie en amont du Pont semble la plus dépourvue d'habitations. Le tènement portait le nom de Felgoza (5), dont on a fait par corruption Fangouse (6) ; il le tirait des fougères et bruyères garnissant les coteaux voisins et boisés (7). Près de la rivière se trouvait la Font de Lergue (8), encore existante à cet endroit, en tant que source. La route de Soubès, ancien chemin de la montagne par Saint-Pierre

(1) Voir t. II, p. 254.

(2) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cxii, p. 140.

(3) Comme l'indique le tableau.

(4) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xlii, p. 38.

(5) *Cartulaire de l'Église de Lodève* par Bernard Gui, *passim*. — Compoix de 1401, f^o 103 v^o.

(6) « 1 bosc en Falguossa, confronte an lo cami de Soubes » (Compoix de 1513, f^o 129 v^o). — « Fangouse » (Compoix de 1560, f^os 56 v^o, 69, 71).

(7) Il est question du bois de l'Hôpital (Acte du 21 février 1448, minutes d'Étienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard), d'un autre à Felgoza (Voir note 6).

(8) Voir note 7.

de la Fage (1) traversait ce quartier. Sur cette route était un ermitage de femme, dit « la Morose de Soubès » (2).

En aval du Pont, nous ne trouvons à signaler que le second monastère des Carmes et la Léproserie Saint-Thomas, sur lesquels les indications de distribution intérieure font défaut. Le ruisseau tributaire de Lergue était appelé Rivaudrac. Est-ce à dire le ruisseau aux cascades (3), ou quelque superstition populaire, surtout dans le voisinage de la Léproserie, y plaçait-elle un animal effrayant (4)? Le pont était dit de Saint-Thomas (5), à cause du voisinage de la chapelle.

Immédiatement après le confluent de Lergue et de Soulondres se dressent deux collines élevées resserrant et commandant le passage. Celle de la rive gauche a gardé le nom de Rocher des Fourches. Elle le doit à deux circonstances : tant au flanc qu'au sommet, de fortes roches pittoresquement groupées se détachent sur le fond vert sombre de la montagne très boisée, et là se dressaient les potences seigneuriales. Le lieu était remarquablement choisi : de tout Lodève on l'aperçoit, car il domine le cirque entier.

En face, entre la rive droite de Lergue et la rive droite de Soulondres, s'élève le puech ou puy de Montbrun. Evidemment il tire son nom de son exposition au nord, qui le laisse invariablement sombre. Mamelon aux flancs abrupts et dénudés, à peine relié par un côté à un autre dont nous

(1) Cette route est encore dite, à la fin du XV^e siècle, « iter ferratum » (Acte du 3 novembre 1470, minutes d'Etienne de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(2) Compoix de 1513 vers la fin.

(3) Comme les cours d'eau alpins.

(4) Rieu au drac ?

(5) Compoix de 1513, f^o 30.

parlerons bientôt, il fut le centre féodal de la région, et c'est à bon droit. Commandant à la fois les deux routes de la montagne par la vallée supérieure de Lergue, celle de Bédarieux et la position importante du Pertus par la vallée de Soulondres, celle de Saint-André et Gignac comme celle de Clermont par la vallée inférieure de Lergue, le puy de Montbrun constitue un poste d'observation et de défense absolument remarquable. On le comprit de très bonne heure (1) en le couronnant d'une haute et grosse tour, donjon d'un château-fort qui trouvait dans un inexpugnable rocher, surplombant le confluent, un avantage de plus.

Qu'une telle forteresse entre les mains d'un seigneur ait offusqué Richelieu, on le conçoit ; et, comme Lodève n'en fournit que trop l'occasion à l'inexorable champion de la suprématie royale, il donna l'ordre de l'abattre (2). L'utilisation postérieure des matériaux a complété l'œuvre de démolition et il faut aujourd'hui renoncer à donner un plan, même approximatif, de la disposition de ce célèbre château-fort. Tout ce qu'on en peut dire, c'est que la grosse tour, dont les fondements subsistent encore, avait au moins neuf mètres de diamètre et était munie de tourelles du côté de Lergue, où l'on voit aussi le sentier y donnant accès. Un peu au-dessous s'étendait le château (3), comprenant le corps de logis ou habitation, l'écurie, le cellier avec la cuve, une garenne et une basse-cour, enfin un jardin. Une citerne,

(1) Voir p. 38.

(2) Voir t. II, p. 91.

(3) L'acte de 1213 (*Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XLII, p. 38) fait la distinction entre la « turris major » et « quedam turris de castro de Monte Bruno » contiguë à la maison des De Lodève. D'autre part (*Ibid.*, doc. LIV, p. 47), il est question d'une tour de Pierre d'Auriac, entre la précédente achetée par l'évêque Guillem de Cazouls, ensuite par lui inféodée en 1246

qui existe toujours, fournissait l'eau, introuvable sur la colline. Une barbacane, dont subsistent des vestiges, s'avancait sur le rocher qui domine exactement le confluent (1). On accédait à l'enclos par un chemin pavé, encore existant, et dont la construction remonte à Bernard Gui (2).

Sur la disposition intérieure du château, nous avons peu de précisions. Les actes énumèrent la chambre d'apparat (3), celle de retraite (4), et la grande salle à manger (5), ce qui en comporte une plus petite.

Au-dessous du château se développait le faubourg ou barri, ainsi dit parce qu'il était placé sous sa protection. Le faubourg descendait jusqu'à la berge des rivières, à leur confluent, et soit les maisons elles-mêmes, soit, le long des rues ou places en bordure, un mur construit dans ce but, y formaient une ligne remparée. Dans sa largeur, le barri était limité d'un côté par le chemin de Clermont, de l'autre par celui qui, dans la dépression dite Col del

(*Ibid.* doc. XLVII, p. 40) à Guillem de Lodève, et celle de l'Evêque (*Ibid.*, doc. LIV, p. 47). Le château se développait donc en éventail sous la grande Tour.

(1) Le chasteau de Montbrun, assis sur les faubourgs de lad. ville et proche d'iceulx, contenant le corps de logis et tour nonante six canes, l'escuerie et tineral vingt trois canes, la plateforme ou est la cisterne, degrés pour monter a icelle, patu dit la Garene et basse courtz quatre cens doutze canes et demy, le jardin nonante neuf canes et la barbecane cent soixante quatre canes, estimé le tout six mil livres » (Biens nobles en 1633).

(2) « Dominus Bernardus Guidonis... fecit viam novam ad castrum Montisbruni » (Catalogus episcoporum Lodovensium par Bernard Gui, continuation). — « Reverendus in Christo pater dominus Bernardus, Lodovensis episcopus, cum acquisivisset tres pecias terre sitas in loco vocato Col de Castello Montisbruni prope Lodovam, juxta crucem in loco ubi ipse dictus dominus Episcopus fecit fieri iter novum per quod ascenditur apud castrum Montisbruni » (Inventaire de Briçonnet, f° 126 C. Cf. *ibid.* D et 142 F).

(3) « Camera paramenti » (Acte du 15 juin 1438, minutes de Desfont, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) « Camera retractus » (*Ibid.*, 17 juin).

(5) « Tinellum majus » (*Ibid.*, 13 juillet).

Castel (1), séparant la colline de Montbrun de celle de Belvet ou Bellevue, donnait au tènement le nom de Plancat (2). Chaque chemin était barré d'une porte : porte de Clermont (3), porte de Verdus (4) ; et de ces portes à l'enclos du Château s'élevait une solide muraille. De celle-ci il est demeuré des pans en escalier du côté de Lergue, qu'on aperçoit sur notre vue actuelle du faubourg (5). La fortification était complétée par une troisième porte, dite du Mitan ou du Milieu (6), ouverte à la tête de l'unique pont (7) conduisant de la ville au faubourg, qu'on nommait pour ce motif le Pont du Barri, et qui correspondait à la porte Saint-Pierre de la ville.

A l'intérieur, le faubourg présentait un réseau de rues assez curieux, mais commandé par sa position : aux extrémités un tronçon unique, qui bifurquait pour tracer deux voies, l'une desservant la partie supérieure, l'autre côtoyant la ligne d'enceinte. Des ruelles transversales gravissaient la pente, en convergeant vers le sommet du puy. La principale conduisait à la chapelle Notre-Dame de Beaulieu, ainsi

(1) Voir p. 387, note 2.

(2) Actes des 6 juin 1477 et 28 janvier 1479, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard. — Compoix de 1540, f° 94 v° et 105. — Reg. de reconnaissances de l'Évêché, n° 309 et 492.

(3) Les mentions de ce portail abondent. Nous renvoyons à celle du *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. xcv, p. 114.

(4) Même observation. — Nous employons la forme Verdus et non Verdun, précisément à cause des documents où la première est mentionnée en langue vulgaire. De même à Saint-Guillem les Déserts, on trouve une rivière et un château de Verdus. Mais l'adjectif relatif au portail du barri de Lodève est naturellement : verdunencus, du génitif latin « Verduni » (reconnaissance du 31 mars 1387 aux Arch. mun. de Lodève). L'étymologie s'explique par l'aspect verdoyant de la rive droite de Soulondres où se trouve la prairie Vinas.

(5) Planche VI. *Colline et faubourg de Montbrun*.

(6) Délibération du Conseil de Ville du 24 août 1649.

(7) Il existait d'une façon précaire et temporaire une planche en face la porte du Mazel.

PLANCHE VI



COLLINE ET FAUBOURG DE MONTRUN

appelée de sa position élevée et du coup d'œil qu'on en saisisit. L'emplacement de la chapelle est déterminé par divers actes (1). Ils nous ont permis d'en retrouver quelques vestiges dans une maison du faubourg. C'est donc à tort que Plantavit crut voir ceux-ci dans la cour du château de Montbrun, en dehors duquel se trouvait la chapelle (2). En revanche, elle était contiguë à la maison de la famille De Lodève, qui en 1432 menaçant ruine donna lieu à un conflit entre Bernard de Lodève et les habitants (3). Ajoutons enfin que le barri de Montbrun avait une place avec puits, où se faisait l'élection de son capitaine (4).

Tous ces détails attestent la physionomie curieuse de ce quartier de Montbrun, autre ville formée près de la première, spécialement habité par une population laborieuse, et que les maisons de tolérance (5) et les hôtelleries (6) devaient aussi achever d'exposer aux querelles, aux désordres.

Nous avons dit déjà que la légère dépression qui sépare les puys de Montbrun et de Belvezet se nommait Col du Château. Il y coule un petit ruisseau, qui s'appelait le Ribanel (7), un nom générique, ou le fossé Carbonnel (8). La

(1) « Vouta per quam ascenditur ad cellam Nostre Domine de Bello Loco » (Acte du 12 septembre 1450, minutes de Coussergues, notaire à Lodève, étude Hébrard). — « Prope castrum Montisbruni » (Acte du 16 juin 1464, *Ibid.*). — « Hostal al barry de Montbrun confronte an la cappella » (Compoix de 1560, f° 78).

(2) Voir note 1.

(3) Un syndicat des habitants du Barri requit, le 18 août 1432, Bernard de Lodève, seigneur de Fontès, de réparer « domum suam dirutam, que erat juxta ecclesiam de Bello Loco... aut murum ibidem facere, taliter quod dictum barrium non periclitaretur » (Minutes de Pierre Pinet, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) Voir p. 189.

(5) Voir p. 207.

(6) En temps d'épidémie, il est question de leur visite et surveillance.

(7) On trouve aussi Rohanel (Reg. des reconnaissances de l'Évêché de l'année 1689 et des suivantes, conservé à l'étude Granier, p. 238). Enfin un document porte ruisseau de Riveinti (*Ibid.*, acte du 27 juin 1696).

(8) Compoix de 1540, f° 362 v°.

colline de Belvezet (belle vue), analogue à celle de Montbrun, est pourtant moins isolée : elle se lie vers l'ouest à la suite de hauteurs qui forment la ceinture du bassin de Soulondres sur la rive droite. Surtout elle était d'aspect différent. Ses pentes, plus douces, étaient couvertes de vignes, à travers lesquelles montait un sentier sur la droite de la route d'Olmet (1). Au pied, une vaste prairie témoigne encore de la fertilité du sol ; elle doit sa fraîcheur aux eaux centralisées par une source qui a son écoulement dans la rivière. On l'appelait la Font des Carmes (2), parce que le premier établissement de ces religieux avait été en ce lieu (3). Au-dessus était le cimetière des Enfants perdus ou morts sans baptême, que les compoix disent au barri près du vallat ou fossé Carbonnel, à côté des vignes (4) de Belvezet. Le quartier au pied de Belvezet était dit des Tines (5), plutôt, pensons-nous, des cuves à vin que des teintureries, postérieures, peut-être aussi des moulins, dont les réservoirs sont appelés de ce nom.

Comme le terroir était productif, on éprouva le besoin

(1) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. cviii, p. 135.

(2) Reconnaissance de jardin proche la font des Carmes vieux, hors la porte de Verdus, confronte le chemin qui va du portail au moulin des Tines, Soulondres, la fontaine etc. (Reg. des reconnaissances de l'Évêché pour l'année 1689 et suivantes, n° 238. — Compoix anciens, *passim*).

(3) *Ibid.* — Achat le 27 avril 1429 par Antoine Vallequin de « molendinum bladi cum paysseria... in tenemento vocato del Carme vielh juxta riperiam Solundri et prope barrium Montisbruni Lodove, confrontatum cum dicta riperia Solundri et cum itinere publico quo itur a portali Verduni dicti barrii apud molendinum Tinarum » (Minutes de Blaise Pasturel, notaire à Lodève, étude Hébrard).

(4) Compoix de 1540, f° 362 v° et 377. — Reconnaissance d'olivette derrière le château, confrontant du marin le chemin de Lodève à Clermont, et d'aguial le chemin allant de celui de Clermont au cimetière des enfants perdus et au portail de Verdus (Reg. des reconnaissances de l'Évêché pour l'année 1689 et suivantes, n° 408 bis. Cf. n° 492).

(5) Voir p. 390, note 5.

de le mettre en communication directe avec Lodève par un pont spécial, dit de la Bouquerie, car il y répondait (1). Ce pont est fort curieux. Son arche unique, très haute, dessine un arc très aigu ; en amont un brise-lame le protège. Au-dessous étaient construites deux maisons (2).

Nous n'avons point à parler des montagnes et collines qui ferment les autres côtés du cirque et, tout en appartenant au territoire de Lodève, sont assez distantes de la ville. Disons pourtant que Grézac et Vinas sont très anciennement nommées. On les trouve dès le testament de saint Fulcran en 988 (3). Le nom de la première vient probablement de la nature du sol (4) ; celui de la deuxième, à coup sûr, des vignes qu'on y cultivait (5).

Ainsi se trouvait favorisé par des ressources de tout genre un lieu qu'il ne faut plus s'étonner de voir si anciennement choisi pour centre de population, jalousement disputé comme domination, appelé enfin à jouer un rôle plus essentiel qu'on ne l'eût cru dans les événements qui allaient, aux temps modernes, mêler sa petite existence personnelle à la vie générale du royaume.

(1) « Usque ad pontem Jicarie sive Bocarie » (Enquête sur la foire de Lodève en 1346, f° 3, aux Arch. mun.). Or, un peu plus loin, au f° 12 v°, on lit : « leudam Jicorum et caprarum » ; l'identification avec « hircorum » n'est pas douteuse.

(2) Compoix de 1401, f° 57.

(3) *Cartulaire de la ville de Lodève*, doc. XI, p. 11.

(4) Le testament porte « de Grassino ou Graissimo ». Mais dans le *Cartulaire de Bernard Gui* on trouve « de Grezaco ». Rappelons que l'eau venait de Grézac et qu'on a découvert en ce lieu des poteries.

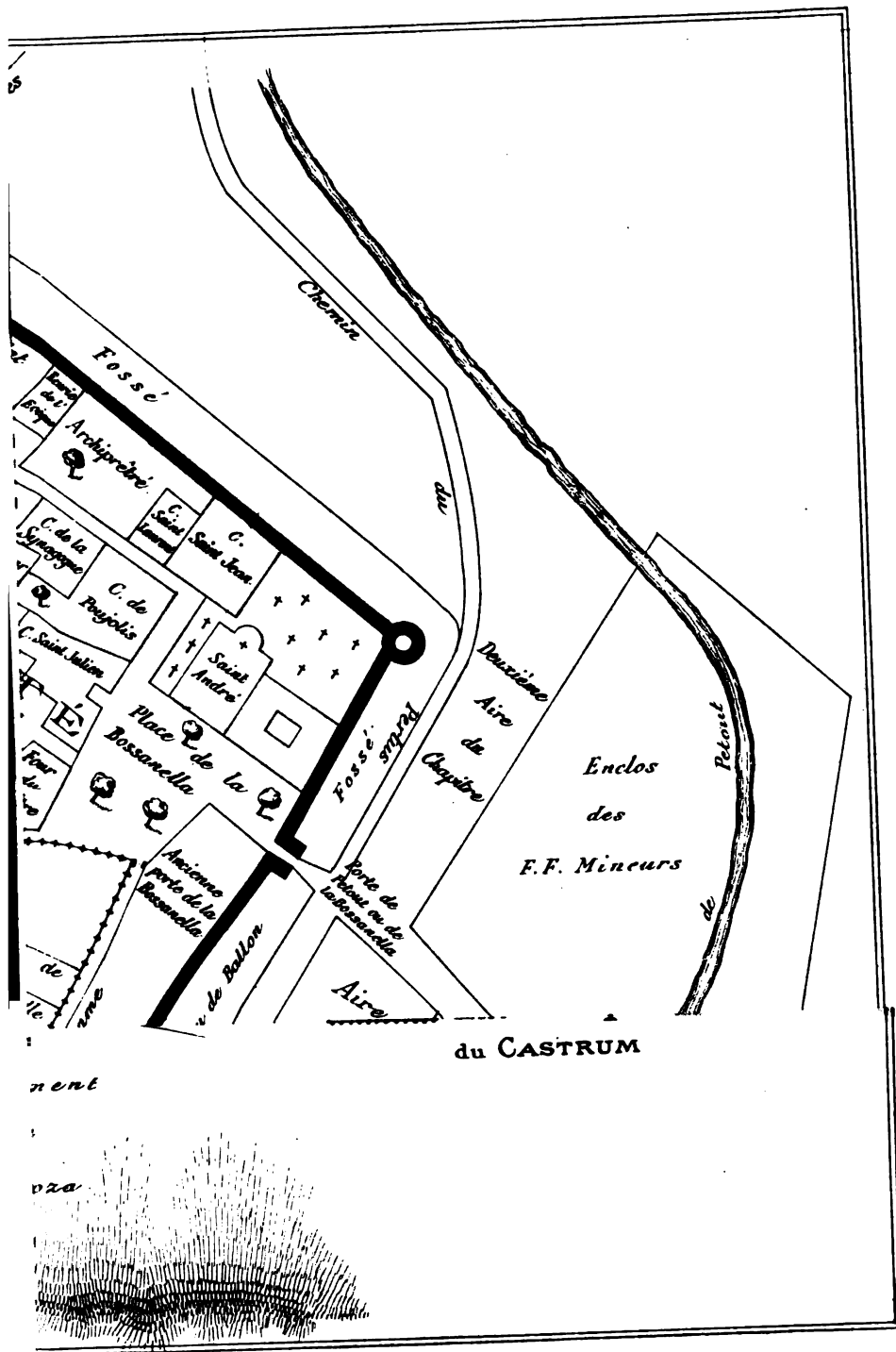
(5) « Mons vinairosus ».

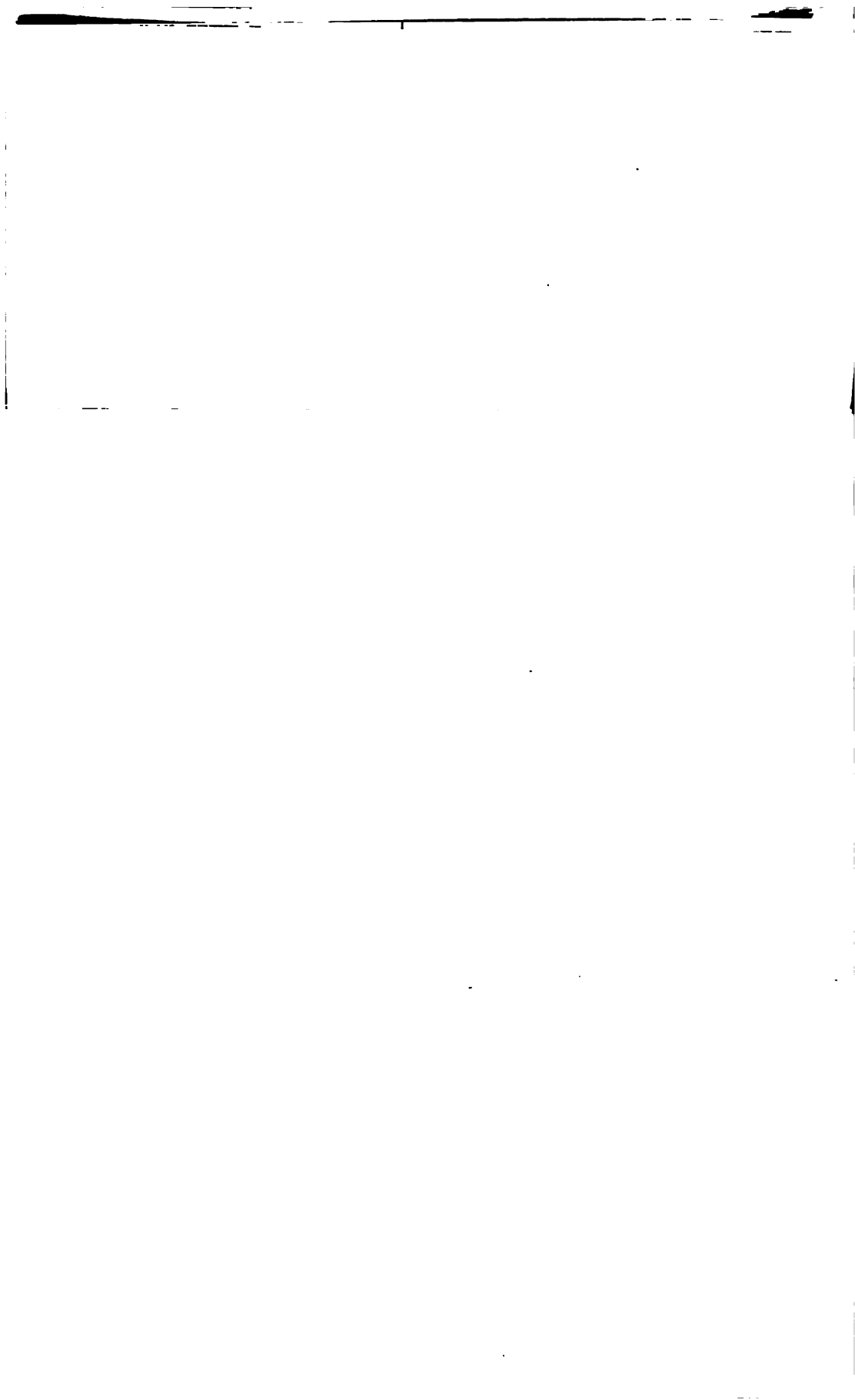
TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.

ÉTUDE SUR LES ARCHIVES DE LODÈVE.

CHAPITRE PREMIER. — Luteva sous les Gaulois et les Romains.....	1
CHAPITRE II. — Lodève sous les Wisigoths, les Sarrasins et les Francs..	14
CHAPITRE III. — Formation du pouvoir temporel des Evêques.....	27
CHAPITRE IV. — Le mouvement communal.....	59
CHAPITRE V. — Lodève pendant la guerre de Cent Ans.....	75
CHAPITRE VI. — Les Pouvoirs publics.....	107
CHAPITRE VII. — Les Institutions.....	200
CHAPITRE VIII. — L'Industrie et le Commerce.....	247
CHAPITRE IX. — La Vie, les Mœurs, les Usages.....	269
CHAPITRE X. — Topographie de la ville.....	305





4 85 191ST2 53 005 BR

6200

1

2



DATE DUE			

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305

